

# Le Monde



QUARANTE-CINQUIÈME ANNÉE - N° 13438 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

MERCREDI 13 AVRIL 1988

## Cohabitation à la chinoise

La nomination du nouveau gouvernement chinois par l'Assemblée nationale populaire, mardi 12 avril, représente un pas de plus dans le processus de rapprochement des équipes dirigeantes entrepris sous l'égide de M. Deng Xiaoping et poursuivi par le nouveau chef du PCC, M. Zhao Ziyang. L'âge moyen des principaux ministres a baissé de sept ans et les affaires étrangères sont reprises en main par un diplomate d'une cinquantaine d'années, dynamique, M. Qian Qichen. Comme on s'y attendait, M. Li Peng a été confirmé à son poste de premier ministre.

Apparemment donc, point de surprises. L'ouverture et la « transparence » annoncées en fanfare l'autorité dernière lors du troisième congrès du PCC se sont poursuivies au cours de la session annuelle de l'Assemblée, qui doit achever ses travaux mercredi. Au grand plaisir des observateurs étrangers, qui ont pu assister à des votes négatifs, à des scrutins à bulletin secret, peu habituels dans ce type de régime. Mais à faut dire que le spectacle était fort bien réglé et que le mécontentement contrôlé de quelques individus ne risquait pas de remettre en cause le fonctionnement du régime. Du moins a-t-il permis à plusieurs députés d'exprimer leur impatience devant le refus de dialogue de certains dirigeants et le maintien à des postes de responsabilité de potiches octogénaires.

Une fois les rideaux tirés sur ce grand « show » annuel et les déclarations de clôture de M. Li Peng prononcées, le nouveau régime, rejointe mais aussi rééquilibrée, a dû se mettre au travail. Dans des structures à peine modifiées, puisque le « dégraisage » du gouvernement, de l'administration annoncé est à peine ébauché. Les tâches seront multiples, que ce soit pour M. Qian Qichen, qui devra donner la Chine d'une véritable stratégie diplomatique, pour le général Qin Jiwei, nouveau ministre de la défense, chargé d'accélérer la modernisation de l'armée de paysans héritée de Mao Zedong, ou pour le nouveau ministre de l'éducation, M. Li Tieying, confronté à un regain de la grève des étudiants et des intellectuels.

Mais la session parlementaire pas plus que le troisième congrès, ne paraissent avoir mis un terme aux divergences qui opposent les réformistes déterminés et ceux qui recommandent la plus extrême prudence. Les premiers sont regroupés autour de M. Zhao Ziyang, les autres sont incarnés par M. Li Peng. Le décalage est grand entre les discours de ces deux dirigeants. L'un parle d'accélérer la réforme des entreprises et l'ouverture vers l'étranger des régions côtières, tandis que l'autre met l'accent sur la production agricole - obsession des conservateurs - et les effets pervers des réformes.

Et l'on voit apparaître autour de M. Li toute une génération de technocrates quinquagénaires, souvent formés en URSS dans les années 50, et dont le rôle pourrait s'accroître au fur et à mesure que de nouveaux liens se tissent entre Pékin et l'URSS de M. Gorbatchev.

Dans un régime communiste, le chef du parti l'emporte bien évidemment sur celui du gouvernement. Mais, dans la Chine de 1988, les choses ne sont pas si simples. En particulier parce que les principaux dirigeants ont en ligne de mire l'après-Deng Xiaoping. Bien qu'il paraisse en excellente santé, le « vieux Deng » approche des quatre-vingt-quatre ans, et chacun semble attendre le faux pas du rival. En Chine, aussi, la cohabitation a ses problèmes.

(Lire nos informations page 6.)

M 0147 - 04130 - 4,50 F



## Le détournement du Boeing sur Larnaca

### Les pirates et le Koweït demeurent intransigeants

Les auteurs du détournement sur Larnaca du Boeing koweïtien ont lancé, mardi 12 avril, un nouvel ultimatum pour exiger que soient libérés dix-sept chiites détenus au Koweït. Les autorités de l'émirat ont réaffirmé qu'elles ne céderaient pas au chantage.

LARNACA

de notre correspondant

du Grand Martyre - 2) mourir dignement vaut mieux que vivre dans l'humiliation.

FRANÇOISE CHIPAUX.

(Lire la suite page 3.)

« Ou nos dix-sept frères sont tous libérés, ou nous allons tous au paradis. » C'est à 9 heures locales, mardi 12 avril, que les pirates de l'air qui ont détourné le Boeing-747 des Koweït Airways ont repris le contact avec la tour de contrôle de Larnaca pour lire simplement un communiqué en arabe.

Commencant par deux versets du Coran, qui font l'éloge du martyr, les pirates se réfèrent au Mahdi (le douzième imam attendu dans la tradition chiite), et affirment : « Après avoir attendu la réaction du gouvernement koweïtien, prise à l'issue du conseil des ministres (celui-ci réaffirme la détermination du Koweït à ne pas libérer les dix-sept membres du Djihad islamique condamnés après les attentats de 1983 contre les ambassades américaine et française), nous nous sommes aussi réunis pour prendre plusieurs décisions : 1) désigner notre avion - L'avion



(Lire nos informations page 7)

## M. Gorbatchev et les conflits régionaux

### Aggiornamento soviétique

par Jacques Amelric

« Mener à bien le règlement politique en Afghanistan constituera une percée dans la chaîne des conflits régionaux. » La phrase est de M. Gorbatchev, et elle remonte au 6 février dernier. Depuis, le secrétaire général a marqué de nouveaux points dans la réalisation de sa « nouvelle politique », en Afghanistan tout d'abord, d'où l'URSS va finalement se retirer d'une manière quasi unilatérale, quitte à voir le pays sombrer dans la guerre des factions.

Ce retrait n'est pas dû à la grandeur d'âme du secrétaire général - qui se serait bien passé d'avoir à présider au premier abandon par Moscou d'un régime communiste - mais à l'échec

militaire de l'URSS. Après huit ans de combat, les experts soviétiques ont compris que leur pays avait mieux à faire que de s'embourber - et à quel prix - dans une guerre qu'il n'aurait jamais dû commencer... une guerre qui a déjà trop pesé sur la diplomatie mondiale.

Un peu comme le général de Gaulle avait fini par comprendre que le rêve diplomatique qu'il nourrissait pour la France serait irréalisable tant que durait la guerre d'Algérie, M. Gorbatchev semble avoir été très tôt convaincu qu'il lui fallait en finir avec l'engagement en Afghanistan - s'il voulait relancer la politique étrangère de son pays. C'est dans la même perspective apparemment qu'il a conseillé à

M. Arafat, à peine le retrait d'Afghanistan acquis, de reconnaître sans tarder Israël.

En fait, le retour de l'URSS sur la scène proche-orientale ne remonte pas à hier. La politique d'équilibre subtil entre l'Iran et l'Irak suivie par Moscou fait l'admiration de nombreux diplomates occidentaux depuis des mois. De même le discret processus de normalisation entamé avec les pays arabes du Golfe et qui s'est déjà soldé par la reprise des relations diplomatiques avec le Koweït et un sérieux réchauffement avec l'Arabie saoudite. Mais c'est sans doute au Caire que les diplomates et les nombreux émissaires de M. Gorbatchev ont été le plus efficaces.

(Lire la suite page 5.)

## Mort de l'auteur de « Pleure, ô pays bien-aimé »

### Alan Paton, une vie contre l'apartheid

L'écrivain blanc sud-africain Alan Paton est mort, le mardi 12 avril, dans sa propriété de Durban, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans. Il était l'auteur de « Pleure, ô pays bien-aimé », publié en 1948, qui critiquait la situation faite aux Noirs en Afrique du Sud.

JOHANNESBURG  
de notre correspondant

« Ma vie entière a été une lutte entre l'écrivain et l'activiste, et ce n'est pas fini... », déclarait l'an dernier Alan Paton, le doyen des intellectuels sud-africains qui, tout au long de sa vie, a été un adversaire acharné de l'apartheid et un critique acerbe des dirigeants de son pays. Pourtant, le 11 janvier, à l'occasion de son

quatre-vingt-cinquième anniversaire, comme on lui demandait ce qu'il avait l'intention de faire avec le temps qui lui restait, il avait lancé : « Ne plus rien faire », ajoutant : « quatre-vingt-quatre ans d'esclavage (au travail), c'est assez ». Fatigué sans doute, pas vraiment désabusé, seulement un peu las, après une vie de combat contre l'injustice, contre ce système qui, pendant presque trente ans, de 1953 à 1981, l'a détourné de son œuvre romanesque.

Se définissant lui-même comme « un politicien amateur », Alan Paton avait été, en 1954, l'un des artisans de la création du Parti libéral, dont il deviendra par la suite le président. Cette formation politique avait pour but de lutter contre la mise en place progressive des lois régissant le développement séparé des races. Son

## Commerce extérieur : mauvais résultat

Le déficit commercial de la France a atteint 5,2 milliards de francs en février.

## Huit Palestiniens bannis des territoires occupés

Une démonstration de force de Jérusalem.

PAGE 3

## Concertation monétaire

Les pays industrialisés se réunissent à Washington.

PAGE 22

## Fin de la crise en Italie ?

M. de Mita obtient l'accord des cinq partis de la coalition pour son programme de gouvernement.

PAGE 6

## Les Oscars du cinéma

Neuf récompenses pour « le Dernier Empereur », de Bertolucci.

PAGE 15

## Le Monde

SCIENCES ET MÉDECINE

Les dentistes face au SIDA

Les quelque cinquante mille dentistes, prothésistes dentaires et leurs collaborateurs qui exercent en France constituent-ils un danger potentiel par les risques de dissémination des maladies infectieuses, à commencer par le SIDA ? Sous prétexte qu'ils ne sont pas équipés de façon suffisante, certains refusent de soigner des séropositifs.

(Lire page 19 l'article du Dr Escoffier-Lambotte.)

Le sommaire complet se trouve en page 28

**JACQUES BROSSE**  
Grand écrivain français

**Les grandes personnes**

Bachelard  
Camus  
Cocteau  
Dali  
Jouhandeau  
Michaux  
Rouault  
Saint John Perse

**ROBERT LAFFONT**

A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,50 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 18 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$ ; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 165 pes. ; G.-R., 60 p. ; Grèce, 180 dr. ; Hongrie, 90 p. ; Inde, 1 700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 90 f. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 150 esc. ; Suède, 395 F CFA ; Suisse, 12,50 fr. ; Thaïlande, 1,50 B. ; USA, 75¢ ; USA (West Coast), 1,75 \$.

هنا من الأصل



# Débats

Israël et les Palestiniens

## Juif de la perplexité? Non, juif du refus!

**E**N tant qu'intellectuel juif, non point de condition mais de conviction, je refuse la non-reconnaissance de l'autre, pétition de principe pour nombre d'hommes politiques et pour une fraction importante des Israéliens et des Palestiniens.

— Je refuse la bestialisation de l'ennemi, sa réduction à un animal maléfisant et à de la vermine grouillante qu'il convient de détruire par mesure d'hygiène. Pour Darquier de Pellepoix, ce sont des poux que l'on a gazés dans les camps de la nuit et du brouillard.

— Je refuse la condamnation à l'errance, le déni d'une terre et de toute sécurité, auxquels irrédentistes Israéliens et arabes voudraient condamner leur adversaire.

— Je refuse toute légitimation de l'oppression colonialiste et du maintien d'une population,

par **FREDDY RAPHAEL (\*)**

des années durant, dans des camps, au mépris de la dignité humaine, l'implantation de colonies dans des territoires occupés au nom de la sécurité conjugué la mystique de la terre et le profit matériel.

— Je refuse la complicité d'un nationalisme exacerbé et d'un intégrisme religieux, en Israël comme dans le monde arabe, qui bénit les armes et légitime la violence.

Au nom de quel ce refus, cet impératif catégorique?

— Au nom de la fidélité tenue à un message fondateur, à une parole qui a fait effraction dans le monde, pour proclamer le droit à l'existence et à la dignité ineffaçable de tout homme.

(\*) Doyen de la faculté des sciences sociales de Strasbourg.

— Au nom de la vocation du juif de sculpter dans ce chantier qu'est le monde le visage de Dieu, c'est-à-dire une société plus juste.

— Au nom de la nécessité de dénoncer les faux prophètes, prêtres et rois qui célèbrent l'aventure guerrière, la triomphe de la force et l'idolâtrie de la terre.

La reconnaissance réciproque et la rupture du cercle de la violence, pour lesquelles cinquante mille Israéliens ont manifesté à Tel-Aviv, constituent non seulement une exigence éthique, incontournable et fondatrice, mais aussi la seule sécurité. La terre d'Israël n'est pas le lieu de l'enracinement, mais celui de l'innocuité la défigure, en même temps qu'elle pervertit le sens même de l'aventure juive.

## Le refus de l'histoire

par **MICHEL SALOMON (\*)**

**D**ANS l'interminable conflit israélo-palestinien, l'aspect politique est finalement le moins important bien que paraissant primordial aux journalistes et aux hommes d'Etat, pour une simple raison: il se réfère à une certaine rationalité dans une situation inextricable où l'irrationnel prédomine.

Une question n'est jamais posée: et s'il n'y avait pas pour le moment de solution? Israël paraît se trouver dans une impasse, une voie sans issue. Mais c'est tout aussi bien, en tenant compte de leur spécificité propre, le cas de l'Irlande du Nord, du Pays basque, du Sri Lanka, du Sud-Soudan, de l'Angola, sans parler du Liban, de l'Irak, et de l'Irak, et d'une myriade d'autres conflits soulevés par des antagonismes dont certains ne sont pas sans rappeler les paramètres de celui qui nous occupe (irrédentisme, religion, etc.).

Ce qui paraît sans espoir aujourd'hui ne l'est sans doute pas pour l'éternité. Nous ignorons le jour où le vaccin permettra de prévenir le SIDA, mais il viendra. Nous sommes encore plus désarmés devant les cancers, mais il ne fait pas de doute que, tôt ou tard, nous ferons ici aussi des progrès significatifs. Le temps, la constance et l'imagination que l'on réclame de l'innovation scientifique sont tout aussi indispensables à la solution des problèmes politiques.

Les dirigeants arabes n'ont cessé de jouer à « qui perd gagne » depuis plus d'un siècle, début de l'immigration juive dans ce coin désolé de l'empire ottoman, abandonné de Dieu et des hommes, où les raids de bédouins décimaient aussi sûrement les pe-

russe diabolique des « fils de Sion » — ceux du fameux protocole, — un chantage qu'ils exercent sur les esprits crédules des Occidentaux. Bien avant l'éclosion de l'intégrisme religieux, les dirigeants arabes ont été des intégristes politiques, rendant tout compromis impossible, y compris celui de l'Etat juéo-arabe proposé par Martin Buber et les intellectuels « palestiniens ». C'est ainsi qu'on appelait les juifs durant le mandat anglais — cinquante ans avant qu'Arafat en fasse, très temporairement il est vrai, l'un de ses crédo.

Le refus arabe s'applique d'abord à l'histoire. Ce qui s'est déroulé depuis des décennies n'aurait pas dû survenir, donc n'a pas eu lieu. Ce qui est vrai dans le reste du monde ne l'est pas au Levant. Au Moyen-Orient, et là seulement, les réfugiés « doivent » rester « en l'état », parqués dans les camps de Gaza et de Cisjordanie, comme une arête dans la gorge de l'ennemi sioniste, quitte à ce que les pays du Golfe, l'Arabie saoudite et d'autres pays arabes importent à grands frais leur main-d'œuvre des Indes, de Corée et des Philippines.

Persone n'a de solution magique pour résoudre un conflit aussi épineux et complexe. C'est un conflit qui se perpétue à partir de faits objectifs et sur le terrain d'une subjectivité totalement plus prégnante: aucune parcelle de souveraineté ne saurait être accordée à des non-musulmans sur la moindre parcelle de terre « arabe », avec son corollaire, les « dhimmis » ne seraient gouvernés des vrais croyants... Il est vrai que l'incapacité d'Israël à définir une citoyenneté séculière ne facilite pas l'éventuelle et sans doute problématique adhésion d'une partie au moins de sa population arabe à un projet national intégrateur.

Aucune cause n'est entièrement bonne ou mauvaise. La moindre des choses est, pour ceux qui ont à cœur une paix juste et une réconciliation des deux peuples vivant entre Méditerranée et Jourdain, de ne pas jouer les apprentis sorciers en sacrifiant l'essence aux apparences, l'immédiat et le spectaculaire à la réalité profonde, dans un conflit qu'on ne saurait appréhender sans un peu de culture: historique, beaucoup d'humilité et quelque équanimité dans la distribution des bonnes et des mauvaises notes.

(\*) Médecin, écrivain.

## S'inspirer du traité d'Etat autrichien

**D**ANS son pénétrant article « David contre David » (le Monde du 10 février), André Fontaine soulignait que les nations israélienne et palestinienne ont aussi peur l'une de l'autre. Les rassurer toutes deux, ajoutait-il, semblerait possible au moyen d'un règlement garanti par l'extérieur, comme celui qui aboutit jadis au traité d'Etat autrichien.

A propos de ce traité, on ne connaît que trop bien les articles relatifs à la neutralité ainsi qu'à l'interdiction de posséder des armes offensives (certains missiles ou chars d'assaut). Cependant il nous semble que deux autres articles fort originaux et fréquemment ignorés ont permis à l'Autriche de recouvrer son indépendance, sans pour autant constituer une menace pour ses voisins. Il s'agit d'une part de l'interdiction de toute activité à tout mouvement ou tout parti à plate-forme irrédentiste, d'autre part de l'obligation de maintenir un régime démocratique basé sur l'existence de différents partis.

Quel serait l'impact de tels articles inclus dans un traité de paix entre Israël et un Etat palestinien couvrant les territoires occupés?

L'irrédentisme est la politique et la pratique d'un Etat, d'un parti ou de personnes qui cherchent soit à incorporer à l'intérieur de leurs frontières certains territoires perdus, soit à se joindre à des populations ethniquement très proches.

Ainsi aucun mouvement ou parti autrichien qui réclame l'entrée de l'Autriche dans le cadre d'un autre Etat à population germanique (Anschluss) ou qui demande l'annexion de territoires ayant autrefois appartenu à l'Autriche, tel le Sud Tyrol, ne peut avoir une activité sur le territoire autrichien.

Un tel article adapté au conflit israélo-palestinien devrait stipuler qu'Israël et l'Etat palestinien renonceraient pour toujours à toute

Par **MICHAEL HARSGOR** et **MAURICE STROUN (\*)**

revendication territoriale l'un envers l'autre et s'engagent à ne pas se joindre à de plus larges entités.

Pratiquement, certains mouvements ou partis israéliens et palestiniens qui n'accepteraient probablement pas un tel traité (par exemple le mouvement des Gush Emounim, le parti Kach du rabbin Kahana, le parti Tehiya, ou encore des groupes dissidents de l'OLP) devraient être dissous. Une fois la paix signée, le Likoud, sous peine de devoir renoncer à toute activité, devrait abandonner sa plate-forme politique qui revendique la Judée, la Samarie et la bande de Gaza. De la même manière, l'OLP devrait renoncer à sa charte qui se donne comme but la destruction d'Israël.

Cela nous paraît la condition sine qua non pour l'établissement d'une paix réelle entre Israël et le futur Etat palestinien. En effet, il est évident qu'une guerre ne peut éclater si la nation attaquante n'a pas été endoctrinée par une politique chauvine, belliciste et irrédentiste.

Le second article, également tout à fait original, vient renforcer le précédent. Il oblige l'Autriche à maintenir un régime démocratique qui respecte, grâce à ses différents partis, la pluralité des opinions. Le respect de la Constitution et du traité de paix est la seule restriction à l'activité de ces partis.

Un tel régime, dans chacune des deux nations qui nous occupent, serait vital pour leur sécurité. En effet, aucune force extrémiste ou totalitaire — elles ne sont pas négligeables dans ces deux

peuples — ne pourrait ainsi imposer son pouvoir, car le concept d'un parti unique serait contraire à l'essence de la démocratie. C'est pourquoi les extrémistes auraient, dans de telles conditions, peu de chances d'obtenir l'appui de la population pour violer le traité de paix: il est clair qu'une telle violation entraînerait le déclenchement d'une nouvelle guerre avec ses terribles conséquences pour les populations.

Il est temps de couper le nœud gordien de cette lutte éternelle et de rechercher les conditions qui permettent à ces deux peuples de vivre en paix, chacun dans son Etat.

La seule nouveauté que j'ai trouvée dans les propos de M. Giscard d'Estaing lors de son dernier passage à — questions à domicile — aura été son emploi du verbe « antagoniser ».

Notre ancien président ne veut pas « antagoniser » les Français. Comprendons, bien évidemment, qu'il ne veut pas créer deux blocs de Français antagonistes.

Va pour l'économie ainsi obtenue: on n'attendait pas moins de l'ancien ministre de l'économie.

Aucune objection non plus pour la création de mots nouveaux. En revanche, cette plate copie de l'anglais « to antagonize » atterre, tant elle paraît confirmer la vieille allégeance...

Giscard d'Estaing semblait fier l'autre soir de son néologisme: il l'a employé à plusieurs reprises,

## Au courrier du Monde

**NÉOLOGISME**

**Quand M. Giscard d'Estaing innove**

allant jusqu'à le conjuguer. Il souhaite en effet écarter « toutes les circonstances qui antagonisent les Français ».

Heureusement que sa création prend ainsi, telle qu'il la prononce, deux s. Sinon l'on pourrait croire que c'est, dans sa bouche, le français qui agonise!

**ANDRÉ FELLOUS**  
(Castellandary).

**THÈME**

**Méditer Primo Levi**

« On s'accorde (...) à reconnaître qu'un pays est d'autant plus évolué que les lois qui empêchent les misérables d'être trop misérables et la puissance trop puissante y sont plus sages et plus efficaces », écrivait Primo Levi dans son livre *Si c'est un homme*. Quel beau thème pour un candidat! Quel beau sujet de réflexion pour les électeurs!

**CLAUDE CREMIEUX**  
(Paris).

## Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75001 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDIPAR 696572 F  
Télécopieur: (1) 45-23-06-81  
Tél.: (1) 42-47-97-27

**ABONNEMENTS**  
BP 507 09  
75421 PARIS CEDEX 09  
Tél.: (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

**FRANCE**  
354 F 672 F 954 F 1 200 F

**TOUTS PAYS ÉTRANGERS**  
PAR VOIE NORMALE  
687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

**ÉTRANGER (par messagerie)**  
L — BELGIQUE-LUXEMBOURG  
PAYS-BAS  
399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

**IL — SUISSE, TUNISIE**  
504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne: tarif sur demande.

Changements d'adresse: difficultés ou provinces: nos abonnés sont invités à formuler leur demande, deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

**Le Monde**  
**TELEMATIQUE**  
Composez 30-15 - Tapez LEMONDE

**Le Monde**  
**PUBLICITE**

5, rue de Montbary, 75007 PARIS  
Tél.: (1) 45-55-91-81 ou 45-55-91-71  
Tél. MONDIPUB 266 136 F

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'Administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57437  
ISSN: 0393-2037

**ABONNEMENTS PAR MINITEL**  
36-15 - Tapez LEMONDE, code d'accès ABO  
365 jours par an, 24 heures sur 24

**MAYER**  
**1988**  
50 000 prix de ventes

Estampes  
Dessins  
Aquarelles  
Peintures  
Sculptures

EN SOUSCRIPTION

**EN SOUSCRIPTION JUSQU'AU 15 MAI 1988**

50 000 prix (47 000 dans l'édition 1987)  
12 000 artistes, anciens et modernes  
1 300 ventes aux enchères publiques du monde entier  
1 500 pages, 450 reproductions dont 40 en couleurs

BON DE COMMANDE

Veuillez m'adresser \_\_\_\_\_ exemplaire(s) du **MAYER 1988** au prix de souscription de 870 F le volume + 30 F frais de port - (AU LIEU DE 990 F le volume + 30 F frais de port, à compter du 16 mai 1988)

Nom: \_\_\_\_\_

Adresse: \_\_\_\_\_

Règlement ce jour par C.C.P. à notre compte postal  
☐ "LIBRAIRIE BIBLIOTHEQUE DES ARTS" N° 7610-53 M PARIS  
☐ ou par chèque bancaire

Toute commande de livres doit être accompagnée de son règlement

Signature \_\_\_\_\_

Bulletin de commande, sans enveloppe, à retourner à:

**LIBRAIRIE BIBLIOTHEQUE DES ARTS**  
3, rue Cornicille 75006 Paris - Tél.: 46 34 08 62



## Le détournement vers Larnaca du Boeing koweïtien

### La presse de l'émirat accuse l'Iran de complicité

KOWEÏT  
de notre envoyé spécial

Malgré l'assassinat d'un second otage à l'aéroport de Larnaca, le Koweït demeure ferme et reste décidé à prendre le risque de perdre d'autres passagers plutôt que de céder aux exigences des pirates de l'air. Tel est l'essentiel du message que le cheikh Sabha, le chef de la diplomatie koweïtienne, a adressé lundi soir 11 avril aux preneurs d'otages au cours d'une conférence de presse donnée en marge du minisommet de la Conférence islamique, qui vient d'achever ses travaux à Koweït.

Une fois de plus, le chef de la diplomatie koweïtienne, qui est également vice-premier ministre, a affirmé que son pays demeurerait intraitable. « Nous avons, a-t-il dit, beaucoup souffert des terroristes (à l'intérieur et à l'extérieur du Koweït) mais nous ne céderons pas aux pressions ». « De toute manière, a-t-il ajouté, notre décision de rester fermes n'est pas une décision gouvernementale mais celle de l'ensemble du peuple ».

Cette déclaration, venant de la part de celui qui est considéré ici comme l'homme fort du régime koweïtien, a été interprétée comme un feu vert implicite à une action de commando contre le Boeing-747 de Larnaca. Depuis trois jours, des rumeurs incontrôlables évoquaient une telle éventualité, et il semblait que des unités koweïtienes destinées à donner l'assaut à l'appareil se trouvaient déjà sur place.

Interrogé à ce sujet, le cheikh Sabha s'est montré très prudent. « L'aviation, a-t-il dit, se trouve en situation d'urgence. Il ne nous appartient donc pas de prendre une telle décision qui relève du pays sur le territoire duquel se trouve l'appareil ». Mais le sujet est très délicat, et le cheikh Sabha n'a pas voulu s'étendre davantage sur ce point. « L'aviation, a-t-il dit, ne peut pas mettre en danger inutilement la vie des passagers. Tout le monde se rappelle les précédents tragiques de Larnaca en 1978 et de La Valette en 1985 qui s'étaient terminés par un véritable bain de sang, à la suite de la mal-

heureuse intervention de commandos égyptiens contre des pirates de l'air.

L'attitude de fermeté koweïtienne a reçu l'appui de la Conférence islamique, dont le secrétaire général Sharifuddin Pirzada a fait, au cours de la séance de clôture de la réunion de Koweït, l'éloge de l'émirat « pour avoir refusé de céder au chantage et aux pressions des pirates de l'air ». Cette manifestation de solidarité a mis de bonne heure au cœur des Koweïtiens, aliés par le ministre du Conseil de coopération du Golfe qui, jusqu'à présent, n'a pas jugé utile de faire part de sa condamnation officielle de l'opération de détournement.

#### M. Arafat condamne l'opération

En revanche, M. Yasser Arafat, chef du PLO, qui a pris part aux travaux de la conférence et dont le représentant à Larnaca négocie avec les pirates de l'air, a condamné l'opération. Il a même ajouté qu'il lui semblait que ces derniers recevaient des ordres de l'extérieur, « de l'extérieur même du Liban », a-t-il précisé, laissant ainsi entendre que des instructions proviendraient de l'Iran.

Jusqu'à présent, les dirigeants koweïtiens ont refusé de s'engager sur ce terrain, mais la presse locale, qui ne peut rien écrire sans l'approbation des autorités puisqu'elle est soumise à la censure préalable, abonde dans ce sens. *Al Anba* et *Al Siyass* accusent ouvertement Téhéran d'avoir planifié l'ensemble de l'opération. « Nous ne devons pas continuer à nous laisser, écrit *Al Siyass*, des les premiers instants du détournement, il était évident qu'il était organisé et exécuté par un pays et non par une organisation. Un détournement minutieusement préparé, et le fait que l'avion se soit posé d'abord à Mécchhed prouve que les pirates de l'air sont les instruments d'un Etat - l'Iran - à la suite du terrorisme international. (...) Les gouvernements koweïtiens ont essayé de se conduire avec l'Iran d'une manière logique et raisonnable. L'Iran doit, un jour ou l'autre, recevoir une sévère leçon ».

*Al Anba* affirme, pour sa part, sans citer la source de ses informations, que les pirates de l'air ont reçu à Mécchhed des armes et des munitions et que trois autres pirates de l'air y sont montés à bord pour renforcer les quatre qui se trouvaient à l'origine de l'opération. *Al Qbas* estime de son côté qu'il y a eu une relève de l'équipe des preneurs d'otages à Mécchhed et que trois d'entre eux y ont été remplacés par des nouveaux venus. *Al Qbas*, qui cite des sources proches des négociateurs à Larnaca, affirme en outre que les pirates de l'air appartiennent à l'Organisation de l'action islamique, créée par l'rhododactyle Modarressi qui dirigeait plusieurs camps d'entraînement de terroristes au Liban, notamment à Mécchhed, et au Liban.

JEAN GUEYRAS.

### Les pirates et le Koweït demeurent intransigeants

(Suite de la première page.)

« Nous lançons un appel au peuple du Koweït pour qu'il intensifie sa lutte révolutionnaire contre le régime dictatorial koweïtien, et nous affirmons que nous ne sommes pas contre ce peuple ». « Nous rappelons au frère de Cuellar (secrétaire général de l'ONU) que toute notre nation est kidnappée et qu'il faut la libérer. Nous avons décidé de mettre nos linceuls », [c'est-à-dire nous sommes prêts à mourir].

Ce communiqué, sans équivoque, qui intervient après trois jours de vaines « négociations », prouve, s'il en était encore besoin, que l'impasse demeure totale à Larnaca. Et on voit mal maintenant ce qui pourrait débloquer la situation. Déjà, dans la nuit, le

porte-parole du gouvernement chypriote avait été clair en répondant à un journaliste qui lui demandait : « Où en est-on ? - Nulle part ».

Après l'assassinat d'un deuxième passager - un officier koweïtien tué lundi après-midi de plusieurs balles tirées dans la tête avant d'être jeté par la porte de l'avion (nos dernières éditions du 12 avril), le gouvernement chypriote a officiellement déclaré qu'il n'était pas question de faire le plein de l'appareil si tous les passagers n'étaient pas libérés.

#### Chypre piégée

Le gouvernement de Nicosie, pour lequel c'est la première crise grave depuis son entrée en fonction, début mars, paraît maintenant pris dans un piège dont il ne sait pas comment sortir. Le porte-parole a exclu publiquement - mais comment pourrait-il l'annoncer ? - une opération militaire. Celle-ci poserait pour l'île un danger potentiel non négligeable dans la mesure où sa situation de plaque tournante aérienne la rend vulnérable - et que, d'autre part, vivant essentiellement de tourisme, elle ne peut se permettre de subir souvent de graves incidents de ce genre. Déjà, les pirates de l'air rendent aujourd'hui les autorités de l'île « complices du gouvernement koweïtien ».

Particulièrement méfiants, les pirates ne seront pas faciles à endormir par des assurances : alors qu'ils se plaignaient de l'arrivée de gaz dans l'avion, qui les a obligés à utiliser les masques à oxygène, des rumeurs ont circulé que grâce à cette tentative ils pourraient être neutralisés. Il est apparu en fait qu'il s'agissait d'un

simple incident dans le système de climatisation de l'appareil.

Interlocuteurs privilégiés des pirates, les contrôleurs chypriotes essient de ne jamais les provoquer, et ces échanges d'une grande courtoisie, accompagnés de « Merci beaucoup », « D'accord, nous ferons pour le mieux », « Avez-vous besoin de quelque chose ? », ont un côté surréaliste. Les contrôleurs avaient d'ailleurs qu'ils sont surpris du sang-froid des pirates.

Le mystère demeure sur leur véritable appartenance, même s'il s'agit bien d'intégristes chiites. Après le soutien apporté depuis Beyrouth par le Djihad islamique, qui détient plusieurs otages occidentaux, les pirates ont reçu l'appui des Opprimés sur terre, l'organisation qui a revendiqué l'enlèvement, le 17 février au Liban sud, du lieutenant-colonel américain Higgins.

Celle-ci a menacé de tuer l'officier si une opération était tentée contre l'appareil. Les Opprimés sur terre, organisation libanaise, est toutefois très proche de l'Iran, et l'un de ses « responsables », M. Mustapha Dirani, vient d'être exclu du mouvement chiite Amal, pour son allégeance au Hezbollah pro-iranien. Est-ce à dire que les pirates n'obéissent qu'à des considérations purement libanaises ? Rien ne permet de l'affirmer pour l'instant. L'opposition chiite irakienne, dont plusieurs membres font partie des dix-sept détenus du Koweït, a ses bases principales en Iran.

FRANÇOISE CHIPPAUX.

● Le Quai d'Orsay a fait savoir, mardi matin 12 avril, qu'aucune démarche française n'avait été effectuée auprès du Koweït. A Mésirion, on affirmait également de bonne source que la France n'avait présenté aucune demande à l'émirat.

### La libération des trois otages français détenus au Liban aurait pu intervenir samedi dernier

La libération des trois derniers otages français détenus au Liban aurait pu intervenir samedi dernier, mais a été entravée à la fois par le détournement du Boeing koweïtien et les combats entre chiites pro-iraniens d'Amal et chiites pro-israéliens du Hezbollah au Liban sud, a-t-il affirmé, lundi 11 avril, à la suite de sources concordantes arabe et française, rapporte l'AFP.

Le négociateur français, M. Jean-Charles Marchiani, alias Alexandre Stéphan, aurait fait contacter, quant à lui, les autorités libanaises pour leur demander de ne pas faire donner l'assaut à l'avion immobilisé à Larnaca, selon des indications recueillies de mêmes sources.

Toutes les dispositions pour une libération samedi dernier de Jean-Paul Kautmann, Marcel Carton et Marcel Fontaine avaient été prises au début de la semaine dernière par les ravisateurs et M. Jean-Charles Marchiani, assure-t-on également.

Le mardi, le Boeing des Kurait Airways a été détourné sur Mécchhed, dans le nord de l'Iran, par des pirates appartenant à la même mouvance intégriste musulmane que le Jihad islamique, qui détient les trois Français.

Le même jour, des affrontements éclatèrent au Liban sud entre le Hezbollah et Amal. Vendredi, lorsque les pirates ont demandé que l'avion puisse se poser à Beyrouth, les pro-iraniens du Hezbollah avaient perdu de vue l'influence du fait de leurs revers militaires face aux pro-israéliens d'Amal.

Judi, encore, le guide spirituel des intégristes du Hezbollah, cheikh Mahammad Hussein Fadlallah, avait affirmé que les trois Français, détenus depuis trois ans, pourraient être relâchés « avant ou pendant » l'élection présidentielle française, prévue pour le 24 avril et le 8 mai prochains.

### ISRAËL : en expulsant huit Palestiniens vers le Liban

### Le gouvernement a voulu faire une démonstration de force pour l'exemple

Deux jeunes Palestiniens ont été tués, lundi 11 avril, lors de nouveaux affrontements en Cisjordanie entre manifestants et forces israéliennes. Le mot d'ordre de grève générale dans les territoires occupés, lancé par le douzième communiqué de la « direction militante du soulèvement », a été largement suivi.

Par ailleurs, le banissement, ce même lundi, de huit Palestiniens a été critiqué par Washington, qui a jugé de telles mesures « contre-productives ». Enfin le département d'Etat américain a jugé lundi « positives » les déclarations de M. Gorbatchev appelant le chef de l'O.L.P., M. Yasser Arafat, à reconnaître l'existence de l'Etat d'Israël (le Monde du 12 avril).

JÉRUSALEM  
de notre correspondant

En annonçant, le lundi 11 avril, le banissement de huit Palestiniens, les autorités israéliennes ont procédé à une démonstration de force et de confiance en leur aptitude à briser la révolte dans les territoires occupés. La portée de la mesure va au-delà de ce des intéressés : elle signifie que le gouvernement - à tort ou à raison - ne redoute plus le regain de mobilisation ni les manifestations que la sanction pourrait entraîner.

Il en avait été différemment au début du mois de janvier dernier. L'armée avait alors pris des ordres de banissement à l'encontre de neuf Palestiniens, mais, devant les protestations de la communauté internationale et la violence des réactions dans les territoires, notamment à Gaza, elle s'était abstenue d'expulser cinq des condamnés.

Transportés au Liban

Cette fois, ces hésitations ne sont plus de mise. C'est sans doute un signe que le gouvernement estime mieux contrôler la situation. Il a frappé fort et en deux temps, annonçant, d'une part, le banissement effectif, lundi, de huit Palestiniens et, d'autre part, la condamnation de douze autres à la même sanction, qui sera exécutée sous peu, si les prévenus ne font pas appel. Rares, depuis 1985, le gouvernement avait procédé à des expulsions aussi nombreuses.

Les huit bannis de lundi ont été transportés par hélicoptère au Liban sud, la Jordanie et l'Égypte ayant

fait savoir, dès janvier, qu'elles se refusaient à accueillir aucun des habitants des territoires visés par une telle sanction.

Parmi les huit expulsés figurent les cinq Palestiniens que le gouvernement n'avait pas osé expulser en janvier : le cheikh Abdelaziz Odeh, qui passe pour être un des prédateurs les plus influents du Jihad islamique à Gaza ; M. Farayy Ahmad Khalil Khayri (Gaza), appartenant au Faiz, de M. Yasser Arafat ; M. Bachir Mahmud Nafa Khamis du camp de Kalandia, près de Ramallah (Beth) ; MM. Mahomed Abu Samara Khalil Kaka et Hassan Abu Shakra, trois militants islamistes de Gaza.

A ces cinq condamnés de janvier, le gouvernement en a ajouté trois autres : M. Jamayy Shari Hinni, membre du Fatah à Jénin ; M. Abdelaziz Aïto du FPLP ; M. Abdelaziz Ud, de Gaza et présenté par les autorités comme un militant du Jihad islamiste.

Le profil politique des expulsés - du moins tel qu'il ressort du communiqué du ministère de la défense - reflète certaines caractéristiques du soulèvement dans les territoires : importance de la mobilisation à Gaza et de la participation des islamistes à une révolte qui n'en exprime pas moins avant tout la revendication nationale.

Le communiqué du porte-parole de l'armée affirme que les huit expulsés « sont des dirigeants d'organisations terroristes impliqués dans des activités subversives ». « Certains d'entre eux », ajoute le communiqué, figurent parmi les principaux organisateurs et instigateurs des récents troubles dans les territoires. La plupart ont déjà effectué de longues peines de prison pour activités terroristes ».

Les douze autres condamnés, dont le banissement n'est pas effectif, se divisent en deux groupes. D'un côté, six militants nationalistes (deux de Gaza, quatre de Cisjordanie), appartenant à des formations diverses. De l'autre, six résidents adultes du village de Beit-al-Fawa, où une jeune Israélienne a été tuée mercredi dernier. Elle a reçu une balle en pleine tête, tirée par un des accompagnateurs du groupe d'adolescents israéliens auquel elle appartenait, alors que celui-ci était pris à partie à coups de pierres par des jeunes du village (le Monde du 12 avril).

Les autorités présentent ces six résidents de Beit comme des activistes ayant « participé et incité à l'attaque » contre les Israéliens.

C'est néanmoins la première fois, semble-t-il, que des peines de banissement sont prononcées pour punir des jets de pierres, une action qui se solda d'ordinaire par quelques mois de prison. Cette sanction se veut sans doute exemplaire ; elle paraît moins relever d'une recherche des responsabilités individuelles que destinée à contenir à la fois les ministres du Likoud et les colons, qui n'ont cessé de dénoncer la « mollesse » de l'armée et de réclamer « l'expulsion des habitants de Beit ».

Cet ensemble de banissements témoigne d'un regain de confiance du côté d'un gouvernement qui se dit de plus en plus assuré de voir épouser la révolte dans les territoires par la répression. L'arsenal déployé est multiple : militaire (tirs à vue sur les lanceurs d'engins incendiaires), pénal (plus de cinq mille arrestations et il y en a chaque jour davantage), économique (villages et camps isolés, sanctions collectives avec, parfois, coupure de l'eau et de l'électricité). Sans parler des passages à tabac parfois de très jeunes gens, dont on trouve les victimes dans les hôpitaux, même si elles sont moins nombreuses qu'en janvier.

Ce qui s'est passé au cours du dernier week-end dans le village de Beit

Omar (près de Hébron en Cisjordanie) témoigne du même climat. Il y avait eu des manifestations, des barricades érigées, des jets de pierres à la sortie de la mosquée. Dans la nuit de vendredi à samedi, une unité de l'armée est arrivée, avec deux bulldozers, et a littéralement saccagé la rue commerçante de la localité. Selon plusieurs témoins indépendants et deux Palestiniens de retour du village dimanche, « toutes les devantures des magasins ont été enfoncées, y compris celle d'une pharmacie, des arbres ont été arrachés, des murs entourant les jardins détruits, deux tracteurs d'agriculteurs renversés, quelques maisons ont été endommagées [balcons pendents sur la façade] ; de nombreuses vitres brisées, notamment toutes celles d'une façade de la mosquée ».

An total, soixante-dix bâtiments auraient été endommagés à coups de bulldozers. Les actes de vandalisme commis par l'armée n'ont pas été rares durant le soulèvement, mais c'est la première fois que sont constatés des dégâts d'une pareille ampleur.

Confirmant implicitement les faits, l'armée a annoncé qu'elle avait « ouvert une enquête ».

ALAIN FRACHON.

#### IRAN

### 81, rue Neauphile-le-Château la « section d'intérêts français »

Bagdad a annoncé avoir tiré un missile, mardi 12 avril, sur Tabriz, ville du nord-ouest de l'Iran, après avoir rompu, la veille, la trêve observée, depuis vendredi dernier dans la « guerre des villes ». Téhéran et Isfahân ont été touchés lundi par trois missiles, entraînant une riposte de l'Iran, qui a tiré deux de ces engins sur Bagdad. Selon un bilan officiel iranien, les missiles irakiens de lundi ont fait au moins seize morts dans la population civile.

TÉHÉRAN  
de notre envoyé spécial

A en croire les plaques de cuivre apposées sur la rue, à côté de portes en métal hermétiquement closes, à voir le nombre de drapeaux vert-blanc-rouge flottant sur les bâtiments floutant sur l'ambassade d'Italie à Téhéran semble avoir connu une soudaine crise de croissance qui lui fait absorber tout un péné de maisons dans le centre de la capitale iranienne, à deux pas de la mission soviétique.

« Si bien que nous ne faisons l'objet d'aucune hostilité de la part des Iraniens, nous préférons nous présenter : ambassade d'Italie », rue Neauphile-le-Château, le drapeau français a été emmené l'été dernier, lors de la rupture des relations diplomatiques entre Paris et Téhéran : l'Italie représente maintenant la France en Iran, les couleurs françaises flottent au fronton de ce qui était la chancellerie, devenue simple « section d'intérêts français » au sein de l'ambassade d'Italie. A l'intérieur, ils sont trois. Trois Français vivent au large dans les imposantes constructions qui constituent, côté à côté, l'ex-ambassade et la résidence d'un ambassadeur que la France n'entretient plus en République islamique depuis maintenant bien des années.

Pas des prisonniers, mais tout de même une légère sensation de réclusion, d'isolement. « Certains jours, ça fait quand même drôle » : debout au milieu, d'un immense salon à la décoration

opulente, le tiers de la « section d'intérêts », la pièce sertie entre les dents et les mains enfoncées dans les poches de son survetement, a du vague à l'âme. Tout comme les deux autres tiers, il sort peu. Aucun contact avec les officiels iraniens, pas de visas à délivrer : officiellement, ils n'existent plus aux yeux des autorités de Téhéran. Quant à la vie sociale, elle s'est singulièrement appauvrie en raison des nombreux départs dus au tir de missiles irakiens sur la capitale (un d'entre eux n'est d'ailleurs pas tombé loin).

Tâches d'administration et de comptabilité tiennent lieu d'activité diplomatique dans une section d'intérêts qui emploie toujours une trentaine d'Iraniens - l'ensemble du personnel local que comptait l'ambassade avant la rupture. Un climat de calme décontracté, de quiétude presque « familiale », imprègne les grandes pièces décentes et silencieuses de la résidence. Parquets et tapis se voient aujourd'hui plus souvent frottés par des basistes que par des chaussures vernies. Dans le vaste jardin, orné de hautes immuables, le court de tennis et le terrain de volley-ball sont vides. Là, pendant les longs mois de « guerre des ambassades », d'enfermement permanent, les riches français - ils étaient neuf à l'époque - venaient dépenser le trop-plein de tension.

Un léger voile de poussière a eu le temps de se déposer sur les nouvelles de France lorsqu'elles arrivent au 81 de la rue Neauphile-le-Château. Lettres et journaux sont déjà vieux de trois semaines quand ils parviennent à la section d'intérêts français, le temps pour la veille diplomatique de cheminer des bords de la Seine à Téhéran. Du Quai d'Orsay, elle doit d'abord transiter par l'ambassade de France à Rome, puis par le ministère italien des affaires étrangères, qui la répercuta sur capitale iranienne, où elle est récupérée par des diplomates iraniens... qui peuvent enfin la remettre à leurs collègues français.

Y. H.

**"La Tigresse", une nouvelle création domptée par Fred.**

Montre homme et dame étanche, mouvement quartz. Plaqué or 18 carats et acier : 7500 F. Tout acier : 5900 F. Bracelet cuir : 3600 F.



**FRED**  
JOAILLIER

6, rue Royale, Paris. 42.60.30.65

Le Claridge, 74, Champs-Élysées, Hôtel Miraflores, Époque "Galerie Lafayette", Paris • Aéroport d'Orly, 21, bd de la Croisette, Cannes • Hôtel Locos, Monte-Carlo, 20, rue du Marché, Genève • Beverly Hills • Houston • Dallas • New York.

حکومت ایران



# Afrique

## La mort d'Alan Paton, écrivain sud-africain

### Une conscience blanche

L'écrivain sud-africain Alan Paton est mort... à Durban. Il était âgé de quatre-vingt-cinq ans.

Le nom d'Alan Paton reste indissolublement lié au titre de son premier roman, *Pleure, ô pays bien-aimé*, qui le fit connaître dans le monde entier. L'ouvrage fut d'abord publié à New-York, en 1948, ensuite à Londres, enfin dans le pays natal de l'auteur, l'Afrique du Sud. A l'époque, les propos de Paton, bien qu'ils fussent très mesurés, ne pouvaient passer inaperçus dans la mesure où ils dénonçaient une situation qui, déjà, paraissait insoutenable. Le héros de son récit, un pasteur zoulou, vit dans un village rendu misérable par l'exode de ses jeunes enrôlés de force par les Blancs dans les mines d'or. Le vieil homme décide un jour de partir à la recherche

de son fils. Après bien des déboires, il finit par retrouver ce dernier, mais derrière les barreaux d'une prison. Le jeune homme a, en effet, assassiné un Blanc.

Histoire tragique, *Pleure, ô pays bien-aimé* fut surtout perçu comme un réquisitoire (modéré) s'adressant à une société menacée d'implosion. Dans sa préface au roman, Paton écrit d'ailleurs qu'il a tenté d'y restituer « la peur de l'homme blanc, en infériorité sur le continent noir, le malheur de l'homme noir qui, arraché à son univers, se voit introduit dans un monde nouveau qui ne veut rien d'autre de lui que son labeur ». Pour l'écrivain, et cela ne va pas sans une certaine ambiguïté, les Blancs ont en la tort de déporter les Noirs vers les villes, faisant ainsi voler en éclats les différentes structures tribales.

### Une vie contre l'apartheid

(Suite de la première page.)

Alan Paton était un commentateur politique dont la voix, quoique respectée, n'a pas été très écoutée dans la succession de tempêtes qui a balayé un pays pour lequel il n'a cessé de crier sa passion.

Ayant rejeté le nationalisme britannique, il a tenté de s'intégrer au nationalisme afrikaner sans jamais vraiment y parvenir. Sa quête d'identité au service de la nation s'est heurtée à la montée des radicalismes, noir et blanc. A la fin de sa vie, Alan Paton n'avait pas pour autant perdu la foi en une réconciliation bien improbable. Refusant l'étiquette d'*« éternel optimiste »*, rejetant les délices de la mélancolie, il espérait toujours pouvoir être le trait d'union entre des forteresses de plus en plus hostiles.

L'an dernier, il avait ne plus avoir envie chaque matin d'ouvrir le journal. Malgré tout, il pensait que sa lutte n'avait pas été vaine. « Non, je n'ai pas de regrets. Si j'allais recommencer ma vie, je ferais la même chose. Mon seul grand regret est qu'on ne nous ait pas écoutés il y a trente ans. Cela nous aurait épargné un grand nombre de souffrances. » Le son-

hait le plus cher de ce témoin impuissant d'un long déchirement était de voir, avant de mourir, « le nationalisme afrikaner se réconcilier avec le peuple [noir] qu'il a conquis et gouverné pendant tant d'années ».

Le dernier livre d'Alan Paton s'intitule *Save the people* bien-aimé, un recueil de ses principaux articles et discours depuis 1965. La deuxième partie de son autobiographie *Towards the mountain* doit paraître prochainement.

MICHEL BOLE-RICHARD.

[Né le 11 janvier 1903 à Pietermaritzburg, dans la province sud-africaine du Natal, Alan Paton est issu d'une famille de fonctionnaires d'origine écossaise. Licencié de mathématiques et de sciences physiques, il mène, de 1924 à 1936, une carrière d'enseignant, avant de diriger pendant douze ans une école pour jeunes délinquants noirs. Puis il assurera la présidence du Parti libéral (opposition), de 1956 à 1958, et, après le massacre de Sharpeville, de 1961 à 1968. En 1970, son passeport, supprimé dix ans auparavant, lui est rendu.

Militant inlassable, il avait signé, en 1977, avec les écrivains sud-africains Nadine Gordimer et André Brink, une protestation contre les intentions de censure inscrites dans la loi de 1983. Alan Paton avait démenté avoir soutenu les propositions de réformes constitutionnelles du premier ministre, M. Pieter Botha.]

Il n'empêche. Le succès du livre fut énorme. On en tira une comédie musicale (texte adapté par Maxwell Anderson, musique de Kurt Weill) qui fut jouée près d'un an, entre 1949 et 1950, au Music Box Theatre de New-York. Un film, mis en scène par Zoltan Korda, fut également réalisé avec Sidney Poitier dans le rôle du fils du pasteur. Une gloire vraiment inattendue pour Alan Paton. Né en 1903, à Pietermaritzburg, capitale du Natal (colonie britannique qui, en 1910, devait être annexée à l'Union sud-africaine), il se destina dans un premier temps à l'enseignement des mathématiques.

En 1935, à sa demande, il est nommé directeur d'une institution pénitentiaire de la banlieue de Johannesburg réservée aux jeunes délinquants noirs. Il occupera ce poste treize ans, sans avoir réussi, comme il le rêvait vainement, à « remplacer les barbelés par des fleurs ». Une expérience dont il relate les fragments dans son recueil de nouvelles, *Le Bal des débutants*.

### « Une personne qui rejette le totalitarisme »

A partir de 1948, Paton se consacre entièrement à l'écriture. Il publie des poèmes, des pièces de théâtre, des essais, quelques romans, des biographies. Parallèlement, il entame une carrière politique, devenant membre du Liberal Party, organisation qui sera déclarée hors la loi et dissoute par le gouvernement sud-africain en mai 1968. Dans un essai, intitulé *South Africa*

and her People (Luttherworth Press, Londres 1970), Paton expliquait le sens de son engagement : « Je n'utilise pas le mot « libéral » dans un sens partiel. A mes yeux, il qualifie une personne qui rejette le totalitarisme, défend la liberté individuelle, reconnaît l'autorité de la loi, essaie de penser, et autant que possible de vivre, sans tenir compte de la couleur de la peau et de la race. »

Lauréat du Prix de la liberté en 1980, Paton se vit retirer son passeport la même année par les autorités sud-africaines. Profondément attaché à sa terre natale, ce fils d'Écossais très influencé par ses attaches religieuses anglicanes, écrivait dans *Pleure, ô pays bien-aimé* : « L'on peut lire, comme j'en ai eu l'enfant, des brochures sur la belle Afrique du Sud, ce pays de soleil et de beauté, à l'abri des orages du monde, et éprouver de l'amour et de l'orgueil pour cette terre et pourtant ne rien connaître d'elle. C'est plus tard seulement que l'on découvre les hautes et les terribles de ce pays. »

BERNARD GÉNÈS.

★ Trois livres d'Alan Paton ont été publiés en France aux éditions Albin Michel : *Pleure, ô pays bien-aimé* (roman), *Quand l'oiseau disparaît* (roman), *Le Bal des débutants* (nouvelles). Parmi les traductions consacrées à l'écrivain sud-africain, il convient de citer le *Alan Paton* de Edward Callan (Twayne Publishers, New-York, 1968).

## Breve prise d'otage par un jeune Blanc « contre-révolutionnaire »

Un jeune Blanc sud-africain se réclamant d'une organisation inconnue dite des « contre-révolutionnaires » a pris en otage pendant une heure et demie, puis relâché, lundi après-midi 11 avril, une secrétaire du siège du Conseil sud-africain des Eglises (SAEC), à Johannesburg.

Le jeune homme, se présentant sous le nom de Demzell, a libéré la secrétaire, une Métisse, après que la police anti-émeutes ait entouré Khotso House, le siège du Conseil situé en plein cœur de la ville.

Pendant sa brève prise d'otage, le ravisseur a téléphoné à l'agence de presse SABA, déclarant qu'il voulait protester contre l'appel, lancé le mois dernier, par l'Eglise sud-africaine méthodiste aux jeunes Blancs pour que ceux-ci refusent le service militaire. Le preneur d'otage voulait aussi protester contre « les

liens avec les communistes » de l'archevêque anglican sud-africain Desmond Tutu.

D'autre part, l'Afrique du Sud a décidé de muter son ambassadeur aux Nations unies, qui avait envoyé « au diable » le Conseil de sécurité le mois dernier. Le ministre des affaires étrangères a annoncé, lundi, que M. Manley, accusé d'avoir fait passer sa vie privée avant les intérêts de son pays, et M. Jeremy Shearer, le représentant de Pretoria au siège de l'ONU de Genève, échangeront leurs postes en juin. M. Manley, qui est âgé de quarante-deux ans, n'avait pas assisté au débat du Conseil de sécurité du 3 mars consacré aux sanctions obligatoires à l'encontre de l'Afrique du Sud, préférant rester auprès de sa fiancée, Charlene Victor, qui travaille à la mission sud-africaine à Paris. — (AFP.)

## TUNISIE

### Le président Ben Ali prend le contrôle total de la défense

TUNIS  
de notre correspondant

Le chef de l'Etat tunisien, M. Zine El Abidine Ben Ali, a décidé lundi 11 avril, d'assumer les prérogatives du ministre de la défense en même temps que les fonctions de chef suprême des armées que lui confère la Constitution. C'est la première fois depuis plus d'un quart de siècle qu'un tel cumul se produit en Tunisie. Cette décision a été prise dans le cadre d'un remaniement ministériel partiel et de nature essentiellement technique.

Comment expliquer la décision présidentielle ? Dans les milieux proches du pouvoir, on se borne à rappeler que l'ex-président Habib Bourguiba avait lui aussi exercé les prérogatives de ministre de la défense jusqu'en 1962. Cette décision, selon ces sources, serait donc conjoncturelle. Peut-être faut-il y voir une volonté du chef de l'Etat d'avoir une meilleure prise sur l'armée au moment où le pays amorce une période de mutation. Au ministère de la défense, le président s'est assuré la collaboration d'un de ses proches, M. Abdallah Kallal, secrétaire d'Etat à la présidence depuis novembre 1987. Celui-ci devient secrétaire général du ministère.

Le ministère d'Etat à la défense, Shakheddine Baly ne peut pas son rang. Il est muté à la justice, un portefeuille dont il assurait l'intérim depuis que son titulaire Mohammed Salah Ayari avait subi une intervention chirurgicale il y a plusieurs semaines.

Pour le reste, le remaniement traduit un souci de rapprochement des cadres et d'une plus grande efficacité. Deux ministères faisant double emploi ont été fusionnés : celui de l'agriculture d'une part, de la production agricole et de l'agro-alimentaire d'autre part. Le ministre, Lassad Ben Osman sera secondé par deux secrétaires d'Etat. Un secrétaire d'Etat a été créé au ministère de la santé. Il a été confié au docteur Hamed Ben Slama, élu député en janvier à l'occasion d'élections partielles. C'est un personnage fort controversé mais en ascension constante.

L'éducation nationale, l'enseignement supérieur et la recherche scientifique ont été scindés en deux ministères. Enfin, le maire de Tunis, Mohamed Ali Boulayem, devenant secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'équipement et de l'habitat, son poste est à pourvoir. Personnage important de la vie poli-

tique, le maire de la capitale siège au conseil des ministres. Deux Tunisois de souche, M. Zakaria Ben Mustapha qui vient d'être déchargé du ministère des affaires culturelles et M. Fouad M'Bazza qui a perdu celui de la jeunesse et des sports seraient les deux candidats possibles à sa succession.

Ce premier remaniement du gouvernement tunisien depuis le changement de régime en septembre d'années après le congrès du Rassemblement constitutionnel démocratique le parti au pouvoir en juillet prochain.

Dans le secteur de l'information deux mutations ont été opérées. M. Ferhi Ouidi, responsable des questions de presse dans le parti depuis le 7 novembre, devient directeur de la radio-télévision et M. Ria Hajeri, directeur général de la société nationale de distribution des pétroles devient directeur de l'agence officielle Tunis Afrique Presse.

(Interim.)

## SÉNÉGAL

### Les manifestations en faveur de l'opposition se poursuivent

Plusieurs manifestations, à l'appel des partis de l'opposition, se sont déroulées, lundi 11 avril, à Dakar et dans plusieurs régions du Sénégal pour exiger la libération de M. Abdoulaye Wade et des autres dirigeants de l'opposition arrêtés depuis les élections du 25 février. Une cinquantaine de personnes, dont M. Thierno Samah, député du Parti démocratique sénégalais (PDS) de M. Wade, arrêté à Kaolack, au centre du pays, ont été interpellés au cours de ces manifestations, qui se sont déroulées, outre à Dakar, dans plusieurs villes de province (Louga, Thiès, Kaolack, Mboug Faty).

A Dakar, l'un des dirigeants de la Ligue démocratique-Mouvement pour le parti du travail (LD-MPT, marxiste), M. Mamadou Ndiaye, a été arrêté lundi au cours d'une manifestation près du marché Sandaga, le plus important de la capitale. En revanche, le chef d'un parti marxiste d'opposition, M. Abdoulaye Bathily, arrêté le 4 avril pour participation à une manifestation interdite, a été remis lundi en liberté provisoire par le tribunal correctionnel de Dakar. Ses affaires ont été renvoyées sur le fond à mercredi. — (AFP.)

## A TRAVERS LE MONDE

### Ethiopie

#### L'évacuation des organisations humanitaires a commencé

Le Front populaire pour la libération du Tigré (FPLT) a affirmé lundi 11 avril que l'évacuation éthiopienne avait débuté samedi du nord-est sur Wukro, une ville du Nord du pays, tuant ou blessant trente et une personnes dont de nombreux enfants. La ville de Wukro, est, selon eux, un centre d'aide aux victimes de la sécheresse. Lors de l'attaque aérienne, l'aviation éthiopienne a détruit des installations de secours humanitaires le 27 mars.

L'une des raisons de l'ordre gouvernemental d'évacuation des organisations de secours du nord de l'Ethiopie, mardi dernier, était de se débarrasser des observateurs étrangers pour pouvoir commettre ce genre d'atrocités sans témoin indépendant, estime le FPLT. Ces affirmations n'ont pu être vérifiées de source indépendante.

Cependant, l'évacuation des provinces d'Erythrée et du Tigré des étrangers travaillant pour les organisations internationales d'aide a commencé. Un certain nombre d'entre eux sont déjà arrivés à Addis-Abeba. Parmi les évacués figurent douze personnes travaillant pour l'Action internationale contre la faim (AICF, française) et quinze membres de Médecins sans frontières-Belgique.

D'autre part, la Belgique a annoncé lundi qu'elle avait suspendu ses opérations de secours aérien aux victimes de la famine, à la suite des dangers encourus par les équipes au rassemblement des combats dans ces

régions entre l'armée gouvernementale et les séparatistes. — (AFP.)

### Iran

#### Les pèlerins iraniens manifesteront de nouveau à la Mecque annonce l'imam Khomeiny

L'imam Khomeiny a réaffirmé, lundi 11 avril, l'intention de l'Iran de maintenir le nombre des pèlerins qu'il a l'intention d'envoyer à La Mecque (cent cinquante mille) et d'organiser des manifestations contre l'oppression mondiale « durant le hadj (pèlerinage) ». Sans ces manifestations, cela-ci « serait impossible », a précisé, selon Radio-Téhéran captée à Paris, l'imam, qui répondait à une requête de plusieurs responsables iraniens, notamment de l'Organisation islamique du monde (OIM), de pèleriner. Régu par l'imam lundi matin, ce dernier lui avait demandé une directive concernant le pèlerinage de cette année à la suite des « difficultés » posées par le régime saoudien.

« Cent cinquante mille pèlerins iraniens se rendront cet été à La Mecque, inch'Allah (si Dieu le veut) », ils participeront à l'un des événements fondamentaux du hadj, qui est la manifestation marquant le désaveu des infidèles, des Etats-Unis et d'Irak. » A la suite des incidents tangentiels de La Mecque, en juillet 1987, au cours desquels quatre cent deux personnes, dont deux cent soixante-

quinze pèlerins iraniens, avaient trouvé la mort, les autorités saoudiennes ont décidé de limiter le quota de pèlerins de chaque pays islamique et d'interdire toute manifestation durant le hadj. L'hostilité envers Karroubi avait affirmé, dimanche, que l'Iran n'était « pas prêt par les restrictions saoudiennes ». — (AFP.)

### Panama

#### Le général Noriega songerait à s'installer en Israël

L'homme fort du Panama, le général Noriega, se préparait à chercher

## EN BREF

● MAURITANIE : remaniement du gouvernement. — Un léger remaniement ministériel, marqué par deux départs, dont celui du ministre de l'Economie et des finances, M. Chikh Ould Louly, est intervenu lundi 11 avril en Mauritanie, aux termes d'un décret de la présidence du comité militaire de salut national (CMSN, organe dirigeant), publié à Nouakchott. M. Ahmed Ould Jiddou fait son entrée au gouvernement comme secrétaire d'Etat à la lutte contre l'alphabétisme et à l'enseignement original. Il remplace à ce poste M. Ismail Ould Mohamed qui quitte également l'équipe gouvernementale. — (AFP.)

● SOMALIE : un dirigeant somalien à Mogadiscio. — Le vice-ministre somalien des Affaires étrangères, M. Anstoly Adenab, est arrivé lundi 11 avril à Mogadiscio pour effectuer une visite en Somalie consacrée notamment aux relations

bilatérales et à la coopération, a annoncé l'agence somalienne de presse Sonne. Cette visite, dont la durée n'a pas été précisée, intervient une semaine après la signature d'un accord entre la Somalie et l'Ethiopie, prévoyant le rapatriement de leurs relations diplomatiques dix ans après leur interruption lors de la guerre de l'Ogaden. M. Adenab, est la responsable somalienne de plus haut rang à se rendre en Somalie depuis dix ans. — (AFP.)

● ZAIRE : l'opposition proteste contre les arrestations. — Le représentant à Paris de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS, mouvement d'opposition zairois non armé), M. Mambo Kasongo, a demandé lundi 11 avril aux autorités françaises d'intervenir auprès du chef de l'Etat zairois pour qu'il libère les deux cents membres de l'UDPS arrêtés vendredi dernier à Kinshasa.

UNIVERSITÉ PARIS XIII

CENTRE DE FORMATION CONTINUE

IUT VILLETANEUSE

SALARIÉS ET DEMANDEURS D'EMPLOI (NIVEAU BAC ET TROIS ANS D'EXPERIENCE PROFESSIONNELLE)

DIPLOME UNIVERSITAIRE DE TECHNOLOGIE (D.U.T.)

Stages à temps complet

INFORMATIQUE

GESTION DES ENTREPRISES ET DES ADMINISTRATIONS

option { personnel GAPMO (gestion appliquée aux petites et moyennes organisations)

CARRIERES JURIDIQUES

Stages à temps partiel (pour les salariés)

GESTION DES ENTREPRISES ET ADMINISTRATIONS

OPTION PERSONNEL

INFORMATIQUE

AUTRES FORMATIONS

Diplôme universitaire de spécialisation BASE DE DONNÉES ET INTELLIGENCE ARTIFICIELLE INFORMATIQUE, EDUCATION, COMMUNICATION

RESSOURCES INFORMATIQUES

● Système Vax

● Système Ethernet

● Serveur Vidéo

● PAD ● Postes IA

141 POSTES DE TRAVAIL

SUR 11 SALLES

RESEIGNEMENTS

Centre de Formation

141

93440 Villetaneuse

Tél. 48-40-31-17/31-43-31-32

MINITEL 48-26-66-71 + Connexion

Le financement des formations peut être assuré, selon les cas, par le Conseil régional d'Ile-de-France, par les entreprises, par un fonds de gestion commun de congés individuels de formations.



# Diplomatie

M. Gorbatchev et les conflits régionaux

## Aggiornamento soviétique



Si l'on voit bien la stratégie soviétique en Asie du Sud-Est, il reste une grande inconnue dans la politique de Moscou : le Japon. Pendant toutes les années Brejnev, ce pays a été consciencieusement humilié, régulièrement ramené à sa condition de vaincu de la deuxième guerre mondiale. Ce discours historico-politique n'excluait pas une grande admiration pour les réalisations économiques d'un « valet » de l'impérialisme américain, dont on cherchait même dans les années 70 la coopération pour développer les richesses naturelles de la Sibérie. Mais la démarche a toujours buté sur la question, hautement symbolique pour Tokyo, des îles Kouriles du nord, cet archipel attaché au Japon par l'Union soviétique grâce à une déclaration de guerre bien tardive. Aucun dirigeant soviétique n'a jusqu'à présent envisagé la moindre concession à propos des Kouriles. M. Gorbatchev y songe-t-il ? C'est la grande inconnue de la diplomatie soviétique en Asie. C'en est aussi le « joker », tant un geste sur cette affaire pourrait améliorer le jeu de Moscou à Tokyo. Mais encore faut-il que le secrétaire général puisse l'accomplir sans être accusé par certains de ses pairs de « brader » l'héritage de la guerre.

Comment qualifier cette nouvelle politique qui s'élabore sous nos yeux, et qui nous réserve sans doute bien d'autres surprises ? On pense au réalisme d'abord, un réalisme qui serait même parfois teinté de « carterisme ». Car les aventures idéologiques ont coûté et coûtent encore cher à l'Union soviétique. Mais on pense aussi à une certaine recherche d'un condominium américano-soviétique. L'idée a fonctionné jusqu'à présent dans l'affaire afghane ; on la retrouve dans le conflit israélo-arabe ; elle est latente dans la crise de l'Afrique australe. Le tout au service du développement de ce pays sous-développé qu'est encore l'URSS sous ses aspects. Ce n'est pas encore : « *Enrichissons-nous* », mais c'est déjà : « *Cessons de nous ruiner* », et « *Aidez-nous à nous enrichir* ». Reste à savoir dans quelles conditions.

JACQUES AMALRIC.

batchev a imposé aux sandinistes l'accord récemment signé avec la Contra et qui devrait se solder, s'il est respecté, par une modification de la base idéologique du régime, on peut affirmer que cet événement n'a pas été, loin de là, mal vu à Moscou. Moscou d'ailleurs venait justement le président Ortega lorsqu'il a signé les accords de Sapo avec ses ennemis historiques.

M. Fidel Castro, dont on sait le peu d'enthousiasme qu'il nourrit pour la « perestroïka » et la « glasnost », semble lui aussi avoir reçu de sérieux avertissements sur le caractère non éternel de l'aide soviétique (accordée sous forme de prix artificiellement bas pour le sucre cubain et artificiellement bas pour le pétrole) évaluée entre 4 et 5 milliards de dollars par an. Il semble même que les restrictions aient commencé puisque le commerce soviéto-cubain a baissé en 1987, alors qu'il augmentait régulièrement de 10% par an depuis de nombreuses années.

### Asie : le « joker » japonais

Comme en Amérique latine, le charme du souriant Chevardnadze a fait des ravages en Asie, au cours d'une tournée effectuée en

mars 1987. C'est que, là aussi, l'heure n'est plus pour Moscou à la polarisation sur les Etats frères, Vietnam et Cambodge, mais au réalisme. C'est, bien sûr, le Vietnam qui fait les principaux frais de ce recadrage, un Vietnam auquel on reproche, de plus en plus ouvertement à Moscou, de coûter fort cher — environ deux milliards de dollars par an — pour des résultats plus que décevants. Pas étonnant dans ces conditions que le régime de Hanoi ait été prié de mettre un bémol sur ses prétentions cambodgiennes. Le maintien d'un régime pro-vietnamien à Vientiane n'est plus une priorité pour le Kremlin, le prince Sihanouk n'est plus infréquentable, et — comme en Afghanistan — tant pis si l'opération se soldait par une guerre civile. Mieux vaut, même à ce prix, accélérer la normalisation avec Pékin.

D'autant plus qu'une attitude « réaliste » sur l'affaire cambodgienne devrait permettre de nouer des relations qu'on espère fructueuses avec les pays de l'Asie du Sud-Est, des partenaires commerciaux autrement intéressants que Hanoi ou Vientiane. Rares l'Indonésie avait en meilleure presse à Moscou (son ministre des Affaires étrangères y était il y a moins de deux mois), ainsi que la Thaïlande, la Malaisie ou même Singapour.

## Petite et Géniale.

### Psion Organiseur II La petite machine géniale

#### C'est un répertoire électronique

Il permet de stocker adresses, numéros de téléphone, notes, prix, etc. Il les retrouve instantanément et facilement (tapez « kows » et il retrouvera Tchikovsky par exemple).

#### C'est un agenda

Il enregistre les rendez-vous. Il s'allume automatiquement dès l'approche d'un rendez-vous en émettant un bip sonore et en affichant qui, quand et où. Très pratique pour ceux qui ont mille et une choses à faire dans la journée.

#### C'est une horloge et un calendrier

Il affiche jour, mois, année, heure, minute, seconde. Il dispose de 8 alarmes qui peuvent être programmées pour sonner toutes les semaines, tous les jours ou toutes les heures. Avec lui, vous n'oubliez plus jamais rien.

#### C'est une calculatrice

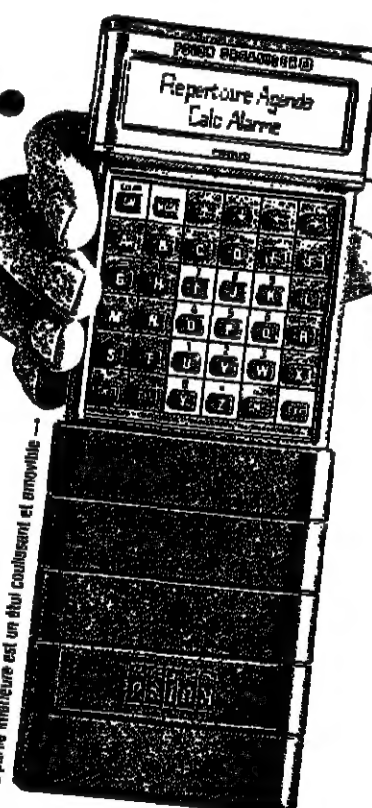
Précision à 12 chiffres. 10 mémoires. Fonctions financières et scientifiques. Vous pouvez même créer vos propres fonctions, pour gagner du temps.

#### C'est programmable

Vous disposez d'un langage, type BASIC (if, do, goto, len, met, etc., plus de 50 fonctions au total). Vous stockez vos programmes en mémoire centrale ou sur les mémoires amovibles optionnelles.

#### C'est petit (mais c'est génial)

A l'aide de ses mémoires amovibles optionnelles, il peut stocker jusqu'à 5000 adresses par exemple. Et le tout tient dans la poche.



Offrez-vous un Organiseur II. Il ne coûte que 1174 F TTC\* (990 F HT), manuel et messages en français, garanti un an. Il est en vente dans les magasins FNAC, DURIEZ, la Règle à Calcul et dans d'autres magasins (liste ci-dessous). Pour le nom de votre point de vente le plus proche, appelez Aware au 45.23.21.12.

**Aware**

Tél. (1) 45.23.21.12

\*Prix de modèle G.M. Aware est une marque déposée

Points de vente agréés par Psion :  
 - Antony : Tropic 85 45 47 - Brest : Brest 85 45 47 - Caen : Caen 85 45 47 - Clermont-Ferrand : Clermont 85 45 47 - Dijon : Dijon 85 45 47 - Grenoble : Grenoble 85 45 47 - Lille : Lille 85 45 47 - Lyon : Lyon 85 45 47 - Marseille : Marseille 85 45 47 - Metz : Metz 85 45 47 - Montpellier : Montpellier 85 45 47 - Nancy : Nancy 85 45 47 - Nice : Nice 85 45 47 - Orléans : Orléans 85 45 47 - Paris : Paris 85 45 47 - Rennes : Rennes 85 45 47 - Rouen : Rouen 85 45 47 - Strasbourg : Strasbourg 85 45 47 - Toulon : Toulon 85 45 47 - Toulouse : Toulouse 85 45 47 - Valence : Valence 85 45 47 - Vannes : Vannes 85 45 47 - Versailles : Versailles 85 45 47 - Villefrance : Villefrance 85 45 47 - Yverdon : Yverdon 85 45 47

### TUNISIE

## Ben Ali prend le total de la défense

Le chef de l'Etat tunisien, Zine El Abidine Ben Ali, a pris le total de la défense. Il a annoncé, lors d'une séance du Conseil des ministres, que le budget de la défense pour 1988 s'élève à 1.200 milliards de dinars, soit 120 milliards de francs. Cette somme représente 1,2 % du produit intérieur brut (PIB) de la Tunisie. Ben Ali a souligné que ce budget est le résultat d'un effort de rationalisation et de priorisation des dépenses militaires. Il a également mentionné que la Tunisie continue de respecter ses engagements internationaux en matière de défense.

### SENEGAL

## Les manifestations en faveur de l'opposition se poursuivent

Les manifestations en faveur de l'opposition politique au Sénégal se poursuivent. Des milliers de personnes ont pris part à une manifestation à Dakar, réclamant des élections libres et transparentes. Les manifestants ont défilé sous des banderoles portant des slogans en faveur de la démocratie. Ils ont également brûlé des effigies de certains responsables du régime en place. Les autorités sénégalaises ont tenté de disperser la manifestation par la force, ce qui a entraîné des blessés et des arrestations. Les organisations de défense des droits de l'homme ont dénoncé ces violences et ont appelé à une intervention internationale.

Les manifestations de soutien à l'opposition au Sénégal ont continué à se multiplier. Des rassemblements ont eu lieu dans plusieurs villes du pays, attirant une large participation populaire. Les manifestants exigent la tenue d'élections générales libres et la mise en place d'un gouvernement démocratique. Ils ont également appelé à la libération des prisonniers politiques. Les autorités ont réagi avec violence, utilisant la force pour disperser les rassemblements. Ces événements ont souligné la popularité croissante de l'opposition au régime en place.

Les manifestations en faveur de l'opposition au Sénégal ont pris un tournant décisif. Des milliers de personnes ont participé à une manifestation massive à Dakar, exprimant leur mécontentement vis-à-vis du régime actuel. Les manifestants ont exigé des réformes profondes et la tenue d'élections libres. Ils ont également appelé à la mise en place d'un gouvernement de transition. Les autorités ont tenté de réprimer la manifestation, mais elles ont été confrontées à une résistance déterminée. Ces événements ont marqué un tournant important dans l'histoire politique du Sénégal.

(Suite de la première page.)

L'URSS est parvenue à rétablir une situation passablement compromise, l'assurant du soutien de M. Mubarak pour la convocation de la conférence internationale sur la question israélo-arabe. En même temps, l'URSS a repris pied sur les rives du Nil grâce, notamment, à un réajustement très avantageux de la dette égyptienne et à la signature, début d'année, d'un accord d'assistance technique et d'un accord commercial prévoyant une augmentation de 50 % des échanges entre les deux pays.

En Afrique aussi la politique soviétique est en plein réexamen. Il faut dire que le bilan des dernières années n'est pas glorieux : l'aide accordée à l'Éthiopie n'a pas permis à ce régime marxiste de venir à bout des irrédentismes érythréens et tigréens, encore moins de la famine. Elle a, en revanche, contraint Mos-

cou à rompre avec Mogadiscio pour cause d'Ogaden, cette province éthiopienne où vivent en majorité des Somaliis et revendiquée par Mogadiscio. L'Éthiopie et la Somalie viennent de signer un accord de paix. Faut-il y voir l'influence de Moscou ? On le dit : on dit beaucoup aussi que le Kremlin aurait fait savoir au président Mengistu que l'aide militaire de l'URSS ne pourrait lui être assurée au niveau actuel que pour les deux prochaines années. A lui de trouver d'ici à 1990 une solution au conflit d'Érythrée et du Tigre.

En Afrique de l'Ouest, les résultats ne sont pas meilleurs pour Moscou : après plus de vingt années de soutien inconditionnel à Sekou Touré, la Guinée reste un beau gâchis, et les liens privilégiés qui unissaient le régime de Brazzaville à Moscou se distendent sans que le Kremlin ait retrouvé, loin de là, sa mise.

## Amériques

ÉTATS-UNIS : avant la primaire de New-York

### Les candidats démocrates courtisent l'électorat juif

Ce n'est plus « l'année prochaine à Jérusalem », mais « la semaine prochaine à New-York ». À l'approche de la primaire cruciale de New-York, le 19 avril prochain, les trois candidats démocrates en lice, MM. Jackson, Gore et Dukakis, galvaudent l'idée d'empêcher un lot appréciable de deux cent cinquante-députés, se sont mis à trompeter à l'unisson le même chant de guerre, grâce auquel ils espèrent sans doute voir tomber les défenses de la « Big Apple ».

Séduire la plus grande ville juive du monde, et surtout cet électorat juif qui conditionne plus du quart des votes démocrates de l'État, à compétence, c'est donc la même chose que d'être « le candidat juif » de la politique américaine au Proche-Orient auquel se livrent, après avoir sérieusement révisé leurs dossiers, les trois aspirants à la Maison Blanche, peu connus jusqu'ici pour leurs innovations en matière de diplomatie.

Diplomatie n'est pas exactement le terme qui convient dans le cas d'Albert Gore, le jeune sénateur du Tennessee s'étant, pour l'essentiel, contenté d'attaquer les positions controversées dans le passé du pasteur Jackson, notamment sur la création d'un Etat palestinien. Et s'il lui faut vraiment donner son opinion, il se réclame de l'esprit de Camp David, qui préconise « une période d'autonomie limitée pendant laquelle Israël et les Palestiniens pourraient se faire un jour ».

Pour M. Michael Dukakis, la partie est plus facile : actuellement en tête, même si c'est de justesse, le gouverneur du Massachusetts, dont la femme Kitty est juive, peut se targuer, sans trop de démagogie, d'avoir toujours défendu la cause d'Israël. Quant à faire un peu de zèle, en déclarant comme il l'a fait, le lundi 11 avril, que « les responsables des désordres et de la violence dans les territoires occupés étaient

les dirigeants arabes, qui ont refusé de s'asseoir avec Israël et de négocier la paix ».

Pour Jesse Jackson, en revanche, la « primaire de New-York » a des allures de chemin de croix. Assuré de faire un bon score parmi les Noirs et les minorités hispaniques, il est au contraire l'objet d'une virulente campagne de dénigrement auprès de l'électorat juif. Le maire de New-York, Edouard Koch, tout populiste et outrancier qu'il soit, n'a pas été moins éloquent, en déclarant que « les juifs seraient fous de voter pour Jackson », le risque d'aliéner encore quelques voix supplémentaires.

Pour le reste, Jackson lui-même peut faire son mea culpa. La communauté juive, particulièrement susceptible, ne lui a pas encore pardonné ses liens avec le leader musulman, et surtout, et surtout, antisémite, Louis Farrakhan, dont il avait repris à son compte — pour plaisanter, disait-il — le surnom donné à New-York : « Hymietown » (Yousinville). Comme elle lui a encore moins pardonné ses embrassades publiques avec le leader de l'OLP, Yasser Arafat, en 1979, lors d'une tournée au Proche-Orient. Et Jackson, pensant de s'expliquer, arguant que ce baiser était en somme un baiser de Judas, destiné seulement « à encourager Arafat à changer d'attitude envers Israël ». Quant à le revoir, s'il était élu président, Jackson jure qu'il ne recommencera plus.

Pour faire bonne mesure, Jackson, en s'élant convaincu, déplore que l'ancienne coalition traditionnelle entre Noirs et Juifs, au sein du Parti démocrate, ne soit plus ce qu'elle était. Et d'appeler, pour finir, à une nouvelle arche d'alliance entre ces deux communautés opprimées, en affirmant que, quoi qu'il arrive, « la sécurité d'Israël sera désormais pour lui une priorité ».

MARIE-CLAUDE DECAMPS.

### COLOMBIE : imputés à l'extrême droite et à la mafia de la drogue

### Les massacres se multiplient en province

Au moins quatre-vingt-trois personnes sont mortes dans la vague de massacres qui afflue depuis plusieurs semaines la Colombie : le dernier s'est produit le lundi 11 avril dans la région bananière d'Uraba, dans le nord-ouest du pays. Les victimes sont au nombre de neuf et les fautes partielles, selon les premières informations de la police, d'un groupe de seize paysans enlevés dans la matinée près de la bourgade d'Apurá par un commando de vingt-cinq hommes armés et vêtus d'uniformes militaires.

Apurá avait déjà été le théâtre de l'assassinat de vingt et un ouvriers agricoles le 4 mars dernier. Quelques jours auparavant, un premier massacre s'était produit dans un village du département méridional du Meta, où quatorze paysans avaient été tués alors qu'ils assistaient à un combat de coqs.

Le 4 avril, trente-six paysans ont été assassinés, toujours par un commando mystérieux s'intitulant « Los Magníficos », lors d'une fête organisée, semble-t-il, pour attirer des sympathisants de la guérilla de l'EPL (Armée populaire de libération) dans une localité de la province de Córdoba, dans le nord-ouest du pays.

Selon la presse et les mouvements de gauche, ces actions sanglantes sont l'œuvre des « escadrons de la mort » comme le Mouvement ouvrier étudiant national-socialiste, ou bien de la mafia de la drogue. Des journaux de Bogotá, ces derniers jours, ont désigné un trafiquant de drogue, nommé Francisco Castano, qui aurait monté une organisation dirigée contre les groupes communistes. Ce trafiquant colombien aurait juré de venger son père, mort d'une crise cardiaque consécutive à un enlèvement par l'EPL. Castano ferait partie du « Cartel de Medellín », responsable d'un important trafic de cocaïne à destination des États-Unis. — (AFP.)

● Enlèvement d'un ancien gouverneur : — Le mouvement de gauche M-19 a revendiqué le lundi 11 avril l'enlèvement d'un ancien gouverneur, M. Eduardo Alzate, qu'elle accuse d'être responsable de la mort des 23.000 personnes disparues en novembre 1985 lors de l'éruption du volcan Nevado del Ruiz, qui avait enseveli la ville d'Armero. Un autre mouvement, jusqu'alors inconnu, a également revendiqué cet enlèvement. — (AFP, Reuters.)

هكذا من الالهي



حکومت اسلامی

## Europe

ITALIE : après un mois de crise

### M. De Mita obtient l'accord des cinq partis de la coalition pour son programme de gouvernement

ROME

de notre correspondant

Avant la fin de cette semaine, le secrétaire de la démocratie chrétienne, M. Ciriaco De Mita, devrait présenter la liste du nouveau gouvernement italien au chef de l'Etat, M. Francesco Cossiga. Tel est le résultat de la réunion qui s'est tenue, le lundi 11 avril, un mois jour pour jour après la démission de l'équipe dirigée par un autre représentant de la DC, M. Giovanni Goria, entre les cinq partis constitutifs de la majorité gouvernementale depuis 1981 (1).

Les derniers écarts concernant le programme de ce quarante-huitième gouvernement de l'après-guerre ont été levés après plus de trois semaines de négociations serrées avec, pour l'essentiel, le secrétaire du Parti socialiste, M. Bettino Craxi. En outre, la probabilité, les deux postes des affaires étrangères et de la défense devraient demeurer entre les mains de leurs actuels titulaires, respectivement le démocrate-chrétien, M. Giulio Andreotti, et le libéral, M. Valerio Zanone.

M. De Mita sera le cinquième secrétaire de la DC à former un cabinet (2). C'est dire que, pour le principal parti italien, l'heure est en principe importante. Si on ne le change pas trop haut afin de ne pas heurter le principal allié, M. Craxi, la démocratie chrétienne peut avoir l'impression de renouer avec la période, pour elle assez lointaine, des « grands gouvernements ». A la vérité, si M. De Mita est arrivé à ses fins, c'est au terme d'une négociation épuisante. Le leader démocrate-chrétien a dû tellement céder à son partenaire et adversaire socialiste que des grognements s'élèvent aujourd'hui dans son propre parti.

« L'horizon 1992 »

Comme l'était celui de M. Goria, le futur cabinet de M. De Mita sera « de programme » et non « stratégique » : autrement dit, les alliés d'hier et de demain reconnaissent n'avoir en commun que ce sur quoi ils sont expressément tombés d'accord. Que surgisse l'imprévu, tout serait alors à redéfinir, évidemment dans la tension.

M. De Mita a bien réussi à introduire dans son programme — devenu

éléphantique à force d'accueillir les requêtes des uns et des autres (environ 200 pages) — « l'horizon 1992 », comme étant celui de son ambition gouvernementale ; mais la référence est explicitement au « grand marché européen » et non à la fin de l'actuelle législature — même si l'un et l'autre événements doivent en principe coïncider.

« Tous les Italiens savent que les problèmes du pays se nomment : retard du Midi, déficit public, inefficacité de l'administration, des services de santé, de l'école, de la justice, criminalité organisée, corruption de la classe politique, questions nucléaires et institutionnelles », a écrit dans son éditorial le *Corriere della sera* du 10 avril. Or, constate le même quotidien, en près d'un mois de discussions, ce ne sont pas ces questions sur lesquelles se sont heurtés les partis, mais, bien sûr, la télévision.

M. Silvio Berlusconi, le roi des réseaux privés, garderait-il ses trois chaînes actuelles, comme le veulent ses amis socialistes, ou seulement deux, comme les cinq alliés en avaient décidé le 8 octobre 1986 ? La réponse est : trois. Le président de la RAI — l'Office de télévision public — M. Enrico Manca, socialiste, devrait-il voir ses pouvoirs réduits par rapport à ceux du tout-puissant directeur général, M. Biagio Agnes, démocrate-chrétien et ami intime de M. De Mita ? La réponse est : non.

Autre point saillant : le programme prévoit l'arrêt définitif de la construction de la centrale nucléaire Montalto di Castro, dans le nord du Latium, qui est achevée aux trois quarts. L'Italie ne gardera donc, comme « seule nucléaire », que les deux centrales en activité : le modeste établissement de Trino Vercellese, dans le Piémont, et celui, le seul substantiel, de Caorso, au nord du Pô.

JEAN-PIERRE CLERC.

(1) Outre la DC, le PS et les trois petits partis républicains, socialistes et libéraux.  
(2) Après Alcide De Gasperi, Amintore Fanfani, Aldo Moro et Mariano Rumor.

### Licio Gelli, ancien chef de la Loge P 2, placé en liberté conditionnelle

ROME

de notre correspondant

Licio Gelli, l'ancien grand maître de la loge maçonnique dévoyée P 2, a été placé en liberté conditionnelle, le lundi 11 avril, en raison de son état de santé. Il était incarcéré dans l'enceinte de la chartreuse de Parme, devenue une école de gardiens de prison, depuis le 17 février dernier. Ce jour-là, il avait été extradé par la Suisse, qui le détenait depuis cinq mois, pour s'être introduit, en septembre 1982, dans le pays muni de faux papiers, puis s'être évadé onze mois plus tard de la prison de Champ-Dollon, près de Genève.

Les juges Pizzi et Brichetti, qui instruisent l'affaire du « krach » survenu en 1982, du Banco Ambrosiano de Milan (principale banque privée de la péninsule, alors dirigée par le financier Roberto Calvi), ont estimé que la myocardie dont souffre Licio Gelli, âgé de soixante-huit ans, était de nature à justifier sa libération, sans pour autant compromettre la recherche de la vérité dans une affaire où le « vénérable » est impliqué.

Par coïncidence, l'élargissement de l'ex-grand maître a été décidé le jour même où débutait le réquisitoire dans une autre affaire tristement célèbre dans laquelle il est également impliqué : l'attentat à la bombe du 2 août 1980 à la gare de Bologne, où quatre-vingt-cinq personnes avaient trouvé la mort.

● PAYS-BAS : arrestation de militants antipartheid. — Six personnes soupçonnées d'appartenir au groupe terroriste néerlandais RARA, et d'être impliquées dans des incriminations criminelles, ont été arrêtées, le lundi 11 avril, à Amsterdam. Le groupe RARA (Action révolutionnaire antiraciste) est à l'origine d'incriminations qui ont dévasté trois supermarchés aux Pays-Bas l'an dernier. Il entendait protester contre la présence du propriétaire de ces magasins, le firm néerlandaise SHV (pétrole, industries alimentaires), en Afrique du Sud. — (AFP.)

● La RDA et la controverse à Moscou. — Toujours prêt à prendre ses distances par rapport aux réformateurs soviétiques, le régime est-allemand ne fait pas mystère de ses préférences dans la polémique qui oppose actuellement ces derniers aux partisans d'un retour à une certaine orthodoxie. Sous le titre : « Je ne peux pas renoncer à mes principes », *Neues Deutschland*, l'organe du parti communiste est-allemand, a publié l'intégralité de l'article paru, dans *Sovetskaja Rossiia* pour dénoncer la tendance au « renoncement au socialisme » (le *Monde* du 7 avril). Aucune ligne n'a en revanche été reprise de l'article, paru le mardi 5 avril dans la *Pravda*, pour prendre la défense des réformateurs. — (AFP.)

## URSS

### Un visa de sortie attendu quarante et un ans...

MOSCOU  
de notre correspondant

S'il ne disait pas systématiquement « la vie », son français serait absolument parfait — prodigieux même puisqu'il n'a pratiquement jamais eu l'occasion de parler sa langue depuis quarante et un ans qu'il vivait en Union soviétique et cherchait désespérément à en partir. Aujourd'hui, ça y est : visa de sortie soviétique approuvé sur son passeport français, Victor Mychalyzin, né en 1930 au Havre de parents polonais, s'envoie le 12 avril pour Roussie. Il aura fallu pour cela les interventions personnelles de MIM. Chirac et Mitterrand, trois ans de perestroïka et, surtout, surtout, une vie entière de lutte contre une bureaucratie omnipotente, qui ne se donnait même pas la peine de vraiment passer outre ce simple ouvrier du bâtiment.

On se contentait de le rabrouer, de le mettre à la porte plus ou moins brutalement, et ses voisins comme ses camarades de travail avaient fini par le traiter en vieux fou — un obsessionnel accroché à cette carte d'identité française qu'il n'avait pas voulu, lui, remettre sous ses yeux lorsque ses parents s'étaient embarqués pour Odessa, à la fin de la guerre, avec un millier d'autres Polonais, Ukrainiens ou Russes.

« Non, dit-il, ils n'étaient pas du tout communistes : ils étaient tous, voulaient revoir leur pays, mourir sur la terre de leurs ancêtres. »

« Tous ces Polonais étaient fous », répète-t-il avec un soudain accent de rage dans la voix, car, de ces querelles et une même, il ne gardera, constate-t-il, « aucun bon souvenir ». Il a le sentiment, en fait, de les avoir passées « en prison », et, comme tous les détenus et déportés qui refusent de renoncer à ce qui fut leur vie, il serre la sienne dans un petit portefeuille : une photo d'un camarade d'enfance et trois minuscules bouts de papier jaunies.

A Roussie, personne ne l'attendra, sinon un fonctionnaire du Quai d'Orsay, Victor Mychalyzin est un homme seul. En poche, il a 850 F : ce qu'on lui a permis de changer. En tête, il y a un nom : Roussie, la commune où se trouve son père, qui s'est établie en 1945. Ne s'est-il jamais demandé s'il pourrait être déçu ?

Déçu ? Déçu ?... Merveilleuse force de l'inconscient : il a oublié ce mot qu'il ne connaît plus qu'en russe. Traduction, sourit-il : « Mais non ! » Et s'il ne trouve pas de travail ? « On a toujours besoin de quelqu'un qui sache tout réparer », répond-il en tournant et retournant son passeport et billet d'avion. C'est son jour de triomphe, mais, à la cantonade, à lui seul en réalité, M. Mychalyzin demande — question qu'il se pose depuis quarante et un ans : « Pourquoi les enfants ? Ils voulaient revoir leur pays, mais pourquoi avoir emmené les enfants ? »

BERNARD GUETTA.

## Asie

PAKISTAN : accident ou attentat ?

### Le dépôt de munitions qui a explosé aurait servi au transit d'armes destinées à la résistance afghane

NEW-DELHI  
de notre correspondant  
en Asie du Sud

Un craquement d'une profondeur de 7 mètres et d'environ 25 mètres de diamètre marque l'endroit de l'explosion le dimanche 10 avril d'un dépôt de munitions à Islamabad (le *Monde* du 12 avril). Selon les témoignages obtenus mardi 12 avril, le quartier de Salazabad, où est situé le dépôt, n'est plus qu'un champ de ruines. Le bilan définitif de cette catastrophe reste encore très approximatif, notamment parce que les autorités pakistanaises sont réticentes à faire état du nombre de morts parmi les militaires.

Il se confirme, en effet, que plusieurs centaines de soldats habitaient le camp avec leur famille. Le président pakistanais, le général Zia Ul Haq, a assuré que sept soldats seulement avaient été tués. Mais, au vu des destructions causées dans les deux villes d'Islamabad et de Rawalpindi, et parfois à plus de 20 kilomètres de l'épicentre, on voit mal pourquoi les soldats, qui étaient les plus exposés, auraient été épargnés.

Alors que le bilan officiel fait état d'une centaine de morts et de cinq mille blessés, on indique dans les milieux hospitaliers d'Islamabad que le chiffre des victimes pourrait dépasser quatre cents morts. Enfin, un journal pakistanais, le *Mumtaz*, cite un responsable de la Croix-Rouge selon lequel le bilan pourrait être d'un millier de morts et de cinq mille blessés.

Cette estimation est pour l'instant invérifiable. Il n'en reste pas moins que, comme le dit un diplomate occidental en poste à Islamabad, « le chiffre des victimes ne fait qu'augmenter parce qu'on retrouve sans cesse de nouveaux corps sous les débris ». Toute la zone des dépôts militaires est sous le contrôle de l'armée et il est désormais impossible de s'en approcher.

Le général Zia, qui a annoncé le versement d'une somme de 50 millions de roupies pakistanaises (1) aux familles des victimes, a qualifié de « hautement spéculatives » les informations selon lesquelles l'explosion avait pour but de couper l'approvisionnement en armes et en munitions de la résistance afghane. Si rien ne permet, pour l'instant, d'affirmer que cette explosion n'est qu'accidentelle, les autorités pakistanaises elles-mêmes évoquent clairement la possibilité d'un attentat terroriste.

La presse penche nettement pour cette explication, soulignant que le dépôt de munitions servait de centre de transit pour les livraisons d'armes (notamment américaines) aux partis politiques afghans établis à Peshawar. Ils indiquent que plusieurs dizaines de camions attendaient devant l'entrée du dépôt et que c'est l'explosion de l'un d'eux qui aurait entraîné une réaction en chaîne. En l'espace d'une vingtaine de minutes, plus de sept cents roquettes et missiles (notamment

anti-aériens) sont tombés sur Islamabad et Rawalpindi et, selon le général Zia, les équipes de déminage ont dégagé 5910 obus. Des engins non explosés ont été retrouvés dans des écoles, des hôtels, des ambassades et même dans le jardin qui jouxte le bureau présidentiel.

Une équipe de cinq spécialistes américains est arrivée mardi à Islamabad. Ces techniciens font partie des unités de la marine américaine récemment chargées de déminer certaines zones du Golfe.

La panique qui a suivi la première explosion est notamment due au fait qu'une grande partie de la population, devant l'important nuage de fumée, a cru que la centrale nucléaire de Kahuta, située à quel-

ques dizaines de kilomètres, avait été la cible d'un bombardement aérien.

En Inde, la catastrophe de Rawalpindi a eu des conséquences tragiques : des foules surexcitées se sont rassemblées à Srinagar, la capitale du Cachemire, pour pleurer les morts pakistanais. Craignant des slogans en faveur du Pakistan et hostiles à l'Inde — les musulmans sont majoritaires au Cachemire —, les manifestants se sont violemment heurtés aux forces de l'ordre. Les affrontements ont fait deux morts et plus de cent blessés, la police ayant ouvert le feu pour se dégager.

LAURENT ZECCHINI.

(1) 1 franc français vaut environ 290 roupies pakistanaises.

## AFGHANISTAN

### M. Shultz et M. Chevardnadze participeront jeudi, à Genève, à la signature de l'accord de paix

M. Shultz et M. Chevardnadze participeront à la signature de l'accord de paix en Afghanistan le jeudi 14 avril à Genève. L'accord avait été conclu vendredi dernier entre ministres afghans et pakistanais des affaires étrangères. Ceux-ci apposeront leur signature sur les quatre documents en présence du secrétaire général des Nations unies, M. Perez de Cuellar. MM. Shultz et Chevardnadze signeront, seulement deux textes, celui sur les garanties internationales, qu'ils assureront en commun, et celui sur les relations d'indépendance (qui englobe le calendrier de retrait de l'armée soviétique).

Moscou s'est engagée à commencer le retrait de ses troupes le 15 mai et pourrait le parachever avant le délai limite de neuf mois. La survie de l'accord, ou tout au moins de « la bonne foi des signataires », sera exercée par cinquante observateurs de l'ONU, qui disposeront d'une grande mobilité et de moyens de communication intra-modernes. Ils observeront à la fois le retrait du corps expéditionnaire soviétique et le retour des cinq millions de réfugiés afghans.

A Washington, le président Reagan a annoncé, lundi, la présence à Genève, jeudi, de son secrétaire d'Etat. « Nous sommes très fiers d'avoir aidé le peuple afghan dans ce triomphe et ils peuvent compter sur la poursuite de notre soutien ». Pour sa part, M. Shultz a expliqué à la presse que les Etats-Unis « auraient le droit de faire des livraisons d'armes à leurs amis en Afghanistan si besoin est » et qu'ils verseraient à la résistance afghane « des millions de dollars de soutien ». Le domaine envers le régime de Kaboul.

Les moudjahidines se « consacrent de plus » et les Américains

continueront à les aider : « Nous serons en mesure — de le faire, a ajouté M. Shultz, sous-entendant que le Pakistan accorderait son autorisation au passage sur son territoire de l'assistance américaine à la résistance afghane.

M. Shultz a cependant étudié une question sur la contradiction existant entre l'un des documents signés par Islamabad, qui prévoit la non-ingérence dans les affaires afghanes, et le transit par le Pakistan de l'aide américaine. Il a rappelé que Washington avait prouvé au Kremlin un moment sur l'île des Etats-Unis et de l'URSS à leurs alliés respectifs, et que Moscou avait rejeté cette suggestion. « Avant de devenir garants de l'accord de Genève, nous avons insisté pour que les obligations des garants soient symétriques », a-t-il dit.

A Moscou, M. Gromyko, recevant le président soviétique, a réaffirmé lundi que l'URSS s'en tenait au principe de non-ingérence dans les affaires intérieures des autres pays et que ce principe s'appliquait à l'Afghanistan. « C'est uniquement sur la base de ce principe que nous pouvons avoir des contacts diplomatiques », a-t-il dit. Pour sa part, l'agence Tass a accusé la résistance afghane de « refuser d'écouter la voix de la raison et de se joindre au processus de règlement » pacifique du conflit.

Enfin, le ministre iranien des affaires étrangères a condamné lundi l'accord des « super-puissances » et estimé que seul « le retrait inconditionnel des troupes soviétiques » et « la reconnaissance du droit à l'autodétermination du peuple afghan » permettraient le règlement de la crise. Pour Téhéran, l'accord de Genève est « illégal et dénué de valeur ». — (AFP, Reuters.)

## CHINE

### L'équipe gouvernementale a été légèrement rajeunie...

PÉKIN  
de notre correspondant

La Chine a procédé, le mardi 12 avril, à l'élection, sans surprise, de son nouveau gouvernement, aux effectifs légèrement réduits et à l'équilibre alliant la réforme à la prudence. Au terme d'un nouveau vote du Parlement à huis clos, le premier ministre, M. Li Peng, a été élu à la présidence de la République. Il se voit adjoindre trois vice-premiers ministres (contre cinq dans le précédent cabinet) : MM. Yao Yilin, Tian Jiyun et Wu Xuequan.

La grogne du monde universitaire. Le premier, qui préfère, par formation, la planification économique à l'aventure de la décentralisation, dirigera également la commission du plan. Le deuxième est l'un des plus proches collaborateurs du chef du Parti communiste, M. Zhao Ziyang, et le troisième, ancien ministre des affaires étrangères (il est remplacé, comme prévu, par M. Qian Qichen, diplomate de carrière et jusqu'à présent vice-ministre, donne un poids accru à la diplomatie dans le gouvernement. Le général Qin Jiwei, ex-commandant de la région militaire de Pékin et un des compagnons d'armes de M. Deng Xiaoping, ne voit attribuer, le ministère de la défense.

Un homme qui va avoir rapidement du travail est le nouveau ministre de l'éducation, M. Li Tieying, ancien responsable de la restructuration économique. La grogne de monde universitaire envers

une politique qui ne favorise guère les étudiants est, en effet, montée d'un cran ces derniers jours, à la faveur de la session de l'Assemblée nationale. La presse officielle, traduisant le souci du régime de ne pas retomber dans la crise étudiante de l'hiver 1986-1987, a dû se faire l'écho d'un sit-in d'une vingtaine d'étudiants et d'un enseignement devant le Palais du peuple, le dimanche 10 avril. Les manifestations protestaient contre le refus du gouvernement d'augmenter les salaires des universitaires.

A l'intérieur du Palais, au même moment, des membres de la conférence consultative politique du peuple chinois (CCPPC) se faisaient le relais de ce mécontentement, dont les autorités compétentes, assure la presse officielle, ont été informées. Situation paradoxale quand on sait que, pour la première fois dans l'histoire du régime, tous les titulaires des ministères techniques, à l'exception d'un seul, sont diplômés de l'enseignement supérieur. Dix des quarante et un ministres nommés mardi sont nouveaux, et l'âge moyen des trente principaux membres du gouvernement et du Conseil d'Etat qui le supervise est de soixante et un ans, selon les statistiques officielles, citées à l'appui de la thèse du rajeunissement.

La retraite de la veuve de Zhou Enlai. Un homme, qui est à lui seul un symbole de la libéralisation mesurée — est reconduit dans ses fonctions : M. Wang Meng, écrivain et ministre, assez tolérant, de la culture. Le ministre de la sécurité publique, M. Wang Fang, au poste

depuis la crise de l'an dernier, et qui n'est pas précisément un homme souple, en a été aussi confirmé à son poste.

La clôture de la CCPPC, dimanche, avait été l'occasion d'un départ à la retraite — un peu nostalgique, celui de M. Deng Yingchao, veuve de Zhou Enlai, qui avait remplacé la veuve de Sun Yatzen, décédée, dans le rôle de la mère consolatrice, essentiel pour le confort psychologique du régime. Agée de quatre-vingt-quatre ans, M. Deng Yingchao avait, ces dernières années, occupé diverses fonctions honorifiques visant à ramasser les morceaux de régime cassé par Mao Zedong, mais s'était également mêlée de diplomatie sur des sujets importants, comme le Cambodge.

C'est elle, en particulier, qui avait officiellement par une visite à Bangkok la coopération militaire sino-thaïlandaise, pour contrecarrer l'invasion vietnamite. De même, lorsqu'il s'agissait de faire passer des messages désagréables au prince Norodom Sihanouk, nous a raconté celui-ci, c'était « la si gentille M. Deng, à qui je ne peux rien refuser », qui s'en chargeait.

Elle paraissait bien fatiguée, au bout de soixante-dix années de bons et loyaux services pour la cause. Elle avait été l'une des premières femmes activistes de la Chine moderne, la plupart du temps aux côtés de son époux. Elle est remplacée à la présidence de la CCPPC par l'ancien chef de l'Etat, M. Li Xianlan, mais son ombre flotte encore sur le gouvernement, par la présence, à sa tête, de M. Li Peng, le fils adoptif que Zhou Enlai et elle ont élevé.

FRANCIS DERON.

Le Monde  
sur minitel

ELECTION PRÉSIDENTIELLE

Jouez à Ki-a-dit-Koi

36.15 TAPÉZ LEMONDE

(Publié)  
UNESCO :  
LE DIRECTEUR  
GÉNÉRAL  
SE CONFIE

Federico Mayor préside à Arabes dans  
quelques conditions l'organisation de la place  
Portenay pour éviter le malheur.

Dans le numéro d'avril  
d'Arabes  
en kiosques et en librairies  
78, rue Joutin, 75017 Paris  
Tél. : 46.22.34.14





LES voici, enfin réunis, tous les neuf sur Antenne 2 et FR 3, les comparses et les vétérans, tous concentrés, appliqués, écoliers un instant assagis du grand oral de la démocratie. Voici, pâle-mâle, les « gros » et les « petits », les vedettes et les inconnus, les habitués des plateaux officiels et ceux des deux-pièces-cuisine, tous rapportés au même format par l'égalitarisme du générique, comme jadis sous la blouse grise de l'école publique disparaissaient le fils du notaire et celui de l'ouvrier agricole. Madame, Mesieurs, à la queue et pas de resquille !

A vrai dire, il n'y a qu'un inconnu complet cette année, c'est M. Pierre Bousquet, candidat d'un mouvement vaguement postal et certainement antisocialiste, qui nous explique que la télé, jusqu'à lui, ne lui a consacré que quarante-cinq secondes. Il

a un peu le trac et il n'a pas l'habitude, ça va sûrement s'améliorer. L'écolo cuvé 1988, Antoine Waschter, on l'avait distraitement entrevu, mais

Tous les autres sont des habitués. Chirac est égal à Chirac : il parle comme une affiche. Juquin s'est mis en frais : il s'est acheté un costume croisé et a vidé

souvenirs, mêlant dans une même nostalgie attendrie son enfance réunionnaise et d'éminentes fonctions à la Communauté européenne. Lajoinie cherche apparemment à conjurer les sondages diaboliques en nous bombardant d'images de foules sympathisantes. Quant à Arlette, elle encaisse les septennats sans une ride. Avec un « travailleur » toutes les dix secondes en moyenne — on a compté ! — elle peut sûrement tenir jusqu'en 2014.

Les bonnes fées télévisuelles nous avaient, comme il se doit, gardé le meilleur pour la fin. On ne veut pas parler de François Mitterrand, bien sûr, mais de son clip. En guise de vedette américaine, le président-candidat a convoqué, on le sait, deux siècles d'histoire mondiale, de la prise de la Bastille à Gorbatchev, Mallet et Isaac revus et corrigés par Séguin et Cécil B. De Mille.

Goldmann aurait été malade de manquer la fête. Leur présence dans le clip ne surprend guère. Mais l'utilisation d'un magnétoscope et de l'arrêt sur image révéla aussi de très fugitives apparitions de Léon Zitrone, Eric Tabarly et Claude François, passés inaperçus lors de la projection à vitesse réelle. Leur présence laisse perplexe. Vaut-elle engagement ou enrôlement, pour certains posthume, derrière le président-candidat ? L'image, c'est toute sa force, sa dispense de répondre explicitement. Ils sont là, voilà tout, enveloppés — malgré eux ? — dans le grand manteau rose du candidat de la France unie. Il ne manque à l'appel qu'Homère et Toutankhamon.

Récit du service politique.

## Vive la campagne officielle !

Il a l'air décidé à nous faciliter, à grandes enjambées, l'assimilation de son édifiante biographie. Il nous ouvre même son album de famille, se montre en collègue attentif. Son sourire postérisé nous poursuit jusqu'à la dernière seconde de son temps de parole légal.

un fleuron de laque sur sa mèche à la Tintin. La Pen arrive entouré de son habituel cortège — « meurtres, viols, SIDA et laïcisme moral » qui se cassent de progresser, — mais avec une petite musique de binou qui rend cela presque primaires. Les yeux mi-clos, Barre replonge dans ses

## La campagne de M. François Mitterrand

### Une ambition sociale réduite aux acquis

A la fin de sa « lettre à tous les Français », M. François Mitterrand cite une phrase de Jean Jaurès : « Aller à l'idéal et comprendre la réalité ». Force est de reconnaître que, pour la partie sociale du projet, le réalisme l'emporte, et de loin, sur l'idéalisme. Une phrase du président-candidat résume bien la démarche : « Je cherche à éliminer les inégalités qui sont à portée de la main ». A portée de la main, alors même qu'il affirme que l'injustice et les inégalités sociales s'aggravent.

On est décidément bien loin de 1981 quand le candidat du Parti socialiste, très ambitieux dans son idéal social, voulait accorder la cinquième semaine de congés payés, la retraite à soixante ans, marquer vers la semaine de trente-cinq heures et instaurer de nouveaux droits pour les travailleurs. On a eu depuis la cinquième semaine, la retraite à soixante ans et les lois Auroux — ces dernières ayant effectivement acquis « droit de cité », mais, l'expérience s'étant révélée fort peu concluante, et l'approche utilitaire contestable, la réduction de la durée légale hebdomadaire du travail s'est arrêtée à trente-neuf heures.

Pour l'élection présidentielle de 1988, on cherche en vain de

grandes réformes sociales. M. Mitterrand parle plus de maintenir et de préserver (la cohésion sociale, la sécurité sociale, le SMIC, le droit de grève, les lois Auroux) que de mettre en œuvre de nouvelles garanties ou de nouveaux droits. Il recourt même à un langage économiste — impensable il y a sept ans — pour qualifier la politique sociale qu'il va présenter d'« investissement social ». Il reprend la formule de M. Laurent Fabius sur la nécessaire « modernisation des relations sociales ».

On est effectivement plus proche d'une gestion Fabius que d'une gestion Mauroy première main. Un tel pragmatisme social s'explique par plusieurs raisons. M. Mauroy pourrait dire à sa place que le « socle du changement » a déjà été installé de 1981 à 1983, ce qui n'est pas faux puisque ni les lois Auroux, ni la retraite à soixante ans, ni les trente-neuf heures n'ont été remises en cause par le gouvernement de M. Chirac. Mais il y a aussi une modification dans sa conception du rôle du président de la République. Pour l'essentiel, il renvoie les mesures à prendre sur le plan social au gouvernement (réforme des congés de conversion, incitation financière à

la formation continue) ou aux partenaires sociaux invités à négocier sans attendre un cadre législatif préalable sur des sujets comme l'organisation, l'aménagement et la réduction du temps de travail, l'introduction des nouvelles technologies et la formation adéquate.

#### Politique contractuelle

M. Mitterrand reconnaît ainsi que le « moins d'Etat » passe nécessairement par un développement de la politique contractuelle — appelée à s'enrichir — ce qui est tout de même une concession à l'air du temps. La justice sociale, oui, mais avec une petite dose de libéralisme social... Au total, le président sortant a un projet qui sur le plan social est tout à fait modeste. On pourra lui reprocher de pousser sa nouvelle logique un peu loin en restant bien souvent imprécis. Mais il y a plusieurs orientations qui indiquent clairement une direction.

Ainsi, s'il reste dans le vague quant à la création d'un crédit-formatique pour les jeunes, il annonce un peu plus la couleur pour le revenu minimum d'insertion, la Sécurité sociale et le droit de licenciement. Quand M. Mitterrand évoque le « revenu mini-

mum d'insertion » pour les nouveaux pauvres, il se garde bien d'avancer un montant, une durée, ou surtout (à la différence du projet de M. Chirac ou du plan Zeller de « compléments locaux de ressources ») une condition d'activité. Mais il ne s'agit pas d'un oubli. Le candidat socialiste est convaincu qu'il serait irréaliste d'imposer une obligation d'activité, même si celle-ci est souhaitable.

#### Protéger la Sécurité sociale

Une telle obligation aurait l'inconvénient, dans l'esprit de M. Mitterrand, d'exclure du dispositif les personnes les plus fragiles. Elle lui apparaît d'autant plus contestable que s'il n'y a eu que huit mille à dix mille bénéficiaires des compléments locaux de ressources du plan Zeller en 1987 au lieu des vingt mille attendus, c'est en grande partie à cause de la difficulté de fournir une activité ou une formation. Le dispositif devrait donc être très proche d'une récente proposition de loi du Parti socialiste.

M. Mitterrand entend aussi garder la Sécurité sociale devant la menace qu'il présente avec des assurances privées qui « rôdent autour de leur proie ». Son objec-

tif pour l'assurance-maladie est de revenir sur des « mesures injustes pénalisant les grands malades et les personnes âgées ». En clair, c'est le plan de rationalisation des dépenses de M. Séguin, qui a permis en 1987 des économies plus fortes que prévu, qui est dans le collimateur. L'actuel ministre des affaires sociales avait limité les remboursements à 100% pour les maladies longues et coûteuses aux soins concernant les maladies elles-mêmes (et l'avait supprimé pour les médicaments dits « de confort »). Conséquence : plus d'un tiers des prescriptions ayant trait à des troubles sans rapport avec ces maladies ne se trouvaient plus remboursées à 100%.

L'idée de M. Mitterrand, précise son entourage, est de rétablir la prise en charge de tous les soins à 100% pour les personnes qui souffrent d'une des trente maladies longues et coûteuses, même s'il ne s'agit de soigner, comme avant 1987, que des troubles annexes à la maladie principale. Cette liste de trente maladies sera révisée et le candidat évoque dans sa lettre la nécessité d'économies (notamment autour d'alternatives à l'hospitalisation qui font un peu figure d'Arlesienne...). Il reste en revanche très discret sur l'assurance-vieillesse et sur les mesures qu'il devra éventuellement prendre pour affronter le

déficit. Fondant son optimisme, plutôt excessif, sur un rapport du Plan en 1986, « Vieillesse solidaire », il rejette tout « alarmisme », malgré les remontrances de M. Séguin, et n'envisage que des ajustements conjoncturels là où d'autres parlent de réforme structurelle...

Très modeste dans ses propositions sur le chômage, qu'il n'entend combattre — sans objectifs chiffrés — qu'en associant traitement économique (croissant) et traitement social, développement de la formation et modernisation de l'appareil industriel, M. Mitterrand évoque aussi le droit de licenciement. En 1981, dès son élection, il avait renoncé à l'une de ses cent dix propositions consistant à accorder un droit de veto au comité d'entreprise pour s'opposer à des licenciements. En 1988, il n'envisage pas de rétablir l'autorisation administrative de licenciement. Mais il suggère aux partenaires sociaux de négocier pour débattre des « pratiques plus justes » inspirées de la RFA et de la Suède, où les syndicats exercent un contrôle à travers les institutions représentatives et où les pouvoirs publics jouent les médiateurs. Une évolution symbolique.

MICHEL NOBLECOURT.

**“Aujourd'hui, les grandes conquêtes se mènent avec d'autres stratégies.”**

**CGIE**  
L'esprit de Conquête

Aujourd'hui, la bataille est économique. Pour chaque nouvelle conquête, hors de nos frontières, il faut obtenir un leadership incontesté, développer les percées technologiques, élargir son champ d'action. Aujourd'hui, les hommes de la CGIE partagent une même volonté : se donner, aux quatre coins du monde, les moyens de gagner.

هكذا من الامم





# Politique

Les campagnes de M. Mitterrand et de M. Chirac

## M. Michel Rocard veut « compléter, expliquer, illustrer » la démarche du président-candidat

Couffins-Sainte-Honorine, le lundi 11 avril, 20 h 45 : porté par l'atmosphère du gymnase dans lequel se tient son meeting, M. Michel Rocard saute d'un bond sur le podium. Derrière lui, le visage du président-candidat veille sur la tribune encore quelques secondes avant de laisser la place au nom du maire des lieux. Détendu, ironique, s'adressant (un peu) aux délices des petites phrases, l'ancien ministre de l'Agriculture s'est présenté sur ses terres en porte-parole sans état d'âme de la pensée mitterrandienne : « Je suis là pour compléter, expliquer, illustrer » la lettre adressée par M. Mitterrand aux Français.

La victoire du président est « juste et nécessaire », a-t-il expliqué. Juste, car même si « aucun des candidats importants [à droite] n'est déshonorant pour notre démocratie », si la droite « ce n'est pas forcément l'enfer [...] ça ressemble beaucoup au purgatoire ».

M. Rocard a reconnu à son ancien condisciple de Sciences Po, M. Jacques Chirac, « une personnalité géniale, qui le poussait d'ailleurs plutôt vers la gauche ». Las, malgré ses efforts, « touché par la grâce gaulliste [...] il s'est finalement laissé déborder par une ambition qui le dépasse ».

Quoique porté à la compassion vis-à-vis des plus faibles, le maître de Couffins-Sainte-Honorine a gardé pour M. Raymond Barre ses délices les plus acérées. Tout ce qui lui arrive « c'est un peu sa faute. Non parce qu'il a fait preuve d'insuffisance mais parce qu'il a fait preuve de suffisance [...] ». S'en prenant aux « promesses fumeuses et aux chiffres hasardeux » du député du Rhône, M. Rocard l'a accusé d'avoir ouvert une échoppe à l'enseigne « Demain on rase gratis ».

« Que M. Barre ait quelques dispositions pour raser, je suis prêt à le croire. Que ce soit gratis, j'en doute ».

Nécessaire, la victoire de M. Mitterrand l'est parce que, même si les clivages politiques se sont dégauchés des idéologies, la droite ce n'est pas la gauche. M. Rocard s'est vivement insurgé contre l'idée selon laquelle les programmes des grands candidats seraient à peu de chose près les mêmes. Il voit dans cette déformation la preuve que certains commentateurs ont du mal à s'adapter à un terrain politique débarrassé de nombre de ses scories idéologiques.

« Les différences sont moins visibles. Elles n'en restent pas moins très réelles », a-t-il insisté en citant la solidarité, l'aide au tiers-monde, la lutte contre toutes les formes d'exclusion, le souci du rassemblement. Sur ce terrain, comme sur celui de la « lucidité » politique acquise après les égarements des premières années du pouvoir de gauche, les socialistes ont une longueur d'avance.

La Lettre aux Français de M. Mitterrand ? Elle synthétise justement, pour l'ancien ministre, cette volonté de « gouverner autrement par plus de contrat et plus de négociation ». C'est « une approche raisonnable, débarrassée de toute trace de mirage » que propose, selon lui, le chef de l'Etat à la France de la fin du vingtième siècle. « Là est le ferment du rassemblement. Là aussi le levain qui formera la France unie ».

Le « traitement social » des électeurs d'extrême droite

Le fossé entre conservateurs et socialistes existe ; pour autant, M. Rocard n'a pas voulu ouvrir le risque d'être pris à contre-pied sur un terrain qu'il a patiemment saccé : celui du rassemblement et de l'écoute réciproque des Français. « La barrière entre la gauche et la droite n'est pas infranchissable. Les priorités sont communes à tous les gens sérieux. » Dès lors qu'on s'attaque sérieusement aux problèmes de la France, l'entente est possible sans compromission. La gauche doit y parvenir, car « elle n'est elle-même que lorsque ce qu'elle propose est valable pour tous ».

Dans son souci de ne laisser personne sur le bord du chemin, le député des Yvelines a estimé, en propos du Front national, qu'il ne fallait pas « considérer les électeurs potentiels de la France comme des chevaliers de l'extrême droite ». Pas question de les « inscrire aux pertes et profits de la démocratie ». Ces Français paumés, décalés, désemparés, doivent être l'objet d'un « traitement social » autant que politique. « De cela, seule la gauche est capable ». Une raison de plus pour M. Rocard de voter Mitterrand. Oubliant ses consignes de prudence données au début de son intervention — « Attention, rien n'est joué ! » — le député des Yvelines a lancé dans les applaudissements : « Rendez-vous à 20 heures, le 8 mai, on aura gagné ! »

P. S.

## Pour le premier ministre, le clivage droite-gauche cède la place à la défense de la V<sup>e</sup> République

RENNES. De notre envoyé spécial

L'affrontement droite-gauche est maintenant dépassé. L'enjeu de la prochaine élection présidentielle est — tout simplement — le maintien des institutions de la V<sup>e</sup> République. Comme en 1965 ! M. Jacques Chirac, en tout cas, l'a affirmé, lors de son meeting de Rennes, le lundi 11 avril : « Les socialistes veulent prendre enfin leur revanche sur la V<sup>e</sup> République, qu'ils ont subie mais jamais aimée ». Ce qui est en cause c'est tout simplement le maintien « de l'esprit de nos institutions ».

La preuve ? Il y a un risque « pour celles-ci » à élire démocratiquement un président de la République dont on ne sait pas ce qu'il veut et avec qui il veut gouverner. Car élire démocratiquement un président ce n'est pas lui signer un chèque en blanc. Conclusion : « L'enjeu des élections est aussi celui de nos institutions ».

Le faufilet, c'est le président de la République-candidat, car, selon M. Chirac, « la seule intention claire » de celui-ci en se représentant c'est de « garder le pouvoir ».

D'ailleurs, il ne faut pas oublier, « c'est sa seule inspiration constante, celle qui guidait déjà sa démarche sous la IV<sup>e</sup> République ». D'une pierre deux coups : le premier est allusif à « l'âge du capitalisme » ; le second est direct, le candidat des socialistes « a participé à ce régime honni d'où vient tout le mal, ce régime « où gouverner, ce n'était pas agir ».

Cet homme n'a pas changé, il s'est « renié ». Et même « trois fois ». La première fois « en ne parlant plus du socialisme », en « interdisant même qu'on mette la rose dans ses meetings », et cela « après s'être engagé résolument dans une expérience socialiste ». La deuxième fois en proposant « de ne rien changer, de tout laisser en l'état », après s'être fait élire pour « changer la vie ». La troisième fois en déclarant, dans une version réécrite par M. Chirac : « Je suis prêt à gouverner avec n'importe qui, à être soutenu par n'importe quelle majorité et j'ajouterais, mais cela est de mal, pour faire n'importe quoi ».

M. Chirac donne même quelques conseils aux électeurs de gauche : « Si j'étais socialiste, je m'inquiéterais d'une telle déviation par rapport à mes convictions, à mes idéologies ». Mais voilà, M. Chirac n'est pas socialiste. Il a même, peut-être, oublié qu'un autre homme, nommé Pierre, qui lui aussi avait remporté trois fois son mandat, est quand même devenu son représentant sur terre !

Les Bretons ont eu de la chance. Ils ont eu la primeur d'une inflexion dans le discours du candidat du RPR : lui, il veut défendre nos institutions ; son adversaire n'est pas un homme à qui on peut faire confiance, puisqu'il trahit ses propres idées.

Les trois casquettes

Pour le reste, M. Chirac a tenu des discours de campagne classiques : « Nos paysans sont les meilleurs pour leur production et pour sa qualité » ; « Il n'est pas nécessaire de limiter la production laitière » car il n'y a pas d'excédents ; « si l'on tient compte des importations de matières grasses de substitution » ; « Les pêcheurs sont des gens admirables ; leurs gâteaux aussi ».

Pour les défenseurs, le premier ministre s'est déjà battu contre les Canadiens, et il est prêt à être encore plus dur : « si ceux-ci continuent à nous empêcher de pêcher dans leurs eaux, c'est, tout simplement, l'avenir des relations franco-canadiennes qui sera en cause ».

Sanctifier le commerce en milieu rural. M. Chirac sait ce qu'il faut faire pour cela : « grâce à ses trois casquettes » : « Le fils du platane des Mille Vaches » connaît l'importance d'une épicerie dans un village ; le maire de Paris a interdit toute création de grandes surfaces dans sa ville « et les consommateurs ne s'en portent pas plus mal » ; le premier ministre a interdit que l'on supprime « pour de simples raisons de rentabilité » les services publics ou para-publics en milieu rural.

Chef de gouvernement, le M. Chirac de l'écologie européenne « est le fils du platane des Mille Vaches » ; le M. Chirac de l'économie, le M. Chirac de la politique, le M. Chirac de la défense des ministères Mme Michèle Barzach et Mme Lucette Michaux-Cherry « venant tout exprès de la Guedoulope », puis les « trois ministres bretons », qui sont tous UDF : M. Ambroise Guellet, M. Alain Madelin, tout breton, qui voudra bien reconnaître au micro du meeting que M. Chirac « est un excellent premier ministre », et M. Pierre Méhaignerie, le ministre renfrogné.

Th. S.

Incident

La prestation rennaise de M. Jacques Chirac a failli être perturbée par un fort contingent de commerçants et d'artisans en colère.

Messées au fond du chapiteau, deux petites centaines de « poujadistes » ont mené siffler et cordes vocales pendant le début de l'intervention du candidat du RPR par ses « grands dévotion ». Mais la venue était si grande que leur tam-tam n'arrivait que très assourdi jusqu'à la tribune. A l'arrière, il n'en était pas de même. Venus essentiellement par cars, piétons depuis le matin par les renseignements généraux, du Morbihan et du Finistère, ils ne cessèrent de scander « C-D-C-A », les initiales de leur organisation, le Comité de défense des commerçants et des artisans, mouvement socialiste du CDD-UNATI qu'ils trouvent trop mou.

« Des promesses toujours des promesses... »

Le petit millier de supporters chiraquistes maintenus à l'extérieur du chapiteau à cause de cette présence intempestive ne goûtaient que fort peu cette concurrence. Il fallut la maîtrise du service d'ordre du RPR pour éviter que les incidents n'élèvent au-delà de l'échec de quelques horizons. Au bout d'une demi-heure de cris et de sifflets, une bombe lacrymogène, venue d'on ne sait où, dégagea suffisamment de gaz pour que le fond de la tente se vide de lui-même. Les gendarmes présents, en force, aux environs n'auraient que peu à intervenir.

Asses vite, le calme revint, les artisans s'efforçant simplement de convertir les chiraquistes de la dureté de leur condition, « alors que les fonctionnaires et les politiciens s'engraissent ».

« On a demandé à être reçu par le premier ministre, mais il n'a fait que nous balader, expliquer un de leurs responsables, des promesses, toujours des promesses ; mais rien de concret ne vient pour nous. Nous ne pouvons plus lui faire confiance ».

Faute de haute-parleurs à l'extérieur, ils ne purent entendre l'éloge fait par M. Chirac du commerce en milieu rural.

Th. S.

L'engagement du CNI auprès du RPR

## « Il faudra bien que les conservateurs s'organisent nous déclare M. Yvon Briant

Allié à M. Chirac dans la compétition présidentielle, le Centre national des indépendants et paysans (CNI) prend sa part sur le terrain, à la campagne du candidat du RPR. Son secrétaire général, M. Yvon Briant a répondu à nos questions sur ses objectifs et ses perspectives.

« Vous venez de réaliser une importante campagne de communication pour la promotion de votre mouvement. Estimez-vous avoir atteint vos objectifs ?

« Il est vrai que nous n'avons rien fait de tel depuis près de dix ans... Cette campagne s'est déroulée en deux phases. La première avait pour objectif de réaffirmer l'identité du CNI en rappelant sa tradition et en faisant mieux connaître son projet politique, « au cœur de la droite ». Nous avons réalisé une campagne d'affiches sur ce thème, ainsi que l'insertion d'un document de présentation du mouvement, dans plusieurs grands hebdomadaires nationaux.

« Nous avons ensuite décliné notre première affiche dans une seconde campagne pour rappeler notre engagement dans l'élection présidentielle : « CNI, gagnons avec Chirac ! ». Cette campagne de communication est sans aucun doute très bénéfique. Nous enregistrons un grand nombre d'adhésions, nous retrouvons des amis qui avaient « pris du champ » ces dernières années, en bref, nous participons activement à la mobilisation de notre électorat, autour du candidat que nous avons décidé de soutenir.

« A ce sujet, le financement de vos activités a suscité des interrogations. D'où vient l'argent du CNI ? Pouvez-vous assurer que financie-

ment aussi le CNI est indépendant, même du RPR ?

« J'ai déjà dit que cela me paraissait être une grande hypocrisie de soutenir que le financement des partis politiques français serait assuré exclusivement par les adhésions et les souscriptions. Il en va de même chez les autres.

« Mais c'est aussi inacceptable de prétendre que le CNI, lui, aurait eu à abdiquer son indépendance pour assurer ses fins de mois.

« Je connais ceux qui ont intérêt à gêner le redressement du CNI. Ils n'y parviendront pas. Je sais aussi que le financement des partis politiques excite la naïveté venue. J'ai dû m'en souvenir récemment (1).

« Mais vous savez, pour conclure sur ce point, le financement du CNI c'est comme la force de frappe française. A côté de l'armement du super-grande, il constitue simplement le minimum vital.

« Etes-vous favorable à la proposition de M. Balladur pour la constitution d'un grand mouvement conservateur ?

« En outre, nous sentons bien que les Français qui refusent le socialisme — et ils sont majoritaires — souhaitent l'union à droite. C'est pourquoi nous espérons au CNI, que compte tenu de la proximité des idées des deux candidats possibles de la majorité, un seul se présente. Les choses ainsi auraient tout de même été plus simples !

« Une pensée vous de la lettre aux Français de M. Mitterrand ? Répondrez-vous les jugements négatifs portés sur elle par MM. Chirac et Barre ? Tout est-il à jeter dans le projet du président-candidat ?

« Ce n'est strictement pas ce qu'il a écrit de pire ! C'est de la bonne littérature mais le fond me déplaît autant qu'à Jean Rostand quand il disait : « Qu'il s'efforce de voir venir avec des couleurs d'avant ce que l'on déteste dans le passé ».

« Fobrevé en outre, que dans son premier meeting de campagne à Rennes, M. Mitterrand va bien plus loin que dans sa lettre. Il réaffirme par exemple qu'il force de « pédagogie », il parviendra à imposer le vote des immigrés étrangers en France...

« M. Mitterrand, après Poincaré, en appelle à l'union sacrée. Mais ici, le candidat des socialistes plaide en faveur de « la France seule », exclusivement pour préserver son siège. En vérité, il veut se maintenir à l'apogée quel qu'il soit, avec n'importe quelle majorité, sur n'importe quel programme...

« Ce n'est pas la détermination dont la France a besoin.

(1) M. Briant fait là allusion à la mise à l'écart des instances du CNI d'un conseiller municipal parisien, qui se serait livré à certaines indélicatesses dans les opérations électorales de collecte des fonds. [NDRL.]

# Le Monde

## 100 STAGES EN EUROPE A GAGNER.

**La Bourse aux stages 88 du Monde Campus, c'est l'Europe qui vous est ouverte.**

La Bourse aux stages 88 du Monde Campus offre 100 stages dans les grandes entreprises internationales mentionnées dans cette annonce. Il s'agit d'une offre pour tous les étudiants de niveau Bac + 3 minimum.

Pour pouvoir être sélectionné, il faudra répondre préalablement à quelques questions posées dans Le Monde du 18 au 23 avril. Des bulletins de participation gratuits sont également disponibles dans les kiosques et chez les marchands de journaux.

Bonne chance à tous !

**LA BOURSE AUX STAGES 88 DU MONDE CAMPUS**

Le Monde CAMPUS AIGLES

Partenaires : Renault, Philips, Société Générale, Hewlett Packard, Sopad Nette, Nomad, Arist, Valeo, SRF, CMA, BNP, Rhône-Poulenc, Yves Rocher, Schumacher, Crédit Mutuel, Groupe Cof Cino, TSC Instruments, Sait, Banque Populaire.







# Politique

## La campagne pour l'élection présidentielle

### CORRESPONDANCE

#### Publicité et campagne

A la suite de la publication dans le Monde du 8 et du 9 avril de la Lettre à tous les Français de M. François Mitterrand, nous avons reçu une lettre de M. Marceau Long, vice-président du Conseil d'Etat et président de la commission de contrôle de la campagne électorale en vue de l'élection du président de la République :

« Saisie par votre représentant du projet d'insertion sous forme de publicité commerciale, dans votre numéro daté du vendredi 8 avril, du texte de la Lettre à tous les Français de M. François Mitterrand, la commission vous a fait part le jeudi 31 mars dans l'après-midi de sa position à ce sujet. Elle a estimé, comme le rapporte d'ailleurs l'encadré intitulé « Publicité et campagne » paru dans votre édition du 8 avril, qu'une telle insertion était contraire aux dispositions de l'article L. 52-1 du code électoral.

« Bien qu'ayant renoncé, en conformité avec la position ainsi exprimée par la commission, à cette insertion sous forme de publicité commerciale, votre journal n'en a pas moins publié dans ses deux numéros datés des 8 et 9 avril 1988, c'est-à-dire après l'ouverture officielle de la campagne électorale, le texte intégral de ce document.

« Dans ces circonstances, la commission, après en avoir à nouveau délibéré, ne peut que constater qu'une telle publication intégrale, sur deux numéros successifs, aboutit en fait à tourner la position prise par la commission et les principes qui l'avaient inspirée.

« La commission souhaite que la présente lettre soit portée à la connaissance de vos lecteurs. »

(Du diable et nous nous attendions à recevoir cette lettre ! En nous inclinant, en citoyens respectueux des lois, devant la décision de la Commission nationale de contrôle de la campagne électorale, nous ne pouvons que constater, en publiant la reproduction, en public, de la Lettre à tous les Français du président de la République, nous avons subi un message à l'égard de plus de un million de Français. Que devons-nous alors faire ? Ignorer ce texte, qui inspire tant de commentaires et qui est constamment cité par les adversaires comme par les partisans de M. Mitterrand ? En donner des extraits ? A partir de quelle proportion la commission y aurait-elle vu un inconvénient ? Il nous a semblé que le Monde n'aurait pas respecté ses règles de journal de référence s'il n'avait pas reproduit, malgré le coût élevé que représentent les quatre pages nécessaires, la communication de chef de l'Etat. Et personnellement, nous, nous ne pouvons que constater que la commission nationale de contrôle pourrait y voir une objection. — A. F.)

Dans la presse étrangère, on les surnomme aussi le « sphinx », la « tortue » et le « cheval de course », et les journaux d'Europe et des Etats-Unis voient dans cette campagne électorale une sorte de grande représentation théâtrale comme main pour les Français avides de discours qui les flattent, et plus intéressés en fait par les caractères proprement dits. Les acteurs le savent et, avec Mitterrand, Barre et Chirac — ce sage dans le professionnalisme —, écrit le *Soleil* de Bruxelles.

Comme dans tout spectacle, les performances des trois principaux protagonistes provoquent des sentiments variés. Tour à tour, la surprise (la stabilité du président sortant dans les sondages), un certain apitoiement (la ghesse de Raymond Barre) et le suspense (que peut faire Chirac au second tour ?). Mais une fois le 8 mai passé, relève l'hebdomadaire britannique *The Economist*, on se demandera certainement quel était le véritable sujet de cette pièce de théâtre et s'il y avait vraiment matière à une telle mise en scène, « car les Français désirent la continuité et ne veulent en aucun cas

que l'on casse le navire ! ». Par ailleurs, les points d'accord entre les « trois grands », sont, sur le fond, plus nombreux que les pommes de discorde — comme l'éventuelle réduction de l'impôt sur les grandes fortunes.

D'une façon générale, les observateurs étrangers sont surpris de constater à quel point les programmes se ressemblent tant sur la politique économique, l'éducation nationale, les mesures sociales ou la politique étrangère. Rarement le consensus sur le rassemblement et l'ouverture aura été aussi tangible dans un pays où, comme l'écrit le quotidien financier

la *Libre Belgique*, « Mitterrand raisonne dans tous les sens ».

En Allemagne fédérale, *Die Welt* compare ce document à un « catalogue de grand magasin » et estime que le président, en proposant un nouveau minimum social, veut tenir le rôle de « Père Noël pour les pauvres ». Pour le quotidien britannique *Financial Times*, « un président français doit se situer au-dessus de la politique des partis et s'occuper de la nation dans son ensemble. C'est en rôle que M. Mitterrand, dont les racines idéologiques ne s'enfoncent pas très profondément, est éminemment qualifié à remplir ».

« n'est toujours pas convaincu, semble-t-il, que Chirac soit l'homme qui sait quelles décisions doivent être prises ». Les journaux de Bruxelles remarquent chez le candidat du RPR un « on ne sait quel côté quand même » et un « sourire contracté ».

Quant à la campagne de Raymond Barre, dont le style personnel n'est pas « particulièrement chaud », elle est qualifiée par le *New York Times* de « lourde et fade » : « ses références professionnelles tombent souvent à plat ». L'ancien premier ministre est, selon la plupart de nos confrères, victime de la machine RPR, et notamment, dit *The Independent*, du « service mauvais coups » du mouvement néo-gaulliste. « L'incapacité de la droite française, pourtant majoritaire, à s'organiser en un parti électoralement valable est due en partie, écrit ce quotidien, à l'ambition et aux méthodes de M. Chirac en personne. »

#### Fanny et César lepatistes ?

Des six autres candidats en lice, Jean-Marie Le Pen est le seul à vraiment attirer l'attention des quotidiens étrangers, au point que le magazine américain *Newsweek* lui a consacré la semaine passée sa page de couverture, ainsi qu'un dossier sur la pensée de l'extrême droite, en particulier en Europe. Le journal allemand *Die Zeit* s'est rendu, lui, à Mitterrand pour assister au mouvement du « redoutable Le Pen » et la « nostalgie de l'homme fort » qui est ressentie dans la cité phocéenne. L'envoyé spécial se demande si Fanny et César, les héros de Marcel Pagnol, seraient aujourd'hui « membres du Front national, un verre de parti à la main ».

Quant au journal britannique *The Guardian*, il a réservé samedi dernier une page entière à l'« outsider » de la course à l'Elysée. Le leader du Front national, qui « court aux côtés de la France et des autres peuples de l'Europe », est aussi décrit comme « l'un des derniers grands romantiques européens ». « Tout mieux pour lui », ironise le *Guardian* en évoquant ses références continuées à « la grande aventure conquérante et civilisatrice de la France », en français dans le texte, « à Alexandre le Grand et au Saint-Empire romain ». « Mais ne peut-on pas dire que le Pen, lui-même, incarne le *Guardian* de la France, un homme démocrate, pacifique, homme d'honneur, il entend donner aux Français ce qu'ils veulent et du même coup ce que lui veut ? Ses longs discours sur le grand empire européen du vingt et unième siècle s'achèvent aux accents de la Marseillaise, dont les paroles ne sont pourtant guère internationalistes. Elles rappellent aux Britanniques que nous sommes à l'approche du bicentenaire de la Révolution française, dont les excès durables pourraient bien apparaître encore aujourd'hui comme une véritable plaie de l'histoire ». Tous nos confrères reconnaissent l'éloquence et les talents oratoires d'un homme qui sait indéniablement chauffer les foules.

Enfin, les journaux européens et américains s'intéressent aux « petits candidats » qui n'ont encore jamais été élus. Ils constatent que 1988 est « une mauvaise année pour les zozos » (en français dans le texte dans le *Wall Street Journal*), qui n'ont pas recueilli les cinq cents signatures indispensables pour figurer sur la liste de départ. Mais de l'avis général, l'élection présidentielle, quel qu'en soit le résultat, ne modifiera pas sensiblement la politique française. La question est de savoir, conclut *The Economist*, si les Français veulent être représentés par un sphinx, une tortue ou un cheval de course dans les grandes conférences internationales.

ALAIN DEBOVE.



Frankfurter Allgemeine Zeitung du 8 avril 1988.

américain *Wall Street Journal*, « on a parfois tendance à croire qu'il y a un parti par habitant ». « Pas question de faire des vagues, note la *Libre Belgique*, on dépose plutôt à la surface de l'eau de légères volières qui prennent le vent de l'opinion... » D'où une campagne assez terne.

Cela dit, la lecture des journaux donne l'impression que les responsables politiques sont « très très très » en contact avec les citoyens, qu'ils soient français ou étrangers, que le sujet qui les sépare ici, par leur langage et leur comportement, du commun des mortels est plus profond qu'ailleurs. Pour certains, la France s'apparenterait d'ailleurs plus à une sorte de monarchie élective qu'à une authentique République. Au royaume de Suède, le quotidien libéral *Expressen* n'hésite pas récemment à tirer son éditorial sur la campagne de cours par ces quelques mots : « Sa majesté le président », pour ajouter plus loin que « les Français ont maintenant une chance de rallonger de sept ans la carrière politique [celle de François Mitterrand] la plus réussie depuis Charles de Gaulle ». Toujours à Stockholm, *Svenska Dagbladet* (conservateur) note que, « de tous les politiciens français, qui peuvent être plus royalistes que les rois qu'ils ont supplantés, François Mitterrand apparaît aujourd'hui comme le numéro un ». C'est un virtuose de la politique, formé à la haute école de tactique de la Quatrième République et chez qui il ne reste plus grand-chose du verbe socialiste.

#### Mitterrand raisonne dans tous les sens

Des trois « grands candidats », il est clair que le président sortant est celui qui jouit des commentaires les plus flatteurs, teintés parfois d'ironie, dans les gazettes étrangères. On souligne pêle-mêle sa « grande verve », son côté « avoué », et, comme le *New York Times*, le « caractère littéraire de l'homme qui cherche à inspirer des visions lyriques ». Nos confrères relèvent dans sa fameuse Lettre à tous les Français, des inclinaisons littéraires, mais s'empressent d'ajouter qu'elle a certainement dépassé ceux qui attendaient quelque chose de neuf. Pour

Le même journal, salue le maître tacticien, qui, peu d'heures actuellement dans sa catégorie, mais jugé regrettable qu'une élection aussi capitale « ait dégénéré en une partie d'échecs politique compliquée dans laquelle les dossiers politiques ne jouent qu'un rôle très petit rôle ». Certains magazines, comme le britannique *The Economist*, auraient souhaité qu'un débat s'engage par exemple sur la politique étrangère ou de défense, mais en France « remettre en question certaines idées traditionnelles dans ce domaine est considéré à tort comme une faute ». Il serait nécessaire, ajoute l'hebdomadaire, que les Français discutent d'un amendement de la Constitution de 1958 — seul facteur susceptible de dégrader la splendeur continuée — pour mieux définir les rôles du président et du premier ministre, qui se chevauchent dangereusement aujourd'hui. Cela permettrait d'éviter à l'avenir des différends après des élections législatives.

Les revirements depuis 1981 de M. Mitterrand, qui ne prononce même plus le mot « socialisme », ne bouleversent pas le commentateur du *Wall Street Journal*, qui rappelle que « c'est Richard Nixon, un anti-communiste primaire, qui est allé dîner avec Zhou Enlai à la Maison du peuple de Pékin, que Menachem Begin, sioniste de la tendance dure, a reçu le président Sadate à la Élysée. Dans ces conditions, il n'est pas exclu que ce soit un vieux socialiste comme François Mitterrand qui ramène la France dans les bras de l'économie libre de marché ».

La presse internationale estime que dans cette campagne, M. Mitterrand exerce un « one man show », avec toujours un pas d'avance sur ses rivaux, qui n'ont pas la même autorité. Jacques Chirac est présenté dans les journaux britanniques et allemands comme un homme « instinctif », « dynamique », un peu « rude » et « bruyant », qui éclate de santé physique. Pour l'*Independent* de Londres, « cette énergie vigoureuse se fait un premier ministre idéal dans un pays où cette fonction équivaut souvent à celle d'un président-directeur général, qui veillent à ce que les choses soient faites, mais le peuple fran-

#### Au Conseil constitutionnel

##### Publication des noms des « parrains »

Les listes d'élus ayant officiellement « parrainé » les divers candidats à l'élection présidentielle ont été affichées dans le hall du Conseil constitutionnel le mardi 12 avril à 9 heures. Elles pourront être consultées jusqu'au vendredi 15 avril, à 19 heures.

Les neuf candidats à l'élection présidentielle ont obtenu le nombre de présentations officielles suivant : Raymond Barre : 2 947 ; Pierre Jaurès : 590 ; Jean-Marie Le Pen : 614 ; Jacques Chirac : 4 431 ; François Mitterrand : 3 465 ; Pierre Bousquet : 566 ; Antoine Waechter : 504 ; M<sup>me</sup> Arlette Laguiller : 570 ; M. André Lajoinie : 1 369.

#### JOURNAL OFFICIEL

Est publiée au *Journal officiel* du dimanche 10 avril 1988 :

**UNE DÉCISION**  
N° 88-129 de la CNCL du 8 avril 1988 fixant le nombre, la durée et les horaires des émissions des candidats à l'élection du président de la République sur les antennes des sociétés nationales de programme de radio et de télévision : Antenne 2, France Régions 3, Radio-France, RFO et Radio-France internationale pour le premier tour de scrutin.

Sont publiés au *Journal officiel* daté lundi 11 et mardi 12 avril :  
**UN DÉCRET**  
N° 88-330 du 11 avril 1988 modifiant le décret n° 87-646 du

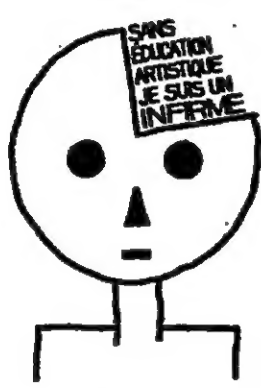
7 août 1987 portant approbation du cahier des charges relatif à la conception, la construction et l'aménagement d'établissements pénitentiaires.

#### DÉS LISTES

« Des citoyens ayant présenté les candidats à l'élection du président de la République. »

**Le Monde**  
PUBLIÉ LITTÉRAIRE  
Renseignements :  
45-55-91-82, poste 4356

(Publicité)



Le Comité national pour l'éducation artistique remercie les parents d'élèves, enseignants, artistes, étudiants, personnalités et élus de toutes opinions qui ont pris une part active à ses côtés dans le juste combat pour l'éducation artistique.

En adoptant la loi du 6 janvier 1988, relative aux enseignements artistiques, le Parlement a légitimé nos efforts communs depuis plus de vingt ans pour la reconnaissance par l'Etat du droit à l'éducation artistique (1).

#### ENFIN UNE LOI SUR LES ENSEIGNEMENTS ARTISTIQUES

Il était plus que temps de fixer de façon définitive le cadre institutionnel, légal et juridique de l'exercice de ces enseignements.

Le CNEA, après avoir été auditionné par les pouvoirs publics et les rapporteurs du projet de loi au Sénat et à l'Assemblée nationale, prend acte des dispositions suivantes qui figurent dans la loi.

##### Art. 184 :

« Des enseignements artistiques obligatoires comportent au moins un enseignement de la musique et un enseignement des arts plastiques. »

Il s'agit là, aux yeux du CNEA, d'une disposition essentielle car la seule de nature à mettre un terme aux « expériences » malheureuses du type optionnel (musique ou dessin), et à la rituelle suppression d'heures de cours lors de chaque rentrée, par le biais de la dotation horaire globale.

Le CNEA attire l'attention des familles sur l'importance du récent arrêt du Conseil d'Etat confirmant le jugement du tribunal administratif de Lyon du 4 septembre 1984 :

« Le ministre de l'Éducation nationale est dans l'obligation légale d'assurer l'enseignement de toutes les matières obligatoires... Le manquement à cette obligation pendant une période appréciable est constitutif d'une faute de nature à engager la responsabilité de l'Etat... condamne le ministre de l'Éducation nationale à payer 1000 F de dommages et intérêts à chacun des six élèves... »

##### Art. 5 :

« Les enseignements artistiques sont sanctionnés dans les mêmes conditions que les enseignements dispensés dans les autres disciplines. »

##### Art. 7 :

« Des personnes justifiant d'une compétence professionnelle dans les domaines de la création ou de l'expression artistique, de l'histoire de l'art ou de la conservation du patrimoine peuvent apporter sous la responsabilité des enseignants, leur concours aux enseignements artistiques. »

##### Art. 8 à 14 :

Portant sur la reconnaissance des établissements d'enseignement et l'homologation des titres et diplômes. Ainsi :

« Les titulaires de titres et diplômes sanctionnant une formation d'au moins trois années dans les conservatoires nationaux supérieurs de musique peuvent être désormais candidats au CAPES d'éducation musicale. »

##### Art. 15 :

Création d'un Haut Comité chargé de : « Suivre la mise en œuvre des mesures administratives et financières relatives aux enseignements artistiques. »

Le CNEA se félicite du dispositif financier qui accompagne la loi (plan décennal de 2 milliards de francs) et de la mise en œuvre de sa première tranche (1<sup>er</sup> janvier 1988 : 200 millions de francs).

Le CNEA s'adresse à tous les candidats à l'élection présidentielle à qui il demande de s'engager à poursuivre et amplifier ce plan en garantissant aux enseignements artistiques les conditions nécessaires à leur développement.

Le bureau national du CNEA.

Avec le CNEA, œuvrez pour un authentique développement culturel du pays. Adhérez au CNEA, adhésion + abonnement à l'édition du CNEA : 120 F à l'ordre du CNEA, à adresser à M<sup>me</sup> Meunier, 24, rue Saint-Bernard, 75011 Paris.

(1) Le CNEA, association loi de 1901, a été fondé en 1966.



L'éducation, priorité du futur septennat

## Les candidats sur le chemin de l'école

A force de répéter à l'annonce que l'éducation et la formation constituent la priorité des priorités de leur futur septennat, les candidats à l'élection présidentielle donnent l'impression d'un accord parfait dans ce domaine. Au risque d'écarter un débat qu'attendent les électeurs, mais qui pourrait ramener de vieilles querelles, ils préfèrent donc ancrer cette belle unanimité sur un postulat simple, irréfutable : la formation est la meilleure cuirasse contre le chômage. Les parents d'élèves et les étudiants en sont convaincus. A juste titre puisque toutes les statistiques montrent que les chances d'insertion professionnelle rapide grandissent avec le niveau de diplôme.

Pour les trois principaux candidats, l'école est entrée désormais dans la sphère de l'économie. Tournant majeur qu'explique l'installation de la crise, mais qui permet au passage d'évacuer les controverses anciennes sur la pédagogie et les structures de l'éducation nationale. Dès lors, faute de pouvoir faire des promesses crédibles sur l'amélioration de l'emploi, les présidents annoncent des lendemains scolaires qui chantent. On parle d'injecter des sommes énormes, mais pour quoi faire ?

Certains candidats lancent des chiffres. Le plus ambitieux est M. Lajoie, qui veut augmenter de « cinquante milliards en cinq ans » le budget public pour l'éducation et la formation continue. Puis vient M. Mitterrand qui évalue à « quinze milliards d'ici à 1992 » l'augmentation minimale des crédits, soit grosso modo les 4 milliards supplémentaires par an préconisés par le PS.

### Souffrance et personnalisation

A peine plus modeste, M. Barre souhaite injecter 3,2 milliards de plus chaque année (dont 0,7 milliard pour les universités). Mais il prévient qu'il conviendra de dégaucher d'autres ressources par redéploiement interne. M. Chirac, lui, s'abstient de chiffrer le moindre chiffre, mais souhaite faire figurer l'éducation « au premier rang des priorités de la nation ». Il est vrai que le premier ministre vient de faire adopter par le gouvernement une série de mesures nouvelles pour l'éducation d'un montant de 2,3 milliards de francs à financer sur le budget de 1989. Mais on est loin des ambitions du « plan Monory » : 25 à 27 milliards sur cinq à sept ans, qui prévoyait notamment une augmentation substantielle de la rémunération des enseignants, perspective rejetée par l'actuel ministre des finances.

La perspective d'une programmation sur plusieurs années de l'effort budgétaire préconisée par M. Monory, mais abandonnée par M. Chirac, n'est explicitement reprise que par M. Barre qui promet de « faire adopter avant le 1<sup>er</sup> janvier 1989 un plan décennal de rénovation du système d'éducation » et par M. Jaurès qui parle d'une « loi-programme contre l'échec scolaire ». Le candidat-président, lui, évoque bien une telle perspective en calculant sur cinq ans l'effort budgétaire à consentir. Le PS avait été plus précis en proposant l'adoption d'une « loi de programmation » pour les années 1990-2000 précédée par un « plan d'urgence ».

Ces sommes dégagees par on ne sait quel tour de passe-passe (seul

M. Antoine Wacziarg, le candidat des Verts, ose afficher le prix à payer en missiles, chars AMX et centrales nucléaires et M. Jaurès ose affirmer qu'il faut « choisir entre éduquer et armer », choix implicitement ouvert par M. Mitterrand lorsqu'il évoque la possibilité de comprimer d'autres dépenses « quelle qu'en soit l'importance » devraient principalement servir à recruter et à mieux rémunérer les enseignants.

Tous les candidats souhaitent « valoriser » cette profession. Même M. Le Pen, qui a pourtant soutenu qu'il y ait « moins de professeurs et que l'on amplifie la productivité de ce « fantastique capharnaüm » qu'est, selon lui, l'éducation nationale.

Le coup de ponce donné aux rémunérations des enseignants à une contrepartie, M. Chirac veut « encourager leur implication personnelle ». Plus ambitieux, le PS souhaite que « les conditions de rémunération soient « réexaminées pour tenir compte des nouveaux objectifs », expression qui suggère élargissement des obligations des enseignants.

Mais comment améliorer l'efficacité du système scolaire pour que, en l'an 2000, comme le souhaite M. Barre, « les enfants français soient les mieux instruits d'Europe » ? Les recettes de tous les prétendants à l'Elysée tournent autour des idées de souplesse des cursus, et de personnalisation de l'enseignement, puisées dans les récents rapports d'experts, comme ceux de MM. Jacques Lesourne, pour le ministère de l'éducation nationale, Jean Andrieu, pour le conseil économique et social, et de Chalendard pour le commissariat général du Plan.

M. Chirac parle d'améliorer « la qualité de l'instruction », qu'il définit d'abord comme « la transmission des connaissances », tandis que M. Barre veut « améliorer les performances ». Survoltant à haute altitude le débat instruction-éducation, le président-candidat préfère souligner « la souffrance » des élèves, désignés ainsi la motivation comme le moteur de la réussite. Le Parti socialiste, plus profane, insiste sur « l'égalité des chances » et annonce une reprise de la politique des zones d'éducation prioritaires (ZEP). Une initiative de M. Savary, mais, comme la rénovation des collèges, par M. Barre.

Les convergences sont nettes sur le développement des relations école-entreprise, même si la gauche se montre plus réticente à l'égard de l'apprentissage. Chacun veut reconnaître la dignité de l'enseignement professionnel et M. Barre souhaite même lui consacrer un « ministère dédié ».

Contre l'échec scolaire, la gauche comme la droite prône la personnalisation des parcours scolaires. Même si la première parle de réduire le nombre de redoublements, la seconde semble préférer les « dispositifs de soutien et de rattrapage », ce qui, au-delà des mots, ne recouvre pas des réalités très différentes. Les candidats de droite souhaitent offrir « une seconde chance » aux élèves quittant le système scolaire sans formation professionnelle. M. Mitterrand, plus précis pour une fois, veut instaurer « un crédit-formation » d'un ou deux ans pour tous les jeunes sortis de l'école

sans qualification. Plus audacieux, M. Wacziarg part en guerre contre la tyrannie de l'orthographe et propose de « simplifier la langue écrite » afin de « libérer un précieux temps scolaire pour les enfants ».

Tout le monde s'accorde pour souhaiter une envolée du nombre des lycéens et des étudiants (ce qui n'était pas évident en 1981). M. Mitterrand laisse au PS le soin de rappeler l'objectif des « 80 % d'élèves au niveau bac en l'an 2000 », slogan repris par M. Chirac presque également à 75 % selon les calculs de M. Monory. Seul M. Barre se permet de souligner « qu'on ne s'est pas préoccupé de savoir ni comment (ces 80 %) seront formés ni à quels emplois ».

### Autonomie universitaire

Pour les universités, le mot d'ordre général est l'autonomie sur la base de « conventions » avec l'Etat (M. Barre), ou de « contrats » (le PS). Chacun promet de réformer et de multiplier les premiers cycles universitaires, où l'engorgement est inquiétant.

Mais les chiraquiens veulent regrouper tous les étudiants de premier cycle dans des « collèges universitaires » autonomes pouvant déboucher sur une formation professionnelle courte, comme l'a suggéré M. Valade, alors que les « antennes universitaires » des socialistes resteraient étroitement liées aux cycles suivants. Si seul le candidat Mitterrand a cru bon de souligner, par référence à la révolte étudiante de 1986, qu'« il n'était pas juste de dresser un nouvel obstacle après le bac devant les lycéens désemparés d'entrer à l'université ».

M. Chirac, lui, déclare que le projet qui a suscité la colère étudiante était « bon », mais qu'il n'avait pas besoin d'une loi pour être mis en

œuvre. Reconnaissance d'une simple erreur tactique en somme. Le premier ministre candidat propose d'organiser des « états généraux » de l'éducation : « Il faut non pas contraindre mais convaincre », estime-t-il aujourd'hui, à la lumière de l'expérience. La même formule avait été employée en 1981 par M. Mitterrand à propos de l'école privée.

Les trois principaux candidats proposent finalement peu de solutions concrètes aux problèmes de l'école : échec scolaire, généralisation de l'accès aux études longues, décentralisation, articulation avec la formation professionnelle, recrutement et formation des enseignants... MM. Barre, Chirac et Mitterrand se peuvent évidemment pas entrer dans les détails, mais leur instance commune à ériger l'éducation en fer de lance politique s'accorde mal de ce flot artistique.

Tout, se passe comme si les grandes controverses entre la droite et la gauche sur l'éducation s'étaient évaporées. A droite, il n'est plus guère question de « libérer » l'école de la tutelle de l'Etat et l'on n'ose plus prôner ouvertement la sélection à l'entrée des universités. A gauche, la controverse entre égalitarisme et « élitisme républicain » est étouffée pour l'instant. Et M. Mitterrand reste muet sur l'enseignement privé, tandis que M. Barre préconise l'introduction dans la Constitution du principe de liberté de l'enseignement, et que M. Chirac rappelle le divin souvenir de l'immense manifestation de juin 1984.

Ultime convergence, les présidents semblent tous écarter l'idée d'une nouvelle réforme scolaire par voie législative, pour préférer la manière douce. La question de l'école leur rappelle sans doute trop de mauvais souvenirs pour qu'ils s'engagent plus avant sur ce terrain miné.

PHILIPPE BERNARD.

Après l'assassinat de Dulcie September

## Le parquet de Paris ouvre une information judiciaire contre X

Le parquet de Paris a ouvert, lundi 11 avril, une information judiciaire contre X, pour assassinat, après la mort, le 29 mars à Paris, de Dulcie September, représentante du Congrès national africain (African national congress, ANC), pour la France, le Luxembourg et la Suisse.

Le dossier a été confié à M<sup>me</sup> Claudine Le Chanu-Fortel, juge d'instruction au tribunal de Paris. La représentante de la principale organisation anti-apartheid en Afrique du Sud avait été tuée de plusieurs balles dans la tête sur le palier du siège parisien de l'ANC, au quatrième étage du 28, rue des Petites-Ecuries (10<sup>e</sup> arrondissement).

Jusqu'à l'ouverture de cette information judiciaire, la brigade criminelle enquêtait dans le cadre d'une procédure de crime flagrant. Six personnes avaient ainsi été interpellées, sur information obtenue par les renseignements généraux, le 5 et le 6 avril. Elles avaient été libérées sans qu'aucune charge ne puisse être retenue contre elles, à l'exception de Fikha Asseso, ressortissant angolais, condamné à un mois d'emprisonnement pour « infraction à la législation sur les étrangers ». La brigade criminelle semble toujours rechercher un autre citoyen angolais, réfugié politique en France.

L'Humanité du 12 avril dévoile les détails de l'opération menée en Grande-Bretagne contre l'ANC par des agents liés à l'Afrique du Sud, en juillet 1987. Selon l'enquête britannique, quatre hommes, arrêtés à Londres le 9 juillet 1987, s'apparentaient à commettre un attentat contre les locaux de l'ANC et à enlever certains des dirigeants de cette organisation.

Ces quatre exécutants étaient Frank Lynge Larsen, cinquante-trois ans, son « fils », John Terence Lar-

sen, vingt-sept ans, Jonathan Whentley, vingt-huit ans et Evan Dennis Evans. Les deux premiers utilisaient de fausses identités : de leurs vrais noms Hans Kristian Dahl et Viggo Derbak, ils sont de nationalité néerlandaise et sont connus comme mercenaires. Les deux autres sont Britanniques, anciens militaires et, pour Evans, également ancien des forces spéciales sud-africaines.

Parmi les documents trouvés, avec des armes, des faux papiers, des faux laissez-passer officiels britanniques, de Hongkong et des Seychelles, se trouvent des notes écrites concernant une réunion tenue en octobre 1986. Selon l'Humanité, les « objectifs » fixés sont les suivants : « Détruire l'organisation de l'ANC en Grande-Bretagne, y compris la presse militante ; découvrir les structures de l'ANC en Europe et leurs liens avec l'Afrique du Sud ; découvrir les codes utilisés entre l'ANC en Grande-Bretagne et l'Afrique du Sud ; collecter toutes informations et les conserver pour les services de renseignements ».

Selon le quotidien communiste, l'enquête devait faire apparaître que le maître d'œuvre de cette opération était un Sud-Africain : Johann Niemoller, riche homme d'affaires, ancien, lui aussi, des forces spéciales sud-africaines. Le but de l'opération semblait être surtout d'enlever et d'emmenager en Afrique du Sud certains cadres de l'ANC de passage ou résidant à Londres. Les liens entre les deux Britanniques et les services de renseignements anglais, le MI6, devaient également être établis.

En octobre 1987, après une audience à huis clos, ces accusations contre les quatre hommes furent retirées. Les deux Néerlandais auraient aujourd'hui quitté la Grande-Bretagne.

# HABITEZ-VOUS 88!



Habiter 88 : un salon pour rencontrer de nouveaux arts de vivre, pour visiter cinq maisons à l'heure du futur, pour découvrir 11 000 m<sup>2</sup> de meubles, d'idées, de créations, et pour acheter tout ce qui vous plaît. A l'occasion de ce Salon, la Maison de Marie-Claire et Antenne 2 dans l'émission "Fête comme chez vous", vous proposent de participer au grand jeu concours "8 créateurs et leur maison". Salon Habiter 88, Grande Halle de La Villette, de 11 heures à 20 heures, nocturne jusqu'à 22 heures les mardi et vendredi.

DU 9 AU 17 AVRIL  
GRANDE HALLE DE LA VILLETTE  
M<sup>e</sup> PORTE DE PANTIN

**HABITER 88**  
LE SALON DE LA CREATION DANS LA MAISON

la Villette

la grande halle

la grande halle

### SPORTS

#### NATATION

#### Premier record du monde pour la Chine

Yang Wenyi, une Chinoise de seize ans, a ouvert une ère nouvelle pour la natation en établissant un nouveau record du monde du 50 mètres libre en 24 s 98 lors de la finale des championnats d'Asie : la nageuse de Shanghai est, en effet, devenue la première de son pays à inscrire son nom au palmarès d'un record mondial.

Yang Wenyi, dont le meilleur temps sur la distance jusqu'alors n'était que de 25 s 52, était toute surprise à l'arrivée d'avoir battu le record détenu par la Roumaine Tamara Costache (25 s 28) depuis le 23 août 1986.

Avant Yang Wenyi, plusieurs nageuses chinoises s'étaient mises en évidence en 1987. Surtout dans les nages de spécialité comme la brasse (Huang Xiamin ou Xia Fujie) ou le papillon (Qian). Aucune ne s'était installée en tête du peloton avec le panache de Yang Wenyi, qui, en franchissant le mur des 25 s au 50 mètres, a réalisé une performance qui fera date.

La natation de compétition, encore très peu développée en Chine, a mis en place, pour atteindre un tel niveau, une structure dont la ligne de conduite est l'ouverture sur l'étranger, avec la venue d'entraîneurs réputés. (AFP.)

● FOOTBALL : les suites de l'affaire Cabanas. — Après avoir été la vedette d'un véritable feuilleton policier (le Monde était 10-11 janvier), François Yvinec, président du Brest-Amorice FC, club menacé de rétrogradation en seconde division, s'engage-t-il dans un feuilleton judiciaire ? Si la Ligue professionnelle n'accorde pas une dérogation pour permettre à l'international paraguayen Roberto Cabanas de jouer les sept derniers matches du championnat, François Yvinec envisage de demander aux tribunaux réparation du préjudice qu'il estime avoir subi puisque la Fédération internationale a autorisé le transfert. Si le contrat de Cabanas n'est pas homologué par la Ligue, son permis de séjour expire le 15 mai.

● TIR : championnats du monde. — A l'issue des championnats du monde de tir au « parcours de chasse », qui se déroulaient du 2 au 5 avril à Gilone, en Australie, l'équipe de France a remporté le titre et, en individuel, Alain Dulery est devenu vice-champion. Trois cent cinquante tireurs participaient à la compétition.

● HOCKEY SUR GLACE : transferts Est-Ouest. — Lors des derniers Jeux olympiques d'hiver, la Fédération soviétique de hockey sur glace a donné son accord de principe pour autoriser certains joueurs à rejoindre les rangs de la Ligue professionnelle nord-américaine (NHL). Le premier de ces « transferts » pourrait concerner le capitaine de l'équipe d'URSS championne à Calgary, Viatcheslav Fetisov.

هكذا من الاجل



## Société

### JUSTICE

Pour une indemnité de « sujétion »

### La grogne des administratifs de la « pénitencière »

Depuis le 29 mars, ils ne répondent plus au courrier, ne tapent plus de lettres, refusent d'établir des statistiques, de mettre à jour les dossiers comptables, bloquent les dossiers de recrutement, ce qui risque d'entraîner les concours de surveillants à embaucher en masse en prévision de la construction de 15 000 places de prison.

Parents pauvres de l'administration pénitentiaire, ils ont les comparaisons aux personnels de direction et de surveillance et aux techniciens, les personnels administratifs ont choisi — le 28 mars — de déclencher leur mouvement au moment où commençait à se dessiner dans tous les ministères les projets de budget pour 1989. Leur revendication — l'attribution d'une indemnité de sujétion spéciale de 14 % minimum, n'est pas nouvelle. S'ils bénéficient d'une prime forfaitaire — en moyenne de 6 % théoriquement dévolue aux

heures supplémentaires, — ils ne perçoivent pas la prime de sujétion attribuée aux autres catégories de personnel : 14 % aux directeurs, 16 % aux éducateurs et personnels techniques, 18 % aux chefs de maisons d'arrêt, 20 % aux surveillants.

Les administratifs s'estiment défavorisés et considèrent qu'ils commencent des sujétions équivalentes et en ont assez d'être — dans une situation indécise et indéterminée — très défavorable.

Soutenu par tous les syndicats de la branche — à l'exception de la CGT, et diversément par Force ouvrière, — le mouvement est inégalement observé selon les différentes régions : pas du tout à la chancellerie ni en région parisienne (à l'exception de Poissy), il l'est, en revanche, très efficacement à Rennes, Marseille et Toulouse. Dans certaines régions, les personnels

administratifs refusent de participer aux commissions d'application des peines, ailleurs c'est le directeur de l'établissement qui répond personnellement au standard — faute de standardiste. Le mouvement tombe parfois à l'entente pas pénaliser les détenus, et toute l'administration fonctionne en ce qui concerne le travail pénal et l'approvisionnement des établissements. De même, bien entendu, les traitements et salaires des administratifs ne sont pas bloqués.

La reconduction du mouvement devait être réexaminée le 13 avril.

Des demandes d'audience à M. François Bonnelle, directeur de l'administration pénitentiaire et au cabinet de M. Alain Juppé, ministre du budget, n'ont jusqu'à présent pas été satisfaites.

Ag. L.

### Silence dans les rangs !

Pour des fuites ? Détestation du négligé vestimentaire ? M. François Bonnelle, directeur de l'administration pénitentiaire, a, semble-t-il, bien des soucis. Aussi, par deux notes en date des 1<sup>er</sup> et 4 mars, a-t-il tenu à faire des rappels à l'ordre. Vu l'urgence et la gravité des sujets, ces deux notes doivent, précise-t-il, être largement diffusées. Ainsi, le 1<sup>er</sup> mars, écrivait-il aux directeurs régionaux et au directeur de l'école nationale de l'administration pénitentiaire pour s'étonner de « la tenue fort négligée qu'ont cru devoir revêtir les représentants du personnel qui ont été reçus, sur leur demande, par le garde des sceaux » lors de sa visite le 18 février dernier.

Cette attitude n'est apparue défectueuse, souligne M. Bonnelle qui rappelle, code de procédure pénale à l'appui, que les agents du personnel de direction doivent revêtir leur uniforme lorsqu'ils se trouvent dans des établissements pénitentiaires. Il concède bien que M. Robert Badinter, par une instruction du 15 février 1984, avait permis aux représentants syndicaux de péné-

trer en civil dans les locaux de détention. « J'ai été fort surpris que les personnels se présentent devant le ministre en civil, ce qui m'est apparu déshonorant pour la garde des sceaux et pour moi-même. »

Il faut, prescrit M. Bonnelle, adopter à l'avenir « une tenue qui ne déshonore pas le corps ». A vos casquettes ? Il n'est pas sûr que ces consignes soient du goût d'un corps qui cherche justement à échapper à l'image archaïque du « matron » galeux ou lourd troussé de crêpe...

#### Secret professionnel

Le 4 mars, c'est, plus sérieusement, le respect du secret professionnel et de l'obligation de discrétion des fonctionnaires et collaborateurs du service public pénitentiaire qu'entendait veiller M. Bonnelle, « vis-à-vis de toute personne étrangère au service public pénitentiaire ou à l'autorité judiciaire ». Les fonctionnaires, pré-

sent le directeur de l'AP, « ne peuvent être témoins de cette obligation [...] que par décision expresse de l'autorité dont ils dépendent ». Cela vaut également pour les représentants des organisations professionnelles : « Seuls les chefs d'établissements avec l'autorisation expresse de l'administration centrale peuvent être autorisés à faire des déclarations à la presse ou à communiquer des informations relatives aux personnes détenues ou concernant la sécurité des établissements et des personnels. »

Toute « transgression de cette obligation » entraînerait des sanctions disciplinaires.

Quelles sont les causes du courroux de M. Bonnelle ? Les informations publiées sur les violations de la loi d'indivisibilité du rapport Trochu sur le SIDA, les difficultés conditions de détention des femmes à Fresnes ou le projet d'expulsion de détenus maghrébins ? L'histoire ne le dit pas, mais le message est clair : silence dans les rangs...

AGATHE LOGEART.

### Un « comité de réflexion » s'inquiète de l'Etat de droit en Nouvelle-Calédonie

Le non-lieu, annulé par la chambre d'accusation de Nouméa, puis l'acquittement des auteurs de l'embuscade et de la fusillade de Hienghène — qui fit dix morts le 15 décembre 1984 — n'ont pas fini de laisser des traces. Spectacles, incompressibles pour beaucoup, ces décisions de justice ne seraient que la partie la plus visible des manœuvres répétées aux règles de l'Etat de droit telles qu'elles sont appliquées dans le territoire. C'est du moins la conviction des signataires (ils sont une centaine) d'un appel qui vient d'être lancé, à l'initiative du tout nouveau Comité de réflexion sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie (1).

Au-delà de l'émotion, de l'écœurement même, provoqués par l'acquittement, le comité estime que « cet événement n'est que la traduction caricaturale d'une situation d'ensemble ». Il précise que « la présence des forces de gendarmerie et de l'armée [...] ne vise que les seules populations canaques et fait peser sur celles-ci une pression quotidienne qui aboutit à la multiplication d'incidents de plus en plus violents. Le fonctionnement de l'institution judiciaire démontre que celle-ci est utilisée à des fins partiales. Nous constatons que les militants canaques sont l'objet d'une répression sévère, parfois au-delà du cadre légal. A l'inverse, aucune des affaires où des Canaques ou des militants proches d'eux ont été victimes d'assassinats ne suit son cours normalement [...] ».

Les dysfonctionnements des institutions régionales régulièrement relevés des problèmes calédoniens par l'opinion publique, le monopole de l'information, l'utilisation partisane des problèmes du territoire au cours de la vie politique métropolitaine sont autant de sujets d'inquiétude pour le comité qui craint qu'à travers « un face à face presque à huis-clos, entre le peuple Canaque de plus en plus désespéré d'un côté, et l'Etat et les autres communautés de ce territoire de l'autre », « la violence » ne soit « au bout du chemin ».

Au cours de sa première réunion publique à Paris, le samedi 9 avril, toutes ces questions ont été évoquées en détail. M. Alain Le Ravallo, ancien secrétaire général de la région nord au cours d'un long exposé évoqua notamment la question des institutions au gré des changements de statut : blocage délibéré des pouvoirs consentis aux régions, mépris affiché face aux élus indépendants, traitement de fonctionnaires et collaborateurs du service public pénitentiaire qu'entendait veiller M. Bonnelle, « vis-à-vis de toute personne étrangère au service public pénitentiaire ou à l'autorité judiciaire ». Les fonctionnaires, pré-

ancien secrétaire général de la région nord au cours d'un long exposé évoqua notamment la question des institutions au gré des changements de statut : blocage délibéré des pouvoirs consentis aux régions, mépris affiché face aux élus indépendants, traitement de fonctionnaires et collaborateurs du service public pénitentiaire qu'entendait veiller M. Bonnelle, « vis-à-vis de toute personne étrangère au service public pénitentiaire ou à l'autorité judiciaire ». Les fonctionnaires, pré-

de leur côté, M. Alain Ottan et Michel Tubiana, les avocats métropolitains du FLNKS, ont dénoncé les « dérives » de l'institution judiciaire à Nouméa. « L'acquittement de Hienghène n'a pas — au contraire — été l'occasion d'une prise de conscience. La dérive s'est accélérée. La situation commence à soulever des inquiétudes en métropole » et M. Ottan en veut pour preuve le dessaisissement récent d'un juge d'instruction de Nouméa, et de la cour d'assises du territoire au profit de juridictions métropolitaines. Mais, souligne-t-il, « plus l'institution judiciaire est critiquée, plus elle a tendance à se durcir ».

Pour M. Tubiana, il convient de montrer — exemples concrets à l'appui — une situation coloniale qu'il juge « intolérable ». « Il faut prendre ses responsabilités et laver son linge sale en famille », entre métropolitains. C'est en tout cas le projet de ce nouveau comité, qui se veut groupe à la fois de pression et d'information autant pour l'opinion publique que pour les autorités politiques.

Dans ce but, un rassemblement sera organisé le 20 avril, à 18 heures, au pied de la tour Saint-Jacques à Paris.

Ag. L.

(1) C/O. M. Alain Rucilhan, 66, rue Condorcet, 75009 Paris.

### « Minute » condamné à verser 100 000 F de dommages et intérêts à M. Jack Lang

En sa qualité de directeur de publications, à l'époque, de l'hebdomadaire Minute, M. Jean-Claude Godeau et la société éditrice du journal ont été condamnés, lundi 11 avril, à 30 000 F d'amende pour diffamation et injures publiques envers M. Jack Lang, ancien ministre de la Culture, au sujet de la construction d'une piscine à Bonnières, dans le Val-de-Seine (le Monde du 25 septembre 1987).

Dans ses attendus, le jugement, après avoir constaté que les accusations portées l'ont été « sans la moindre preuve », déclare, notamment, que, « s'il est normal qu'on puisse s'interroger sur la fortune des hommes politiques appelés ou qui ont été appelés à de hautes fonctions [...] le fait de ne pas partager les mêmes opinions politiques ne peut amener un journaliste à déroger à des règles d'éthique professionnelle et à enfreindre la loi pénale ».

● Meurtre à Bruxelles d'une fonctionnaire française de la CEE — Elvire Goujon, quarante-deux ans, une Française, fonctionnaire de la Communauté économique européenne à Bruxelles, a été tuée dimanche 10 avril, à son domicile. Le corps a été découvert par les pompiers qui avaient été appelés pour éteindre un début d'incendie. Elvire Goujon a été frappée d'une quinzaine de coups de couteau.

### MÉDECINE

Malgré l'interdiction de M<sup>me</sup> Barzach

### Les « lithotriteurs itinérants » ont traité près d'un millier de personnes

L'affaire des lithotriteurs « mobiles et itinérants » vient de rebondir avec l'initiative prise par les responsables du groupement d'intérêt économique Lithotrie diffusion France, d'adresser un Livre blanc intitulé Six mois de fonctionnement de l'illégalité administrative aux candidats à la présidence de la République.

Ce document fait le bilan de la première expérience française de lithotritie (appareils capables de briser par ultrasons les calculs rénaux) itinérants (1), lancée en octobre dernier en dépit de l'opposition de M<sup>me</sup> Michèle Barzach, ministre déléguée chargée de la santé et de la famille (le Monde du 2 octobre 1987).

Ce groupement réunit 133 chirurgiens urologues exerçant dans 113 cliniques privées de 100 villes françaises. L'opposition manifestée par M<sup>me</sup> Barzach n'a nullement empêché ces médecins de réaliser leur projet. Ils assurent aujourd'hui

avoir pu traiter 822 malades. « Nous obtenons des résultats tout à fait comparables à ceux des équipes étrangères et nous avons fait sans discussion possible la preuve que notre technique était à la fois efficace et sans danger », explique le docteur Philippe Lemaire (Reims), président du groupement.

L'illégalité administrative « actuelle pose toutefois différents problèmes. L'affaire fait l'objet d'une action devant le tribunal administratif et, en pratique, toutes les caisses primaires d'assurance-maladie n'acceptent pas la prise en charge des soins, certains malades sont soignés gratuitement. « Nous sommes ainsi dans une situation tout à fait insupportable », explique le docteur Lemaire. En Champagne et dans les Ardennes, par exemple, les malades ne sont pas remboursés alors qu'ils le sont dans la région parisienne. »

Les responsables indiquent que cette expérience équivaut à environ 6 millions de francs de manque à

gagner (honoraires médicaux, extras complémentaires et frais d'hospitalisation non payés). Ils sont toutefois décidés à continuer, et ce malgré l'opposition manifestée par la Fédération hospitalière de France, le docteur Lemaire accusant cette fédération d'avoir imposé à une vingtaine d'hôpitaux publics n'ayant pas les moyens d'acquiescer un lithotriteur de ne pas entrer dans le groupement.

Dans leur lettre aux candidats à la présidence de la République, les responsables s'expriment notamment le ministre délégué à la santé et à la famille : « Existe-t-il encore demain une médecine libérale ? Écrivez-ils. Aujourd'hui, notre initiative prouve que nous sommes en question. »

JEAN-YVES NAU.

(1) Les lithotriteurs sont habituellement des appareils fixes. Leur installation en milieu hospitalier est soumise à l'autorisation du ministre chargé de la santé.

### RELIGIONS

### L'épiscopat américain souhaite un réexamen du statut des femmes dans l'Eglise

L'épiscopat catholique des Etats-Unis a rendu publique à Washington, le mardi 12 avril, la première version d'une lettre pastorale très attendue sur la place des femmes dans la société et dans l'Eglise. Ce texte de 164 pages est intitulé : « Femmes, partenaires du mystère de la Rédemption ».

Selon une méthode déjà éprouvée à l'occasion de documents antérieurs sur l'engagement nucléaire (1983) et sur l'économie capitaliste (1986), cet avant-projet d'une commission présidée par Mgr Joseph L. Ives, évêque de Joliet (Illinois), devrait donner lieu à un débat dans toute l'Eglise américaine sur l'un des points les plus contestés de son fonctionnement qui touche aussi l'ensemble de l'Eglise catholique.

C'est d'abord une dénonciation de toute forme de « sexisme », qualifiée de « péché », car « le dépassement des femmes ». « Les femmes ont souffert d'une discrimination profonde tout au long de l'histoire. Elles ont été traitées comme des objets de domination masculine qui est étrangère au christianisme », écrit l'épiscopat américain.

La hiérarchie américaine dénonce la pornographie, la violence et la prostitution comme des « crimes contre la dignité des femmes » et souhaite que « soient clairement rejetés les structures et les modèles qui traitent les femmes d'une manière inférieure aux hommes », dans la législation, l'enseignement général, l'éducation sexuelle, la vie professionnelle, etc.

Et dans l'Eglise ? Celle des Etats-Unis est profondément divisée sur l'étendue des responsabilités à accorder aux femmes, laïques et religieuses. De 1965 à 1980, 55 000 religieuses ont quitté leur congrégation. Plusieurs groupes qui militent en faveur de l'ordination des femmes au sacerdoce ou du mariage des prêtres avaient manifesté au moment des visites du pape dans ce pays en octobre 1979 et, en septembre 1987.

Le document épiscopal du 12 avril insiste sur le fait que de nombreuses femmes ont quitté l'Eglise catholique en raison de leur sentiment qu'elles avaient d'y être traitées de manière inégale, pour certaines « en raison du refus de l'Eglise d'ordonner des

femmes ». Il propose en conséquence que l'Eglise catholique cesse d'interdire aux jeunes filles et aux femmes l'accès de l'autel et des ministères de l'Église (lecteur, acolyte) et engage « une étude complète » susceptible de déboucher sur l'ouverture aux femmes du diaconat permanent (qui est un ministère ordonné). L'ordonne ces revendications ne figurent pas dans le document final des propositions du dernier synode romain sur la place des laïcs dans l'Eglise.

Bien plus, l'épiscopat américain demande « une sorte de réexamen des raisons pour lesquelles l'Eglise ne se considère pas aujourd'hui comme capable d'ordonner des femmes-prêtres ». Il souhaite que les femmes puissent bénéficier de conditions d'entrée plus favorables dans les facultés de théologie, les séminaires, les écoles de formation aux ministères de chaque diocèse. Il va plus encore dans le sens des catégories féministes quand il propose que les femmes catholiques puissent obtenir dans l'Eglise « des postes d'enseignement, d'administration, de conseil, de direction ». H. T.

### Un Ecossais est élu grand maître de l'ordre de Malte

Pour la première fois, un Britannique, le comte Andrew Bertie, a été élu grand maître de l'Ordre de Malte, fondé au douzième siècle, qui compte environ dix mille chevaliers. Choisi le vendredi 8 avril à Rome, son nom a été approuvé par le pape et rendu public le lundi 11 avril.

ROME de notre correspondant

La Ville éternelle n'est pas seulement la capitale de deux Etats, l'Italie et la cité du Vatican : elle est également le siège d'une « entité souveraine de droit international », reconnue par les deux Etats de la planète et par les Nations unies elle-même : l'Ordre militaire de Malte. Ce minuscule Etat d'une centaine de sujets, qui émet ses passeports, ses timbres, ses plaques ministérielles, qui a des ambassadeurs dans une cinquantaine de pays, vient d'être son soixante-dix-huitième grand maître (1).

A la tête d'une organisation devenue essentiellement charitable, avec ses deux cents hôpitaux de par le monde, ses ambulances et ses hélicoptères sillonnant la plupart des fronts militaires, Frère Andrew Bertie succède à Frère Angelo de Mojana de Cologna, lequel a accompli le 19 janvier dernier le « plus voyage », après plus de « vingt-cinq années d'un règne très ardu ».

Le nouveau chef du SMOM (Souverain Ordre militaire et hospitalier de Saint-Jean de Jérusalem, dit de Malte) a été désigné dès la première séance de scrutin par un conseil de trente-cinq grands électeurs. Il a été choisi parmi les quarante-cinq chevaliers profès, c'est-à-dire ayant prononcé les trois vœux de pauvreté, chasteté et obéissance, et, de surcroît, au « sang bleu » irréfutable : deux siècles de noblesse au moins sans mésalliance.

Le vote a eu lieu dans la ville de l'Aventin, qui est le siège de l'Ordre. L'édifice, fermé au public, est pourtant bien connu des touristes qui vont coller leur œil contre le tron de

sa serrure, afin d'apercevoir à l'horizon, joliment cadrée par une rangée de buis, la coupole de Saint-Pierre.

#### Au temps des croisades

L'Ordre de Malte est le plus ancien des ordres dits « honorifiques ». Un demi-siècle avant la prise de Jérusalem par les premiers croisés en 1099, des marchands italiens d'Amalfi et de Salerne avaient obtenu du calife d'Egypte, maître des « lieux saints », l'autorisation d'y construire une hôtellerie et un hospice dédié à saint Jean-Baptiste, pour accueillir et soigner les pèlerins chrétiens.

En 1113, les moines qui, nombreux, se dévouaient à ces tâches, furent officiellement constitués en un ordre militaire, puisque chargés d'escorter les voyageurs à travers les embûches de la Syrie et de la Palestine. « L'Hôpital » naquit ainsi six ans avant « le Temple », son grand rival.

Les hospitaliers participèrent eux aussi à la défense de Jérusalem contre les musulmans, puis à celle du royaume de Saint-Jean d'Acre. Ils se reconstruisirent mieux cependant que les templiers. Dans les années 1200, en effet, où ceux-ci affrontaient les foudres de Philippe le Bel, l'Ordre de Saint-Jean de Jérusalem conquiert Rhodes.

Il allait aussi hériter des biens du Temple dissous. Il devait garder l'île méditerranéenne plus de deux siècles, jusqu'à en être expulsé par le sultan Soliman le Magnifique en 1522. Charles Quint leur attribua alors l'archipel de Malte. Les chevaliers, cette fois, défendirent vaillamment leur petite île pour faire face à Soliman lors du terrible siège de 1565.

Ils devinrent un peu les héros du christianisme en Méditerranée face aux flottes ottomanes. « Illustrant notamment lors de la fameuse bataille de Lépante. Lorsque le péril fut écarté, au dix-huitième siècle, les hospitaliers s'amoindrirent : dans les défilés de La Valette, alors plus réputée pour ses maisons de passe

que pour ses œuvres de charité ou ses « caravanes » contre les barbaresques. Bonaparte, qui leur voulait la même exécution qu'à tous les symboles de l'Ancien Régime, les chassa de Malte, en route pour sa célèbre expédition d'Egypte, non sans s'approprier le trésor de l'Ordre. Le tas de débris des chevaliers s'établit à Rome, sous l'aile de la papauté en 1834.

#### Un blason recherché

La casaque rouge à parements dorés et le bicorne à plumes des cérémonies profanes, tout comme l'habit noir à la croix de Malte blanche ou l'aube blanche à la croix rouge des manifestations plus spirituelles, sont aujourd'hui encore fort recherchés. Les laccos, PDG de Chrysler, le général Alexander Haig, ancien secrétaire d'Etat américain, du M. Francesco Cossiga, actuel président de la République italienne, figurent au nombre des quelque 10 000 membres de l'illustre compagnie.

Pure vanité ? Pas tout à fait ! Le « Service des malades » qui justifie la naissance des hospitaliers demeure, avec la « défense de la foi », leur principale raison d'être. Aidés par des dons d'ampleur parfois insoupçonnables, ils ont su garder en ce domaine une réputation digne de leurs illustres ancêtres. Les « hôpitaux » humanitaires, pourtant, l'Ordre ont aussi développé une forme de franc-maçonnerie, au sens parfois le plus littéral, puisqu'une trentaine de chevaliers figuraient dans les listes de la fameuse Eglise italienne dévouée P 21.

JEAN-PIERRE CLERC.

(1) Né à Londres le 15 mai 1929, Frère Andrew Bertie, écossais, est le 16 de la famille royale écossaise par sa mère, laquelle descend de la famille Stuart. Il a été président de l'Ordre de Malte, école britannique de la World (Suisse) et officier de l'Ordre britannique, avant d'entrer dans l'Ordre en 1956. Il a prononcé ses vœux solennels le 20 mai 1961, et réside à Malte.



# Culture

## ARTS

... Le Monde • Mercredi 13 avril 1988 13

A la Maison de la culture d'Amiens

### Les rencontres de Martine Franck

Poses, neurs ou démasqués, soixante-cinq portraits de célébrités, réussis, parce qu'ils ne sont pas prémédités mais liés au hasard et à l'intuition de l'instant.

Depuis ses débuts photographiques en 1963 en Chine, où Ariane Mnouchkine lui a prêté un appareil, la collaboration au Théâtre du Soleil depuis vingt-trois ans et l'entrée à Magnum voici huit ans, le travail de Martine Franck est celui d'une professionnelle exemplaire. Aussi à l'aise en reportage que dans

le portrait, elle témoigne d'une volonté de regarder les hommes comme elle regarde le monde. Sans souci de démontrer ni d'expliquer, la même dose de retenue et d'indépendance caractérise son approche, que ce soit pour montrer la campagne, la misère en Inde ou des gens connus.

S'il consiste à cueillir l'émotion première que produit un visage, le portrait vise parfois à restituer tout bonnement l'agencement d'un instant. Sans effet ni méchanceté, il déjoue aussi les conventions en jonglant avec les illusions. C'est le cas de Sarah Moon et de ses modèles du « Petit Chaperon rouge », d'Hélène Cixous se détournant de son double, de Chantal Chavaf enigmatiquement éborgnée par une mèche rebelle.

Conçu tel un jeu d'intimidation réciproque, le portrait devient une partie de cache-cache avec soi-même. Mais Martine Franck ne piège jamais personne. Agissant de façon fugitive, son regard effleure un secret mais ne dérobie rien. Révélateur complice, le décor dévoile un peu la nature du sujet ou suggère un univers, ainsi celui de Saint-Saëns dans son atelier envahi par les plantes.

C'est parce qu'ils sont galement réfléchis que les portraits de Martine Franck sont aussi sobres et justes, à l'exemple de ceux de Rogi André et de Charles Leirns qu'elle admire. Discrets mais attentifs et naturellement souriants, d'une « bonne humeur légère », comme l'observe Yves Bonnefoy, on a trop souvent tendance à considérer son travail comme l'agréable produit d'un métier sûr.

L'exposition (1) et le premier volume de la collection « Portraits » (2), que lui consacre Yves Fauré, permettent d'affiner ce point de vue. Superbement imprimé en héliogravure, il invite à saluer aussi l'action menée depuis quelques années pour la photographie par la Maison de la culture d'Amiens.

PATRICK ROEGERS.



Philippe Sollers, vu par Martine Franck.

Peter Briggs à Poitiers

### Sculptures torsos

Marbre, bronze, porcelaine, cuivre, dans tous les matériaux, Briggs fait naître la ligne courbe, signe du vivant.

« Dix ans de sculpture », dit l'affiche, et la précision a son sens et sa nécessité. En dix ans, de 1977 à 1987, Peter Briggs, trente-huit ans, natif de Grande-Bretagne, artiste français et professeur aux Beaux-Arts de Tours, s'est progressivement métamorphosé, tout en ne changeant rien à ses ambitions et à ses goûts : il a simplement appelé à les satisfaire plus complaisamment qu'à ses débuts. Mais il s'est métamorphosé cependant, parce que ses pièces se sont libérées de cet assujettissement au lieu où elles sont posées et exposées qu'imposait l'habitude de l'installation.

Les premières, assemblages de pierres, de tissus, de cordes et de métal, fragments de paysages sombres, œuvres « à géométrie variable », selon leur auteur, devaient être placées à terre, dans un angle, là où l'œil s'y posait. Elles ne pouvaient être vues que de haut et n'invitaient guère au toucher. D'autres, plus « maigres » et diaphanes encore, verres découpés et peints, engendrant un mur, blanc de préférence, pour les supporter et se passer de toute épaisseur. Sculptures ou assemblages d'objets de sculpture ? Cette question, l'époque la conseillait à Peter Briggs, qui ne pouvait ignorer, par exemple, les chaudières de schiste de Richard Long. Minimalisme et culte du matériau brut, fusaient bon ménage.

L'émancipation a été lente. Les blocs rocheux ont été creusés et taillés de manière à suggérer une volumétrie humaine. Le plâtre de modelage, qui n'était jusque-là que pièce ou fondus, a connu la spirale, puis le cercle, et, pour finir, la volute.

La terre s'est muée en porcelaine, cuivre à grand feu après avoir été modelée. La sculpture s'est en somme mise au travail, en ayant fini avec ses gammes modernistes. Il n'a plus cessé : les pots à feu blancs ou irisés se multiplient en même temps que les bronzes, ces « coeurs enflammés », aux formes étirées et nouées, baroques ou flamboyantes, comme certaines œuvres du gothique tardif. Briggs a de la sorte découvert les moyens d'exprimer ce qu'il semble préférer à tout : la ligne courbe, la courbe végétale ou organique.

Il l'impose au marbre comme jade à la corde et l'inscrit en creux et ondulations filiformes de cuivre. Plus que le poids et la masse, il aime le dessin. Ses constructions de tiges de cuivre lancent dans l'air un trait qui s'enroule et se déploie. Quand il garde une structure puissante, ces exorcismes de grâce sont assez volubiles. Quand Briggs les complique à l'excès, ces diagrammes paraissent grilles et relèvent un peu trop d'un maniérisme qui sacrifie tout à l'équilibre et se complait dans le tour de force technique — caractère qui se retrouve chez bien d'autres artistes contemporains. Briggs a sur la plupart d'entre eux le grand mérite de ne rien raïnder. Il va jusqu'à parodier son obsession, il autorise sagement ses fils de terre et joue de plus en plus avec des motifs floraux, anthropomorphiques ou symboliques venus du passé de la sculpture. Cette œuvre, qui contraste heureusement avec le retour des premières années, on souhaite la voir servir à des entreprises plus monumentales où le talent de Peter Briggs trouverait à se développer plus largement encore. Pour cela, il faudrait par exemple une commande publique.

PHILIPPE DAGEN.

★ Musée Sainte-Croix, Poitiers, jusqu'au 15 mai.

A l'occasion du quatre centième anniversaire de sa mort

### A Venise, l'année Véronèse

Venise, où a vécu presque la moitié de sa vie le « Véronèse » Paolo Caliari, s'apprête à célébrer dignement le quatre centième anniversaire de sa mort, survenue le 19 avril 1588 à deux pas du palais Grassi. Une exposition comprenant vingt-cinq tableaux et quatre tapisseries du maître, principalement venus d'Amérique, de France, d'Allemagne et d'autres villes italiennes, est déjà ouverte à la « Fabrique » de San-Giorgio-Maggiore. Organisée sous l'égide de la Fondation Cini, elle est la première de plusieurs manifestations qui seront consacrées à Véronèse dans les prochains mois. Le Musée de l'Académie prépare sa propre « mostra » qui réunira des œuvres provenant véritablement du grand peintre. Un colloque d'experts, en outre, la Fondation Cini, du 27 août au 17 septembre, sur le thème « Crise et renouvellement au crépuscule de la Renaissance » : la « manière » de Caliari sera évidemment évoquée.

L'hommage de l'Institut de l'Art de San-Giorgio-Maggiore a été possible grâce à l'aide de la National Gallery de Washington. Celle-ci propose aussi une exposition Véronèse, mais elle a été prêtée pour trois mois et

déjà à la Fondation au grand toile *Dernière Communion et martyre de sainte Lucie*.

Les destinées ont été choisies afin de retracer le parcours d'un maître dont nombre de peintures sont étonnamment introuvables — sans même parler des fresques de la villa Maser ou des toiles de la salle du Grand Conseil au palais des Doges.

Le retour des « Noces »

Le grand public aura plaisir à s'arrêter devant quelques jolies œuvres, des œuvres suggestives, des crayons relevés d'une touche d'agilité bistre, qui sont plus que de simples préparations à la peinture. Mais on ne peut nier l'importance « professionnelle », décisive, de ces feuilles pour un artiste travaillant à grande échelle (le *Triomphe de Venise au palais Ducal*), scabré par ailleurs de commandes et, dès lors, obligé de travailler avec une cohorte d'assistants pour qui ces dessins étaient d'indispensables guides.

La presse italienne a salué avec élan le retour au bercail, fit-ce pour quelques semaines, des *Noces de Cana* : non, certes, l'immense toile

arrachée en 1797 aux bénédictins, de San-Giorgio-Maggiore précisément, par les commissaires de Bonaparte et aujourd'hui définitivement installée au Louvre. Mais, un crayon-et-encre préparatoire prêt par le Cabinet des dessins du musée.

La ville de Venise pour sa part, met la dernière main à un « répertoire Véronèse », qui conduira l'amateur éclairé dans une douzaine d'églises et palais. A cette occasion, l'église San-Sebastiano, où Caliari a le plus travaillé et où il est enterré, sera dotée d'un jardin et restaurée toute la journée jusqu'à la fin octobre. Depuis des années, cette église majeure n'était accessible que le dimanche matin. S'agissant des édifices civils, outre le palais des Doges, ce parcours Véronèse proposera entre autres le « Bibliothèque Marciana » sur la piazzetta, que l'on ne peut d'ordinaire visiter que munis d'autorisations spéciales. Et, bien évidemment, les six grandes toiles de l'Académie signées du maître manieriste attendent le « regard nouveau » du quatre centième anniversaire.

JEAN-PIERRE CLERC.

### COULISSES

#### Conférences pour La Tour

L'Association des conférences officielles agréées par le ministère de la culture n'a pas d'argent, mais, des connaissances certaines dans le domaine de l'histoire de l'art. Elle a donc convenu une vingtaine de ses membres de faire un geste pour aider à l'achat du *Saint-Thomas* de Georges de La Tour. Ces derniers présenteront donc bénévolement l'exposition de portraits français réunis autour de l'œuvre convenue. Le rendez-vous est fixé tous les jours, du 16 au 30 avril inclus (sauf le dimanche), devant le Jeu de paume du jardin des Tuileries. Pour plus de précisions, téléphoner au 45-90-28-94.

#### Raymond Queneau : peintures à vendre

Les rêves fantasques de Raymond Queneau débordent parfois le littérateur. L'auteur des *Exercices de style* n'a pas résisté à la tentation de les colorer sur quelques dizaines de toiles restées inconnues du grand public. Une exposition de la Bibliothèque nationale en 1978, puis, plus récemment, une deuxième à l'École de Ville de Paris, proposaient quelques-unes des gouaches. La librairie Jean-Luc Deveau à Moulins (Allier) accueille, pour la première fois, l'essentiel de l'œuvre picturale de Raymond Queneau mise en vente à cette occasion.

Trente-cinq gouaches et une peinture à l'huile appartenant jusque-là à Jean-Marie Queneau, le fils de l'écrivain, s'y trouvent réunies en forme de cin d'œil sans présentation aux camarades qu'étaient Miro, Prats, Chavet et Dubouff.

J.-Y. V.  
★ Librairie Jean-Luc Deveau, 25, rue François-Turnon, 03000 Moulins. Tél. (16) 70-44-02-65. Jusqu'au 16 avril.

#### L'art pour la vie

La deuxième vente d'art contemporain organisée au profit de l'Institut Curie se tiendra cette année à l'École nationale supérieure des beaux-arts, du 14 au 17 avril. Au cours de cette vente destinée à financer la construction d'un nouveau centre de recherche et de soins contre le cancer, seront dispersées des œuvres de deux cents artistes, parmi lesquelles celles d'Arnold, de Biais, de Vieira da Silva, de Moesagier, de Zao Wou-Ki, de Raynaud ou de Tarko. Renseignements : tél. 45-33-80-80.

### VENTES

#### Art nouveau, art déco à Monaco

Les créations de Gallé et Daum connaissent un succès croissant depuis une vingtaine d'années, principalement sous l'impulsion des Japonais. Les prix du premier ont quadruplé depuis dix ans. Ces deux artistes figurent en bonne place au cours d'une prochaine vente aux enchères à Monaco consacrée aux arts décoratifs du vingtième siècle.

L'un de ses points forts sera incontestablement la présentation de quatorze pièces uniques de Gallé, où s'expriment la richesse technique et le savoir-faire du créateur. Elles proviennent de la collection d'Edmond de Teligny, président de la commission du Musée des arts décoratifs de 1882 à 1896, et n'ont rien de commun avec les productions connues jusqu'ici. Une goude aplatie, imitant une pierre dure, avec des décors d'algues appliquées en marqueterie, est estimée à plus de 400 000 francs. Ce vase repose sur un pied en ivoire, corcé d'une monture en argent avec une branche de corail. Un flacon et bouchon en forme d'arête en verre gravé et monture en or rappelle que

Gallé était aussi un botaniste passionné. Son collection : entre 100 000 F et 150 000 F.

D'une production plus courante, un vase *Les Sept Princesses*, en verre triple à décors de fleurs mauves et de feuillage vert, devrait trouver un acquéreur à plus de 100 000 F. Une très belle lampe champion de Daum, avec un décor de grappes de raisins et d'épis, en relief, est évaluée entre 150 000 F et 200 000 F. A noter également une série de créations américaines de Tiffany des années 1900, très recherchées outre-Atlantique.

Gallé, comme beaucoup d'artistes de sa génération, aura plusieurs cordes à son arc, comme en témoigne ce remarquable miroir aux ombellifères en bois fruitier sculpté et évalué entre 300 000 F et 500 000 F. Mêmes estimations pour une rare banquette en bois sculpté et cuir de l'architecte Goussier. Le mobilier art nouveau grignote peu à peu son retard sur celui de l'art déco grâce aux achats américains. Il est vrai qu'après la for-

midable envolée des prix du mobilier traditionnel des années 20 (prix de 100 % par an sur dix ans), le marché ne pouvait que se stabiliser ou s'effondrer... Dunand et Ruhlmann restent toujours les grands favoris des Japonais, en grande partie responsable de la bonne tenue du marché art déco depuis quinze ans. Un grand lit en ébène de massac et ivoire de Ruhlmann devrait se vendre à plus de 300 000 F. Un panneau double-face en laque de Dunand, à dessins géométriques et décor de femme stylisée, pourrait atteindre le même prix.

Quant au mobilier en bois et métal de Pierre Chareau, de facture plus moderne et géométrique, il connaît une certaine désaffection de la part des collectionneurs, craignant de tomber sur un des nombreux faux qui circulent sur le marché. Il n'en sera pas moins présent au cours de cette vente avec une banquette en fer estimée à plus de 200 000 F.

ALICE SEDAR.  
★ Vente : le dimanche 17 avril chez Sotheby's à Monaco.

THEATRE 14 JEAN-MARIE SERREAU Loc. 45454977

**LA BELLE MAGUELONE**

mise en scène Michel ROSTAIN  
spectacle musical d'opéra ludique IREX, texte Michel VITOZ  
musique Johannes BRAHMS, décors et costumes Thierry VERNET

avec  
Jacques BONA, Sylvie SUTIN, MANOFF, et ses  
Yves GOURVIL, comédien, RUTH ORTHMANN, comédienne

les 12, 13, 14, 15 et 16 avril à 20h45 et le 17 avril à 17h.

**JAZZ-ROCK**

EN DIRECT

Achetez dès maintenant vos places aux bornes BILLETTEL pour :

**ANTONIO CARLOS JOBIM**  
le 20 avril au Grand Rex

**AL DI MEOLA**  
le 29 avril à la Cigale

**PACO DE LUCIA**  
les 2 et 4 mai à l'Elysée Montmartre

**KASSAV**  
du 5 au 15 mai au Zénith

**TERENCE TRENT D'ARBY**  
le 17 mai au Zénith

**FRANK ZAPPA**  
le 20 mai au Zénith

**JULIEN CLERC**  
le 4 juin (salle non fixée)

Mais aussi pour la Nuit des Publiottes, le Dernier Picasso, Zingaro, les Ballets Folklorico de Mexico, etc., etc.

**LES BORNES BILLETTEL :**  
toutes les Fnac de la Région Parisienne et des grandes villes de Province, plus Euromarché Auteuil et Saint-Quentin-en-Yvelines.

Informations : 36.15 BILLETTEL

Tous les ouvrages sur le yoga, l'astrologie, le bouddhisme, l'architecture sacrée, les médecines naturelles... à la **LIBRAIRIE DES SCIENCES TRADITIONNELLES**  
6, rue de Savoie, 75006 PARIS - Tél. : 43-28-90-72

سكنى من الاموال



**SALLE PLEYEL**  
ALBERT SARFATI  
présente  
Lundi 18 avril 1988 à 20h30

**TOKYO METROPOLITAN SYMPHONY ORCHESTRA**  
direction HIROSHI WAKASUGI  
violin AUGUSTIN DUMAY  
MOZART: Symphonie n°33 en sol mineur KV319  
TCHAIKOVSKY: Concerto pour violon  
BRAHMS: Symphonie n°4 en mi mineur opus 98  
Parrainé par: The Tokyo Metropolitan Government, The Japan Foundation, The commemorative Association for the Japan World Exhibition

Location Salle Pleyel  
Par téléphone: 45 55 35 72 de 13h à 19h  
45 01 05 30 de 9h à 18h  
Agence: 3 FNAC

**CRETEIL**  
Musique de l'été

DU 15 AVRIL AU 7 MAI  
LA COMÉDIE DE SAINT-ETIENNE  
ET LE THÉÂTRE NATIONAL DE BELGIQUE  
PRÉSENTENT

**WOYZECK**  
de  
BÜCHNER  
mise en scène  
DANIEL BENOIN  
avec  
Mario d'Alba  
Myriam Boyer  
Jean-Paul Comart  
Ronny Coutteure  
Françoise Giret  
Claude Koener  
Jean-Pierre Jorris

48.99.18.88

**ORCHESTRE DE PARIS**

Directeur musical  
Daniel Barenboim

**SALLE PLEYEL 20H30**  
13, 14 avril,  
16 avril - 16h30  
Claus Peter Flor, direction  
Gidon Kremer, violon  
François Dupin, timbales  
Beethoven,  
Matthias (création en France),  
Schumann

27, 28 avril  
Kurt Sanderling, direction  
Luben Yordanoff, violon  
Lidov, Glazounov, Brahms

CYCLE DE MUSIQUE DE CHAMBRE  
SALLE CHOPIN - PLEYEL - 15H  
15 avril  
Christiane Chretien, violon  
Nicolas Ristler, violon  
Gérard Massias, alto  
Dvorak, Kodaly, Martinu

RENSEIGNEMENTS - LOCATION:  
SALLE PLEYEL - 45 63 07 96

**18 H 30**  
Jeu. 14 Ven. 15 avril

**MIKLOS PERENYI** violoncelle  
ORCHESTRE DE CHAMBRE  
FERENC LISZT de BUDAPEST  
2 programmes  
HAENDEL C.P.H. BACH  
W.F. BACH TELEMANN  
Samedi 16 avril  
Pour la première fois à Paris

**ENSEMBLE WIEN-BERLIN**  
Quintette à vent  
SOLISTES DES ORCHESTRES  
PHILHARMONIQUES DE BERLIN  
ET DE VIENNE  
HAYDN ROSSINI MOZART  
mer. 20 sam. 23 avril  
Jeu. 21 à 20h30

**ESTHER LAMANDIER**  
CHANSONS ANDALOUSES  
ET TANGOS  
avec CARRASCO "H" piano  
PRIX 52 F LOC. 42.74.22.77  
2 PLACE DU CHATELET.

Le Monde  
ARTS ET SPECTACLES

**CONCERT KENT NAGANO**  
BUSSOTTI - WEBERN  
HUBER - BERG  
Ensemble Intercontemporain  
Direction Kent Nagano

Alain Neveu, piano  
Jacques Chastem, violon  
Frédéric Stochl, contrebasse  
Lundi 25 avril 1988 - 20 h 30  
Théâtre Renaud-Barrault  
Location 42 56 03 80

**CHATELET**  
THEATRE MUSICAL DE PARIS

15 REPRESENTATIONS EXCEPTIONNELLES  
DU 31 MARS AU 20 AVRIL

**Aniouta**  
Ballet de l'Opéra de Riga  
EKATERINA MAXIMOVA  
VLADIMIR VASSILIEV

INFORMATIONS 42 33 00 00  
LOC. PAR CORRESPONDANCE: 3, RUE EDUARD COLONNE 75001 PARIS  
PAR MINUTE: 25 15 - COM. 32  
AUX CASSERES 12 JOURS À L'AVANCE: 1, PLACE DU CHATELET DE 11H À 18H  
PAR TELEPHONE: 42 21 00 82 DE 11H À 18H CAISSE DIMANCHE

## Culture

DIGRESSIONS, par Bernard Frank

### Trop agité pour les chats !

#### 1 L'homme pressé

Un lecteur de Rueil-Malmaison, après des compliments dont j'aurai toujours du mal à me laisser, voulant rompre le charme ajoute : « Permettez-moi de vous conseiller d'être moins péremptoire au sujet de Chirac. J'ai, en effet, l'intuition qu'il va gagner... N'oublions pas qu'il dispose d'un atout majeur : une chance insolente qui lui est fidèle. Tout compte fait, ne le trouvez-vous pas « plutôt sympathique » ? » A ce lecteur qui ne doit pas être, sur ce point, unique, je tiens à préciser que je ne dispose sur les résultats de l'élection présidentielle d'aucun élément qui lui échapperait. Je n'ai pas même son intuition. Et je dois lui avouer plutôt que je serais éventuellement moins surpris par la victoire de M. Chirac le 8 mai que je ne l'aurais été en 1984 ou 1985, si l'on m'avait communiqué les résultats des sondages de ces derniers jours qui n'excluent ni la victoire de M. Mitterrand ni que M. Barre soit devenu par M. Chirac.

Je dirai à mon lecteur que ce sont tous les candidats à la présidence de la République dont on parle aujourd'hui qui me semblent avoir une chance insolente s'il veut bien se souvenir du faible enthousiasme que leurs noms suscitaient naguère dans l'opinion et qui contraste avec le crédit dont ils jouissent ! Quant à savoir si je trouve M. Chirac « plutôt sympathique », je lui répondrai : oui, jusqu'à un certain point, comme perdant. Le meilleur de M. Chirac, nature en apparence simple, c'est de ne pas avoir d'essais, de ne trouver son salut que dans le mouvement. C'est bizarre, quand il s'exprime, on ne peut vraiment pas dire que c'est la littérature qui parle par sa bouche — pour un politique, c'est sans doute mieux ainsi — et pourtant Chirac a toujours l'air de sortir d'un cercueil usagé de la Brétèche ou d'un roman de Morand : l'homme pressé, c'est lui !

Les causes vraies de la France devraient à mon sens se poser à propos de M. Chirac seraient celles-ci : peut-on dire pour sept ans président de la République la candidate qui a précédemment des problèmes avec le temps, une rétroscopie du temps ? Qui, si sympathique soit-il, perd patience, se combat, au mieux, devant les questions qu'on lui pose ? Qui requiert nos suffrages pour s'installer à la place suprême alors que violemment il ne tient pas en place ? Que M. Chirac puisse être élu comme aurait pu l'être M. Barre ou comme le sera sans doute M. Mitterrand, je n'en doute pas, il s'agit assez pour cela de grand pender ; il est dans sa nature, comme ces enfants sur les chevaux de bois des manèges, d'accrocher les anneaux au passage mais comment le retiendrait, cet homme dont l'esprit en apparence sans mystère semble perpétuellement battre la campagne ? Maire de Paris, il avait la Corée pour se calmer, premier ministre, il accumulait les difficultés pour mieux épuiser son énergie de trop et, quand il n'en pouvait plus, il avait toujours la ressource de démissionner avec éclat, de rétro à l'Elysée mais, s'il arrivait au sommet, il n'est pas rassurant de penser que c'est la France, que ce sont nous qui lui servirions d'outre ! Il est troublant de constater que ce soit à pas feutrés, lors d'une campagne électorale qui ne prendrait pas, plutôt

maussade, que se joue en catimini le sort de la démocratie et, d'une certaine façon, de l'Europe. Il faut remonter trente ans en arrière, au retour du général de Gaulle, pour retrouver un vote, un choix qui nous engage autant que celui de mai prochain.

La guerre d'Algérie, les foules méditerranéennes, les paras, les colonels, les grandes manifs donnaient une sorte d'exubérance, de couleur vive et forte à ce qui se passait. C'était vrai et, dans le même temps, c'était du grand théâtre en plein air, avec des gradins et d'innombrables figurants. Sans le savoir, la France de 1958 avait des tas de richesses à dépenser : son Afrique, les sonnales de la NIF pleines à craquer comme les salles de cinéma ! Aujourd'hui sont inscrits sur la carte nos millions de chômeurs, nos millions d'immigrés et notre relatif bien-être à conserver. Il y a bien cette Europe qu'on nous tend en pâture comme plat unique et nous simons savoir si elle doit hâter notre fin ou nous servir de réveil. Pour ajouter à notre perplexité, l'an 2000 se profile à l'horizon. Depuis le temps, l'Occident avait un peu perdu l'habitude des millénaires ! Et, sans nous en faire un monde, si quelqu'un de fiable, c'est-à-dire qui a su traverser le temps, nous aidait à nous approcher en douceur, sans violence, des limbes, ce ne serait pas de refus.

Le « Faites-moi confiance ! » de Mitterrand n'était donc pas si mal trouvé en cette magie du bord de siècle où, quand nous nous retournons, le vertige nous saisit.

#### 2 Jules, Jean-Paul et Jean

Jules Romains est né en 1896. Surtout en 1905, Jean d'Ormesson en 1925. Cet écart de vingt ans aurait ravi Albert Tribaudet dont la mort en 1936 prive la critique littéraire d'un de ses professeurs qui se font rares : à la fois savants et amoureux. J'imagine le chapitre qu'il aurait pu écrire dans son *Histoire de la littérature française de 1789 à nos jours* (Stock-Messidor) sur le roman normand au vingtième siècle. Ce qui unit en effet Jules, Jean-Paul et Jean, c'est d'avoir tous les trois et à vingt ans d'intervalle été reçus à Normale-Sup, d'avoir passé leur agrégation de philosophie et d'avoir transformé en romans leurs diplômes.

Tous les trois, ils ont écrit sinon des fresques du moins des suites romanesques. La plus ambitieuse en durée est celle de Jean d'Ormesson, qui a essayé de recueillir dans sa trilogie *Le Vent du soir* (J.-C. Lattès) la mémoire du monde, du dix-neuvième siècle à nos jours. Le succès financier de l'entreprise est indiscutable. *Le Vent du soir* est une suite pratique destinée aux personnes qui manquent de temps pour s'intéresser à la littérature, à l'histoire et au cinéma. L'auteur a mis tout son talent afin de leur donner un ardent spectacle. Les *Chemins de la liberté* de Sartre sont en Pléiade et dans un abrégé. Ce roman, plus limité dans le temps que celui d'Ormesson, tourne autour d'un avortement (qui n'aura pas lieu, Dieu merci), d'une défaite et d'un stase. Au bout de trois tomes d'une lecture facile (à l'exception peut-être du tome II, le *Sursis*, où Sartre tente de rivaliser à

ciel ouvert avec Dos Passos et Faulkner, qu'il vient de découvrir), l'auteur semble s'être lassé de son histoire, comme si d'en connaître la fin l'avait découragé de l'écrire. Il n'en a publié que des fragments dans les *Temps modernes*. Je me souviens de l'avoir questionné sur ce qui allait arriver : à Saint-Tropez en 1953. Il me répondit alors : « L'histoire que nous vivons [Staline venait de mourir] est plus passionnante que l'histoire de ce roman. La vraie suite, je l'écris en ce moment dans les *Communistes et le Peuple*. » Je crois que la célébrité ne facilite pas la patience, la modestie qu'exige le roman : il faut être un inconnu ou un peu idiot pour mettre de côté de bons romans sans se préoccuper de l'opinion, de l'éclat de rire que la naïveté des autres va susciter. Surtout à long terme espéré se surprendre, apprendre de ses livres quelques choses qu'il n'avait pas encore comprises. Tant qu'il écrivait sans s'arrêter sur un sujet, il était à l'abri de la déception. D'où la longueur de plus en plus démesurée de ses projets. Mais même son *Flaubert* l'a déçu. Il l'a écrit bien sûr parce qu'il était devenu aveugle. Mais on sentait dans les interviews qu'il a données depuis qu'il n'en attendait plus rien de vraiment neuf. Pour lui, Flaubert pléinait depuis *Madame Bovary*.

Sartre se désolait avec un certain agacement qu'il ne s'aurait autant appris sur Flaubert s'il était contenté de relire ce roman, qu'après avoir écrit les trois tomes de l'idiot de la famille. Si ce désolisme ne l'en avait pas empêché, il aurait questionné un autre sujet moins ingrat ! Le bonheur que Jules Romains nous apporte, c'est celui de nous retrouver dans une maison d'autrefois qui abonde en couleurs, en corridors, en pièces et en places perdues. Contrairement à une idée obstinée, nous verrons que l'on s'épave d'autant mieux dans un livre qu'il fourmille en détails datés.

#### 3 Taine et ses chats

Pierre Labeuze, éditeur dans le *Tam* (1), après avoir admiré mon chat Pénélope lors d'une émission consacrée à Frost, sur FR 3 m'envoie un silicographe de l'éditeur : ces *Deux sonnets sur les chats* (collection Champs numéro 17) d'Hippolyte Taine qu'il vient de rééditer, et qui constituent toute l'œuvre poétique de l'auteur de la *Philosophie de l'art*. Ces poèmes, nous dit-il, furent rédigés par le supplément littéraire du *Figaro* du 4 mars 1893, six jours après la mort de Taine. Voici la dédicace : « A trois chats — Pusi, Ebene et Mitronne. — domiciliés à Merthon-Saint-Bernard (Haute-Savoie), ces deux sonnets sont dédiés par leur ami, maître et serviteur H. Taine — Novembre 1893. *Ludendo dicere verum quid verum ?* » On peut supposer que ces trois chats furent ses compagnons de travail pendant qu'il écrivait, l'éclat, dans sa maison de Savoie, son œuvre maîtresse, les *Origines de la France contemporaine*. Par ces sonnets plus précis que beaux, nous apprenons que Taine avait deux chats — « l'une est noire », l'autre est de jais, d'albâtre et d'ambre chamarrée » — et un chat — « comme un vieux militaire, il brosse son habit et qu'il a des dents ».

(1) Ambiat, 81430 Villeneuve-d'Albigeois.

#### CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

24-LOUIS DES BIVALVES	THIBAUD	THEATRE NATIONAL	HANNA SCHWARZ
Jeu. 14 avril 21h (p.a. Mondial Musique)	Opéra de Philippe DUBEAU VIVALDI BACH TELEMANN - MARCELLO	L. JAVET	Mozart Danini RUSSELL-DAVIS Piano
Salle GAYEAU Samedi 16 avril 20h30 Loc. Salle 45-65-03-80 (p.a. Valentin)	RECITAL EXCEPTIONNEL au profit de F.A.T.R.E.C. (HOPITAL ST-LOUIS) L. CABASSO BEETHOVEN, SCARLATTI SCHUMANN avec le concours de la R.N.P.	GAYEAU Mardi 19 avril 20h30 (p.a. Mondial Musique)	J.-M. FLORES PRODUCTIONS Audéon et Europe 2 LA SERENATA Direction : Christian MENDOZE SCARLATTI - VIVALDI
THEATRE NATIONAL DE L'OPERA SALLE FAVART Lundi 18 avril 20 heures (p.a. Valentin)	CONCERT LYRIQUE Solistes et chœurs OPERA DE TALLINN ORCHESTRE NATIONAL DE L'OPERA DE PARIS ERI KLAS avec Jorgel NESTERENKO Bsse VERDI, BIZET DONIZETTI, DELIBES MOUSSORGSKI, GOUNOD RACHMANINOV	FLUYEL Mardi 19 avril 20h30 (p.a. Mondial Musique)	E.O.P. Direction : ARMIN JORDAN Piano : MICHAEL RUDY SCHOENBERG - SCHUBERT MOZART
T.A.P. CHATELET Lundi 19 avril 20h30 (p.a. Valentin)	ORCHESTRE SYMPHONIQUE de LA RADIO DE BERLIN Dir. : RICCARDO CHAILLY Cor Solo : Radovan VLATKOVIC MOZART, MAHLER WAGNER	T.A.P. CHATELET Mardi 19 Mercredi 20 Jeudi 21 Vendredi 22 avril 19h30 (p.a. Valentin)	WEBER ABU HASSAN Dir. : Jérôme KALTENBACH Mises en scène : DOMINIQUE BLIZET
		EGLISE SAINT-BUSTACHE Vendredi 22 avril 20h30 Loc. Agence Perceuse 6, pl. Maitre Valentin 3 FNAC	ORCHESTRE DE ZELANDE Chœur de TONADISSIMO Dir. : JAN STULEN Sol. R. VAN DER MEER REQUIEM DE FAURE HAYDN, RAVEL ARNHEIM

**CONCERT AU PROFIT DU COMITÉ PERCE-NEIGE**  
SAMEDI 16 AVRIL • 20 H 30 • SALLE PLEYEL  
ORCHESTRE NATIONAL DE FRANCE  
MIKHAIL PLETNOV, piano  
DIRECTION : LORIN MAAZEL  
GLINKA-TCHAIKOVSKI-MOUSSORGSKI/RAVEL  
Location : Radio France - Salle Pleyel - 3 FNAC  
Prix des places 300 F - 400 F

**PIANO**  
Passionnement !  
SALLE PLEYEL

Vendredi 22 avril 20 h 30  
réclat  
**PÉRAHIA**  
MOZART - BEETHOVEN - GHOPIN  
Lundi 25 avril 20 h 30  
réclat  
**MAGALOFF**  
RACHMANINOFF - MOUSSORGSKI  
Jeudi 5 mai 20 h 30  
réclat  
**TIPO**  
BEETHOVEN  
Mardi 17 mai 20 h 30  
réclat  
**POLLINI**  
LISZT - SCHUBERT

**salle Pleyel**  
Vendredi 15 avril 20 h 30  
MUSIQUE FUNÈBRE MAISONNEUVE  
GRAND MESSE EN UT MINEUR  
WOLFGANG AMADEUS  
MOZART  
Direction : JACQUES MERCIER  
soprano : ANNE-MAIRE RODDE  
alto : BARBARA SCHAEFER  
basse : GUY FLECHTER  
basse : ANTOINETTE GARCIN  
Chœur VITTORE D'ILE DE FRANCE  
Direction : ANTOINETTE GARCIN  
Location : SALLE PLEYEL - 3 FNAC - SPECTACULAIRE  
Renseignements : ORCHESTRE NATIONAL D'ILE DE FRANCE  
(1) 45.47.53.53



## Culture

### CINÉMA

La remise des oscars

## Tout pour la télévision

Le spectacle (qui dure près de trois heures et demi) s'ouvrit sur un numéro de musical destiné à célébrer à la fois la compétition en cours et le sixième anniversaire du bonhomme Oscar. Au fil de la cérémonie, quelques jolies formules, bien que les scénaristes hollywoodiens fussent en grève. Olivia De Havilland dit : « J'ai vécu huit siècles à l'écran », avant d'attribuer l'Oscar du meilleur décor. L'entrée d'André Hiepbaert au bras de Gregory Peck (Ah, *Vacances romaines*), Marlon Brando, l'actrice musette couronnée l'an dernier pour *Les Enfants du silence*, parlant pour la première fois dans un micro pour citer les acteurs en compétition et le meilleur acteur de l'année, Joli duo également entre Mickey Mouse et Tom Selleck (sans contre-appareil).

De (rares) moments drôles : l'époustouflante prestation du comédien Billy Crystal qui, pour attribuer l'Oscar du meilleur son, se lance à toute vitesse et sans filet dans une longue tirade agressive par des coupures de son. Robin Williams assurait que le meilleur réalisateur recevait, en plus de son oscar, la précieuse « carte verte » représentant le permis de travail en territoire américain (pour la première fois dans l'histoire des oscars).

tous les réalisateurs en lice étaient étrangers).

Recevant des mains de Jack Lemmon le prix Irving G. Thalberg (le plus élevé dans la hiérarchie des prix), destiné à récompenser un cinéaste pour la passion dont il a témoigné dans l'ensemble de son œuvre, Billy Wilder remerciait en particulier le consul américain de Mexicali, au Mexique, qui, lorsqu'en 1934 il débarqua d'Allemagne via Paris pour s'installer en Californie (sans visa), examina son dossier (incomplet comme pas permis) puis qu'il, apprenant que Wilder écrivait et réalisait des films, lui tamponna son passeport séance tenante en lui disant : « Tenez, c'est fait des bons ». « C'était il y a cinquante-quatre ans, continua Wilder, depuis, j'ai fait ce que j'ai pu ».

### Au bon souvenir de l'industrie

Pour preuve, un montage de meilleures séquences de *Sunset boulevard*, *Double indemnité*, *Staling 17*, *Certains l'aiment chaud*, *Le Garçonnière* et, document très rare, un extrait de *Mauvaise graine*, qu'il tourna à Paris en 1933 (sa première réalisation) avec une Danielle Darrieux de dix-sept ans.

Charles Heston introduisit le montage, rétrospective des soixante

années d'oscar. En revoyant ces grands moments, un pincement venait au cœur : si le show est devenu d'un prévisible aussi décapant qu'un horaire de trains, c'est en partie à cause de la télévision. Avant, il s'agissait d'un véritable spectacle de scène qu'on se donnait entre soi, lauréats et présentateurs cherchant constamment à surprendre leurs pairs (ah, le duo de chquettes entre Kirk Douglas et Burt Lancaster), la télévision venait se greffer le dessous, les pubs arrivaient comme elles pouvaient. Aujourd'hui la télévision commande, les pubs font l'essentiel, le reste est du remplissage. Les stars, de Newman à Kevin Costner en passant par Rob Lowe, Pee Wee Herman et Faye Dunaway, viennent faire leur petit tour et se rappellent au bon souvenir de l'industrie.

Cela n'est rien en triomphe du film de Bertolucci et, recevant son oscar des mains d'Édith Murphy, son producteur Jeremy Thomas disait le mot de la fin : « Cette soirée, pour moi, fut impériale, elle prouve que le cinéma indépendant peut être à la fois épique et populaire ».

HENRI BEHAR.

### Neuf oscars pour le Dernier Empereur

Meilleur film, meilleur réalisateur (Bernardo Bertolucci), montage (Bernardo Bertolucci), adaptation (Mark Peploe et Bernardo Bertolucci), direction artistique (Ferdinando Scarfotti et Bruno Cesari), prises de vue (Vittorio Storaro), son (Bill Rowe et Ivan Sharrock), bande originale (Ryuichi Sakamoto, David Byrne, Cong Su), costumes (James Acheson).

Meilleur acteur : Michael Douglas dans *Wall Street*, meilleure actrice : Cher dans *Monstrueux* (Edgar de Luna), film qui reçoit également l'oscar du scénario (John P. Shanley) et du scénario (John P. Shanley) (Olympia Dukakis), second rôle masculin : Sean Connery dans *Les Inconditionnels*, de Brian De Palma.

Extra spécial : *Inner Space* (Dennis Murren, William George, Hedy Jenson, Kenneth Smith), chanson originale : *The Time of my Life* dans *Dicky Dancings*, maquette : *Harry and the Hendersons* (Rick Baker).

Film étranger : *Le Festin de Babette*, de Gabriel Axel (Danemark).

Documentaire : *The Tin Year Lunch*, d'Aviva Slesin ; court métrage documentaire : *Young at Heart*, de Sue Murr et Pamela Court ; court métrage : *Ray's Male Heterosexual Dance*, de Jonathan Sanger et Jene Sue Mennel ; dessin animé : *The Man who Planted Trees*, de Frédéric Back.

### Jeremy Thomas : neuf d'un coup

Quatre ans de travail et neuf oscars.

le producteur anglais

Jeremy Thomas

pouvait, hier soir,

dormir content.

Vingt ans d'efforts

trouvait

leur juste récompense.

Pour Jeremy Thomas, producteur heureux — du *Dernier Empereur*, faire un film international se signale par un pont entre le marché européen et le marché américain. Dans ce cas, dit-il, le film finit toujours par sombrer au milieu de l'Atlantique. Son atout maître : la confiance accordée au metteur en scène.

Il a commencé sa carrière dans une salle de montage, formé à l'école de Ken Loach dont il fut assistant monteur sur *Kes*. Après avoir mené à bien le montage de *Brother Sam* (You Sore a Dive), de Philip Morris, il passa à la production. Son premier film, *Mad Dog Morgan*, de Morris, fut tourné en Australie : l'industrie britannique était quasi moribonde, l'australienne au bord de prendre son envol.

Il parvint pourtant en Angleterre et sans concessions. Témoins : *le Cri*, de Jerzy Skolimowski, *The Great Rock'n Roll Swindle*, de Julian Temple sur les Sex Pistols,

*The Hit*, de Stephen Frears, et ses trois films avec Nicholas Roeg.

Le souffle de l'histoire saisi alors Jeremy Thomas, ainsi que l'appellait pour l'Orient, il produisit le *Fury* de Nagisa Oshima. Simple bête d'œuvre fameuse avant l'aventure spectaculaire du *Dernier Empereur*. Le défi lancé par Bertolucci relevait de l'impossible : il s'agissait du premier film occidental à être tourné en Chine populaire, des scènes devaient réunir plus de mille figurants. S'il était hors de question pour Bertolucci de tourner ailleurs que dans la Cité Interdite, il était hors de question pour les Chinois d'y tourner. Déployant des trésors de diplomatie, pratiquant sa politique des petits pas, Jeremy Thomas réussit à concilier tout le monde.

Le financement global apparaitrait-il également impossible ? Jeremy Thomas s'écrit les problèmes et découpe son enfant en tranches... on vend certains morceaux à certains territoires — ainsi, en France, la compagnie AAA, finance le développement du scénario — et finit, grâce à cinq banques européennes, par rassembler les 25 millions de dollars indispensables (il s'est trompé dans ses prévisions : il réussit à mener à bien son *Empereur* pour 23 millions).

Le prochain projet de Jeremy Thomas le conduira, dit-on, en Inde.

H.B.

## Communication

M. Michel Droit justifie ses relations avec le groupe Hersant

### Le parquet procédera aux « vérifications nécessaires »

M. Jean-Marc Varaut, avocat de M. Michel Droit, a déposé, le samedi 9 avril, entre les mains du procureur de la République, un dossier visant à expliquer les chiffres, parus dans le *Monde* des 8 et 9 avril, concernant les relations financières entre son client et le groupe Hersant. S'appuyant sur certaines correspondances entre les deux parties, il justifie de nouveaux divers versements perçus par l'académicien à la fois par une indemnité de préavis et la prime de mise à la retraite (200 000 francs), et par la cession — conclue selon lui en juin 1987 — de droits d'auteur sur la rubrique « Le Figaro Histoire » (400 000 francs).

C'est sans doute ce dossier d'explication qui est à l'origine du communiqué publié lundi en provenance du parquet de Paris. Un communiqué surprenant dans lequel le procureur affirme avoir pris connaissance des informations parues — comme s'il n'avait pas été mis au courant tout au long de la procédure — et, saisi des explications de M. Varaut, s'apprête à procéder aux « vérifications nécessaires ».

Une manière de se protéger, voire de se dédouaner, des accusations d'obscureté de l'affaire Michel Droit, la chambre d'accusation de la cour d'appel devant, à sa demande, statuer sur la légalité ou la nullité de la commission rogatoire du juge Grellier.

Pourtant, à y regarder de plus près, l'initiative paraît pour le moins étonnante car les investigations auxquelles s'apprête le parquet ne sont-elles pas justement celles pour lesquelles le juge a révisé — en vain jusqu'à présent —

un réquisitoire supplétif lui permettant de continuer son instruction ? Le parquet préfère se substituer au juge pour apprécier les explications fournies par l'avocat de Michel Droit. Incidemment, plusieurs observateurs persuadés qu'il s'agit d'une procédure visant à désamorcer l'affaire le plus vite possible. Car l'attitude du parquet semble varier selon la personnalité de la partie en cause.

La comparaison des deux procédures suivies pour l'affaire Michel Droit et l'affaire Vallery-Radot est à ce sujet éloquent. Qu'on se souvienne de l'été et de l'automne 1987. Saisi du dossier Radio-Courtois, le juge avait très vite poussé (en délaissant plusieurs commissions rogatoires) ses investigations tous azimuts : vers Radio-Orient, Radio-Montmartre, Radio-AYP... Des pistes qui l'ont amené à suspecter les liens entretenus par Pascal Vallery-Radot, un chargé de mission de la CNCL, et certaines stations. Le juge avait alors porté les faits ou indices nouveaux ainsi recueillis à la connaissance du parquet, lequel, spontanément, lui avait donné le réquisitoire supplétif nécessaire à la poursuite de l'instruction... et à l'inculpation de M. Vallery-Radot.

Cette fois la démarche du parquet est différente. Que s'est-il passé ? Étant donné dans le cadre de l'affaire Vallery-Radot, inculqué de trafic d'influence, le juge a une nouvelle fois mené ses investigations de part et d'autre. S'il y avait trafic d'influence, cela voulait donc dire qu'aux deux bouts de la chaîne, il y avait sans doute un corrupteur et un corrompu. Des enquêtes ont alors

concerné plusieurs des membres de la CNCL. Mais voilà qu'un témoin a mis le juge à nouveau sur la piste de Michel Droit.

Il a donc demandé par une commission rogatoire l'approfondissement de l'enquête. Une procédure que lui a reprochée instantanément le parquet, qui non seulement lui a refusé le supplétif nécessaire mais a saisi la chambre d'accusation de la cour d'appel pour obtenir purement et simplement l'annulation de la commission rogatoire.

Dans le premier cas, le parquet a estimé que le juge était parfaitement compétent pour instruire les faits nouveaux découverts par son enquête, dans le second, il a estimé au contraire que le juge agissait hors saisine et outrepassait sa mission. M. Vallery-Radot avait « valeur d'exemple », suggérait vendredi un membre du parquet. « N'avait-il pas en effet en main l'ensemble des dossiers de radio ? » Mais alors, que dire de Michel Droit, membre à part entière de la CNCL, qui pouvait voir tous les dossiers en cours... en matière de télévision, comme en matière de radio ? « C'est évidemment plus délicat », a admis le même interlocuteur.

Enfin, silence de la CNCL contrasté avec la rapidité avec laquelle elle avait fait bloc en novembre dernier autour de Michel Droit. Deux réunions à huis-clos ont déjà eu lieu lors desquelles M. Droit a dû s'expliquer devant ses pairs. Insuffisamment sans doute pour que le président de Broglie soit en mesure de répondre déjà à la lettre du juge.

ARNOLD COJEAN.

### Auteurs et professionnels du cinéma font campagne

Les candidats à l'élection présidentielle ne sont pas seuls à prendre la plume. Auteurs, professionnels et exploitants de cinéma, s'y essayent à leur tour et réclament, ici, « un programme pour un septennat », là, « des propositions pour demain », ailleurs, « une plate-forme d'actions », avec l'espoir de peser sur les promesses électorales ou, plus modestement, de prendre date.

Méthodique, la Société des auteurs et compositeurs dramatiques (SACD) a adressé aux candidats un questionnaire impressionnant par son importance et sa précision, leur demandant de remplir les cases en blanc. MM. Raymond Barre, Jacques Chirac et André Lajoinie se sont prêtés au jeu. Jean-Marie Le Pen a répondu puis s'est rétracté. M. François Mitterrand enfin, peu soucieux apparemment de s'engager précisément, a fait répondre par son directeur de campagne, Pierre Bérégovoy. Les réponses, dans leur ensemble, témoignent plus, selon M. Claude Sautell, président de la SACD, d'une prise de conscience des difficultés des auteurs, que d'une volonté affirmée d'y remédier. La classe politique semble, en effet, à l'exception du candidat communiste, « ne pas méconnaître le poids des auteurs ». C'est-à-dire des chaînes.

Le nombre des films à la télévision ? Tous sont favorables à une baisse. La diminution de la TVA sur les produits culturels ? A étudier, répond M. Barre ; à examiner dans le cadre européen, corrige M. Chirac ; à généraliser, insiste, maximaliste, M. Lajoinie. M. Mitterrand n'en dit rien. L'Europe ? Recherches des règles et des quotas communautaires, recommandant MM. Barre et Lajoinie : jetons les bases d'un audiovisuel européen, affirme M. Chirac, tandis que M. Mitterrand relance son projet d'Europe audiovisuelle. Les réponses sur les coupures publicitaires étaient très attendues par les auteurs. Pour MM. Barre et Chirac, elles relèvent des relations contractuelles entre créateurs, producteurs, diffuseurs, quant au président-candidat, il laisse au futur gouvernement l'établissement du diagnostic et le choix des remèdes.

Écoutez, mais pas toujours entendus, la SACD a donc élaboré son propre programme. Elle propose cinq axes pour « sauver l'audiovisuel de la crise ». Première priorité : doter le secteur public d'une loi-programme s'appuyant sur une meilleure complémentarité des chaînes nationales et des ressources supplémentaires (1 milliard de francs pour le Sept, comme pour A 2).

Deuxième axe : doter la CNCL d'un pouvoir propre de sanctions financières — dont les montants pourraient être affectés au compte de soutien... et compléter les aires financières que peut infliger le Conseil d'Etat par des « amendes fixes, connues à

l'avance ». Enfin, la SACD réclame l'interdiction de toute coupure des œuvres audiovisuelles lors de leur première diffusion, la constitution d'un véritable marché unique européen pour le cinéma et la télévision (avec, notamment, la généralisation de la redevance de copie privée sur les cassettes vierges) et la limitation du nombre des films à la télévision...

Une revendication soutenue, bien sûr, par les professionnels du cinéma. Mais ici, chacun va à la bataille pour soi. La crise du cinéma a laissé des traces et exploitants, auteurs et producteurs, diffuseurs et industriels techniques regroupés dans le Bureau de liaison de l'industrie cinématographique (BLIC), d'autre part, publient leurs plates-formes de revendication séparément. Si pour les exploitants, les relations avec les autres médias (Canal Plus, les réseaux câblés) sont prioritaires, les producteurs n'en parlent guère, qui plaident, eux, pour une amélioration des mécanismes de financement des films. Mais c'est la TSA, cette taxe alimentant le compte de soutien aux industries de programmes, qui continue de diviser les uns et les autres. Les exploitants souhaitent une baisse de ce prélèvement sur leurs recettes, les producteurs, le maintien de cette aide. Une opposition apparemment irréductible qui limite d'autant l'audience du septième art auprès des candidats...

PIERRE-ANGE GAY.

PEPSI EN ACCORD AVEC RTL ET RMC PRÉSENTE



# MICHAEL JACKSON

## AU PARC DES PRINCES

Concert

23 JUIN/LYON/STADE GERLAND  
27-28 JUIN/PARIS/PARC DES PRINCES  
12 AOUT/MONTPELLIER/STADE RICHTER  
14 AOUT/NICE/STADE DE LOUEST

LOCATION: FNAC, AGENCES ET PAR MINITEL 36 15 RTL

هكذا من الاصل



# Spectacles

## théâtre

### SPECTACLES NOUVEAUX

**LE PUBLIC**, Odéon/Th. de l'Europe (43-25-70-32), 20 h 30.  
**LES VOISINS**, Th. Marie-Stuart (45-08-17-80), 22 h.  
**CEST QUI PEUT**, Th. Esson de Paris (42-78-46-42), 21 h.  
**VOLTAIRES FOLIES**, Comédie de Paris (42-81-00-11), 21 h.  
**QUAND ON A PEUR DU LOUP**, Du vent, de la tempête, Caraculière, Th. de l'Aquarium (43-74-72-74), 20 h 30.  
**JE NE VEUX PAS MOURIR ENOT**, Bouffes du Nord (42-39-34-50).  
**UN MOULON A L'ENTRESOL**, Caraculière, Th. de la Tempête (42-36-36), 20 h 30.  
**JEANNE D'ARCO**, Centre culturel suisse (42-71-44-50) 20 h 30.  
**L'ANTICYPHONIE DES ACCOSES**, Mangerie de Verre (43-38-33-44), 21 h.  
**DE L'AUTRE CÔTÉ D'ALICE**, Ambrois, Th. de la Commune (43-34-67-67), 20 h 30.  
**MEDÉE**, Bagnat, Th. Victor-Hugo (46-63-10-50) 20 h 30.  
**PÈRE T.E.P.** (43-64-90-80) 20 h 30.  
**LE DÉLIRE DU SERPENT**, C.M. internationale universitaire (45-89-38-69) 20 h 30.  
**LE TÉMOIN**, Espace Kira (43-73-30-25) 20 h 30.  
**LA BELLE MAGUILLONNE**, Th. L.J.-M. Serran (45-49-77) 20 h 45.

### Les autres salles

**AMANDIERS DE PARIS** (43-66-42-17), L'Ami, 20 h 30.  
**ANTOINE - SIMONE-BERNAU** (43-06-71-71), Les Cabiers, 20 h 30.  
**ARCANE** (43-38-19-70), 4 Quatre chaudières, 20 h 30.  
**ARTS-HÉBERTOT** (43-67-23-23), La Malice imaginaire, 21 h.  
**ATELIER** (46-06-49-24), La Double inconnue, 21 h 30.  
**ATHÉNÉE-LOUIS JOUVET** (47-62-67-27), Salle C. Bernard, Collège, 20 h 30.  
**BERRY** (43-57-51-55), Polonois, 18 h 30.  
**BOUFFES DU NORD** (42-39-34-50), Je ne veux pas mourir enot, 20 h 30.  
**BOUFFES PARISIENS** (42-96-60-24), La petite chaise en ot, 18 h. Bachelus, 20 h 30.  
**CARTOUCHE** (43-74-72-74), Quand on a peur du loup, du vent, de la tempête, 20 h 30.  
**CARTOUCHE THÉÂTRE DE LA TEMPÊTE** (43-28-36-36), Salle L. O. Un moulin à l'entrainement de la Fille de Chambrin, 20 h 30. O. La Fille de Chambrin, 20 h 30.  
**CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE** (42-78-44-45), Et vote, la gabelle L., 21 h.  
**CENTRE CULTUREL SUISSE** (42-71-44-50), O. Jeune d'Arp, 20 h 30.  
**CINO DIAMANTS** (43-80-31-31), Prince des notes démodé de tout, 20 h 45.  
**CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE** (45-89-38-69), La Ressource, O. Le Dilemme du serpent, 20 h 30.  
**COMÉDIE CAUMARTIN** (47-62-43-41), Revue de l'Élysée, 21 h.  
**COMÉDIE DE PARIS** (42-81-00-11), Voltaire Folles, 21 h.  
**COMÉDIE-FRANÇAISE** (40-15-00-15), Salle Richelieu, O. Le Véritable Cid, Genet, comédie et martyr, 20 h 30.  
**COMÉDIE-FRANÇAISE AUDITORIUM DE LA GALERIE COLBERT** (40-15-00-15), O. Le Banc, l'Art de la vie, des auteurs soviétiques, 18 h. L'Aigle blanc (Film) Semaines des auteurs soviétiques, 21 h.  
**DAUNOU** (42-61-69-14), Monsieur Mère, 21 h.  
**DEUX ANES** (46-06-10-26), Elysée, 21 h.  
**EDGAR** (43-29-85-11), Les Babouins, 20 h 15. Nouvel on fait de on nous dit de faire, 22 h.  
**EDOUARD-VI SACHA GUITRY** (47-62-57-49), Les Liaisons dangereuses, 20 h 30.  
**ESPACE KIRON** (43-73-50-25), O. Le Témoin, 20 h. Le Monologue de Molly Bloom, 22 h.  
**ESSAIAGE DE PARIS** (42-78-46-42), Salle L. O. Mais non, 18 h 30. Chat qui peut, 21 h.  
**FONTAINE** (48-74-74-00), Hors limite, 21 h.  
**GABY MONTMARTRE** (43-22-16-18), Le Feu, 20 h 45.  
**GALLERIE 55-THE ENGLISH THEATRE OF PARIS** (43-26-63-51), You're good man Charlie Brown, 20 h 30.

**SORTIE LE 13 AVRIL**

LIV ULLMANN NORMA ALEANDRO ROBERT LOGGIA

Victoire sur la vie.  
Le bonheur de l'émotion.

**GABY**

## Mardi 12 avril

### Les concerts

**Café de la Danse** (43-57-05-35). Lucie Montevan-Ton Joling, 20 h. Une caustique et un clown. Œuvres de Jansen, Mozart, De Falla, Ives. Combat acharné avec un piano, rétro.  
**Centre Culturel Suédois** (42-71-62-20). Rolin-Ponson, 20 h 30. Avec Pia Nilsson (sax. soprano), Lotte Nilsson (sax. alto), A. Carlsson (sax. ténor), Nana Norra (sax. baryton). Musique classique, populaire et jazz. (Entrée libre).  
**Crypte Sainte-Agnès** (42-96-38-32). Solistes l'Empireur de Chine. Liang, Bandolier.  
**Maïson des Cultures du Monde** (45-44-41-42). Syed Zakir Husain, Niaz Mohammad Chowdhry, Jangir, 14 avril, 20 h 30. Avec Samir Daa (sitar), Syed Sajid Hussain (sitar), Syed Mehrez Hussain (tabla). Chants et musiques du Bangladesh.  
**Maison de Radio-France** (42-30-15-16). Kurt Ollmann, Mary Diben, 22 h 30. Grand auditorium. Baryton et piano. Récital de mélodies de Debussy, Poulenc, Liszt. (Entrée libre).

Concert-lecture, 18 h 30, Grand auditorium. Avec J.-F. Heiser et J. Koenig (piano). Œuvres de Stockhausen. (Entrée libre).  
**Louis Vierne**, 20 h 30, Grand auditorium. Récital d'orgue. Œuvres de Xénakis, Messiaen, Chaynes, Vierne. (Entrée libre).  
**Sainte Chapelle** (46-61-55-41). "Ensemble d'archers français", 21 h. "Les Quatre saisons", de Vivaldi, dirigé par Jean-François Gosselin. Avec Christophe Boulier au violon, Simonas et I. G. 2. Concerto en la mineur pour deux violons. Avec Jean-François Gosselin et Bruno Gerdy. Ouverture des portes à 20 h.  
**Salle Gaveau** (45-63-20-30). Marcelle Croche, 20 h 30.  
**Nanaïa Goutan**, 20 h 30, Récital de violoncelle.  
**Harvard Trigonon**, Alexandre Tharaud, 18 h 30. Contrebasse et piano. Œuvres de Mikol, Bochner, Chopin.  
**Salle Fleyel** (45-63-68-30). Ensemble orchestral de Paris, 20 h 30. Dirigé par Roberto Benzi, avec J.-J. Kantorow (violon). Œuvres de Ravel, Paganini, Liszt.

## cinéma

### La Cinéma-thèque

**Palais de Chaillot** (47-62-42-24). L'École des journalistes (1936), de Christian-Jaque, 18 h. Cent millions ont disparu (1965, v.a.), d'Enrico Scola, 19 h. Le Cabotin (1960, v.a.), de Tony Richardson, 21 h.  
**Centre Georges Pompidou** (42-78-36-67). Récital.  
**Salle Garance**. Centre Georges Pompidou (42-78-36-67). Récital.  
**Vidéothèque de Paris** (40-26-34-30). Paris la nuit, Nuit agitée, Bande annonce de Bob le flambeur (1956) de Jean-Pierre Melville, Deux Larmes dans une poivrière (1984) de P.-F. Bertrand, Touché pas au Grinch (1954) de Jacques Becker, 14 h 30. Nuit de l'été, Réserve un jour (1970) de J.-P. Leaud, Les Matinales (1987) de J. Kryer, Les Halles, la vie ancienne (1969) de G. Chouchan, 16 h 30. Nuit noire, Paris la nuit (1956) de Jacques Becker et J. Melville, Les Serpents de la nuit (1942) de Marcel Carné, 18 h 30. Réserve un jour (1970) de J. Kryer, Les Matinales (1987) de J. Kryer, Les Halles, la vie ancienne (1969) de G. Chouchan, 16 h 30. Nuit noire, Paris la nuit (1956) de Jacques Becker et J. Melville, Les Serpents de la nuit (1942) de Marcel Carné, 18 h 30. Réserve un jour (1970) de J. Kryer, Les Matinales (1987) de J. Kryer, Les Halles, la vie ancienne (1969) de G. Chouchan, 16 h 30. Nuit noire, Paris la nuit (1956) de Jacques Becker et J. Melville, Les Serpents de la nuit (1942) de Marcel Carné, 18 h 30. Réserve un jour (1970) de J. Kryer, Les Matinales (1987) de J. Kryer, Les Halles, la vie ancienne (1969) de G. Chouchan, 16 h 30. Nuit noire, Paris la nuit (1956) de Jacques Becker et J. Melville, Les Serpents de la nuit (1942) de Marcel Carné, 18 h 30. Réserve un jour (1970) de J. Kryer, Les Matinales (1987) de J. Kryer, Les Halles, la vie ancienne (1969) de G. Chouchan, 16 h 30. Nuit noire, Paris la nuit (1956) de Jacques Becker et J. Melville, Les Serpents de la nuit (1942) de Marcel Carné, 18 h 30. Réserve un jour (1970) de J. Kryer, Les Matinales (1987) de J. Kryer, Les Halles, la vie ancienne (1969) de G. Chouchan, 16 h 30. Nuit noire, Paris la nuit (1956) de Jacques Becker et J. Melville, Les Serpents de la nuit (1942) de Marcel Carné, 18 h 30. Réserve un jour (1970) de J. Kryer, Les Matinales (1987) de J. Kryer, Les Halles, la vie ancienne (1969) de G. Chouchan, 16 h 30. Nuit noire, Paris la nuit (1956) de Jacques Becker et J. Melville, Les Serpents de la nuit (1942) de Marcel Carné, 18 h 30. Réserve un jour (1970) de J. Kryer, Les Matinales (1987) de J. Kryer, Les Halles, la vie ancienne (1969) de G. Chouchan, 16 h 30. Nuit noire, Paris la nuit (1956) de Jacques Becker et J. Melville, Les Serpents de la nuit (1942) de Marcel Carné, 18 h 30. Réserve un jour (1970) de J. Kryer, Les Matinales (1987) de J. Kryer, Les Halles, la vie ancienne (1969) de G. Chouchan, 16 h 30. Nuit noire, Paris la nuit (1956) de Jacques Becker et J. Melville, Les Serpents de la nuit (1942) de Marcel Carné, 18 h 30. Réserve un jour (1970) de J. Kryer, Les Matinales (1987) de J. Kryer, Les Halles, la vie ancienne (1969) de G. Chouchan, 16 h 30. Nuit noire, Paris la nuit (1956) de Jacques Becker et J. Melville, Les Serpents de la nuit (1942) de Marcel Carné, 18 h 30. Réserve un jour (1970) de J. Kryer, Les Matinales (1987) de J. Kryer, Les Halles, la vie ancienne (1969) de G. Chouchan, 16 h 30. Nuit noire, Paris la nuit (1956) de Jacques Becker et J. Melville, Les Serpents de la nuit (1942) de Marcel Carné, 18 h 30. Réserve un jour (1970) de J. Kryer, Les Matinales (1987) de J. Kryer, Les Halles, la vie ancienne (1969) de G. Chouchan, 16 h 30. Nuit noire, Paris la nuit (1956) de Jacques Becker et J. Melville, Les Serpents de la nuit (1942) de Marcel Carné, 18 h 30. Réserve un jour (1970) de J. Kryer, Les Matinales (1987) de J. Kryer, Les Halles, la vie ancienne (1969) de G. Chouchan, 16 h 30. Nuit noire, Paris la nuit (1956) de Jacques Becker et J. Melville, Les Serpents de la nuit (1942) de Marcel Carné, 18 h 30. Réserve un jour (1970) de J. Kryer, Les Matinales (1987) de J. Kryer, Les Halles, la vie ancienne (1969) de G. Chouchan, 16 h 30. Nuit noire, Paris la nuit (1956) de Jacques Becker et J. Melville, Les Serpents de la nuit (1942) de Marcel Carné, 18 h 30. Réserve un jour (1970) de J. Kryer, Les Matinales (1987) de J. Kryer, Les Halles, la vie ancienne (1969) de G. Chouchan, 16 h 30. Nuit noire, Paris la nuit (1956) de Jacques Becker et J. Melville, Les Serpents de la nuit (1942) de Marcel Carné, 18 h 30. Réserve un jour (1970) de J. Kryer, Les Matinales (1987) de J. Kryer, Les Halles, la vie ancienne (1969) de G. Chouchan, 16 h 30. Nuit noire, Paris la nuit (1956) de Jacques Becker et J. Melville, Les Serpents de la nuit (1942) de Marcel Carné, 18 h 30. Réserve un jour (1970) de J. Kryer, Les Matinales (1987) de J. Kryer, Les Halles, la vie ancienne (1969) de G. Chouchan, 16 h 30. Nuit noire, Paris la nuit (1956) de Jacques Becker et J. Melville, Les Serpents de la nuit (1942) de Marcel Carné, 18 h 30. Réserve un jour (1970) de J. Kryer, Les Matinales (1987) de J. Kryer, Les Halles, la vie ancienne (1969) de G. Chouchan, 16 h 30. Nuit noire, Paris la nuit (1956) de Jacques Becker et J. Melville, Les Serpents de la nuit (1942) de Marcel Carné, 18 h 30. Réserve un jour (1970) de J. Kryer, Les Matinales (1987) de J. Kryer, Les Halles, la vie ancienne (1969) de G. Chouchan, 16 h 30. Nuit noire, Paris la nuit (1956) de Jacques Becker et J. Melville, Les Serpents de la nuit (1942) de Marcel Carné, 18 h 30. Réserve un jour (1970) de J. Kryer, Les Matinales (1987) de J. Kryer, Les Halles, la vie ancienne (1969) de G. Chouchan, 16 h 30. Nuit noire, Paris la nuit (1956) de Jacques Becker et J. Melville, Les Serpents de la nuit (1942) de Marcel Carné, 18 h 30. Réserve un jour (1970) de J. Kryer, Les Matinales (1987) de J. Kryer, Les Halles, la vie ancienne (1969) de G. Chouchan, 16 h 30. Nuit noire, Paris la nuit (1956) de Jacques Becker et J. Melville, Les Serpents de la nuit (1942) de Marcel Carné, 18 h 30. Réserve un jour (1970) de J. Kryer, Les Matinales (1987) de J. Kryer, Les Halles, la vie ancienne (1969) de G. Chouchan, 16 h 30. Nuit noire, Paris la nuit (1956) de Jacques Becker et J. Melville, Les Serpents de la nuit (1942) de Marcel Carné, 18 h 30. Réserve un jour (1970) de J. Kryer, Les Matinales (1987) de J. Kryer, Les Halles, la vie ancienne (1969) de G. Chouchan, 16 h 30. Nuit noire, Paris la nuit (1956) de Jacques Becker et J. Melville, Les Serpents de la nuit (1942) de Marcel Carné, 18 h 30. Réserve un jour (1970) de J. Kryer, Les Matinales (1987) de J. Kryer, Les Halles, la vie ancienne (1969) de G. Chouchan, 16 h 30. Nuit noire, Paris la nuit (1956) de Jacques Becker et J. Melville, Les Serpents de la nuit (1942) de Marcel Carné, 18 h 30. Réserve un jour (1970) de J. Kryer, Les Matinales (1987) de J. Kryer, Les Halles, la vie ancienne (1969) de G. Chouchan, 16 h 30. Nuit noire, Paris la nuit (1956) de Jacques Becker et J. Melville, Les Serpents de la nuit (1942) de Marcel Carné, 18 h 30. Réserve un jour (1970) de J. Kryer, Les Matinales (1987) de J. Kryer, Les Halles, la vie ancienne (1969) de G. Chouchan, 16 h 30. Nuit noire, Paris la nuit (1956) de Jacques Becker et J. Melville, Les Serpents de la nuit (1942) de Marcel Carné, 18 h 30. Réserve un jour (1970) de J. Kryer, Les Matinales (1987) de J. Kryer, Les Halles, la vie ancienne (1969) de G. Chouchan, 16 h 30. Nuit noire, Paris la nuit (1956) de Jacques Becker et J. Melville, Les Serpents de la nuit (1942) de Marcel Carné, 18 h 30. Réserve un jour (1970) de J. Kryer, Les Matinales (1987) de J. Kryer, Les Halles, la vie ancienne (1969) de G. Chouchan, 16 h 30. Nuit noire, Paris la nuit (1956) de Jacques Becker et J. Melville, Les Serpents de la nuit (1942) de Marcel Carné, 18 h 30. Réserve un jour (1970) de J. Kryer, Les Matinales (1987) de J. Kryer, Les Halles, la vie ancienne (1969) de G. Chouchan, 16 h 30. Nuit noire, Paris la nuit (1956) de Jacques Becker et J. Melville, Les Serpents de la nuit (1942) de Marcel Carné, 18 h 30. Réserve un jour (1970) de J. Kryer, Les Matinales (1987) de J. Kryer, Les Halles, la vie ancienne (1969) de G. Chouchan, 16 h 30. Nuit noire, Paris la nuit (1956) de Jacques Becker et J. Melville, Les Serpents de la nuit (1942) de Marcel Carné, 18 h 30. Réserve un jour (1970) de J. Kryer, Les Matinales (1987) de J. Kryer, Les Halles, la vie ancienne (1969) de G. Chouchan, 16 h 30. Nuit noire, Paris la nuit (1956) de Jacques Becker et J. Melville, Les Serpents de la nuit (1942) de Marcel Carné, 18 h 30. Réserve un jour (1970) de J. Kryer, Les Matinales (1987) de J. Kryer, Les Halles, la vie ancienne (1969) de G. Chouchan, 16 h 30. Nuit noire, Paris la nuit (1956) de Jacques Becker et J. Melville, Les Serpents de la nuit (1942) de Marcel Carné, 18 h 30. Réserve un jour (1970) de J. Kryer, Les Matinales (1987) de J. Kryer, Les Halles, la vie ancienne (1969) de G. Chouchan, 16 h 30. Nuit noire, Paris la nuit (1956) de Jacques Becker et J. Melville, Les Serpents de la nuit (1942) de Marcel Carné, 18 h 30. Réserve un jour (1970) de J. Kryer, Les Matinales (1987) de J. Kryer, Les Halles, la vie ancienne (1969) de G. Chouchan, 16 h 30. Nuit noire, Paris la nuit (1956) de Jacques Becker et J. Melville, Les Serpents de la nuit (1942) de Marcel Carné, 18 h 30. Réserve un jour (1970) de J. Kryer, Les Matinales (1987) de J. Kryer, Les Halles, la vie ancienne (1969) de G. Chouchan, 16 h 30. Nuit noire, Paris la nuit (1956) de Jacques Becker et J. Melville, Les Serpents de la nuit (1942) de Marcel Carné, 18 h 30. Réserve un jour (1970) de J. Kryer, Les Matinales (1987) de J. Kryer, Les Halles, la vie ancienne (1969) de G. Chouchan, 16 h 30. Nuit noire, Paris la nuit (1956) de Jacques Becker et J. Melville, Les Serpents de la nuit (1942) de Marcel Carné, 18 h 30. Réserve un jour (1970) de J. Kryer, Les Matinales (1987) de J. Kryer, Les Halles, la vie ancienne (1969) de G. Chouchan, 16 h 30. Nuit noire, Paris la nuit (1956) de Jacques Becker et J. Melville, Les Serpents de la nuit (1942) de Marcel Carné, 18 h 30. Réserve un jour (1970) de J. Kryer, Les Matinales (1987) de J. Kryer, Les Halles, la vie ancienne (1969) de G. Chouchan, 16 h 30. Nuit noire, Paris la nuit (1956) de Jacques Becker et J. Melville, Les Serpents de la nuit (1942) de Marcel Carné, 18 h 30. Réserve un jour (1970) de J. Kryer, Les Matinales (1987) de J. Kryer, Les Halles, la vie ancienne (1969) de G. Chouchan, 16 h 30. Nuit noire, Paris la nuit (1956) de Jacques Becker et J. Melville, Les Serpents de la nuit (1942) de Marcel Carné, 18 h 30. Réserve un jour (1970) de J. Kryer, Les Matinales (1987) de J. Kryer, Les Halles, la vie ancienne (1969) de G. Chouchan, 16 h 30. Nuit noire, Paris la nuit (1956) de Jacques Becker et J. Melville, Les Serpents de la nuit (1942) de Marcel Carné, 18 h 30. Réserve un jour (1970) de J. Kryer, Les Matinales (1987) de J. Kryer, Les Halles, la vie ancienne (1969) de G. Chouchan, 16 h 30. Nuit noire, Paris la nuit (1956) de Jacques Becker et J. Melville, Les Serpents de la nuit (1942) de Marcel Carné, 18 h 30. Réserve un jour (1970) de J. Kryer, Les Matinales (1987) de J. Kryer, Les Halles, la vie ancienne (1969) de G. Chouchan, 16 h 30. Nuit noire, Paris la nuit (1956) de Jacques Becker et J. Melville, Les Serpents de la nuit (1942) de Marcel Carné, 18 h 30. Réserve un jour (1970) de J. Kryer, Les Matinales (1987) de J. Kryer, Les Halles, la vie ancienne (1969) de G. Chouchan, 16 h 30. Nuit noire, Paris la nuit (1956) de Jacques Becker et J. Melville, Les Serpents de la nuit (1942) de Marcel Carné, 18 h 30. Réserve un jour (1970) de J. Kryer, Les Matinales (1987) de J. Kryer, Les Halles, la vie ancienne (1969) de G. Chouchan, 16 h 30. Nuit noire, Paris la nuit (1956) de Jacques Becker et J. Melville, Les Serpents de la nuit (1942) de Marcel Carné, 18 h 30. Réserve un jour (1970) de J. Kryer, Les Matinales (1987) de J. Kryer, Les Halles, la vie ancienne (1969) de G. Chouchan, 16 h 30. Nuit noire, Paris la nuit (1956) de Jacques Becker et J. Melville, Les Serpents de la nuit (1942) de Marcel Carné, 18 h 30. Réserve un jour (1970) de J. Kryer, Les Matinales (1987) de J. Kryer, Les Halles, la vie ancienne (1969) de G. Chouchan, 16 h 30. Nuit noire, Paris la nuit (1956) de Jacques Becker et J. Melville, Les Serpents de la nuit (1942) de Marcel Carné, 18 h 30. Réserve un jour (1970) de J. Kryer, Les Matinales (1987) de J. Kryer, Les Halles, la vie ancienne (1969) de G. Chouchan, 16 h 30. Nuit noire, Paris la nuit (1956) de Jacques Becker et J. Melville, Les Serpents de la nuit (1942) de Marcel Carné, 18 h 30. Réserve un jour (1970) de J. Kryer, Les Matinales (1987) de J. Kryer, Les Halles, la vie ancienne (1969) de G. Chouchan, 16 h 30. Nuit noire, Paris la nuit (1956) de Jacques Becker et J. Melville, Les Serpents de la nuit (1942) de Marcel Carné, 18 h 30. Réserve un jour (1970) de J. Kryer, Les Matinales (1987) de J. Kryer, Les Halles, la vie ancienne (1969) de G. Chouchan, 16 h 30. Nuit noire, Paris la nuit (1956) de Jacques Becker et J. Melville, Les Serpents de la nuit (1942) de Marcel Carné, 18 h 30. Réserve un jour (1970) de J. Kryer, Les Matinales (1987) de J. Kryer, Les Halles, la vie ancienne (1969) de G. Chouchan, 16 h 30. Nuit noire, Paris la nuit (1956) de Jacques Becker et J. Melville, Les Serpents de la nuit (1942) de Marcel Carné, 18 h 30. Réserve un jour (1970) de J. Kryer, Les Matinales (1987) de J. Kryer, Les Halles, la vie ancienne (1969) de G. Chouchan, 16 h 30. Nuit noire, Paris la nuit (1956) de Jacques Becker et J. Melville, Les Serpents de la nuit (1942) de Marcel Carné, 18 h 30. Réserve un jour (1970) de J. Kryer, Les Matinales (1987) de J. Kryer, Les Halles, la vie ancienne (1969) de G. Chouchan, 16 h 30. Nuit noire, Paris la nuit (1956) de Jacques Becker et J. Melville, Les Serpents de la nuit (1942) de Marcel Carné, 18 h 30. Réserve un jour (1970) de J. Kryer, Les Matinales (1987) de J. Kryer, Les Halles, la vie ancienne (1969) de G. Chouchan, 16 h 30. Nuit noire, Paris la nuit (1956) de Jacques Becker et J. Melville, Les Serpents de la nuit (1942) de Marcel Carné, 18 h 30. Réserve un jour (1970) de J. Kryer, Les Matinales (1987) de J. Kryer, Les Halles, la vie ancienne (1969) de G. Chouchan, 16 h 30. Nuit noire, Paris la nuit (1956) de Jacques Becker et J. Melville, Les Serpents de la nuit (1942) de Marcel Carné, 18 h 30. Réserve un jour (1970) de J. Kryer, Les Matinales (1987) de J. Kryer, Les Halles, la vie ancienne (1969) de G. Chouchan, 16 h 30. Nuit noire, Paris la nuit (1956) de Jacques Becker et J. Melville, Les Serpents de la nuit (1942) de Marcel Carné, 18 h 30. Réserve un jour (1970) de J. Kryer, Les Matinales (1987) de J. Kryer, Les Halles, la vie ancienne (1969) de G. Chouchan, 16 h 30. Nuit noire, Paris la nuit (1956) de Jacques Becker et J. Melville, Les Serpents de la nuit (1942) de Marcel Carné, 18 h 30. Réserve un jour (1970) de J. Kryer, Les Matinales (1987) de J. Kryer, Les Halles, la vie ancienne (1969) de G. Chouchan, 16 h 30. Nuit noire, Paris la nuit (1956) de Jacques Becker et J. Melville, Les Serpents de la nuit (1942) de Marcel Carné, 18 h 30. Réserve un jour (1970) de J. Kryer, Les Matinales (1987) de J. Kryer, Les Halles, la vie ancienne (1969) de G. Chouchan, 16 h 30. Nuit noire, Paris la nuit (1956) de Jacques Becker et J. Melville, Les Serpents de la nuit (1942) de Marcel Carné, 18 h 30. Réserve un jour (1970) de J. Kryer, Les Matinales (1987) de J. Kryer, Les Halles, la vie ancienne (1969) de G. Chouchan, 16 h 30. Nuit noire, Paris la nuit (1956) de Jacques Becker et J. Melville, Les Serpents de la nuit (1942) de Marcel Carné, 18 h 30. Réserve un jour (1970) de J. Kryer, Les Matinales (1987) de J. Kryer, Les Halles, la vie ancienne (1969) de G. Chouchan, 16 h 30. Nuit noire, Paris la nuit (1956) de Jacques Becker et J. Melville, Les Serpents de la nuit (1942) de Marcel Carné, 18 h 30. Réserve un jour (1970) de J. Kryer, Les Matinales (1987) de J. Kryer, Les Halles, la vie ancienne (1969) de G. Chouchan, 16 h 30. Nuit noire, Paris la nuit (1956) de Jacques Becker et J. Melville, Les Serpents de la nuit (1942) de Marcel Carné, 18 h 30. Réserve un jour (1970) de J. Kryer, Les Matinales (1987) de J. Kryer, Les Halles, la vie ancienne (1969) de G. Chouchan, 16 h 30. Nuit noire, Paris la nuit (1956) de Jacques Becker et J. Melville, Les Serpents de la nuit (1942) de Marcel Carné, 18 h 30. Réserve un jour (1970) de J. Kryer, Les Matinales (1987) de J. Kryer, Les Halles, la vie ancienne (1969) de G. Chouchan, 16 h 30. Nuit noire, Paris la nuit (1956) de Jacques Becker et J. Melville, Les Serpents de la nuit (1942) de Marcel Carné, 18 h 30. Réserve un jour (1970) de J. Kryer, Les Matinales (1987) de J. Kryer, Les Halles, la vie ancienne (1969) de G. Chouchan, 16 h 30. Nuit noire, Paris la nuit (1956) de Jacques Becker et J. Melville, Les Serpents de la nuit (1942) de Marcel Carné, 18 h 30. Réserve un jour (1970) de J. Kryer, Les Matinales (1987) de J. Kryer, Les Halles, la vie ancienne (1969) de G. Chouchan, 16 h 30. Nuit noire, Paris la nuit (1956) de Jacques Becker et J. Melville, Les Serpents de la nuit (1942) de Marcel Carné, 18 h 30. Réserve un jour (1970) de J. Kryer, Les Matinales (1987) de J. Kryer, Les Halles, la vie ancienne (1969) de G. Chouchan, 16 h 30. Nuit noire, Paris la nuit (1956) de Jacques Becker et J. Melville, Les Serpents de la nuit (1942) de Marcel Carné, 18 h 30. Réserve un jour (1970) de J. Kryer, Les Matinales (1987) de J. Kryer, Les Halles, la vie ancienne (1969) de G. Chouchan, 16 h 30. Nuit noire, Paris la nuit (1956) de Jacques Becker et J. Melville, Les Serpents de la nuit (1942) de Marcel Carné, 18 h 30. Réserve un jour (1970) de J. Kryer, Les Matinales (1987) de J. Kryer, Les Halles, la vie ancienne (1969) de G. Chouchan, 16 h 30. Nuit noire, Paris la nuit (1956) de Jacques Becker et J. Melville, Les Serpents de la nuit (1942) de Marcel Carné, 18 h 30. Réserve un jour (1970) de J. Kryer, Les Matinales (1987) de J. Kryer, Les Halles, la vie ancienne (1969) de G. Chouchan, 16 h 30. Nuit noire, Paris la nuit (1956) de Jacques Becker et J. Melville, Les Serpents de la nuit (1942) de Marcel Carné, 18 h 30. Réserve un jour (1970) de J. Kryer, Les Matinales (1987) de J. Kryer, Les Halles, la vie ancienne (1969) de G. Chouchan, 16 h 30. Nuit noire, Paris la nuit (1956) de Jacques Becker et J. Melville, Les Serpents de la nuit (1942) de Marcel Carné, 18 h 30. Réserve un jour (1970) de J. Kryer, Les Matinales (1987) de J. Kryer, Les Halles, la vie ancienne (1969) de G. Chouchan, 16 h 30. Nuit noire, Paris la nuit (1956) de Jacques Becker et J. Melville, Les Serpents de la nuit (1942) de Marcel Carné, 18 h 30. Réserve un jour (1970) de J. Kryer, Les Matinales (1987) de J. Kryer, Les Halles, la vie ancienne (1969) de G. Chouchan, 16 h 30. Nuit noire, Paris la nuit (1956) de Jacques Becker et J. Melville, Les Serpents de la nuit (1942) de Marcel Carné, 18 h 30. Réserve un jour (1970) de J. Kryer, Les Matinales (1987) de J. Kryer, Les Halles, la vie ancienne (1969) de G. Chouchan, 16 h 30. Nuit noire, Paris la nuit (1956) de Jacques Becker et J. Melville, Les Serpents de la nuit (1942) de Marcel Carné, 18 h 30. Réserve un jour (1970) de J. Kryer, Les Matinales (1987) de J. Kryer, Les Halles, la vie ancienne (1969) de G. Chouchan, 16 h 30. Nuit noire, Paris la nuit (1956) de Jacques Becker et J. Melville, Les Serpents de la nuit (1942) de Marcel Carné, 18 h 30. Réserve un jour (1970) de J. Kryer, Les Matinales (1987) de J. Kryer, Les Halles, la vie ancienne (1969) de G. Chouchan, 16 h 30. Nuit noire, Paris la nuit (1956) de Jacques Becker et J. Melville, Les Serpents de la nuit (1942) de Marcel Carné, 18 h 30. Réserve un jour (1970) de J. Kryer, Les Matinales (1987) de J. Kryer, Les Halles, la vie ancienne (1969) de G. Chouchan, 16 h 30. Nuit noire, Paris la nuit (1956) de Jacques Becker et J. Melville, Les Serpents de la nuit (1942) de Marcel Carné, 18 h 30. Réserve un jour (1970) de J. Kryer, Les Matinales (1987) de J. Kryer, Les Halles, la vie ancienne (1969) de G. Chouchan, 16 h 30. Nuit noire, Paris la nuit (1956) de Jacques Becker et J. Melville, Les Serpents de la nuit (1942) de Marcel Carné, 18 h 30. Réserve un jour (1970) de J. Kryer, Les Matinales (1987) de J. Kryer, Les Halles, la vie ancienne (1969) de G. Chouchan, 16 h 30. Nuit noire, Paris la nuit (1956) de Jacques Becker et J. Melville, Les Serpents de la nuit (1942) de Marcel Carné, 18 h 30. Réserve un jour (1970) de J. Kryer, Les Matinales (1987) de J. Kryer, Les Halles, la vie ancienne (1969) de G. Chouchan, 16 h 30. Nuit noire, Paris la nuit (1956) de Jacques Becker et J. Melville, Les Serpents de la nuit (1942) de Marcel Carné, 18 h 30. Réserve un jour (1970) de J. Kryer, Les Matinales (1987) de J. Kryer, Les Halles, la vie ancienne (1969) de G. Chouchan, 16 h 30. Nuit noire, Paris la nuit (1956) de Jacques Becker et J. Melville, Les Serpents de la nuit (1942) de Marcel Carné, 18 h 30. Réserve un jour (1970) de J. Kryer, Les Matinales (1987) de J. Kryer, Les Halles, la vie ancienne (1969) de G. Chouchan, 16 h 30. Nuit noire, Paris la nuit (1956) de Jacques Becker et J. Melville, Les Serpents de la nuit (1942) de Marcel Carné, 18 h 30. Réserve un jour (1970) de J. Kryer, Les Matinales (1987) de J. Kryer, Les Halles, la vie ancienne (1969) de G. Chouchan, 16 h 30. Nuit noire, Paris la nuit (1956) de Jacques Becker et J. Melville, Les Serpents de la nuit (1942) de Marcel Carné, 18 h







سكزا من الاصل

# Le Carnet du Monde

## Naissances

— Michèle LERIDON, Thomas SOTINEL et Timothée, sont heureux d'annoncer la naissance de Joseph, à Paris, le 7 avril 1988.

35, rue Trevet, 93300 Aubervilliers.

— Dami et Monica PANEFF, Maria-Theresa LANCELLOTTI, Paolo, Flavia et Benedetta LANCELLOTTI, Cecilia LANCELLOTTI, Ivan PANEFF, ont la joie de faire part de la naissance de

Constantin PANEFF LANCELLOTTI, le 31 mars 1988.

11 bis, rue Lord-Seymour, 75008 Paris.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

**STERN GRAVEUR**  
depuis 1840

Papiers à lettres  
Imprimés de haute  
qualité

le prestige de la gravure

47, Passage des Panoramas,  
75002 PARIS

Tél. : 42.36.94.45 - 45.06.45

## Décès

— M<sup>re</sup> Bruno BENEDETTI, dit Coriato,

survécu le 6 avril 1988, à l'âge de soixante-quatre ans, à Paris (Italie).

Les obsèques religieuses auront lieu le jeudi 14 avril, à 14 h 15, en l'église Saint-Pierre-Saint-Paul, place de l'Eglise, à La Celle-Saint-Cloud, où l'on se réunira, suivies de l'inhumation au cimetière nouveau de La Celle-Saint-Cloud.

Cet avis tient lieu de faire-part.

7, avenue Auguste-Dutour, 78170 La Celle-Saint-Cloud.

— Lyon.

M<sup>re</sup> André Desbordes, Les familles Cocheret, Devillard et alliées, ont la très grande douleur de faire part du décès de

M. André DESBORDS, décoré de l'Ordre des Palmes académiques, président-directeur général des établissements A. Desbordes SA,

survécu à Lyon, le 10 avril 1988, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée, le jeudi 14 avril, à 14 h 15, en l'église Saint-Joseph des Brotteaux, à Lyon, suivie de l'inhumation le même jour au cimetière de Neuville-sur-Ain, vers 16 h 15.

A l'issue de la cérémonie, la famille ne recevra pas de condoléances, des registres seront mis à disposition.

— M<sup>re</sup> Jacques Faure, son épouse, M. et M<sup>re</sup> Hubert Djan-Fon, M. et M<sup>re</sup> Michel Lescuyer de Savi-gues, Ses enfants, Ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, Ses anciens compagnons d'armes, chasseurs alpins et chasseurs parachu-tistes, ont la grande tristesse d'annoncer la mort de

général de division Jacques FAURE, commandeur de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945,

rappelé à Dien, le 9 avril 1988, dans sa quatre-vingt-cinquième année, muni des sacrements de l'Eglise,

et rappelant le souvenir du

Neutement Bernard FAURE,

mort pour la France en grande Kabylie, à l'âge de vingt-quatre ans,

et de

Mari-Christine et Vincent, ses enfants.

Les obsèques seront célébrées le jeudi 14 avril 1988, à 10 h 30, en l'église Saint-Louis-des-Invalides.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Talence (Gironde), précédée d'une messe à Notre-Dame de Talence, le samedi 16 avril, à 8 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

51, rue Erlanger, 75016 Paris.

(Lire page 44.)

— M<sup>re</sup> Jacques Gaillot, évêque d'Evreux, M. l'abbé Jean-François Berjonneau, vicaire général, MM. les membres du chapitre cathédral et les prêtres du secteur d'Evreux, M<sup>re</sup> Fernand Louvet, sa sœur, M. et M<sup>re</sup> Pierre Louvet et leurs enfants, M. Bernard Louvet, M<sup>re</sup> Marie-Cécile Louvet, ses neveux et nièces, Toute la famille et ses nombreux amis,

M<sup>re</sup> Alice Morel, sa dévouée gouvernante, Ses anciens paroissiens, Les membres de l'Association des anciens combattants et prisonniers de guerre, font part du décès de

M. le chanoine Jean FEUTRY, doyen du chapitre cathédral d'Evreux,

survécu le 9 avril 1988, dans sa quatre-vingt-huitième année et la soixante et unième année de son sacerdoce.

La cérémonie religieuse sera célébrée, le mercredi 13 avril 1988, à 9 h 30, en la cathédrale d'Evreux, suivie d'une absoute, en l'église Saint-Germain de Louviers, à 11 h 15.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Louviers.

Ni fleurs ni couronnes.

Secrétariat de l'évêché, 4 bis, boulevard Jules-Jaïn, 27000 Evreux.

102, rue Saint-Germain, 27400 Louviers.

CARNET DU MONDE

Tout le monde... 79 F  
Abonnés... 69 F  
Communications diverses... 82 F  
Renseignements : 42-47-95-03

— M. et M<sup>re</sup> David MOATI et leurs enfants, M. Daniel MOATI et ses enfants, M. et M<sup>re</sup> Maurice Berdah et leurs enfants, M. et M<sup>re</sup> Jacques Levy et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de leur mère, grand-mère et arrière-grand-mère,

M<sup>re</sup> Fortunée MOATI, née Zilman,

survécue le 11 avril 1988, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

Les obsèques auront lieu le mercredi 13 avril 1988, à 11 heures, au cimetière de Bagneux.

La famille ne reçoit pas.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. Félix RIVIERE, ingénieur civil des mines, ingénieur principal honoraire de la SNCF,

survécue le samedi 2 avril 1988, dans sa soixante-dix-huitième année.

Les obsèques religieuses ont eu lieu dans l'intimité familiale, à Tours, suivies de l'inhumation dans le caveau de famille à Castelnaud-Magnoac (Hautes-Pyrénées).

19, rue Chambert, 37000 Tours.

— M<sup>re</sup> Jean VIGIER, La famille Allouin, font part du décès de

M. Jean VIGIER,

survécue à Bordeaux, le 4 avril 1988.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

Anniversaires

— Vassilios Abidjan.

Il y a vingt ans disparaissait :

Anne-Marie FICHTEBERG.

Que ceux qui l'ont aimée se souviennent.

— En ce quarantième anniversaire de la mort de

Jacques VIVOLI, ingénieur ESE,

une pensée est dédiée à son intention.

Avis de messes

— Une messe sera célébrée le mardi 19 avril 1988, à 11 heures, en l'église Saint-Pierre de Chailly, 33, avenue Marceau, 75116 Paris, à la mémoire de

M. Michel POLAKOVITS, dit Paul Michéas, combattant de la Liberté hongroise, chevalier des arts et lettres, grand reporter, écrivain, ancien chef du bureau de Paris-Match à New-York.

Communications diverses

— Cécile Bernard Lemaire, quarantième anniversaire, Edouard Ben Ychouda, plus de l'histoire moderne et professe de l'histoire contemporaine ; à propos de la publication de son autobiographie, éditions du Seuil, « Le Rêve traversé ». Avec Gérard Haddad, psychanalyste et médecin, et Michel Maroun, linguiste, professeur à Paris-III, jeudi 14 avril, à 20 h 30, 10, rue Saint-Claude, 75003 Paris.

**OFFICIERS MINISTÉRIELS**  
VENTES  
PAR ADJUDICATION  
Rubrique OSP  
64, rue La Boétie, 48-63-12-68

Vente sur saisie immobilière au Tribunal de Grande Instance de PARIS le jeudi 21 avril 1988 à 14 h 30

En Un LOT,  
**UN APPARTEMENT**  
au 2<sup>e</sup> étage avec une Cave et un Parking dans une Immeuble

**à PARIS 11<sup>e</sup>**  
5 à 9, rue du Mont-Louis-Joly  
Mise à Prix : 70.000 F

S'adresser à : 1) M<sup>re</sup> Jean-Charles BOUTOUZ, avocat, 61, rue de Valenciennes, Paris-9, Tél. : 46-34-11-42  
2) M<sup>re</sup> Patrick MEYER, avocat, 61, rue de Valenciennes, Paris-9, Tél. : 46-34-11-42  
3) Au Greffe des Créances du Tribunal de Grande Instance de Paris où une copie de l'acte de vente est déposée.

VENTE sur saisie immobilière, au Palais de Justice de PARIS le JEUDI 28 AVRIL 1988 à 14 h 30

**APPARTEMENT de 4 p. princ., 116,90 m<sup>2</sup>, à PARIS-9<sup>e</sup>**  
22, RUE DROUOT - Angle 13, RUE DE PROVENCE  
au 3<sup>e</sup> étage - UNE CAVES - UNE CHAMBRE au 5<sup>e</sup> étage  
M. à px 1435500 F  
Tous avocats près tribunal grande instance de PARIS. Sur les lieux pour visiter.

VENTE sur saisie immobilière, au Palais de Justice à BOIGNY le MARDI 26 AVRIL 1988 à 13 h 30 - EN UN LOT

**Un APPARTEMENT de type 3 G au RAINCY (93)**  
32, allée Thielement

au rez-de-chaussée, bâtiment unique, escal. A1 et 1068/10000<sup>e</sup> des part. comm. CAVES au rez-de-jardin, bâtiment unique, escal. A1 et 13/10000<sup>e</sup> des part. comm. BOX au sous-sol, bte. unique et 123/10000<sup>e</sup> des part. comm.

(Lots 18, 154 et 261)  
Mise à prix : 100 000 F S'adr. M<sup>re</sup> Gérard MIGEON, 1 NEUILLY-SUR-MARNE (93), Tél. 43-08-72-20

M<sup>re</sup> Jack BEAUJOUR, avocat poursuivant, 30, rue Daguerre à PARIS (14<sup>e</sup>), Tél. 43-22-74-05. - Au greffe des créances du Tribunal de grande instance de BOIGNY où le cahier des charges est déposé. A tous les avocats pr. Tribunal de grande instance de BOIGNY. Sur les lieux pour visiter sv. permis, préalable.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de BOIGNY, le MARDI 26 AVRIL 1988 à 13 h 30

**PROPRIÉTÉ sur terrain de 1 032 m<sup>2</sup>**  
comportant un BATIMENT et une suite de 3 HANGARS

**NOISY-le-SEC (93)**  
8 et 10, avenue Hache et 3, Sentio de la Nordille  
MISE à PRIX : 380 000 F

S'adresser à M<sup>re</sup> Bernard ETIENNE, avocat au barreau de Seine-Saint-Denis, membre de la SCPA ETIENNE, WARET-ETIENNE, 11, rue du Général-Leclerc à 93110 ROSNY-SOUS-BOIS - Tél. : 48-54-90-87

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de BOIGNY, le MARDI 26 AVRIL 1988 à 13 h 30

**APPARTEMENT DE 5 P.P.**  
au rez-de-chaussée - CAVES - PARKING à COUBRON (95)

150, rue Jean-Jaïn  
Mise à Prix : 95.000 F

S'adr. M<sup>re</sup> Maurice AYOUD, avocat, 124 bd. Malesherbes 75017 Paris - Tél. : 46-42-47-02

M<sup>re</sup> Jeanne PIERRE-ETIENNE, avocat au barreau de Seine-Saint-Denis, membre de la SCPA ETIENNE, WARET-ETIENNE, 11, rue du Général-Leclerc à 93110 ROSNY-SOUS-BOIS - Tél. : 48-54-90-87

Vente sur saisie immobilière, au Palais de Justice de PARIS le JEUDI 28 AVRIL 1988 à 14 h 30

**APPARTEMENT**  
4 pièces P et caves  
8, rue de Jarente

Paris 4<sup>e</sup>  
entrée, salle de séjour, 3 chambres, 3 salles de bains avec w.-c., toilette avec w.-c., cuisine, 2 penderies.

M. à P. : 350 000 F  
P. renseignements : S.C.P. d'avocats BLIAH-STREBE, 18, rue Dufour, 75001 Paris. Tél. : 42-60-38-13.

Vente le 22 avril de 11 h 30 à 12 h 30.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice à PARIS le JEUDI 28 AVRIL, à 14 h 30

**Magasin - 49, av. de Villiers, Paris-17<sup>e</sup>**  
et 60, rue Cardinet - Compr. BOUTIQUE et ARR-BOUTIQUE  
MISE A PRIX : 750 000 F

S'adresser à M<sup>re</sup> Bernard MALINVAUD, avocat à Paris-16<sup>e</sup>, 1 bis, place de l'Alma. Tél. : 47-23-73-70. Tous avocats près Tribunal de Paris.

Vente au Palais de Justice de BOIGNY, le MARDI 26 AVRIL 1988 à 13 h 30

**PAVILLON à AULNAY-sous-BOIS (93)**  
41, rue des Arts  
divisé sur sous-sol divisé en :  
rez-de-chaussée : 2 pièces, cuisine, 1<sup>e</sup> étage : 2 pièces, salle d'eau, GARAGE - sur un terrain de 488 m<sup>2</sup>  
MISE A PRIX : 350 000 F

S'adresser à M<sup>re</sup> Bernard ETIENNE, avocat au barreau de Seine-Saint-Denis, membre de la SCPA ETIENNE, WARET-ETIENNE, 11, rue du Général-Leclerc à 93110 ROSNY-SOUS-BOIS - Tél. : 48-54-90-87

Vente au Palais de Justice de BOIGNY, le MARDI 26 AVRIL 1988 à 13 h 30

**PAVILLON à AULNAY-SOUS-BOIS (93)**  
10 bis, rue de la Prairie  
divisé sur sous-sol divisé en garage et cave, rez-de-chaussée comp. salle à manger double, cuisine, cabinet de toilette, vestibule, 3 chambres

1<sup>e</sup> étage avec salle de bains, sur un terrain de 271 m<sup>2</sup>  
MISE A PRIX : 150 000 F

S'adresser à M<sup>re</sup> Bernard ETIENNE, avocat au barreau de Seine-Saint-Denis, membre de la SCPA ETIENNE, WARET-ETIENNE, 11, rue du Général-Leclerc à 93110 ROSNY-SOUS-BOIS - Tél. : 48-54-90-87

Vente au Palais de Justice de BOIGNY, le MARDI 26 AVRIL 1988 à 13 h 30

**APPARTEMENT à CLICHY-sous-BOIS (93)**  
Boulevard Emile-Zola, allée Henri-Barbusse et avenue Jean-Moulin, au 1<sup>e</sup> étage du bâtiment 23, escalier unique, comprenant : entrée, dégarde, séjour, cuisine, salle de bains, WC, trois chambres, rangement, loggia et balcon, CAVES, PARKING EN SOUS-SOL

MISE A PRIX : 180 000 F

S'adresser à M<sup>re</sup> Bernard ETIENNE, avocat au barreau de Seine-Saint-Denis, membre de la SCPA ETIENNE, WARET-ETIENNE, 11, rue du Général-Leclerc à 93110 ROSNY-SOUS-BOIS - Tél. : 48-54-90-87

Vente au Palais de Justice à BOIGNY, le MARDI 26 AVRIL 1988, à 13 h 30 - EN UN LOT

**APPARTEMENT de 4 p. princ. à VILLEPINTE (93)**  
4, 6, 8, 10, 12, avenue Pablo-Picasso. Dans immeuble dénommé « La Clos Montolieu », de type 4 E, au 6<sup>e</sup> étage, face gauche, bte. E 4, escalier unique (lot 40) et les 725/10000<sup>e</sup> des part. comm. gérés.

Mise à prix : 150 000 F S'adr. M<sup>re</sup> Gérard MIGEON, avocat, 1 NEUILLY-SUR-MARNE (93), Tél. 43-08-72-20

M<sup>re</sup> Jack BEAUJOUR, avocat poursuivant, 30, rue Daguerre à PARIS (14<sup>e</sup>), Tél. 43-22-74-05. - Au greffe des créances du Tribunal de grande instance de BOIGNY où le cahier des charges est déposé. A tous les avocats pr. Tribunal de grande instance de BOIGNY. Sur les lieux pour visiter sv. permis, préalable.

SERVICE DES DOMAINES  
Adjudication le vendredi 28 avril 1988, à 15 heures, à Paris-9  
Salle des ventes des Domaines, 17, rue Solf, à Paris-9

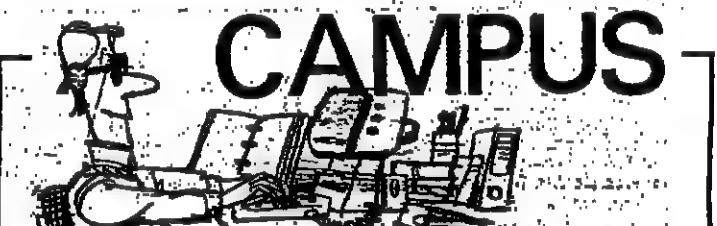
**TERRAIN A CONSTRUIRE - 6 354 m<sup>2</sup>**  
comportant divers bâtiments à démolir

**140, RUE DE GRENNELLE, PARIS-7<sup>e</sup>**  
au 24, rue de Bourgogne, cad. soc. 0702 AW n° 41

**LIBRE DE TOUTE LOCATION OU OCCUPATION**  
MISE A PRIX : 195 000 000 F

Cautionnement : 9 750 000 F. En outre, le cahier des charges et des pièces annexes pourront être consultés ou remis contre un chèque de 400 F à l'ordre de Monsieur l'agent comptable de l'IGN, à l'Institut géographique national, 136 bis, rue de Grenelle, Paris-7<sup>e</sup>, Tél. 45-50-04-95, poste 0041.

ou à la Direction des services fonciers de Paris, 25-27, place de la Madeleine, Paris-8<sup>e</sup>, bureau 11, 1<sup>e</sup> étage, Tél. 42-66-91-40, poste 1783.



## CAMPUS

Une université des eaux-de-vie

UNE université internationale des eaux-de-vie et spiritueux vient d'être créée à Segonzac (Charente) au cœur de la grande Champagne. Elle organise des stages courts en formation permanente et délivrera un diplôme de troisième cycle en un an sur le droit des eaux-de-vie, en formation initiale. Ce diplôme est déjà reconnu par l'université de Poitiers.

Cette université libre a été créée sur le modèle de l'université du vin de Sauternes dans la zone d'appellation contrôlée des côtes-de-rhône. Voulu par les syndicats de viticulteurs et des négociants en cognac, elle s'adresse à tous les amateurs de spiritueux (armagnac, rhum et calvados) mais aussi des botanistes, apiculteurs, chimistes et médecins, et à tous les universitaires, ainsi qu'avec les organisations professionnelles du whisky.

A plus long terme, elle envisage de conduire ou de coordonner des recherches sur les problèmes techniques et juridiques communs à l'ensemble des spiritueux. (Correspondant.)

J.-P. D.

Repas végétariens en Angleterre

D'après une enquête de la Vegetarian Society, 95 % des établissements de l'enseignement supérieur britannique (universités, collèges, polytechniques) proposent quotidiennement des menus végétariens. Dans certains restaurants universitaires, un plat sur cinq est végétarien.

L'université de Surrey et Setwyn College de Cambridge reçoivent une mention spéciale : on y sert des mets sans colorants ni conservateurs aux étudiants qui n'ont pas confiance dans les additifs. Et 75 % des cantines d'étudiants affichent régulièrement un plat végétarien.

Métiers du son et de l'image. - L'Ecole française d'enseignement technique organise, les 16 et 17 avril (de 10 heures à 18 heures) la troisième édition des métiers du son et de l'image. Durant ces deux jours, des professionnels (audiovisuel, graphisme, photogra-

phie, vidéo, etc.) présenteront des ateliers, présenteront leurs travaux et leur métier à tous ceux qui s'intéressent aux carrières de la communication visuelle.

EFET - 110, rue de Picpus, 75012 Paris. Tél. : 43-46-86-96.

A PARIS X, C'EST D.E.J.A. DEMAIN !

Titulaire d'un DEUG de droit, d'un DEUG de droit spécialisation langue étrangère ou d'un diplôme équivalent, vous avez pour objectifs professionnels les carrières européennes et internationales. L'UNIVERSITÉ PARIS X a conçu, avec le partenariat et la participation d'universitaires, de juristes d'affaires et d'administrateurs anglais, américains et allemands, 2 formations spécifiques, professionnalisées et de haut niveau (menées conjointement aux diplômes de droit français : licence, maîtrise et D.E.A. ou D.E.S.S.).

3 années d'études (dont une à l'étranger) sanctionnées par le Diplôme d'Etude Juridique Appliquée (D.E.J.A.) mention droit anglo-américain ou droit allemand.

Procédure d'admission et renseignements : UNIVERSITÉ PARIS X - Secrétariat des diplômés spécialisés de droit - Tél. : 48-97-77-69



# SCIENCES ET MEDECINE

## Les dentistes face au SIDA

**Nombre de chirurgiens-dentistes refusent de soigner des personnes séropositives. Absence d'équipement ou angoisse irraisonnée ?**

De nombreux lecteurs nous ont déjà signalé le refus de soins auquel ils se sont heurtés chez des dentistes auxquels ils avaient eu la loyauté d'annoncer leur séropositivité.

Une récente enquête américaine montre qu'un étudiant en médecine sur quatre estime qu'un médecin a parfaitement le droit de refuser de traiter un sida sans trahir l'éthique médicale. A Chicago, trois dentistes seulement acceptent de soigner ces patients, ou les séropositifs connus d'eux.

L'Association médicale américaine a rappelé que de semblables attitudes de discrimination n'étaient conformes ni au code de déontologie, ni à la tradition médicale, lesquels ne souffraient « aucun compromis ». Les courants qui refusent ces risques — par ailleurs extrêmement faibles — relèvent de sanctions disciplinaires sévères, ou doivent s'orienter vers une autre profession dont les normes éthiques seraient différentes.

Le Conseil national de l'Ordre des médecins français rappelle lui aussi avec force dans son dernier bulletin (mars 1988) que « la médecine est une » et que « toute attitude médicale à l'égard d'une pathologie nouvelle doit s'inscrire dans le cadre déontologique commun des devoirs des médecins au service de l'humanité et de la collectivité ». Il rappelle aussi l'obligation absolue du secret professionnel, « droit fondamental du patient ».

**Un véritable danger pour la sécurité publique**

Selon le docteur J. Leroy, président de l'Ordre national des chirurgiens-dentistes français, « un confrère ne peut refuser de soigner un patient au prétexte qu'il est malade ou séropositif, et cela en vertu des articles L 382 du code de la Santé et des articles 26 et 27 du code de déontologie ».

L'article 26 du code ainsi évoqué est néanmoins ambigu, car il précise que « le chirurgien-dentiste a toujours le droit de refuser les soins pour des raisons professionnelles ou personnelles ».

La raison professionnelle invoquée successivement, dans le cas de notre correspondant, M. Michel P., par son dentiste habituel, par un centre de la MGEN (une des plus puissantes mutuelles de France), par un hôpital public et par un dispensaire, à savoir « l'absence d'un équipement adéquat », est proprement consternante.



étranger par un praticien qui souffrait d'un parasitisme hépatique. On, plus grave, les hépatites sévères (deux mortelles) survenues chez 26 clients d'un chirurgien dentiste qui ne portait jamais de gants et — sans être malade — était porteur de l'antigène Hbs et Hbc (hépatite B).

Le risque de contamination, ou de transmission, de la maladie grave qu'est l'hépatite B est très supérieur à celui concernant le virus du SIDA. Ne serait-ce que parce que le nombre des « porteurs » contagieux est beaucoup plus élevé (9,9 % de la population en France ; 10,9 % des chirurgiens-dentistes, qui ont à présent l'obligation « morale » de se faire vacciner).

Un unique cas de chirurgien-dentiste contaminé par le virus du SIDA lors de l'exercice de sa profession a été recensé dans le monde, et il est apparu qu'il ne portait pas de gants.

Qu'il s'agisse du SIDA, de l'hépatite B ou d'une autre affection transmissible, l'exercice de la chirurgie dentaire fait encourir des risques infectieux beaucoup plus importants que toutes les

autres spécialités médicales ou paramédicales. En effet, et comme le rappelle le professeur Montell, la quasi-totalité des actes (détartrage compris) sont sanglants. En outre, des sprays aqueux sont utilisés pour le refroidissement des instruments, qui provoquent la formation d'aérosols chargés de sang, et nombre de chirurgiens-dentistes — en contact permanent avec le sang — ne portent pas de gants.

C'est dire que le facteur « salivaire » si souvent évoqué est dérisoire, car c'est essentiellement par le sang et les sécrétions sexuelles que s'effectue la transmission du virus du SIDA.

**Les prothèses aussi**

Mais c'est dire aussi qu'un chirurgien-dentiste qui utiliserait du matériel ou des instruments mal désinfectés ou mal stérilisés, ou qui s'abstiendrait de porter des gants, des lunettes et un masque, constitue un véritable danger pour la santé publique, et plus précisément pour son personnel et pour tous ses clients.

Il faut savoir en effet que le virus du SIDA, si facile à détruire par des moyens simples de désinfection, résiste sept jours au moins à une température ambiante de 20°C à 22°C et aucun de ces moyens n'a été utilisé.

Il s'agit notamment, comme l'a rappelé le conseil de l'Ordre et comme le détaille une récente brochure de l'ARCAT-SIDA (2), de jeter soigneusement et dans des sacs fermés tous les matériels à usage unique (aiguilles, aspiration salivaire, compresse, etc.), de désinfecter par un produit classique (Détenseptyl 10 % par exemple) tous les instruments réutilisables, et de stériliser tous les instruments pour usage chirurgical par des cuves ultrasoniques contenant un désinfectant actif. Les locaux eux-mêmes seront désinfectés à l'eau de Javel. L'Institut Pasteur répond avec précision à toutes les demandes d'information sur l'efficacité réelle des nombreux agents désinfectants proposés actuellement sur le marché dentaire.

Il est clair, soulignent le professeur Montell et le conseil de l'Ordre, que ces mesures préventives « doivent être utilisées en permanence et avec la plus grande rigueur dans l'exercice quotidien des chirurgiens-dentistes ».

Il ne sont pas les seuls, car les prothésistes dentaires (qui dirigent 4 000 entreprises artisanales employant 12 000 personnes en France) doivent eux aussi, comme le précise le professeur Ducrot, directeur de l'UER d'odontologie de Reims, veiller à une désinfection des empreintes qui leur sont fournies, en les trempant par exemple dans un bain de Mercryl-Lauryl pendant quinze minutes, puis passer le plâtre durci dans l'alcool à 70°.

Les matériaux qu'ils utilisent doivent être désinfectés également à l'alcool, ce qui permettrait d'éviter une dissémination éventuelle du virus du SIDA au cours de l'élaboration des prothèses.

Quant au risque de transmission du virus d'un dentiste qui serait lui-même séropositif (3) à ses clients, il apparaît des plus réduits, mais il est, bien entendu, et ici aussi, en relation directe avec son mode d'exercice et les mesures d'hygiène et d'asepsie de routine qu'il lui faut prendre, que devraient prendre systématiquement tous les chirurgiens-dentistes, ce qui semble ne pas être le cas.

Leurs cabinets ne sont en effet soumis à aucune inspection ou vérification, et il est plus que douteux, sinon exclu, que ceux qui travaillent « à la chaîne » à raison d'un client tous les quarts d'heure puissent assurer à ces clients un minimum d'hygiène et donc de sécurité.

Il ne semble pas, fort heureusement, qu'ils soient représentatifs de la majorité d'une profession consciente des responsabilités

qu'elle assume, responsabilités que les dangers nouvellement apparus que fait encourir le SIDA rendent, cette fois, vitales pour l'ensemble de la population.

Il paraît notamment scandaleux que des centres mutualistes ou des dispensaires puissent ne pas avoir compris ces faits et prétendre qu'ils ne « sont pas équipés » pour soigner des séropositifs, alors que trois cent mille Français environ le sont de façon avérée, que bien d'autres doivent l'être sans le savoir, et qu'aucun n'est tenu, sinon par une obligation d'ordre moral personnelle, de le révéler.

Dr. ESCOFFIER-LAMBIOTTE.

(1) Cette précision a été donnée aux chirurgiens-dentistes notamment par le Bulletin de l'Ordre national qu'ils reçoivent tous (1er trimestre 1987, page 11).  
(2) Manuel d'information pratique à l'usage des cabinets dentaires, janvier 1988, 24 pages, envoyé gratuitement sur demande adressée à ARCAT-SIDA, 17, rue de Tournay, 75006 Paris, tél. : 43-38-48-49 (rembourser les frais d'expédition), rédigé par une équipe de médecins et de chirurgiens-dentistes.  
(3) Si le dentiste est atteint d'un SIDA avéré, le conseil de l'Ordre estime qu'il doit interrompre totalement sa pratique.

### SÉROPOSITIF OU PESTIFÉRÉ

AYANT besoin de soins dentaires, je me suis adressé début septembre à mon dentiste habituel. J'ai jugé indispensable de lui faire part de ma séropositivité. Ce dernier a refusé de me soigner, prétextant qu'il n'était pas équipé pour soigner les séropositifs, et m'a conseillé de m'adresser à l'Hôpital Saint-Louis. J'ai préféré aller voir un autre dentiste qui, apparemment, acceptait de me soigner.

Après vérification de l'état de mes dents, il a déclaré qu'il fallait me poser onze couronnes. Pour savoir si ces travaux dentaires étaient vraiment justifiés, je me suis adressé à ma Mutuelle (la MGEN). Suite à une longue attente, le chirurgien-dentiste m'a confirmé qu'il fallait effectivement poser huit couronnes dans un premier temps et que dans un avenir proche, trois autres couronnes seraient nécessaires. Mise en route d'un dossier afin d'obtenir l'acceptation des soins dentaires. Deux semaines après, j'apprends par téléphone que le centre de la MGEN n'est pas en mesure de me soigner, cela étant dû à ma séropositivité (le centre n'étant pas suffisamment équipé). Le chirurgien-dentiste me donna alors le nom de l'un de ses confrères à l'Hôpital Saint-Louis. Je prends immédiatement contact avec la personne concernée. Cette dernière m'annonce qu'elle ne peut rien faire ou qu'il n'y a pas d'intervention chirurgicale et me

donne l'adresse d'un dispensaire. Je me rends à ce centre où l'attendant une fois de plus qu'on ne peut soigner les personnes séropositives et me donne l'adresse de l'Hôpital de la Pitié-Salpêtrière.

Je sais que cet hôpital accepterait de me soigner. Si je ne m'y suis pas adressé directement, c'est parce que je refuse de me marginaliser. Etant en parfaite santé, je refuse psychologiquement de me rendre à cet hôpital, qui est, en quelque sorte, le « Village des sidés ». Comprenez bien que la séropositivité n'affecte pas uniquement le corps, mais elle atteint essentiellement le psychisme.

Cette anecdote pour vous expliquer que, si je n'avais rien dit à mon dentiste habituel, mes soins dentaires seraient actuellement terminés, que je n'aurais pas eu à vivre cette situation où je me sens de plus en plus marginalisé. Des centaines de personnes sont séropositives sans même le savoir, d'autres n'osent pas faire part de leur état et sont donc soignées chez des dentistes qui n'ont pas d'équipement adéquat, comme on a pu me le dire. Peut-on alors parler de prévention puisque nous ne sommes qu'une minorité de séropositifs qui osent nous exposer à tous ces problèmes de refus, de rejet ?

MICHEL F.  
Paris.

## Médecins contaminés

**Le secret médical concerne-t-il les praticiens atteints par l'épidémie ?**

Si est séropositif ou même atteint du SIDA, un médecin peut-il poursuivre l'exercice de sa profession, sans pour autant faire encourir à ses patients des risques insupportables ? Ceux, parmi ses pairs, qui sont au courant de son état ont-ils le droit de le révéler ?

Quelques brèves récentes posent la question dans toute son acuité. Non pas qu'un seul cas de patient contaminé par un membre des personnels de santé ait été décrit à ce jour dans le monde, mais parce que des tribunaux britanniques, l'opinion publique canadienne et les conseils de l'Ordre, comme les autorités de santé occidentales, se voient, coup sur coup, saisis de ce problème.

Un vent de panique souffle à Toronto, au Canada, après le décès récent, des suites du SIDA, d'un oto-rhino-laryngologiste qui opérait de nombreux enfants dans un hôpi-

tal public et avait pratiqué sa dernière intervention médicale d'un mois avant sa mort. A Londres, c'est un tribunal qui condamne le quotidien News of the World, pour avoir obtenu « par corruption financière » de deux employés d'une clinique spécialisée dans le suivi des sidaux les dossiers de deux médecins généralistes qui poursuivaient leur pratique en dépit de leur maladie. Les juges ont infligé au journal une amende de 100 000 £ et ils ont répondu à la défense, qui arguait du « droit du public à être informé et protégé », que « l'intérêt d'un maintien rigoureux du secret professionnel pour la protection des patients dépassait, et de loin, le droit à la liberté de l'information revendiquée par la presse ».

L'un des généralistes ainsi dénoncé a tenté de se suicider. L'autre a dû être pris en charge par une nouvelle équipe soignante, car il avait perdu toute confiance dans ceux qui l'avaient traité. Dans ses antécédents, le tribunal britannique fait remarquer que, si les séropositifs ou les sidaux ne peuvent plus avoir confiance dans le secret professionnel, ils fuiront tout secours sanitaire, et les risques de dissémination de la maladie seront, dès lors, considérablement accrus. « Les médecins, ajoute-t-il, se doivent d'être, sans exception aucune, les protecteurs et les gardiens de ce secret. Toute infraction à cette règle, à fortiori par corruption, serait punie de peine de prison ».

Le débat soulevé par ce procès n'en a pas moins incité le General Medical Council et les autorités de santé britanniques à diffuser, à l'intention du corps médical, des directives rappelant notamment qu'« un médecin ne saurait contaminé agir en opposition avec l'éthique si ses comportements professionnels faisaient courir à ses patients un risque quelconque ». Le conseil précise même qu'un médecin consulté par un confrère ainsi atteint et qui apprendrait que ce confrère n'observe pas les règles de prudence qui lui ont été indiquées a

le droit et même le devoir d'informer de ce fait les autorités concernées. Celles-ci (en l'occurrence les conseils des ordres et, au besoin, les autorités sanitaires gouvernementales) se doivent d'indiquer aux praticiens ainsi visés les précautions qu'il leur faut prendre impérativement, précautions allant, selon leur état, d'une modification de leur pratique à son interdiction pure et simple.

Le procès qu'intente à l'hôpital auquel il est rattaché un médecin américain qui se voit interdire de pratiquer des injections ou d'examiner, à l'aide d'instruments quelconques, les cavités naturelles de ses malades montre les difficultés auxquelles se heurtent à ce sujet tout le monde et les conseils des ordres professionnels.

Les uns et les autres, une fois de plus, devront mettre en balance, non sans difficultés, le respect absolu d'un droit et des libertés individuelles et celui qu'implique le droit d'une collectivité à sa protection contre l'extension d'une maladie transmissible dont la gravité reste extrême.

Dr E.L.

### TRAIN + CROISIÈRE 1988 AVEC FRANTOUR TOURISME

BIENVENUE A BORD...

La brochure TRAIN + CROISIÈRE à votre disposition dans toutes les agences de voyages FRANTOUR TOURISME et certaines gares de la S.N.C.F., vous propose des vacances réussies, des vacances sans soucis...

FRANTOUR TOURISME se charge de l'acheminement des croisiéristes depuis toutes les gares S.N.C.F. jusqu'au port d'embarquement.

Votre hôtel flottant vous emmènera à la découverte d'horizons multiples que vous pourrez admirer, confortablement installés au bord de la piscine...

Du Sénégal à la Norvège, de l'Atlantique à la Méditerranée, de la mer du Nord à la mer Noire, vous n'avez qu'à choisir... Du rêve à la réalité, il n'y a que la passerelle à franchir.

Les tarifs particulièrement étudiés répondent à tous les budgets.

TRAIN + CROISIÈRE  
— dans les agences de voyages FRANTOUR TOURISME  
— par correspondance : B.P. 62-08 - 75362-Paris Cedex 08

سكزا من الاصل



# Prévoir les séismes

**Peut-on connaître à l'avance la survenance d'un tremblement de terre ? C'est le vieux rêve des sismologues. Une méthode intéressante a été mise au point en Grèce.**

par HAROUN TAZIEFF (\*)

Le 18 mars 1988 un tremblement de terre a provoqué une panique dans toute la région de Patras et d'Argirion, en Grèce occidentale. La localisation et la magnitude de ce séisme avaient été annoncées sept jours auparavant par l'interprétation du signal enregistré dans une station du réseau VAN.

Les tremblements de terre provoquent les catastrophes les plus destructrices et les plus meurtrières de toutes, guerres exceptées. Réussir à les prévoir constitue donc un objectif d'importance primordiale. Les sismologues s'y sont efforcés longtemps, sans succès, hélas ! jusqu'à ce que, en 1981, une méthode soit mise au point, en Grèce, par trois physiciens (pas des géophysiciens mais des physiciens du solide, les professeurs Varotsos et Alexopoulos, et un physicien électronique, le professeur Nomicos). Cette méthode est désormais connue sous le sigle VAN, initiales de ces trois chercheurs.

Responsable, à l'époque, de la prévention des risques naturels majeurs en France, je n'accordai pas plus de confiance à cette méthode que ne le faisaient tous les sismologues et géologues du monde : prévoir, avec une précision suffisante pour en avertir les victimes possibles, un événement naturel est en effet fort difficile, comme le montre la prévision météorologique. Cette dernière bénéficie cependant d'avantages exceptionnels sur celle des tremblements de terre, tant par la transparence du milieu où les phénomènes se déroulent, opposée à l'opacité de l'intérieur du globe, par l'aisance qu'il y a à faire des mesures et des observations sur place

(\*) Ancien secrétaire d'Etat aux risques naturels.

dans toutes les strates de l'atmosphère, opposée à l'impossibilité d'accéder à celles où les séismes s'engendrent, par le formidable arsenal d'instruments dont bénéficient les météorologistes, depuis les ordinateurs les plus puissants jusqu'aux satellites artificiels, alors que les sismologues ne disposent que de moyens relativement infimes. Tout cela m'incitait à ne guère espérer que se réalise jamais une prévision acceptable — sous l'angle de la protection civile — des tremblements de terre. Et je ne m'occupai donc, jusqu'en 1984, que de prévention (généraliste) et d'organisation de secours efficaces.

En 1984, les circonstances (visite officielle à Athènes suivie d'une interview par la télévision grecque) m'amènèrent à prendre plus sérieusement en compte les résultats obtenus, en trois années d'application de leur méthode, par le professeur Varotsos et ses deux collègues. Et, au terme d'une enquête de plusieurs mois que je pus diligenter, de finalement me trouver convaincu de la valeur, très grande, du système de prévision VAN.

En février 1986, je parvins à surmonter les oppositions soulevées par certains à tout essai de la méthode en France et à obtenir de l'Etat quelques crédits pour la mettre à l'épreuve. Malgré le très petit nombre de séismes survenant dans notre pays, petit nombre qui n'exclut nullement, l'histoire l'a tragiquement montré, les tremblements de terre catastrophiques, mais qui réduisit hélas les occasions d'étalonner les stations, opération indispensable à l'interprétation correcte des signaux précurseurs, malgré cela, l'équipe du Laboratoire de détection géophysique (LDG) du CEA a réussi, en

quelques mois, à en décoder, sinon déjà à en prévoir l'emplacement et l'énergie, sur son terrain d'expérimentation des Alpes-Maritimes.

Mais ce ne fut qu'en février 1988 que Bernard Masson et Alain Le Roy, chercheurs au LDG, et moi-même avons eu la fortune de participer, à Athènes, à l'interprétation que le professeur Panajiotis Varotsos conduisit d'un « signal électrique sismique » (SES) précurseur de séisme (le premier SES qu'ils aient enregistré depuis plusieurs mois : notre chance fut d'arriver chez eux juste alors !).

Ce signal avait été capté par deux des dix-huit stations d'enregistrement des courants telluriques (courants électriques qui circulent continuellement dans le sol), réseau qu'ils ont installé, depuis 1981, en Grèce continentale. La station de Kerates se trouve à une vingtaine de kilomètres au sud d'Athènes, celle de Kavala près de Salonique, 350 km plus au nord.

D'une part, la réception du SES en deux stations seulement (trois valent nettement mieux pour localiser l'épicentre), d'autre part l'insuffisance de calibrage de ces stations par rapport à la zone dans laquelle le séisme était supposé survenir, ainsi que la distance trop grande entre les deux stations d'enregistrement, ont fait qu'une relative imprécision a marqué la prévision de l'épicentre et de la magnitude.

## Sept jours après le signal

Néanmoins, nous avons pu situer la zone probable du séisme à mi-distance entre Athènes et Salonique et à l'est de la ligne qui les relie, dans une surface d'un quart de degré carré aux environs du 39° parallèle nord, entre les 25° et 26° méridiens est, au large de la côte occidentale de l'île de Lesbos. La magnitude du séisme ainsi prévu fut déterminée devoir être égale à 5 + 0,7.

Aussitôt le SES interprété, le professeur Varotsos adressa, le soir du 1<sup>er</sup> février, un télégramme officiel aux autorités gouvernementales grecques responsables de la prévention des catastrophes telluriques. Avec son autorisation, j'expédiai par téléx la traduction française de ce

texte au ministre français chargé de la prévention des risques majeurs, Alain Carignon, afin de le tenir informé d'une méthode en cours d'expérimentation en France et controversée par certains géophysiciens.

Le 10 février 1988, soit neuf jours après le signal précurseur, le séisme annoncé se produisit par 39°9' nord et 26°9' est, au large des côtes sud-ouest

de Lesbos, là où le SES avait permis de le situer. Sa magnitude fut de 4,3, c'est-à-dire dans la fourchette de la prévision. Le 12 mars 1988, le professeur Varotsos m'adressait par télex la traduction du télégramme qu'il venait d'envoyer au gouvernement grec, par lequel il annonçait qu'un signal électrique sismique (SES) avait été enregistré par la station VAN de Ioannina (et par elle seule) en Grèce nord-occidentale. L'analyse

de ce signal lui permettait de prévoir un séisme de magnitude probable de 5 + 0,5, dont l'épicentre se situerait soit à 350 km au nord-ouest, soit à 260 km à l'ouest-nord-ouest d'Athènes. Le moment de la survenance du séisme ne peut, actuellement, être calculé. Mais en sept années de pratique, la fourchette des délais observés après le SES va de cinq heures à neuf jours.

Le 18 mars, soit sept jours après le signal, un séisme s'est effectivement produit, à 21 heures GMT, 250 km à l'ouest-nord-ouest d'Athènes. Sa magnitude était de 4,5. Il a déclenché la panique à Argirion, ville de 40 000 habitants située à environ 40 km de l'épi-centre, et à Patras, ville de 200 000 habitants, située à 80 km.

Il convient de signaler que, durant les deux années qui ont précédé ce choc, deux séismes de magnitude supérieure à 4 (respectivement 4,3 et 5) seulement se sont produits dans la région considérée (superficie de 20 000 km<sup>2</sup>) et que la probabilité d'une coïncidence — et non d'une relation causale — entre le SES du 11 et le séisme du 18 mars 1988 est insignifiante.

Depuis 1981, la méthode VAN a permis de prévoir la survenance, en Grèce, de neuf séismes sur dix. Les deux derniers succès, auxquels les chercheurs français acquis à cette méthode ont été étroitement associés, confirment son étonnante valeur.

Il serait souhaitable que les géophysiciens admettent le système VAN et l'adoptent plus rapidement qu'ils ne l'avaient fait pour l'hypothèse de Wegener sur la dérive des continents, laquelle a attendu un demi-siècle (1910-1960) pour être admise sous le nom d'hypothèse des plaques tectoniques, ou qu'ils ne l'avaient fait pour celle de Milankovitch sur les relations très étroites liant les grandes glaciations qui ont affecté (et affecteront) la planète avec des paramètres astronomiques bien déterminés, hypothèse énoncée en 1920, admise dans les années 70 seulement.

Car, en ce qui concerne VAN, il s'agit non plus d'hypothèses scientifiques qui n'attirent en rien sur la société mais de la protection efficace d'être humains innombrables.



La faille de San Andreas en Californie

du 1<sup>er</sup> au 30 avril  
**Série spéciale**  
votre 205 XT, XS ou GTI  
ou votre 309 GTI  
intérieur complet en cuir  
sans supplément de prix\*  
en livraison immédiate



\*Prix tarif Peugeot au 21 janvier 1988 : Livraison immédiate selon les options choisies.

**NEUBAUER**

227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21  
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34

AGRÉÉ PAR L'UNESCO  
**SEJOURS LINGUISTIQUES ET SPORTIFS**  
Angleterre - Irlande - U.S.A.  
Allemagne - Espagne  
Jeunes de 8 à 21 ans  
**OFACIL**  
12, Rue de Miromesnil - 75008 PARIS  
Tél. : (1) 42 68 01 23

## LA MÉFIANCE DES SCIENTIFIQUES

PRÉVOIR un tremblement de terre est, depuis une vingtaine d'années, le rêve des sismologues et des autorités ayant la responsabilité de zones sismiques. Etant entendu que, a priori, les régions qui ont tremblé dans le passé retrembleront tôt ou tard dans l'avenir. A plusieurs reprises, les spécialistes ont pensé avoir trouvé « la » méthode ou tout au moins la voie à suivre pour trouver une méthode raisonnablement fiable.

Les Américains, qui ont, en Californie, la célèbre faille de San Andreas, responsable du grand séisme de San-Francisco de 1906, les Japonais, dont l'archipel tremble très souvent (Tokyo a été détruite en 1923), les Soviétiques, qui ont chez eux de nombreuses zones sismiques, les Chinois, chez qui se produisent à répétition des tremblements de terre catastrophiques, ont été les premiers à repérer des signes précurseurs de séismes et à vouloir utiliser ces signes pour la prévision.

Ces signes, observés et mesurés près de la zone du futur épicentre, sont de diverses natures et ils ne se manifestent pas forcément tous en même temps. Le sol se déforme : il peut monter ou descendre lentement de plusieurs décimètres. L'agitation sismique s'intensifie ou, au contraire, s'arrête. Les vitesses de propagation des ondes sismiques se modifient. Les valeurs du champ magnétique local changent. Les courants électromagnétiques (ou telluriques), induits par

le champ magnétique, sont perturbés. Le niveau de l'eau dans les puits et le débit des sources varient. Les éruptions de radon (un gaz radioactif naturel qui sort de la terre ou des sources) augmentent, etc.

Le 3 août 1973, le docteur Yash Aggarwal, sismologue au Mount Doherty Geological Observatory (près de New-York) réussissait la première prévision sismique : ce jour-là, se produisit, dans le nord de l'Etat de New-York, le petit tremblement de terre de magnitude 2,5 prédit par lui deux jours avant. Le docteur Aggarwal s'était appuyé sur la théorie, toute nouvelle alors, de la « dilatance », dans laquelle, l'eau, présente dans les pores (qui existent dans toutes les roches), joue un rôle capital. Les mécanismes de la « dilatance » expliquent la plupart des signes précurseurs.

### Déception chinoise

Très vite, on s'est aperçu que la « dilatance » n'expliquait pas tout, que l'apparition de signes précurseurs n'était pas toujours suivie d'un séisme et qu'en revanche un tremblement de terre pouvait se produire sans avoir été précédé de signes précurseurs. En juillet 1977, le docteur Aggarwal nous disait, avec un sourire, qu'il avait eu beaucoup de chances en 1973 et que, désormais, il ne se risquait plus à prévoir les séismes.

En 1975, les Chinois ont prédit avec succès le très violent trem-

blement de terre (de magnitude 7,4) qui a secoué le 4 février le sud de Lioning (une province du nord-est du pays), prévenue à temps, après avoir été informée et entraînée pendant plusieurs mois, la population est sortie des maisons. Il n'y eut que 1 328 victimes — si l'on ose dire — alors que certaines localités furent détruites à 90 %.

Un an après ce succès, les Chinois expliquaient fièrement leur méthode lors d'une conférence sur l'évaluation et la diminution des risques sismiques réunie à l'UNESCO à Paris. La surveillance des signes précurseurs « classiques » avait été très intensive pendant des mois. S'y étaient ajoutées les observations en tout genre faites par les « masses » (la révolution culturelle n'était pas finie), en particulier celles qui concernaient le comportement anormal des animaux : en décembre 1974, notamment, les serpents qui hibernaient étaient sortis de leurs trous.

Certes, les Chinois reconnaissent vaguement à cette conférence de l'UNESCO (en février 1978) que plusieurs autres prévisions n'avaient pas été suivies par un tremblement de terre et que de nombreuses personnes avaient dû sortir de chez elles pour rien. Mais dans l'ensemble, la communauté scientifique fut favorablement impressionnée par le savoir-faire chinois.

Pas pour longtemps. Le 28 juillet 1976, la région de Tangshan

(à une centaine de kilomètres au sud-est de Pékin), pourtant placée sous la même surveillance que le Lioning, subissait un très violent séisme non prévu de magnitude 7,5. Bâti : plusieurs centaines de milliers de morts.

Ces précédents expliquent la méfiance de la communauté scientifique pour la méthode VAN. Certes, les anomalies des courants telluriques font partie des signes précurseurs classiques. Mais il s'agit alors d'anomalies très locales se manifestant dans la future zone épicentrale et non pas dans des observatoires situés à plusieurs dizaines de kilomètres de celle-ci.

La prévision concernant le séisme grec du 18 mars dernier paraît perplexante. Selon l'observatoire sismologique d'Athènes, le séisme avait une magnitude de 3,8 à 4,4 (elle n'a donc pas été enregistrée par le réseau du Centre sismologique euro-méditerranéen de Strasbourg) : l'épicentre était situé à 38,77 degrés Nord et 21,11 degrés Est et le foyer à la profondeur de 18 kilomètres.

La piste ouverte par VAN est peut-être intéressante. Mais avant d'être reconnue, la méthode doit être longuement testée par de nombreuses équipes de spécialistes. En outre, elle ne doit pas être considérée comme unique. Si elle est valide, elle fera partie à coup sûr de toute une série d'observations et de mesures.

YVONNE REBEYROL

**PICARD**  
LES ASSUREURS ONT TRANCHÉ !  
4 gammes de serrures PICARD se sont vu décerner la note maximum « 3 Etoiles » par l'Assemblée Plénière des Sociétés d'Assurances  
Ligne des inscripteurs : 42-53-44-85 +

2 PIÈCES TRÈS 16<sup>e</sup> RECHERCHE COSTUME TROIS PIÈCES  
SLR 36.15  
30 000 affaires Paris Province garanties par la FNAIM  
Prêts immobiliers et simulation avec le Crédit Lyonnais  
**IMMOBILIER**  
36.15 LEMONDE







# Economie

## SOMMAIRE

■ Précédées par la réunion du groupe des Sept et la réaffirmation de ses engagements économiques et monétaires, les réunions de printemps du FMI et de la Banque mondiale seront l'occasion d'une mise à plat de la situation internationale (lire ci-dessous). ■ Elf fait une ultime offre sur Rhin-Rhône à

1 700 F. Le groupe Bolloré est prêt à surenchérir et se déclare intéressé par toutes les filiales de la société de distribution (lire page 24). ■ Les ministres de la recherche de la CEE ont officiellement lancé la seconde phase du programme informatique ESPRIT : 11 milliards de francs

(lire page 25). ■ Le cours du baril de pétrole a gagné 1 dollar le 11 avril, après l'annonce d'une conférence extraordinaire de l'OPEP le 26 avril prochain. Les discussions se poursuivent avec les pays non membres sur la réduction de la production (lire page 25).

## La réunion des instances monétaires internationales à Washington

### Les sept principaux pays industriels sont tenus de « se serrer les coudes »

La crédibilité des principaux acteurs de la scène économique et financière internationale sera mise à l'épreuve cette semaine à Washington. Précédées par une rencontre du groupe des Sept (1), le mercredi 13 avril, les réunions de printemps du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale permettront, pour la première fois depuis le krach boursier d'octobre 1987, d'évaluer trois types de risques : l'impact des récessions, la croissance et la stabilité mondiale ; les déséquilibres persistants entre le déficit américain et les excédents allemand ou japonais ; la nervosité des marchés financiers et le poids de la dette du tiers-monde.

Il s'agit bien d'une simple évaluation et non d'une réelle initiative de correction des politiques économiques. Bien décidés à donner l'image rassurante d'un consensus sans faille, les principaux pays industriels espèrent tirer leur force... de leur propre faiblesse. Condamnés au statu quo par les échéances électorales du plus puissant d'entre eux, les Etats-Unis, ils n'ont guère de choix : il leur faut « se serrer les coudes », comme le reconnaît un haut fonctionnaire européen. Quitte à reconnaître, en privé, la fragilité des moyens dont ils disposent pour persuader l'opinion publique comme les marchés financiers des bienfaits d'une concertation trop lente à s'imposer dans les faits.

Les propos émissifs qui se sont multipliés ces derniers jours ne sont pas dénués de tout fondement. Les marchés boursiers remontent la pente et Tokyo a non seulement effacé sa chute brutale du 20 octobre, mais a atteint des sommets.

La croissance du second semestre 1987, plus forte que prévue dans les pays industriels, alimente celle des premiers mois de 1988. Les déficits commerciaux américains sont revenus d'une moyenne mensuelle de 15 milliards de dollars l'an dernier à quelque 12 milliards depuis la fin de 1987, alors que les excédents, tant allemand que japonais, s'amenuisent. Un calme relatif règne sur les marchés des changes. Les grands débiteurs du tiers-monde comme leurs créanciers font assaut d'imagination pour tenter de réduire le poids d'une dette qui paralyse les pays en développement et menace l'équilibre bancaire international.

Le groupe des Sept tire partie de cette présentation encourageante du tableau de bord de l'économie mondiale pour se contenter de réaffirmer, à quelques termes près, ses engagements de décembre 1987. Sous le choc du krach boursier, les Etats-Unis avaient alors réussi à mettre au point un compromis de réduction du déficit budgétaire, étonnant dans le climat d'effervescence politique de l'élection présidentielle mais marginal compte tenu de la dérive des finances fédérales. Ce premier pas avait malgré tout permis de conforter l'impression d'une coordination des politiques

**Les craintes de récession s'estompent et les conséquences du krach d'octobre sont, pour le moment, limitées. Mais la situation mondiale reste fragile. Sur ce constat, le groupe des Sept grands pays industriels se réunit le mercredi 13 avril à Washington pour réaffirmer ses engagements monétaires et économiques de décembre. Jeudi commenceront les grandes réunions de printemps du Fonds monétaire et de la Banque mondiale.**

économiques dont l'objectif est immuable depuis que les Sept ont décidé, lors des accords du Louvre de février 1987, qu'il était temps de stabiliser le dollar et d'introduire plus de rigueur aux Etats-Unis, plus de croissance au Japon et en Europe.

#### Germe de déséquilibres

Pour mieux prouver leur détermination, ils avaient maqué, par des interventions massives des banques centrales, les marchés des changes tentés par la spéculation à la baisse du dollar. Cette tactique s'est révélée payante, dans un premier temps tout au moins. Echaudés, les cambistes ont fait le dos rond, restant régulièrement le dollar pour arrêter les frais à la moindre petite phrase ou à la plus modeste opération de rachat du billet vert par les instituts d'émission. La nervosité de ces dernières semaines illustre les limites de cet exercice dont le but est moins ambitieux que les déclarations des Sept : gagner du temps pour attendre janvier 1989 et l'installation à la Maison Blanche d'une nouvelle équipe capable de prendre des décisions.

Car si la croissance mondiale paraît globalement plus soutenue qu'on ne le craignait après la rude correction boursière d'octobre, les germes de déséquilibres sont toujours là. Les dernières prévisions du Fonds monétaire international, qui seront publiées à l'occasion du comité intermédiaire, la plus haute instance du FMI, le jeudi 14 avril, le confirment. Globalement, l'expansion de 2,7 % envisagée pour 1988 permet d'écarter les craintes de récession du début de l'année. Elle recouvre des indices inquiétants, aux Etats-Unis notamment. Alimentée par la mise en application du second volet de la réforme fiscale et un allègement de l'impôt de près de 12 milliards de dollars en deux mois pour les contribuables, la consommation américaine ne donne guère de signe d'essoufflement. La remontée de l'épargne, signal impatientement attendu d'une moindre bouillie d'achats et par là même de produits importés, tarde à se concrétiser. De là à envisager une croissance trop forte pour être saine et une réduction très lente des déficits

commerciaux, il n'y a qu'un pas, de plus facilement franchi par les analystes.

Les organisations internationales sont en outre d'accord pour estimer qu'à l'horizon 1990 le seul des pays que 100 milliards de dollars de déficit de la balance commerciale ne pourra être franchi. En l'absence de toute correction complémentaire, les déséquilibres recommenceront alors à se creuser entre les Etats-Unis d'une part, le Japon, la RFA et les nouveaux venus parmi les puissances exportatrices, les « quatre dragons » (2) d'Asie, d'autre part.

Pour le moment, les Sept ne pourront qu'entourer ce constat. Washington peut tout au plus régler au mieux et au jour le jour sa politique monétaire pour décongeler les anticipations des marchés, aussi préoccupés par la réurgence éventuelle de l'inflation que par un resserrement du crédit, néfaste à la croissance. Les Japonais ont, chacun le répète, fait leur part du chemin. La demande intérieure progresse à un rythme de 5 %, les importations en volume augmentent, les investissements sont aujourd'hui centrés sur un marché interne en pleine expansion. Quant aux Allemands, que les Américains se gardent désormais d'attaquer, ils ont, eux aussi, fait leur part d'activité plus soutenue au premier trimestre 1987 pour faire miroiter une expansion de 2 % cette année. Il n'y a rien d'excitant dans une telle perspective au moment où l'Europe ne parvient pas à envisager une économie à la traîne. Au moins est-ce un peu moins médiocre qu'on ne pouvait le craindre.

#### Surveillance limitée

Inquiet de la fragilité de cette situation, le Fonds monétaire international présidera, pour la première fois, à un exercice de « surveillance multilatérale » des économies, sur la base de la base d'indicateurs mise au point à l'initiative des chefs d'Etat et de gouvernement lors du sommet de Venise de juin 1987. D'accord sur la méthodologie et sur les indicateurs, auxquels les Américains souhaitent associer une référence aux matières premières dont l'or, les pays industriels n'ont pas jusqu'à lâcher la bride au FMI. Sou-

vent affublé de qualificatifs imagés, le Fonds devra se contenter de représenter la « voix de la sagesse », selon un participant aux réunions de Washington, d'être « un poil à gratter dont nous avons tous besoin », selon un autre. D'aucuns estiment, comme le directeur général de la BNP, M. Jacques Wahl, qu'il est temps de « sortir l'organisation de la naphaline » et de lui rendre ses responsabilités de surveillance des pays industriels.

On en est loin. Du temps où les parités étaient fixes, avant le « décrochage » du dollar en 1971, le FMI disposait de véritables leviers, son aide éventuelle lors de dévaluations dont il était une sorte de garant. Aujourd'hui, l'effritement du système monétaire international limite sa marge de manœuvre. Alerter la communauté internationale des dangers qui la menacent, ouvrir en faveur de nouvelles règles du jeu tenant mieux compte des réalités d'un monde où l'Amérique du Nord, l'Europe et la Pacific se partagent désormais l'essentiel du pouvoir, cela n'est pas inutile. Cette démarche restera longtemps abstrait.

A Washington, cette semaine, il sera tout au plus question de dépeindre certaines « facilités » financières du Fonds pour déclencher des financements supplémentaires en faveur des pays à revenus intermédiaires les plus endettés, en cas d'imprévu, flambée des taux d'intérêt ou dégradation imprévisible du commerce extérieur (le Monde du 11 mars). Après l'effort pour venir en aide aux pays les plus démunis grâce au triplement du fonds d'ajustement structurel, créé à cet effet, une telle option n'est pas négligeable. De l'aveu même du directeur général du FMI, M. Michel Camdessus, elle n'a rien de « révolutionnaire ». On reste aussi éloigné d'une solution coordonnée et durable du problème de la dette du tiers-monde que d'une réforme du système monétaire international.

Cet état de fait peut être jugé décevant. Il pourrait se révéler menaçant si, perdant patience à l'occasion d'un mauvais indice, même provisoire, les marchés financiers décidaient de reprendre l'initiative à leur façon et, passant outre les risques d'interventions des banques centrales, jouaient la chute du dollar. L'exemple d'octobre 1987 hante toujours les mémoires des gouvernements des Sept. Pour conjurer le sort, ils disposent aujourd'hui d'une meilleure habileté à présenter leur bonne entente. Un habillage jugé artificiel par nombre d'opérateurs, saisi de scepticisme. Officiellement réitéré, la « coordination des politiques économiques » a perdu, depuis les accords du Louvre, bien de sa superbe. Tel n'est pas le moindre danger des mois à venir.

FRANÇOISE CROUGNEAU.

(1) Etat-Unis, Japon, RFA, Grande-Bretagne, France, Canada, Italie.  
(2) Taiwan, Corée du Sud, Hongkong, Singapour.

## La saison des réunions internationales

Le printemps est marqué, pour la communauté internationale, par une série de rendez-vous traditionnels dont les résultats sont rarement spectaculaires, mais qui assurent une continuité à la coopération internationale.

— Mercredi 13 avril : réunion des ministres de l'économie et des finances ainsi que des gouverneurs des banques centrales du « groupe des Sept » : (Etats-Unis, Canada, Japon, RFA, France, Grande-Bretagne, Italie), en présence du directeur général du Fonds monétaire international, M. Michel Camdessus. Parallèlement le « groupe des vingt-quatre » représentant les pays en développement se penchera sur les difficultés du tiers-monde : faibles cours des matières premières et poids excessif de la dette.

— Jeudi 14 avril : réunion du « comité intermédiaire », la plus haute instance du FMI, sur la façon d'accroître le rôle et

éventuellement les moyens financiers du Fonds.

— Vendredi 15 avril : réunion du « comité de développement » commun au FMI et à la Banque mondiale, qui fera le point sur les problèmes du tiers-monde et les moyens dont disposent les organisations multilatérales, les gouvernements débiteurs ou créanciers et les banques commerciales pour y remédier.

— 18 et 19 mai : réunion ministérielle, à Paris, de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE). La relation per la lutte contre les rigidités structurelles et la protectionnisme sera à l'ordre du jour.

— 17 au 21 juin : sommet à Toronto des chefs d'Etat et de gouvernement des sept principales puissances industrielles.

— 27 et 28 juin : sommet à Hanovre des chefs d'Etat et de gouvernement des douze pays membres de la Communauté européenne.

## BILLET

### Les indésirables du compte bancaire

Les bons comptes font les bons amis. Les mauvais — dans la banque, ceux qui ne sont pas « rentables », — il faut les éliminer. Telle a été, semble-t-il, la démarche de la succursale rouennaise du Crédit du Nord : « une initiative maladroite et trop brutale », dit-on, aujourd'hui, au siège parisien de cette filiale de Paribas. Une action qui n'est pas isolée. D'autres banques (Vernes, par exemple) en ont fait de même plus discrètement. Et, surtout, une action qui amène à évoquer quelques problèmes de fond : les services bancaires relèvent-ils du service public ou du produit commercial banal ? Le libéralisme en matière bancaire ne risque-t-il pas de conduire à la « banque à deux vitesses » ?

Au début de ce mois donc, le sursaire de Roubaix du Crédit du Nord a annoncé à ses clients de « retirer le solde disponible » sur leur compte et « de faire retour des formules de chèques et de cartes de paiement ». Principales victimes de ces injonctions : des chômeurs, des retraités... Les raisons invoquées par la banque : « Trop de gens nous utilisent comme un service public et ne nous demandent que des opérations de caisse sans placer leur épargne chez nous ou recourir à d'autres produits. Argument sans doute justifié pour une entreprise dont la principale, sinon la seule préoccupation est celle de son compte d'exploitation. Les banques, surtout lorsqu'elles sont privées, sont aussi des entreprises. Mais argument aussi qui n'est pas sans risque.

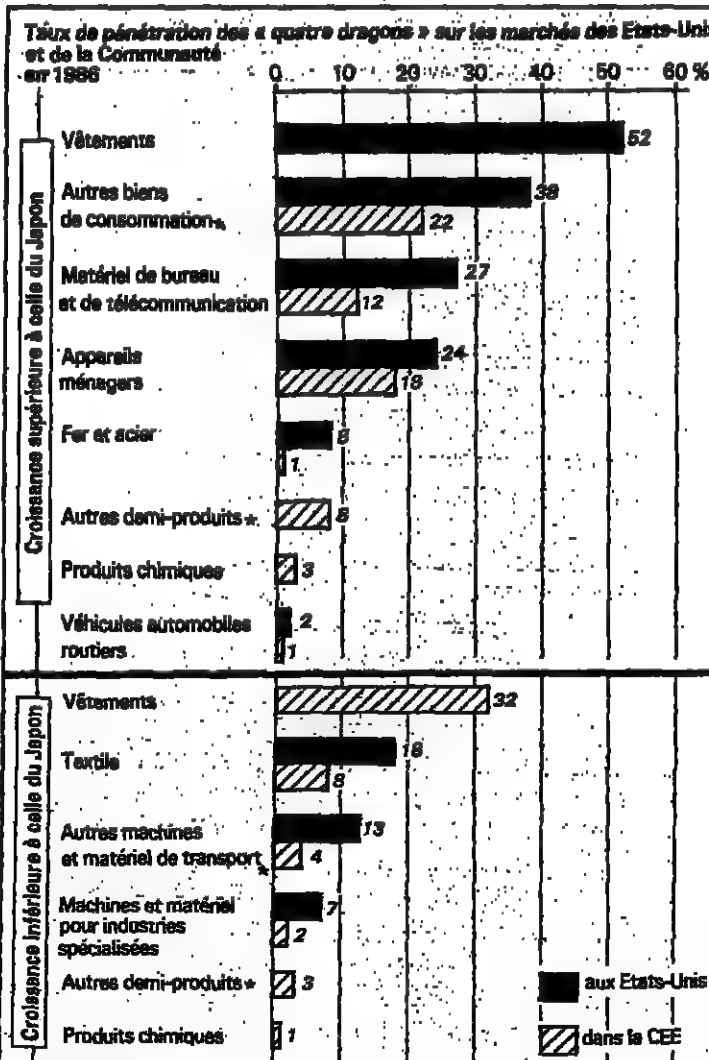
Le compte bancaire est-il un service comme les autres ? Aux Etats-Unis, royaume du libé-

lisme, la réponse est définitivement affirmative. Pour la grande majorité des petites gens, le service bancaire est d'une qualité détestable. La tapis rouge en revanche défilait devant les toulousains de gros comptes. En France, la situation est (était) jusqu'à présent très différente. Depuis la mensualisation des salaires au début des années 70, l'ouverture d'un compte est pratiquement une obligation. Tous les Français sont « bancairisés ». Dans ces conditions, il n'est pas possible de considérer le compte bancaire comme un service ordinaire. La législation en vigueur le reconnaît. La loi bancaire de 1984 a confirmé « un droit au compte » à tous les Français. Si un client est rejeté par plusieurs établissements, il peut demander à la Banque de France de lui désigner une banque pour y ouvrir un compte.

Privées et mises en concurrence, les banques vont désormais chercher à se débarrasser de tout ce qui pourra peser sur leurs résultats. Et donc les « petits comptes ». Elles chercheront simultanément à facturer tous leurs services, et notamment la tenue de compte. Le risque est grand, si le seul aiguillon qui les guide est la concurrence, de voir se constituer un système bancaire à deux vitesses. Des établissements, pour clients fortunés, offrant une gamme de services complets et de haute qualité mais pratiquant des tarifs élevés, d'un côté. Des banques pour pauvres, de l'autre. Il y a bien des hôtels de différentes catégories, diront certains. Mais peut-on assembler une chambre forte à une chambre d'hôtel ?

ERIK IZRAELWICZ.

## Le poids croissant des nouveaux pays industriels d'Asie



Résumé cette année à Tokyo, la commission trilatérale a relancé l'idée, qui progresse dans toutes les instances internationales, d'une association plus ouverte des nouveaux pays industriels d'Asie à la coordination des politiques économiques. L'ancien premier ministre japonais, M. Nakasone, a mis en garde les Américains et les Européens présents contre une « réaction protectionniste et anti-asiatique » avant de préconiser la mise en place d'une « version pacifique de l'OCDE » plutôt que l'adoption en bonne et due forme de Singapour ou de la Corée du Sud à l'Organisation, comme le demandaient d'autres personnalités présentes. L'ancien président de la Réserve fédérale, M. Paul Volcker, a notamment plaidé en faveur d'une plus grande intégration des « quatre dragons » (1) aux organisations comme le Fonds monétaire international, la Banque mondiale ou le GATT (accord général sur les tarifs douaniers et le commerce). Les chiffres contenus dans le dernier rapport de ce dernier confirment le poids commercial croissant de cette « bande des quatre » : en 1986 ils ont fourni 16 % des importations américaines de produits manufacturés contre 25 % pour le Japon. Leur part de marché aux Etats-Unis et dans la CEE est devenue équivalente à celle des Japonais, voire supérieure pour les produits moins élaborés comme les textiles, les vêtements, les demi-produits et autres biens de consommation.

(1) Taiwan, Corée du Sud, Singapour, Hongkong.

\* Les « autres biens de consommation » comprennent des produits tels que les meubles, les appareils électroménagers, les articles de voyage, la verrerie ; les « autres machines et matériels de transport » sont des articles manufacturés en métal, les machines électriques, et les « autres demi-produits » comprennent le cuir, le caoutchouc, le bois.

## REPÈRES

### Commerce extérieur

#### Baisse

#### de l'excédent japonais

L'excédent de la balance commerciale japonaise s'est nettement réduit durant l'année budgétaire 1987 (mars 1987-1<sup>er</sup> avril 1988), passant de 89,7 milliards de dollars à 76 milliards de dollars. En valeur, les exportations ont atteint 238 milliards de dollars et les importations 162 milliards. Cette baisse de l'excédent japonais — le premier depuis 1979 — s'explique par une progression des achats à l'étranger (+ 29,2 %) trois fois plus rapide que celle des ventes (+ 10,6 %). En volume — c'est-à-dire en monnaie constante — les importations augmentent de 12,8 % et les exportations de 1,1 %. Point important : la part des produits manufacturés dans les importations japonaises a augmenté, passant de 44,1 % à 45,6 %.

Pour la première fois depuis 1982, l'excédent du Japon avec les Etats-Unis s'est réduit, passant de 52 milliards de dollars à 50,8 milliards

(+ 16,1 % pour les importations japonaises, + 4,5 % pour les exportations). En revanche, l'excédent nippon vis-à-vis de la CEE a continué d'augmenter (20,1 milliards de dollars après 18,2 milliards) malgré une croissance plus forte des importations (+ 31,4 %) que celle des exportations (+ 19,8 %).

### Grande-Bretagne

#### Réforme de la sécurité sociale

Un important réaménagement du système de sécurité sociale britannique, dont le coût — 44 milliards de livres, soit 440 milliards de francs environ, en 1987 — représente 30 % environ du budget de l'Etat, est entré en application lundi 11 avril, après trois ans de discussions (le loi a été votée en 1986). Il conjuguera une réforme des pensions, visant à remplacer la retraite complémentaire versée par l'Etat par des systèmes privés de capitalisation, et une réforme de l'ensemble complexe d'aides destinées à différentes catégories à faibles revenus qui seront simplifiées et regroupées dans un fonds unique de 210 millions de livres.



# Économie

## AFFAIRES

Grolier a accepté l'OPA du groupe français

### L'offensive d'Hachette sur le marché américain de l'édition

Hachette, après avoir augmenté par deux fois son offre pour la porter à 24,25 dollars l'action, est en passe de réussir son OPA lancée le 13 mars sur l'éditeur américain Grolier. Le conseil d'administration de Grolier a décidé d'accepter à l'unanimité, après six heures de discussions, le lundi 11 avril, et avoir écarté notamment le rapport de sa banque-conseil, la First Boston Inc., un accord prévoyant l'acquisition de Grolier par une filiale à 100 % d'Hachette, CITH Acquisition.

L'accord prévoit également une option d'Hachette sur des actions autorisées mais non encore émises, représentant 18,5 % du capital de Grolier, et qui, venant s'ajouter aux 5 % que possède déjà Hachette, lui permettraient de verrouiller l'OPA. En cas de contre-attaque, la société qui voudrait acquérir Grolier devra payer non seulement l'action à 24,25 dollars mais, de surcroît,

acquitter un droit d'entrée exceptionnel de 18,5 % de plus.

Les actionnaires de Grolier (banques pour 50 %, public pour 40 % et cadres de la société pour 5 %) ont jusqu'au 22 avril pour apporter leurs actions à Hachette.

Pour aboutir à cette conclusion qui fait de lui le troisième éditeur mondial derrière l'allemand Bertelsmann et l'américain Simon and Schuster, Hachette a dû essuyer un premier refus de Grolier, qui estimait « insuffisante » la première offre du 13 mars (21 dollars l'action). Grolier, dont l'action avait bondi de 15 à 24 dollars en Bourse à New-York, avait alors essayé de susciter des offres concurrentes. Hachette avait aussitôt attaqué devant les tribunaux ce qu'il considérait comme des mesures anti-OPA.

Le 31 mars, Hachette portait son offre à 24 dollars et emportait l'accord du prési-

dent de Grolier, M. Robert Clark, par un dernier effort de 25 cents dans la soirée du dimanche 10 avril, ce qui porte la valorisation de Grolier à 448,6 millions de dollars (environ 2,5 milliards de francs).

Parallèlement, Hachette s'assurait le soutien de Walt Disney, qui est à la fois un important partenaire du groupe français et de Grolier. Hachette a, en effet, conclu avec Disney la vente de la filiale de Grolier, Childcraft Education, qui commercialise des jouets pour enfants et n'est pas jugée stratégique par Hachette (le Monde daté 10-11 avril). Le montant de cette vente — 52 millions de dollars — viendra alléger d'autant la facture de l'OPA.

Hachette a ainsi réussi à conclure sa percée dans l'édition américaine sans entrer par trop dans le jeu des surenchères élevées qui caractérisent souvent les OPA aux États-Unis.

M.C.I.

### La galaxie verte

Avec la prise de contrôle de Grolier (2,4 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1987), le poids du secteur livres d'Hachette — que ses détracteurs appelaient naguère la « pleuvre verte » — fait un considérable bond en avant. En 1987, en effet, Hachette-livres, que dirige M. Jean-Claude Lattès, avait réalisé 3,2 milliard de chiffre d'affaires, soit 18 % du total du groupe (17 milliards) que préside M. Jean-Luc Lagardère.

Cette activité couvre à la fois le domaine de la littérature générale (Hachette-Frédérice, Grasset-Fasquelle, Stock, Le Chêne, Lattès, Trévise, les Guides bleus, Éditions n° 1), les ouvrages scolaires, les logiciels éducatifs (Edicoff), le livre de poche, la librairie des Champ-Élysées, les collections sentimentales populaires (Marianne), la bande dessinée (Dupuis, Humanoides associés, Rombeid, récemment racheté à La Redoute). En tout, une quarantaine de maisons d'édition qui emploient quatre 4 500 personnes.

Il convient d'ajouter encore à cette constellation la distribution. Hachette distribue chaque année 138 millions de volumes qui proviennent en majorité des maisons d'édition du groupe. Cette activité ne se limite pas au réseau français. Depuis une dizaine d'années, Hachette a pris des parts importantes dans la distribution du livre en Allemagne fédérale, en Belgique, au Canada, en Amérique latine.

Hachette-livres vend également par correspondance et par courtage — par l'intermédiaire de sa filiale Le Livre de Paris et par le réseau Quillet — des encyclopédies, des ouvrages religieux, médicaux ou historiques ainsi que la collection « Tout l'Univers ».

Avec l'entrée de Grolier, le secteur des encyclopédies et des ouvrages éducatifs devient prépondérant dans l'équilibre de la nouvelle galaxie Hachette. Grolier — 7 200 salariés, 22 millions de dollars de bénéfice net en 1987 — est en effet le plus important éditeur américain de livres éducatifs : Academic American of Knowledge et New Book of Knowledge sont des encyclopédies qui pénètrent massivement dans les foyers américains. C'est d'ailleurs cette part de l'activité de Grolier qui intéresse au premier chef Hachette qui a déjà racheté au groupe Walt Disney les activités de Grolier dans le secteur des jeux éducatifs.

L'ensemble du groupe Hachette « épave » aujourd'hui environ 20 milliards de francs. L'activité livres avec ses 5,8 milliards devance de normale celle de la presse (4 milliards), de l'audiovisuel (prise de 2 milliards), du cinéma, de l'imprimerie, de la distribution de presse (Hachette détient 49 % de nouvelles messageries de la presse parisiennes qui distribuent la presse française en France et à l'étranger et de la vente au détail (Kiosques, relais H, aéro-boutiques).

P. L.

### La revanche de M. Lagardère

Avec l'acquisition de l'éditeur américain Grolier, le groupe Hachette peut à la fois savourer son succès et sa revanche. Juste un an après avoir échoué dans sa tentative de rachat de TF 1, au profit de M. Francis Bouygues, le premier éditeur de l'Hexagone qui est aussi le premier groupe français de communication (presse, audiovisuel, cinéma) va poser un pied de géant sur le continent nord-américain.

En prenant le contrôle de l'éditeur d'outre-Atlantique, réputé pour sa fameuse Academic American Encyclopedia et ses nombreux ouvrages à caractère éducatif vendus par réseau de courtage, Hachette gagne une gestion de premier éditeur mondial dans le domaine de l'encyclopédie. Mais Grolier, c'est aussi une diversification réussie dans la reproduction de livres (avec Mythe Color Lab, un laboratoire de haute performance) et un procédé de stockage des informations sur disque informatique parmi les plus efficaces du marché. Si Grolier est donc une « bonne affaire », son contrôle assure surtout au groupe français la place de troisième éditeur du globe, juste derrière la société ouest-allemande Bertelsmann et la firme américaine Simon and Schuster, filiale de la compagnie Gulf and Western.

Pour atteindre ce rang, Hachette disposait d'atouts financiers et stratégiques. L'échec de TF 1 lesteait en jachère le trésor de guerre de 1,5 milliard de francs amassé dans ce but. Le groupe présidé par M. Jean-Luc Lagardère avait en effet cette somme en obtention un crédit à options multiples de plus de 1 milliard de francs, consenti par un consortium d'une cinquantaine de banques, sous le houlette du Crédit lyonnais et de la Chase Manhattan Bank. Le président d'Hachette n'avait d'ailleurs pas caché sa volonté d'acquiescer des maisons d'édition dans les pays anglophones et hispanophones. Opérations qui pourraient faciliter l'implantation dans les pays convoités d'Hachette-Press.

En juin 1986, le groupe français avait pris le contrôle d'un important réseau de distribution de presse amé-

ricain, Curtis Circulation Company. Et au début de l'année dernière, il restructurait ses activités outre-Atlantique en vendant sa filiale Regent Publishing au groupe Gulf and Western. L'aventure de presse d'Hachette sur le continent nord-américain, qui prenait la forme d'un tour de piste exploratoire, a débouché dès l'été dernier sous la direction de Daniel Filipacchi, vice-président du groupe, responsable de la presse. A la faveur d'un partenariat avec le patron de presse américain M. Rupert Murdoch, Hachette lançait d'abord l'édition américaine de son mensuel de cinéma, Première, puis celle de son hebdomadaire féminin Elle. Succès complet : en 1988, soit un an après leur création, la Première américaine est vendue à 450 000 exemplaires tandis que Elle est diffusée à plus d'un million d'exemplaires. En parallèle, le groupe Hachette développait ses activités à l'étranger, que ce soit en Europe (Suisse, Belgique, Italie) ou en Amérique du Sud (Mexique, Chili, Argentine) par le biais de l'implantation de réseaux de distribution ou de filiales éditoriales.

En 1987, Hachette réalisait déjà 40 % de son chiffre d'affaires à l'étranger. L'achat de Grolier devrait donc accroître le poids du premier groupe de communication français hors des frontières.

La France n'était pourtant pas oubliée. Malgré l'arrêt des projets de deux quotidiens que Hachette voulait lancer en 1987-1988 — un titre réservé à un public haut de gamme, le Journal et un quotidien grand public, Oméga — le groupe de M. Jean-Luc Lagardère avait pris le contrôle, l'été dernier, du groupe de presse le Provençal et réorganisé ses titres régionaux (l'Écho républicain, les Dernières Nouvelles d'Alsace, le Provençal, Var-Matin et le Miroir). Mais si cette dimension hexagonale n'était pas oubliée, c'est vers l'international qu'Hachette tournait les yeux. L'OPA quiescente réussie sur Grolier devrait permettre pour la première fois à un groupe de communication français d'affronter les autres sociétés aux États-Unis.

YVES-MARIE LABÉ.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### LA PATERNELLE RISQUES DIVERS

Dans sa séance du 30 mars 1988, le conseil d'administration de La Paternelle Risques divers a arrêté les comptes de l'exercice 1987.

Déduction faite des acceptations internes entre sociétés du groupe, le montant des cotisations émises en 1987 s'est élevé à 2 581,9 MF contre 2 575,5 MF en 1986.

Le bénéfice du compte d'exploitation atteint 193,8 MF au lieu de 203,8 MF pour l'exercice précédent.

Les plus-values nettes dégagées sur éléments d'actifs ont atteint 666 MF contre 136 MF l'année précédente.

Après constitution d'une provision pour moins-values sur le portefeuille-titres de 497,4 MF contre 114 MF l'année précédente, le bénéfice net ressort à 372 MF contre 282 MF en 1986.

Il sera proposé à l'assemblée générale ordinaire, convoquée pour le 1<sup>er</sup> juin 1988, de voter les réserves statutaires de 60 MF et les réserves des plus-values à long terme de 199,7 MF ; la répartition aux actionnaires, qui avait représenté 97,5 MF l'an passé, sera portée à 104 MF, correspondant à un dividende unitaire de 32 F, auquel s'ajouterait un avoir fiscal de 16 F, contre respectivement 30 F et 15 F l'an dernier.

**ACCOR**

ENTREPRISE D'HÔTELLERIE, DE RESTAURATION ET DE SERVICES

Poursuite de la croissance : résultats en hausse de 44 %

Le Conseil d'administration, réuni le 7 avril 1988 sous la présidence de MM. Paul Dubrule et Gérard Pellissier, a arrêté les comptes de l'exercice 1987.

#### RÉSULTATS CONSOLIDÉS

	En millions de francs		Variation
	1986	1987	%
Volume d'affaires	12 935,0	14 618,2	+ 13,0
Résultat net courant après impôt, part de Groupe	231,5	334,3	+ 44,3
Bénéfice par action (en francs)	21,35	24,32	+ 13,9
Dividende par action (hors avoir fiscal et en francs)	6,50	8,50	+ 30,8

Il est à souligner que depuis 1983 la progression du résultat net courant consolidé est de 38 % par an.

#### RÉSULTATS DE LA SOCIÉTÉ MÈRE

Le résultat net de la société ACCOR est de 197 millions de francs en progression de 34 % par rapport à l'exercice précédent.

#### DIVIDENDES

Lors de l'assemblée générale du 19 mai 1988, le Conseil d'administration proposera de verser un dividende de 8,50 francs, une augmentation de 30,8 %, après s'être vu avoir fiscal de 4,25 francs.

#### DÉVELOPPEMENT ET PERSPECTIVES

En 1987, ACCOR a ouvert près de deux hôtels chaque semaine (99 sur l'année) sous les enseignes Sofitel, Novotel, Mercure, Ibis, Urbis, Hotelis, Formula 1.

En particulier Hotelis et Formula 1, les plus récentes innovations du Groupe, ont obtenu de grandes réussites commerciales sur leurs marchés respectifs de l'hôtellerie du grand âge et de l'hébergement très économique. Formula 1, après ses vingt-sept ouvertures en France en 1987, entame son développement international. ACCOR a signé en 1987 276 nouveaux restaurants, notamment dans le secteur de la restauration collective.

Le volume d'animation des titres de services s'est accru de 39 %, grâce, en particulier, aux succès rencontrés par le ticket restaurant à l'étranger.

En 1988, le Groupe poursuivra son développement à un rythme comparable.

#### CHIFFRES-CLÉS D'ACCOR

- Présent dans 38 pays avec 56 200 personnes employées.
- 713 hôtels pour 84 800 chambres.
- 2 215 restaurants publics et de collectivité.
- Lending mondial des titres de services avec 577 millions de tickets émis dans onze pays.

Les comptes seront disponibles sur demande écrite chez ACCOR, 33, avenue de Males, 75015 Paris, à partir du 11 avril 1988.

### Groupe Docks de France

Le conseil d'administration des Docks de France, réuni le 6 avril, a arrêté les comptes de l'exercice 1987, qui seront soumis à l'assemblée générale du 26 mai prochain.

Les chiffres consolidés essentiels figurent dans le tableau ci-dessous ; compte tenu de l'entrée des Economats du Centre dans le périmètre de consolidation, ils sont donnés à la fois à périmètre constant et globalement.

	1986	1987 périmètre constant	1987 Global	Variation
Chiffre d'affaires hors taxes (MF)	38 330	39 116	49 (2)	+ 2,1 (1)
Résultat courant (MF)	20,8	26,3	+ 5,5	+ 26,4
Résultat net (MF)	15,2	17,5	+ 2,3	+ 15,2
dont part du Groupe (MF)	14,9	16,9	+ 2,0	+ 13,4
soit : par action (F)	35,8	40,4	+ 4,6	+ 12,8
- dont compte tenu des obligations convertibles	13,3	14,4	+ 1,1	+ 8,3
Capacité d'autofinancement (MF)	40,6	40,9	+ 3,7	+ 9,1

(1) A taux de change constant :

- Pour la société mère Docks de France, le résultat courant progresse de 84,4 MF à 96,8 MF ; le résultat net passe de 67,5 MF à 94,8 MF.
- Le conseil d'administration proposera à l'assemblée générale de porter le dividende à 50 F par action (soit un revenu global de 75 F) contre 47 F versés au titre de 1986.

Compte tenu de l'émission de 30 965 actions d'apport rémunérant les anciens actionnaires majoritaires des Economats du Centre, et des conversions d'obligations intervenues en 1987, le montant distribué augmenterait ainsi de 14,2 %.

**Le Monde**  
PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :  
45-55-91-82, poste 4330

## PREMIUM

### CONFERENCE ANNIVERSAIRE DU CRASH

LE 12 AVRIL 1988  
AU GRAND HOTEL - PARIS

M. AFTALION	M. DUCROS	M. PERQUEL	M. MERLIN
M. de BOISSIEU	M. FOURNIER	M. LAGRANGE	M. PIERMAY
M. de BOUVEN	M. JARS	M. de LA MARTINIÈRE	M. PEYRELLVADE
M. CARTIER	M. KATZ	M. LUTPALLA	M. RICHARD
M. DELABRIÈRE	M. MENTRE	M. WICKER	

Conclusion de : M. LE FORT, Président de la COB

Tables rondes animées par :

Olivier PICON du journal INVESTIR  
Gilles COVILLE Rédacteur en chef Adjoint du journal L'EXPANSION

### La bataille autour de la Société générale de Belgique

#### Les alliés belges de Suez regroupent leurs participations dans un nouveau holding

BRUXELLES  
de notre correspondant

Pour faire pendant au holding Europe 92 créé par M. Carlo De Benedetti et ses alliés, MM. André Leyens (Gevaert) et Pierre Scobier (COBEP), le plus grand des actionnaires belges qui se sont regroupés autour du groupe Suez ont à leur tour mis sur pied leur propre structure d'accueil. Il s'agit d'Erasmus Capital, un holding dont le capital, qui pourrait avoisiner les 3 milliards de francs belges (soit 480 millions de francs français), contre 15 milliards de francs belges pour Europe 92, a été constitué par tout ou partie des actions de la Société générale de Belgique, détenues par les Assurances générales, la société IMOFI et les banques Lessius et Nagelmakers. Au total Erasmus Capital détiendrait environ 3 % des actions de la Société générale, mais il est possible que les actions que Suez a l'intention de rétrocéder à ses partenaires belges

passent par ce canal. Il est aussi possible qu'Erasmus accueille d'autres actionnaires belges de la Générale, à condition qu'il y ait encore.

Mises à part les Assurances du Borenbond et Artois-Piedbœuf, qui n'ont plus maintenant que des participations symboliques, les autres actionnaires belges ont, les comptes des deux groupes antagonistes sont exacts, tous vendu leur participation.

Certains observateurs notent toutefois que si le Borenbond et Artois n'ont pas rejoint Erasmus Capital, c'est peut-être parce qu'ils tiennent justement à garder leur indépendance et leur liberté de vote en perspective de l'assemblée générale du 14 avril (le Monde du 12 avril).

Rappelons que le groupe Suez affirme, et a fait constater par huis-clos, qu'il possédait 50,8 % des actions de la Société générale, alors que Carlo De Benedetti dit en avoir 48 %.

J.-A. F.

هكذا من الاعمال



## Économie

Après la nouvelle offre d'Elf-Aquitaine

### Le groupe Bolloré est prêt à surenchérir pour Rhin-Rhône

Malgré la volonté affichée de deux parties de parvenir à un compromis, la bataille boursière autour de Rhin-Rhône entre la société nationale Elf-Aquitaine et le groupe Bolloré est entrée, le lundi 11 avril, dans une nouvelle phase. Après le rejet, lundi matin, de l'OPA de M. Bolloré (à 1 575 francs l'action) par le conseil d'administration de Rhin-Rhône (cinq voix contre, quatre pour), le groupe Elf-Aquitaine, principal actionnaire de la société (avec 39,5 % du capital), a annoncé une surenchère à 1 700 francs sur tous les titres.

Présentant à la presse cette décision, M. Michel Pecqueur, le président de la SNEA, a expliqué que le groupe national s'était résolu à cette

surenchère parce qu'il n'avait pas pu « parvenir à conclure l'accord avec le groupe Bolloré qu'il a recherché avec insistance ». Le dirigeant d'Elf estime que « ce prix exprime la limite d'une estimation raisonnable de la valeur de l'entreprise » et constitue « la dernière offre qu'Elf-France fait aux actionnaires de Rhin-Rhône ».

Réagissant à cette surenchère dans l'après-midi, M. Vincent Bolloré s'est d'abord interrogé sur la validité de cette nouvelle offre. « D'après nos calculs, le prix de 1 700 francs l'action offert par Elf ne constitue pas une surenchère de 5 % en capitaux, prévue par la loi comme le minimum », a-t-il expli-

qué. Une analyse que contestent les conseillers financiers de la société nationale. La société des Bourses aura à en décider.

En tout état de cause, si la contre-OPA d'Elf est déclarée recevable, M. Bolloré, qui possède après des achats en Bourse environ 36 % du capital de Rhin-Rhône, s'est déclaré déterminé à surenchérir de 5 %. Il serait alors obligé de reprendre les titres d'Elf si celle-ci décidait de vendre — réalisant ainsi une plus-value de 300 millions de francs — M. Bolloré a confirmé qu'il traiterait en justice et demanderait, en vertu du protocole d'intention signé entre les deux parties, une indemnisation correspondant à la différence entre le prix de 1 100 francs (celui de la pre-

mière OPA de M. Bolloré) et le prix atteint à l'issue des surenchères.

Reconnaissant que le protocole signé entre les deux parties prévoit bien une restructuration des actifs de Rhin-Rhône, M. Bolloré estime que cette partie du texte « ne peut pas être mise en œuvre immédiatement pour des raisons juridiques », notamment la nécessité de consulter les instances sociales et de faire appel à des commissaires aux apports. De toute façon, a indiqué M. Bolloré, « notre groupe est intéressé par toutes les filiales de Rhin-Rhône ».

E. L.

#### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## Pour son Assemblée Générale, le CCF invite ses actionnaires à la Cité des Sciences et de l'Industrie.



### La banque des réussites

Les assemblées générales extraordinaires et ordinaires du CCF auront lieu le mardi 3 mai 1988 à 17h à la Cité des Sciences et de l'Industrie, Centre International de Conférences, 30, avenue Corentin Cariou, 75019 Paris. Vous devez demander votre carte d'admission auprès de votre établissement financier avant le 29 avril.

#### Le jargon des entreprises

### Soyez « réactifs » sur le « field » !

Chez IBM, on s'envoie des « V-Net », missives informatiques qu'on prononce V-Net. Pour les Renault, le « barag » est une pièce de R4. Les salariés de Cipel (Mazda, Wonder, Selt) mettent leurs piles dans un « blister ». De Marseille à Lille et de Strasbourg à Brest, la France des entreprises jargonne. « Une langue formée d'éléments hétérogènes et de mots stériles », explique le dictionnaire au mot jargon. Mais en fait le rôle de ce langage est bien plus complexe. Il cristallise et reflète les relations sociales de l'entreprise.

Lorsque je suis entrée chez IBM, il y a une dizaine d'années, on mettait des mots anglais partout. Aujourd'hui, on français les termes. C'est pas, affirme une salariée de Big Blue. Le jargon est d'abord un langage technique. « Les usines françaises produisent des pièces d'ordinateur qui complètent celles qui viennent d'Allemagne et du Royaume-Uni », explique un cadre d'IBM. Nous sommes donc obligés d'employer une langue véhiculaire constituée de termes anglais. « Ainsi les salariés se forgent rapidement un langage oral, technique, rapide, indispensable au travail en commun, et, au sein des multinationales l'anglais s'impose, tout comme les sigles. Dans l'entreprise, on ne parle pas de « date de livraison demandée par le client » mais de « CRAD ». Une expression que les salariés sont d'ailleurs bien en peine de reconstruire.

Les mots sont ensuite parfois francisés au plus simple : il suffit de rajouter « er » pour un verbe. Et vous disposez ainsi au lieu de distribuer. Notons un passage que l'informaticien est un terrain fertile. IBM a mis au point un courrier informatique interne baptisé « Prof ». « Auparavant, si je devais envoyer une note de service, elle était tapée puis corrigée », affirme une salariée. Aujourd'hui, j'écris rapidement quelques mots sur mon ordinateur et je les envoie tels quels, grâce au « V-Net » (Vraisi network). On aboutit à ne plus rédiger, à déstructurer les phrases. Et la charabia propre à chaque service connaît une inflation galopante, même si aujourd'hui les salariés font un effort de reconstruction à la demande de la direction, qui veut introduire une « courtoisie informatique » destinée à terminer les messages par merci, bonne réception, etc.).

Les cas d'IBM sont sans doute très considérés comme caricaturaux. Mais le jargon est bien la chose au monde la mieux partagée dans la France active. Ainsi chez Renault. « Je préfère l'appeler : vocabulaire technique », affirme M. Patrick Bessy, chargé de la communication. « Dans une voiture, il y a 20 000 pièces et elles ont toutes un nom. De plus, chaque métier (peinture, travail de la tôle) a son propre jargon. » Chez Renault, la « mandoline » n'est pas un instrument de musique, mais une partie du train avant de la R 21.

Langage simple et pratique, le jargon est utilisé par les pilotes d'avion dans leurs relations avec une tour de contrôle. « La langue véhiculaire de l'aviation est l'anglais », remarque M. André Minicou, salarié au radar de Bretagne. Les dialogues sont d'autant plus rapides que le pilote doit répéter ce que le contrôleur dit afin de vérifier qu'il n'y a pas d'erreur. « La langue de Shakespeare émaille alors des phrases brèves autant que les abréviations de français. Chacun sait que les pilotes ont une manière bien à eux d'épeler l'alphabet. « A comme Alpha, B comme Bravo, C comme Charlie. » La tour de contrôle ne dit pas lors d'une manœuvre d'arrivée : « On vous envoie au parking P1 », mais : « On vous envoie aux Eaux Whisky. »

#### Être du métier

En attendant le pilote prend un « tod way » jusqu'à la zone de stationnement ; un « liss » ou « liss landing » est un atterrissage en saut. « C'est carok » (loading and visibility OK) signifie que les conditions météorologiques sont bonnes. Quant aux compagnies aériennes, elles font la chasse aux « no-show » (passagers qui ne se présentent pas), lui préférant les « go-show ».

Le « charabia » a aussi une autre fonction. Il donne aux salariés le sentiment d'être « du métier », reconnu par ses pairs. Le jargon isole alors les employés des salariés appartenant à un autre groupe, utile frontière qui marque des « pays ». « Chez Renault, chaque

service a son jargon », remarque Patrick Bessy. Les ouvriers n'ont pas le même que le personnel de marketing. « Ici on parlera du « girafon » (trappe placée sur la R 4 fourgonnette), là de « CKD » (véhicules employés en pièces détachées). Même remarque chez IBM : « Une personne qui ne fait pas partie d'un service peut assister à une réunion sans comprendre ce qui s'y dit », affirme une salariée. Chez Cipel, les hommes de marketing émaille leurs discours de termes tels que « display » (présentoir), « positionnement », « espace vectoriel », ou « winners » (vente liée à un cadeau), autant de termes mystérieux pour le boss.

Une technique, un passeport, le jargon est, au-delà, révélateur des relations sociales au sein des entreprises. Cipel y traduit sa volonté de créer une « culture d'entreprise ». D'où l'injection de néologismes et sigles à la mode tels que « réactio » (réaction rapide, anticipation d'un événement) ou « TPM » (cycle de qualité). « Il s'agit de cimenter les salariés : du groupe », affirme M. Ludovic Ancelet, chargé de la communication. Tout avant qu'il les motive. Dans le journal d'entreprise, un article, parfois accompagné de son lexique, doit avoir un style oral, pour être plus « chaleureux ». Chez IBM, le jargon révèle les courants qui traversent l'entreprise. « Le management à l'américaine nous impose ses expressions », remarque un cadre.

Le jargon des entreprises, qui reflète à la fois la domination des ingénieurs, sort aujourd'hui de la bouche des hommes de marketing. Proclame ancestral : la impose leur loi par leur vocabulaire. Chez Big Blue on affirme clairement être sur le « field » (sur le terrain), mais on reconnaît plus difficilement être de la « main » (travailler dans les usines).

#### Le langage

Le jargon, ou jargonisme, il jargonne, nous posons de gros problèmes aux spécialistes de la communication. Cette profession, fort à la mode dans les affaires comme dans la politique, est payée pour assurer la libre circulation de l'information dans l'entreprise. Concrètement, en français, dans la classe, elle expurge. « Renault, qui emploie des dizaines de milliers de salariés dont une majorité écrasante d'OS, ne peut user d'un jargon pour sa communication interne », remarque M. Bessy. Nous devons également le supprimer dans nos relations avec nos clients et avec le grand public. Mais on sait céder, chez le constructeur, ce qu'il faut aux autonomistes. Les cadres, par exemple, ont leur propre journal qui jargonne professionnel.

Même laissez-passer chez IBM, où la maintenance se plonge avec délices dans Inspection IBM et les vendeurs dans Marketing actualité. Chaque établissement a son jargon, mais les communicateurs veillent. Une centaine de personnes sont affectées à cette tâche dans la société, qui emploie en France 17 000 salariés. Tant à l'intérieur, grâce à un journal commun soigneusement nettoyé des anglicismes propres à chaque service, qu'à l'extérieur, grâce à un effort d'adaptation à la langue de Molière, on français comme à l'Académie (en plus vite). Un comité de vocabulaire, chargé de traduire les nouveaux termes avant — surtout — que les salariés ne s'en emparent, a rédigé un dictionnaire de 300 pages, véritable Littré de la compagnie. Les arrêtés du Journal officiel, concernant l'enrichissement du vocabulaire de l'informatique — en bon français, leur traduction — sont scrupuleusement recopiés dans le journal d'entreprise.

Avec d'ailleurs un succès mitigé. Qui emploie « marketing » pour l'inévitable marketing ? Les mots les plus aisément assimilables sont en fait les plus proches des termes initiaux. Ainsi un erreur dans un programme informatique. En ordi « bogu », les traducteurs ont permis aux informaticiens de « déboguer » en bon français. Qu'importe d'ailleurs le flacon ! Pour les communicateurs, l'essentiel est de faire avaler le langage de la mobilisation. « Il faut relever le défi », bien plus efficace que « nous devons sortir de l'ornière », « challenge » à la Bourguignon, « qualité totale », « motivation », « consensus ». Voilà les vecteurs des winners ! OK, coco ?

MARIE-CHRISTINE ROBERT.



AFFAIRES

Le lancement d'ESPRIT II par la CEE

12 milliards de francs pour la recherche informatique européenne

LUXEMBOURG  
(Communautés européennes)  
de notre correspondant

La Communauté dépensera 167 millions d'ECU (1,17 milliard de francs) de 1989 à 1993 pour stimuler les échanges de chercheurs entre laboratoires de pays différents. Ce programme, dénommé « Sciences », qui prend la suite et amplifie l'ancien programme « Simulation des échanges » (60 millions d'ECU, soit 420 millions de francs sur quatre ans de 1985 à 1988) a été approuvé par les ministres de la recherche des Douze, qui étaient réunis lundi 11 avril à Luxembourg. C'est le succès du premier programme qui explique l'augmentation de l'effort financier ainsi consenti pour favoriser la mobilité des chercheurs. Le programme finance l'octroi de bourses, le jumelage entre laboratoires à l'occasion de projets entrepris en collaboration entre plusieurs unités de recherche de la CEE. Environ trois mille chercheurs en ont déjà bénéficié.

Les ministres ont ensuite décidé de lancer un nouveau projet européen d'aide électronique à la circulation appelé DRIVE. Le financement communautaire atteindra 60 millions d'ECU soit 420 millions de francs sur cinq ans. L'idée est d'utiliser les ressources de l'électronique et des télécommunications pour renforcer la sécurité, mais aussi pour améliorer le trafic ou encore réduire la consommation de carburant. DRIVE est complémentaire de Prométhée, un projet mis en œuvre dans le cadre d'Europe pour les principaux constructeurs européens de voitures. Prométhée informe l'automobile et a donc pour objet le développement d'équipements embarqués. DRIVE, sans négliger ceux-ci, met plutôt l'accent sur l'équipement des infrastructures.

Pour promouvoir l'enseignement par ordinateur et, en particulier, le recyclage, les Douze ont lancé le programme DELTA, doté de 20 millions d'ECU, soit 140 millions de francs pour deux ans. L'effort portera en particulier sur la mise au point de logiciels spécialisés. Les crédits de DRIVE, comme de DELTA, seront accordés, sur le modèle du projet ESPRIT, à des projets présentés par au moins deux laboratoires ou entreprises appartenant à des pays différents de la Communauté. La contribution budgétaire de la CEE est limitée à 50 % du projet.

Echec sur la fusion

Les Douze ont enfin formellement approuvé le lancement de la deuxième phase du programme ESPRIT (ou ESPRIT II). L'accord politique était intervenu en décembre, mais il manquait alors l'aval du Parlement européen. ESPRIT, lancé en 1984, organise, avec succès, la coopération entre les entreprises et les centres de recherche de la CEE dans les technologies de l'information. Les crédits affectés par le budget communautaire à ESPRIT II, soit 1 600 millions d'ECU sur cinq ans (12 milliards de francs) sont deux fois plus importants que ceux dont était doté ESPRIT I. Ce projet,

en fait le plus important mis en œuvre par la CEE, bénéficiera d'un budget total de 3 200 millions d'ECU (24 milliards de francs).

La réunion de lundi a cependant été marquée par un échec. Les Douze n'ont pas réussi à s'entendre sur le montant des crédits à affecter au programme de recherche sur la fusion thermonucléaire au cours des années 1987-1991. Il s'agit d'un programme de longue haleine dont l'objectif est de produire de l'énergie grâce à la maîtrise de la fusion. L'Europe, qui s'est engagée dans cette voie depuis plusieurs années, est bien placée. Cependant, le Royaume-Uni, relayé par l'Espagne et le Portugal, la Grèce et l'Irlande, n'estime pas nécessaire de dépenser des sommes aussi importantes que ce qui est proposé par la Commission, soit environ 600 millions d'ECU (4,2 milliards de francs) sur cinq ans.

PHILIPPE LEMAITRE.

Un contrat de 24 millions de francs

Un système léger de transport français est acheté par les Japonais

La société Soulé, de Bagneres-de-Bigorre (Hautes-Pyrénées), a remporté un premier contrat à l'exportation pour son système « SK » de transport sur de courtes distances. Celui-ci a été remporté par la société Japan Gasoline Corporation (JGC) pour desservir l'exposition internationale qui se tiendra, au Japon, près de Yokohama, du mois de mars au mois d'octobre 1989.

Le contrat porte sur la fourniture par Soulé d'un système qui comportera vingt-cinq cabines automatiques capables de transporter, sur 650 mètres, trois mille personnes à l'heure. Le montant de cette livraison s'élève à 24 millions de francs.

Le SK est un système très robuste de transport sur des distances de plus de 300 mètres, par exemple, entre le parking d'un centre commercial et une station de métro ou une gare de bus. Chaque cabine d'une dizaine de passagers roule sur des rails, entraînée à la vitesse de 20 km/heure par un câble sans fin. Une fois en station, la pince, qui agrippe le câble, débriève automatiquement et la cabine est freinée, puis tractée, par de petits tapis rou-

lants à la vitesse de 1 km/heure pendant que les passagers montent et descendent. A la sortie de la station, les portes se ferment et la pince saisit progressivement le câble pour que la cabine atteigne sans à-coups sa vitesse de pointe. Les cabines se suivent toutes les douze secondes.

Mis au point par la société Soulé et M. Vann de Kermaden, le SK n'a connu, jusqu'à présent, que deux applications : une voie aérienne de 150 mètres de long desservant le pavillon français de l'exposition de Vancouver (Canada) et une voie de 310 mètres reliant le parc des expositions de Villepinte (Seine-Saint-Denis) à une zone de parking.

Le contrat signé avec les Japonais aidera peut-être la RATP à franchir le pas et à commander les quatre lignes à l'étude en région parisienne, à savoir entre les lignes de la station Montparnasse, pour le rabattement vers les stations Créteil et Noisy-le-Grand, et enfin entre la gare de Lyon et la gare d'Austerlitz sur le futur pont Gentil.

AL. F.

ÉNERGIE

La remontée des prix

Les pays producteurs de pétrole négocient les sacrifices nécessaires

Tandis que les cours du pétrole s'envolaient, lundi 12 avril, sur tous les marchés libres, suivant l'annonce surprise d'une prochaine conférence extraordinaire de l'OPEP, les discussions se poursuivaient entre tous les pays producteurs de brut, membres ou non de l'organisation, qui doivent se retrouver pour la première fois à Vienne le 21 avril, deux jours avant la conférence de l'OPEP.

Deux points restent à clarifier. D'abord, le nombre de pays non membres de l'OPEP, les « NOPEP », acceptant de participer à un effort global d'assainissement du marché. Jusqu'ici, seuls l'Égypte et le Mexique, qui ont une tradition de fidélité à l'OPEP, ont officiellement accepté de participer à la réunion de Vienne. Par contre, la Colombie a fait savoir qu'elle n'enverra pas de représentant. Les participations de la Chine, de l'Angola, et surtout de l'URSS et de la Norvège restent également en suspens.

Un tiers de l'effort

La répartition de l'effort à accomplir pour rééquilibrer le marché, encombré de surplus depuis le début de l'année, demeure elle aussi incertaine. La plupart des observateurs estiment qu'une réduction globale de 1 million de barils par jour de la production, supportée pour partie par l'OPEP, pour partie par les « NOPEP », serait nécessaire.

Selon les statistiques mensuelles de l'Agence internationale de l'énergie, la production de pétrole a été au premier trimestre de 1988 supérieure de 5 % à celle de l'année dernière, à la même époque, tandis que la consommation s'accroît de 0,8 %. Ce déséquilibre explique que, en dépit d'un déstockage moitié moins important que l'année dernière, les cours aient fortement diminué, passant d'environ 17,50 dollars à la fin de 1987 à moins de 16 dollars en mars.

Selon l'agence, c'est l'OPEP qui est pour l'essentiel responsable de ce déséquilibre. Bien que les treize pays aient maintenu leur rythme d'extraction dans les limites du plafond et des quotas prévus en décembre dernier, la production totale de 17,4 millions de barils/jour au premier trimestre est en effet supérieure de 10 % à celle de l'année dernière (15,6 millions de barils/jour), la différence provenant pour l'essentiel de l'Arabie saoudite et de l'Irak. L'année dernière, en effet, le royaume saoudien et l'OPEP en général avaient accepté de faire de leur mieux pour réduire la production de 300 000 barils par jour, soit à peine un tiers de l'effort, jugé insuffisant. Or l'OPEP ne parvient jusqu'ici guère à résister de procéder de nouveau à une coupe massive de sa propre production. Il est néanmoins probable que l'attente des réunions de Vienne soutienne psychologiquement le marché d'ici à la fin du mois, permettant ainsi aux pays producteurs de passer la période critique, sans nouveau sacrifice.

mier trimestre, soit 400 000 barils par jour.

Reste à décider qui acceptera à la fin du mois de limiter son rythme d'extraction et dans quelle proportion. A supposer même que tous les « NOPEP » pressuris (Égypte, Mexique, Chine, Malaisie, Oman, Angola, Colombie, URSS, Norvège) acceptent de faire un effort, le volume de leurs exportations, donc leur marge de manœuvre, reste relativement faible : 6 millions de barils/jour environ, soit environ la moitié de l'OPEP. Une baisse de 5 % de leurs exportations, en discussion depuis plusieurs semaines, ne représenterait que 300 000 barils par jour, soit à peine un tiers de l'effort, jugé insuffisant. Or l'OPEP ne parvient jusqu'ici guère à résister de procéder de nouveau à une coupe massive de sa propre production. Il est néanmoins probable que l'attente des réunions de Vienne soutienne psychologiquement le marché d'ici à la fin du mois, permettant ainsi aux pays producteurs de passer la période critique, sans nouveau sacrifice.

V. M.

EN BREF

● Immobilier : achats massifs par les investisseurs japonais aux États-Unis. — Manhattan, San Francisco, Los Angeles, Hawaii accueillent beaucoup des investisseurs japonais, selon des estimations publiées le mercredi 5 avril par des firmes californiennes. Grâce à la très forte appréciation du yen face au dollar, les Japonais, selon la firme de comptabilité Kenneth Leventhal and Co., ont acheté en 1987 pour 12,77 milliards de dollars de biens immobiliers aux États-Unis, soit une progression de 70 % par rapport à 1986 (7,53 milliards). En 1988, l'investissement avait été de 1,86 milliard de dollars.

En 1987, Hawaii, grâce à ses hôtels, a été en tête avec 3,3 mil-

liards de dollars, suivi par la Californie avec 2,98 milliards et par New York avec 2,34 milliards. La somme globale se répartit entre 5,19 milliards de dollars d'immobilier de bureaux, 4,57 milliards d'hôtels et 1,3 milliard de logements.

● Débrayages aux usines Ciments Lafarge. — A la suite de l'échec de négociations salariales avec la direction, le 6 avril, des débrayages de deux heures ont été observés à compter de cette date — dans des proportions variant de 30 % à 90 % du personnel — dans dix usines sur douze des Ciments Lafarge, à l'appel de la CGT, de la CFTC, de FO et de la CFTC. Le désaccord salarial porte sur des mesures spécifiques et sur des primes et non sur des augmentations générales, celles-ci étant au niveau de la branche (où un accord prévoit 2,25 % en niveau pour l'année). Le mouvement n'affecte plus que la moitié des usines depuis le 11 avril, le CFTC et FO s'étant retirés de la grève. Un accord salarial pourrait être conclu le mardi 12 avril avec une modification de dates pour les mesures envisagées.

● Pêcheurs de Terre-Neuve. — Le gouvernement de M. Chirac a indiqué qu'il prendrait « des mesures » en faveur des pêcheurs des zones de Terre-Neuve actuellement en conflit avec le Canada à leur situation sociale se détériore. Environ trois cent trente pêcheurs, le plus souvent de Bretagne, sont concernés. Une délégation avait manifesté, le jeudi 7 avril à Paris, devant l'hôtel Matignon.

**Le Monde**  
PUBLICITÉ FINANCIÈRE  
Renseignements :  
45-55-91-82, poste 4330

PORCHER TEXTILE

a acquis la Division

BURLINGTON

GLASS FABRICS

du Groupe

BURLINGTON INDUSTRIES INC.

La BANEXI

a conseillé

PORCHER TEXTILE

La BANEXI

et la BNP

succursale de New-York

ont conçu et syndiqué  
le financement  
de cette opération

Mars 1988

FOUGEROLLE

Le conseil d'administration de FOUGEROLLE, réuni le 7 avril 1988 sous la présidence de M. Jean-François Royrat, a arrêté les comptes de l'exercice 1987 et examiné les résultats consolidés du groupe.

Le chiffre d'affaires du groupe a atteint 8,9 milliards de francs en 1987 contre 8,4 milliards de francs en 1986. Le bénéfice consolidé du groupe s'élève à 133 millions de francs, contre 83 millions de francs en 1986. Ces résultats ne sont pas établis à structure comparable, le groupe ayant été 1987 harmonisé ses procédures de consolidation avec la nouvelle loi comptable, et élargi notamment le périmètre de consolidation aux activités concessions et immobilières. Dans les mêmes conditions d'élaboration que

l'année précédente, le chiffre d'affaires et les résultats consolidés du groupe en 1987 auraient enregistré une légère progression par rapport à ceux de l'exercice 1986.

La société mère FOUGEROLLE S.A. a réalisé un bénéfice net de 235 millions, comprenant une plus-value d'apport exceptionnel de 212 millions, qui n'intervient pas dans la détermination des résultats consolidés. Il est rapporté que le résultat propre de FOUGEROLLE au titre de l'exercice 1986 s'élevait à 18,6 millions de francs.

Il sera proposé à l'assemblée générale ordinaire convoquée pour le 16 juin 1988 de distribuer un dividende net de 6 F par action, assorti d'un avoir fiscal de 3 F, soit un revenu global de 9 F par action contre 7,50 F pour l'exercice 1986.

Crédit Mutuel

une banque à qui parler

SICAV

Epargne Long terme

Epargne Industrie

Epargne J

Epargne Quatre

Epargne Première

Epargne Monde

Composée essentiellement d'obligations françaises et éligible au plan d'épargne en vue de la retraite (PER), la SICAV Epargne Long terme donne la priorité à la plus-value.

Au 31 mars 1988, son actif net totalisait 948,9 MF. La valeur liquidative s'élevait à 164,28 F (après division du titre par dix). Payé le 31 mars 1987, le coupon s'élève à 76,76 F net. Depuis sa création (15 juin 1984), le taux de rendement annuel actuariel de la SICAV s'élève à 17,04 %.

Composée essentiellement d'actions françaises et permettant de bénéficier des dispositions fiscales prévues dans le cadre de la loi Monory et des CEA, la SICAV Epargne Industrie donne la priorité à la plus-value.

Au 31 mars 1988, son actif net totalisait 3,030 MF. La valeur liquidative s'élevait à 61,08 F (après division du titre par dix). Payé le 31 mars 1987, le coupon se monte à 28,70 F net. Depuis sa création (23 novembre 1978), le taux de rendement annuel actuariel de la SICAV s'élève à 18,49 %.

SICAV de trésorerie, Epargne J procure une rémunération proche du rendement monétaire et assure aux souscripteurs une sécurité et une liquidité totales.

Au 31 mars 1988, son actif net s'élevait à 3,102 MF. La valeur liquidative s'élevait à 52,417,36 F. Payé le 18 janvier 1988, le coupon se monte à 2,906,55 F net. Depuis sa création (1<sup>er</sup> décembre 1986), le taux de rendement annuel actuariel de la SICAV ressort à 7,98 %.

SICAV à revenu trimestriel destinée à des placements moyen-long terme. Son portefeuille est composé d'obligations françaises.

Au 31 mars 1988, son actif net totalisait 221,2 MF. La valeur liquidative s'élevait à 103,57 F. Payé le 15 mars 1988, le dernier acompte sur dividende s'élève à 18 F net. Depuis sa création (1<sup>er</sup> juin 1987), le taux de rendement annuel actuariel de la SICAV ressort à 10,84 %.

Composée exclusivement d'obligations françaises de première catégorie (titres émis avec la garantie de l'Etat), la SICAV Epargne Première a pour objectif de préserver le capital investi après inflation.

Au 31 mars 1988, son actif net totalisait 559,5 MF. La valeur liquidative s'élevait à 123,01,80 F. Payé le 31 octobre 1987, le coupon se monte à 907,79 net. Depuis sa création (6 décembre 1985), le taux de rendement annuel actuariel de la SICAV s'élève à 13,10 %.

Créée le 7 mars 1988, Epargne Monde est une SICAV diversifiée composée essentiellement d'actions internationales. Son objectif consiste en la recherche de plus-values.

Au 31 mars 1988, son actif net totalisait 87,6 MF. La valeur liquidative s'élevait à 996,23 F.

DÉPÔTAIRE : CAISSE CENTRALE DU CRÉDIT MUTUEL - 10, RUE DE TULSTY - 75017 PARIS

ENSPTT  
LE MANAGEMENT DES SYSTÈMES DE COMMUNICATION

Jeunes diplômés des grandes écoles de gestion

vous visez un secteur d'avenir : LA COMMUNICATION

DANS LE SECTEUR PUBLIC

Devenez administrateur des P et T, à la Poste et à France Télécom

L'ENSPTT qui forme les cadres dirigeants des P et T vous offre des carrières de décideurs, mobiles, variées, au sein d'un univers de technologies de pointe.

Recrutement sur concours (écrit 1<sup>er</sup>, 2, 3 juin 1988).  
Rémunération dès l'entrée en formation (septembre 1988).  
Clôture des inscriptions : 27 avril 1988.  
Informations, dossiers sur demande :  
Tél. 05.03.85.24 (numéro vert)

DANS LE SECTEUR PRIVÉ

Devenez des managers dans l'industrie de la communication, des gestionnaires des systèmes d'information et de communication dans les grandes entreprises. Devenez des spécialistes des systèmes complexes que recherchent les entreprises dont la taille, la structure, la décentralisation exigent des compétences nouvelles.

Pré-sélection sur dossier (jusqu'à 61 mai).  
Admission sur épreuves et entretiens oraux (27, 28, 29 juin 1988).  
Informations, dossiers sur demande :  
Service Communication ENSPTT.  
Tél. (1) 45.81.76.66 - (1) 45.81.72.27.

ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DES P ET T - 46, rue Barault - 75634 PARIS CEDEX 13 - TEL. (1) 45.81.73.10

سكزا من الاصل



## Marchés financiers

## Difficiles négociations avec Olivetti sur le rôle d'ATT en Italie

American Telephone and Telegraph (ATT), le géant américain des télécommunications, portera-t-il sa part au capital d'Olivetti de 22% à 40%? Les discussions ouvertes à ce sujet entre les deux compagnies se sont jusqu'ici soldées par un échec à cause de « significatives différences de fond », selon un communiqué publié par Olivetti le 11 avril. La coopération avec ATT se poursuivra « dès lors qu'elle ne met pas en discussion les valeurs fondamentales d'identité et de culture » d'Olivetti, a précisé M. De Benedetti, PDG de la firme d'Ivrea.

ATT était entré au capital d'Olivetti en 1983. L'accord signé prévoyait que sa part resterait inférieure à 25% les cinq premières années avec, ensuite, une montée possible à 40%. Les deux entreprises tissaient en

parallèle des liens technologiques et commerciaux (ATT distribue des micro-ordinateurs Olivetti aux États-Unis).

Le problème aujourd'hui, pour M. De Benedetti, n'est pas simple. D'abord parce que, possédant directement 13% seulement d'Olivetti, il entend néanmoins en rester l'actionnaire de référence. Il l'a pu jusqu'ici grâce à un « syndicat » formé avec d'autres actionnaires. Mais pour l'avenir, ATT souhaite peser d'un poids plus lourd; il aurait même proposé de prendre la majorité du capital. M. De Benedetti ne peut accepter une telle remise en cause de « l'indépendance » d'Olivetti.

Toutefois, M. De Benedetti espère, par ailleurs, de pousser son pion dans l'actuelle restructuration des télécommunications italiennes. Il souhaite que le groupe d'Etat STET adopte les centraux publics d'ATT d'une part, et, d'autre part, regroupe, autour d'Olivetti le secteur des télécoms privées (centraux destinés aux entreprises). C'est dans ce cadre qu'ATT souhaite augmenter sa part dans Olivetti. La négociation est donc importante: rien moins que la place du groupe américain dans l'électronique italienne.

E. L. B.

## Dow entre dans le capital de la Montedison

Le groupe chimique américain Dow Chemical vient de racheter 2% du capital de la firme italienne Montedison récemment passée dans l'orbite de la nouvelle constellation agrochimique Ferruzzi.

Dans un communiqué, sa direction explique qu'il s'agit d'une « excellente opportunité pour notre portefeuille d'investissements ». Trois raisons fondamentales ont, selon elle, guidé son choix pour placer les économies de Dow: les bons résultats de la société italienne, la sous-évaluation boursière de ses actions et les perspectives ouvertes par la restructuration des participations non stratégiques décidée par le nouvel actionnaire. Dow Chemical évoque également la bonne santé de l'industrie chimique européenne, ainsi que les discussions entre Montedison et le groupe d'Etat ENI pour la restructuration de la chimie italienne.

La direction de la Montedison considère, de son côté, comme « significatif » que Dow Chemical « ait porté jugement hautement positif sur la stratégie annoncée par l'actionnaire majoritaire pour exprimer le potentiel du groupe Montedison ». Dow Chemical est le septième chimiste mondial avec un chiffre d'affaires de 13,4 milliards de dollars pour 1987. Son bénéfice net est de 1,2 milliard de dollars.

● Honeywell crée une société mixte en URSS pour le contrôle industriel. — Le groupe américain Honeywell signera, le 14 avril à Moscou avec le ministère soviétique de production d'engrais minéraux, un accord pour la création d'une société mixte dans le contrôle industriel. Il s'agit d'une des premières entreprises américano-soviétiques créées depuis janvier 1987, dans le cadre de la loi autorisant des sociétés occidentales à devenir partenaires de ministères soviétiques. Le capital sera détenu à 49% par la filiale autrichienne d'Honeywell (pour un investissement initial estimé à 1 million de dollars) et à 51% par les Soviétiques. La société, baptisée Sterch, fournira des systèmes de contrôle de fabrication pour la centrale d'engrais chimiques gérées par le ministère.

## Feu vert à la contre-OPA de Martini et Rossi sur Benedicte

Le ministre de l'économie, M. Edouard Balladur, a donné, le 11 avril, son accord au titre des investissements étrangers à Martini et Rossi (filiale du groupe Generali) pour racheter la société Benedicte. Le ministre a également autorisé le rachat de la société Benedicte par la filiale de Remy Martin sur la firme des liqueurs de Fécamp.

L'offre initiale de Remy et Associés portait sur 60% du capital « au plus », au prix unitaire de 6200 F par action, soit un montant total de 520 millions de francs. De son côté, Martini et Rossi avait proposé 917 millions de francs pour l'ensemble des titres Benedicte.

Hostile à l'offre de Remy et Associés, le PDG de Benedicte, M. Alain le Grand, avait tenté en février d'y résister par une augmentation de capital réservée à deux actionnaires, le britannique Withbread et l'Union d'études et d'investissement. Reportée à plusieurs reprises, pour des motifs de procédure, cette opération n'a pas eu lieu, retardant d'autant la fin de l'OPA de Remy et Associés. M. Legrand réussit entre-temps à se trouver un « allié » avec Martini et Rossi.

Le feu vert donné à ce dernier par M. Balladur ouvre la voie à un bras de fer. Remy et Associés indiquait en effet le 11 avril qu'il était « toujours dans la course ». Une surchasse sur l'intégralité du capital de la part de la filiale de Remy Martin reste probable.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## IMS

INTERNATIONAL METAL SERVICE

## RÉSULTAT NET + 20% - DIVIDENDE + 37%

Le conseil d'administration d'International Metal Service, réuni le 1<sup>er</sup> avril 1988, sous la présidence de M. Jacques-Durand Champalbert, a examiné l'activité et les résultats 1987 de la société et du groupe.

Le groupe IMS a réalisé en 1987 un chiffre d'affaires consolidé de 1 milliard 750 millions de francs, en progression de 2,5%, à taux de change et périmètre de consolidation constants. Son bénéfice net consolidé de 38,7 millions de francs est en progression de 19,8% (32,3 millions de francs en 1986), sans influence de profits exceptionnels.

La vocation de holding, conférée à la société IMS par suite des modifications de structure réalisées depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1987 par apport de ses activités commerciales à de nouvelles filiales, ne permet pas de comparaison avec l'exercice précédent.

Le résultat net dégagé en 1987 par la société IMS dans sa nouvelle structure s'élève à 16,8 milliards de francs.

Le conseil d'administration proposera, à l'assemblée générale ordinaire convoquée le 25 mai 1988, de fixer le dividende par action à 8 francs, contre 5,82 francs pour l'exercice précédent, soit une augmentation de 37,5%. Ce dividende sera assorti d'un avoir fiscal de 4 francs.

Sous réserve de l'approbation de l'assemblée générale, cette distribution s'élèvera à 9,7 millions de francs, représentant 25% du bénéfice net consolidé.

L'assemblée sera suivie d'une assemblée générale extraordinaire aux fins de mettre les statuts en harmonie avec les nouvelles dispositions légales.

NEW-YORK, 11 avril ↑  
Nouvelle avance

Pour la cinquième journée consécutive, les cours ont progressé lundi à Wall Street. Mais le motif que l'on puisse dire est que, cette fois-ci, le marché de New-York s'est avancé sur la pointe des pieds. L'indice Dow Jones des industriels a connu une petite pointe à 2 110,08. Mais il restait bien en deçà de son niveau de 2 095,96, soit à 5,80 points au-dessus de son niveau précédent. Le bilan de la journée a été à la mesure de ce résultat. Sur 1 989 valeurs traitées, 927 ont progressé, 625 ont baissé et 437 n'ont pas varié.

La hausse des prix pétroliers n'a guère impressionné la Bourse américaine. Néanmoins, elle a eu un effet d'inflation, dans les jugements, tant compte tenu de leur jugement. D'autre part, la prochaine réunion du G7, le 14 avril, a indubitablement déclenché un réflexe de prudence, encore qu'il soit acquis que les grandes nations réunies les grandes orientations des accords du Louvre.

Troisième facteur d'incertitude: le publiciste jeudi des résultats du commerce extérieur pour février. Les prévisions font état d'une nouvelle contraction du déficit vers 11 milliards de dollars. Mais on ne sait jamais. Très bas, le niveau de l'activité a redonné un sentiment général d'optimisme. Au total, 146,37 millions de titres ont changé de mains, contre 169,3 millions vendredi.

VALEURS	Cours de 8 avril	Cours de 11 avril
Alcoa	46 1/2	46 1/2
Alcan	38 1/2	38 1/2
Amstar	38 1/2	38 1/2
Boeing	47 3/8	47 3/8
Chrysler	28 1/2	28 1/2
Eastman Kodak	42 1/2	42 1/2
Exxon	44 3/4	44 3/4
General Motors	42 1/2	42 1/2
IBM	112	112 5/8
ITT	47 7/8	47 1/2
Johnson & Johnson	57 1/2	57 1/2
McDonald	37 1/2	37 1/2
Merck	24 3/4	24 3/4
Rockwell	31 3/8	31 3/8
Union Carbide	54 1/2	54 1/2
West Corp.	54	54 1/4

LONDRES, 11 avril ↑  
Nette progression

Les valeurs ont débüté lundi sur une forte hausse. L'indice FT 100 a progressé de 20,4 points, à 1 433,8 (+1,42%). Le marché était modérément actif avec 405 millions de titres échangés. En progrès initial avec la baisse d'un demi-point à 8% des taux d'intérêt britanniques à la veille du week-end et dans le sillage de la bonne tenue de Wall Street, les actions ont poursuivi leur progression, encouragées par la reprise des cours du brut à l'annonce d'une conférence des pays membres et non membres de l'OPEP le 23 avril prochain. Les valeurs pétrolières (Shell et BP) ont redonné leur gain en fin de journée, mais restant faiblement soutenues. Le format du dollar était aussi à l'origine de la vigueur du marché, favorisant particulièrement les titres tournés vers l'exportation, comme ICI. Hausse notable des valeurs industrielles (Rank Organisation), des magasins (Great Universal Stores) et des pharmaceutiques (Beecham). Bonne tenue des fonds d'Etat et des mines d'or.

VALEURS	Cours de 11 avril	Cours de 12 avril
Adf	1400	1400
Adf	1400	1400
Adf	1400	1400
Adf	1400	1400
Adf	1400	1400
Adf	1400	1400
Adf	1400	1400
Adf	1400	1400
Adf	1400	1400
Adf	1400	1400

## FAITS ET RÉSULTATS

● OPA de Saint-Gobain sur Wolpert. — L'intermédiaire de la filiale SG Acquisition Corp., a lancé, le 11 avril, une surchasse sur le groupe américain Wolpert Technologies Inc., un fabricant de produits en vinyle, sur lequel un autre groupe américain, Ply-Gem, avait lancé une première offre publique d'achat (OPA). Ply-Gem, négociant de revêtement, qui possède déjà 3,6% du capital de Wolpert, proposait 18,50 dollars par action. Le groupe français en offre 23 dollars par titre. L'opération, si elle réussissait, représenterait pour Saint-Gobain 90 millions de dollars (540 millions de francs). Wolpert Technologies a réalisé un chiffre d'affaires de 111 millions de dollars en 1987 (645 millions de francs) et a dégagé un bénéfice d'exploitation de 8,4 millions de dollars (49 millions de francs).

● Mise en place d'un mécanisme de protection de Lazard. — La banque d'affaires française Lazard Frères et Cie et le groupe diversifié britannique Pearson, viennent de se mettre d'accord pour protéger le capital de la Banque Lazard Londres qu'ils détiennent à part égale par le biais de la société Lazard Finance. Ce accord vise essentiellement à protéger Lazard Frères d'une modification de capital de Pearson. Il contraint, jusqu'en 2009, Pearson (propre, filiale de Lazard), si son actionnaire majoritaire venait à être modifié, à céder la totalité des parts qu'il

PARIS, 11 avril ↑  
Reprise

Tous les boursiers étaient de retour lundi rue Vivienne. Y a-t-il un rapport de cause à effet? Les échanges ont été un peu plus efflués, surtout les cours se sont réformés à toute allure. Après une pause, qui avait efflué le fonctionnement du marché en continu dans la matinée, le premier score tombait à 11 h 15 avec le ramble en retour du système: +1,4%. L'événement s'accroît par la suite, si bien qu'à la clôture de la séance principale l'indice Cote a enregistré une progression de 1,8%.

Toutes les valeurs se sont regroupées dans le peloton de tête. Compagnie bancaire, CSE, Lafarge, Châtelier, Crédit national, Michelin, L'Oréal, BSN, Paribas, Saint-Gobain, Peugeot, ST, Desmoulin, Bouygues et Nord-Est.

Les valeurs du second plan n'ont pas été de reste. Bref, la Bourse avait retrouvé une mine sereine. Manquant la vigueur, avec des échanges, malgré tout, encore assez maigres.

Explications de la hausse: le format de Wall Street à la fin de la semaine écoulée et la perspective d'une nouvelle réduction du déficit commercial américain pour février, dans le résultat sera publié jeudi à 14 h 30.

Pas tous, les boursiers ne célébraient quand même pas à une joie béate. « En matière de déflation, le meilleur est derrière nous », disait l'un d'entre eux, un suggérant de travailler les taux d'intérêt qui n'ont pas si élevés qu'on le prétendait. Et d'ajouter: « Attendez New-York ou soit. » Les réactions de deux anciens, qui se retrouvaient après quinze jours de vacances, en disent long sur le sentiment général: « Alors, tout est sauvé? » « Pour aujourd'hui, oui. »

Cap Group lance une OPE sur Sema Météa (24 actions Cap à émettre pour 1 Sema Météa).

La cotation de Penarroya a été suspendue. Au premier étage, cependant, des obligations, la tendance était aussi à la fermeté mais avec pas grand-chose. « J'ai des acheteurs, de un à dix ans », disait un spécialiste, qui évoquait « être pas encore dans le bain ».

VALEURS	Cours de 11 avril	Cours de 12 avril
Adf	1400	1400
Adf	1400	1400
Adf	1400	1400
Adf	1400	1400
Adf	1400	1400
Adf	1400	1400
Adf	1400	1400
Adf	1400	1400
Adf	1400	1400
Adf	1400	1400

TOKYO, 12 avril ↑  
Reprise en fin de séance

Après avoir monté en début de séance, puis baissé, le marché japonais s'est redressé en fin de journée, regagnant tout le terrain perdu et même un peu en plus. A la clôture, l'indice Nikkei s'élevait à 26 930,84, soit à 5,97 points au-dessus de son niveau précédent.

Les investisseurs ont été encouragés à reprendre quelques positions sur « les perspectives relativement bonnes pour la semaine », faisait remarquer un courtier. « Il se pourrait que le G7 stabilise le dollar et que le solde du commerce extérieur américain soit prometteur », a-t-il encore ajouté. L'activité, déjà moins forte la veille, a encore diminué, avec 705 millions d'actions échangées, contre 900 millions la veille, témoignage ainsi de la prudence ambiante.

VALEURS	Cours de 11 avril	Cours de 12 avril
Adf	1400	1400
Adf	1400	1400
Adf	1400	1400
Adf	1400	1400
Adf	1400	1400
Adf	1400	1400
Adf	1400	1400
Adf	1400	1400
Adf	1400	1400
Adf	1400	1400

## PARIS:

## Second marché (collectif)

VALEURS	Cours de 8 avril	Cours de 11 avril
AGF SA	222 10	220 80
Assis à la suite	287	281
Assis à la suite	284 90	300
BAC	436	440
B. Comptoir d'Assis	380	380
B. C. M.	620	620
B. C. M.	430	430
B. C. M.	700	700
B. C. M.	1000	1000
B. C. M.	620	620
B. C. M.	442	440
B. C. M.	1200	1200
B. C. M.	248 90	248 90
B. C. M.	124	124 50
B. C. M.	620	620
B. C. M.	280 50	280 50
B. C. M.	470	470
B. C. M.	148	148
B. C. M.	1150	1150
B. C. M.	600	600
B. C. M.	426	441
B. C. M.	202	202
B. C. M.	216	222 50
B. C. M.	488	488
B. C. M.	320	325
B. C. M.	146	146
B. C. M.	3200	3200
B. C. M.	624	620
B. C. M.	820	820
B. C. M.	111 30	112 30
B. C. M.	20 50	20 70
B. C. M.	490	414
B. C. M.	510	520
B. C. M.	800	800
B. C. M.	220 90	220
B. C. M.	157	159 50
B. C. M.	147 50	141 80
B. C. M.	119 80	119
B. C. M.	180	180
B. C. M.	322	320

## LA BOURSE SUR MINITEL

## 36-15 TAPEZ LEMONDE

## Marché des options négociables

le 11 avril 1988

VALEURS	PRIX	Options d'achat	Options de vente
Adf	1400	35	13
Adf	1400	135	13
Adf	1400	22 25	4 40
Adf	1400	470	6
Adf	1400	3 50	18 50
Adf	1400	43	7 50
Adf	1400	13	17
Adf	1400	28	4 50
Adf	1400	28	4 50

## MATIF

Notionnel 10% - Cotation en pourcentage du 11 avril 1988

COURS	Options d'achat	Options de vente
Dernier	102,70	101,70
Précédent	102,25	101,25

## INDICES

CHANGES	BOURSES
Dollar: 5,71 F =	PARIS
	(INSEE, base 100 = 31 déc. 1985)
	Industriel 111
	Valeur française 102,2
	Valeur étrangère 104,4
	C* des agents de change (base 100 = 31 déc. 1981)
	Indice général 287,4
	Indice général 293,6
	NEW-YORK
	(Index Dow Jones)
	8 avril 11 avril
	Industriel 2893,18 2893,98
	LONDRES
	(Index Financial Times)
	11 avril
	Industriel 1433,8
	Mines d'or 221,4
	Fonds d'Etat 91,80
	TOKYO
	11 avril 12 avril
	Nikkei Dow Jones 26 930,84 26 930,84
	Indice général 2 855,9 2 855,9

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVIS

COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
\$-F.	5,705	5,715	5,715
Yen	4,510	4,510	4,510
DM	3,384	3,394	3,394
FF	16,659	16,659	16,659
£	4,812	4,812	4,812
L (100)	4,573	4,573	4,573
C.	10,507	10,507	10,507

## TAUX DES EUROMONNAIES

SEMI	3/6	3/12	6/12	9/12	12/12	15/12	18/12	21/12	24/12	27/12	30/12
DM	3 1/8	3 1/8	3 1/8	3 1/8	3 1/8	3 1/8	3 1/8	3 1/8	3 1/8	3 1/8	3 1/8
FF	5 5/8	5 5/8	5 5/8	5 5/8	5 5/8	5 5/8	5 5/8	5 5/8	5 5/8	5 5/8	5 5/8
£	1 3/4	1 3/4	1 3/4	1 3/4	1 3/4	1 3/4	1 3/4	1 3/4	1 3/4	1 3/4	1 3/4
L (100)	7 7/8	7 7/8	7 7/8	7 7/8	7 7/8	7 7/8	7 7/8	7 7/8	7 7/8	7 7/8	7 7/8
C.	7 7/8	7 7/8	7 7/8	7 7/8	7 7/8	7 7/8	7 7/8	7 7/8	7 7/8	7 7/8	7 7/8
£	7 7/8	7 7/8	7 7/8	7 7/8	7 7/8	7 7/8	7 7/8	7 7/8	7 7/8	7 7/8	7 7/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.



# Marchés financiers

## BOURSE DU 11 AVRIL

Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Dernier cours	%
1038	A.B. 1973	1460	1460	+ 0 00	1039	Compagnie	1460	1460	+ 0 00	1040	108	108	108	+ 0 68	1041	108	108	108	+ 0 68
1039	C.N.E. 3%	3926	3926	- 0 00	1040	VALEURS	3926	3926	- 0 00	1041	141	141	141	+ 0 59	1042	141	141	141	+ 0 59
1040	R.A.P.F.	1002	1002	+ 0 10	1041	Cours	1002	1002	+ 0 10	1042	67	67	67	+ 0 10	1043	67	67	67	+ 0 10
1041	C.N.E. 1978	1008	1008	+ 0 18	1042	Précédent	1008	1008	+ 0 18	1043	108	108	108	+ 0 68	1044	108	108	108	+ 0 68
1042	C.N.E. 1979	1007	1007	+ 0 18	1043	Dernier	1007	1007	+ 0 18	1044	141	141	141	+ 0 59	1045	141	141	141	+ 0 59
1043	Thomson T.P.	1246	1246	+ 0 18	1044	%	1246	1246	+ 0 18	1045	60	60	60	+ 0 50	1046	60	60	60	+ 0 50
1044	Thomson T.P.	1408	1408	+ 0 18	1045	Compagnie	1408	1408	+ 0 18	1046	108	108	108	+ 0 68	1047	108	108	108	+ 0 68
1045	St-Etienne T.P.	1246	1246	- 0 22	1046	VALEURS	1246	1246	- 0 22	1047	141	141	141	+ 0 59	1048	141	141	141	+ 0 59
1046	Thomson T.P.	1178	1178	+ 0 08	1047	Cours	1178	1178	+ 0 08	1048	67	67	67	+ 0 10	1049	67	67	67	+ 0 10
1047	Thomson T.P.	1246	1246	+ 0 08	1048	Précédent	1246	1246	+ 0 08	1049	108	108	108	+ 0 68	1050	108	108	108	+ 0 68
1048	Thomson T.P.	1246	1246	+ 0 17	1049	Dernier	1246	1246	+ 0 17	1050	141	141	141	+ 0 59	1051	141	141	141	+ 0 59
1049	Alcatel	1707	1740	+ 1 83	1050	%	1707	1740	+ 1 83	1051	60	60	60	+ 0 50	1052	60	60	60	+ 0 50
1050	Alcatel	1135	1141	+ 0 53	1051	Compagnie	1135	1141	+ 0 53	1052	108	108	108	+ 0 68	1053	108	108	108	+ 0 68
1051	A.L.S.P.	206	211	+ 0 72	1052	VALEURS	206	211	+ 0 72	1053	141	141	141	+ 0 59	1054	141	141	141	+ 0 59
1052	Compagnie	232	242	+ 0 72	1053	Cours	232	242	+ 0 72	1054	67	67	67	+ 0 10	1055	67	67	67	+ 0 10
1053	Compagnie	232	242	+ 0 72	1054	Précédent	232	242	+ 0 72	1055	108	108	108	+ 0 68	1056	108	108	108	+ 0 68
1054	Compagnie	232	242	+ 0 72	1055	Dernier	232	242	+ 0 72	1056	141	141	141	+ 0 59	1057	141	141	141	+ 0 59
1055	Compagnie	232	242	+ 0 72	1056	%	232	242	+ 0 72	1057	60	60	60	+ 0 50	1058	60	60	60	+ 0 50
1056	Compagnie	232	242	+ 0 72	1057	Compagnie	232	242	+ 0 72	1058	108	108	108	+ 0 68	1059	108	108	108	+ 0 68
1057	Compagnie	232	242	+ 0 72	1058	VALEURS	232	242	+ 0 72	1059	141	141	141	+ 0 59	1060	141	141	141	+ 0 59
1058	Compagnie	232	242	+ 0 72	1059	Cours	232	242	+ 0 72	1060	67	67	67	+ 0 10	1061	67	67	67	+ 0 10
1059	Compagnie	232	242	+ 0 72	1060	Précédent	232	242	+ 0 72	1061	108	108	108	+ 0 68	1062	108	108	108	+ 0

Comptant (collection)

SICAV (collection)

11/4

VALEURS	% du nom	% du cap	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emission	Ratio net	VALEURS	Emission	Ratio net	VALEURS	Emission	Ratio net
<b>Obligations</b>			Chemins (R.I.)	678	678	Lacis	800	800	Tout-Argent	261		Peugeot-Renault	1588	1588			
Emp. 5,00 % 7/82	127 80	7 814	Chaux (P.I.)	151	146	Lyonnais (R.I.) (24)	128	140	Yves Bédou	367	74	Renault	538	510	570	570	570
8,00 % 7/82	101 40	7 368	C.I.C. Financ. Ind.	184	184	Macdonald	104	105	Ulster S.A.D.	488	500	Paris Financ.	281	270	280	280	280
10,00 % 7/84	104 30	8 821	C.I. Mobilité	672	672	Magnétique Unipol	128	140	U.I.A.P.	284	284	Paris Invest.	847	810	850	810	850
12,00 % 7/82	106 80	9 317	Chaux (P.I.)	628	628	Magnétique Unipol	128	140	U.I.A.P.	284	284	Paris Invest.	847	810	850	810	850
12,00 % 8/82	104 30	8 821	Chaux (P.I.)	628	628	Magnétique Unipol	128	140	U.I.A.P.	284	284	Paris Invest.	847	810	850	810	850
11,00 % 8/82	112 80	8 384	Chaux (P.I.)	628	628	Magnétique Unipol	128	140	U.I.A.P.	284	284	Paris Invest.	847	810	850	810	850
11,00 % 8/82	112 80	8 384	Chaux (P.I.)	628	628	Magnétique Unipol	128	140	U.I.A.P.	284	284	Paris Invest.	847	810	850	810	850
11,00 % 8/82	112 80	8 384	Chaux (P.I.)	628	628	Magnétique Unipol	128	140	U.I.A.P.	284	284	Paris Invest.	847	810	850	810	850
11,00 % 8/82	112 80	8 384	Chaux (P.I.)	628	628	Magnétique Unipol	128	140	U.I.A.P.	284	284	Paris Invest.	847	810	850	810	850
11,00 % 8/82	112 80	8 384	Chaux (P.I.)	628	628	Magnétique Unipol	128	140	U.I.A.P.	284	284	Paris Invest.	847	810	850	810	850
11,00 % 8/82	112 80	8 384	Chaux (P.I.)	628	628	Magnétique Unipol	128	140	U.I.A.P.	284	284	Paris Invest.	847	810	850	810	850
11,00 % 8/82	112 80	8 384	Chaux (P.I.)	628	628	Magnétique Unipol	128	140	U.I.A.P.	284	284	Paris Invest.	847	810	850	810	850
11,00 % 8/82	112 80	8 384	Chaux (P.I.)	628	628	Magnétique Unipol	128	140	U.I.A.P.	284	284	Paris Invest.	847	810	850	810	850
11,00 % 8/82	112 80	8 384	Chaux (P.I.)	628	628	Magnétique Unipol	128	140	U.I.A.P.	284	284	Paris Invest.	847	810	850	810	850
11,00 % 8/82	112 80	8 384	Chaux (P.I.)	628	628	Magnétique Unipol	128	140	U.I.A.P.	284	284	Paris Invest.	847	810	850	810	850
11,00 % 8/82	112 80	8 384	Chaux (P.I.)	628	628	Magnétique Unipol	128	140	U.I.A.P.	284	284	Paris Invest.	847	810	850	810	850
11,00 % 8/82	112 80	8 384	Chaux (P.I.)	628	628	Magnétique Unipol	128	140	U.I.A.P.	284	284	Paris Invest.	847	810	850	810	850
11,00 % 8/82	112 80	8 384	Chaux (P.I.)	628	628	Magnétique Unipol	128	140	U.I.A.P.	284	284	Paris Invest.	847	810	850	810	850
11,00 % 8/82	112 80	8 384	Chaux (P.I.)	628	628	Magnétique Unipol	128	140	U.I.A.P.	284	284	Paris Invest.	847	810	850	810	850
11,00 % 8/82	112 80	8 384	Chaux (P.I.)	628	628	Magnétique Unipol	128	140	U.I.A.P.	284	284	Paris Invest.	847	810	850	810	850
11,00 % 8/82	112 80	8 384	Chaux (P.I.)	628	628	Magnétique Unipol	128	140	U.I.A.P.	284	284	Paris Invest.	847	810	850	810	850
11,00 % 8/82	112 80	8 384	Chaux (P.I.)	628	628	Magnétique Unipol	128	140	U.I.A.P.	284	284	Paris Invest.	847	810	850	810	850
11,00 % 8/82	112 80	8 384	Chaux (P.I.)	628	628	Magnétique Unipol	128	140	U.I.A.P.	284	284	Paris Invest.	847	810	850	810	850
11,00 % 8/82	112 80	8 384	Chaux (P.I.)	628	628	Magnétique Unipol	128	140	U.I.A.P.	284	284	Paris Invest.	847	810	850	810	850
11,00 % 8/82	112 80	8 384	Chaux (P.I.)	628	628	Magnétique Unipol	128	140	U.I.A.P.	284	284	Paris Invest.	847	810	850	810	850
11,00 % 8/82	112 80	8 384	Chaux (P.I.)	628	628	Magnétique Unipol	128	140	U.I.A.P.	284	284	Paris Invest.	847	810	850	810	850
11,00 % 8/82	112 80	8 384	Chaux (P.I.)	628	628	Magnétique Unipol	128	140	U.I.A.P.	284	284	Paris Invest.	847	810	850	810	850
11,00 % 8/82	112 80	8 384	Chaux (P.I.)	628	628	Magnétique Unipol	128	140	U.I.A.P.	284	284	Paris Invest.	847	810	850	810	850
11,00 % 8/82	112 80	8 384	Chaux (P.I.)	628	628	Magnétique Unipol	128	140	U.I.A.P.	284	284	Paris Invest.	847	810	850	810	850
11,00 % 8/82	112 80	8 384	Chaux (P.I.)	628	628	Magnétique Unipol	128	140	U.I.A.P.	284	284	Paris Invest.	847	810	850	810	850
11,00 % 8/82	112 80	8 384	Chaux (P.I.)	628	628	Magnétique Unipol	128	140	U.I.A.P.	284	284	Paris Invest.	847	810	850	810	850
11,00 % 8/82	112 80	8 384	Chaux (P.I.)	628	628	Magnétique Unipol	128	140	U.I.A.P.	284	284	Paris Invest.	847	810	850	810	850
11,00 % 8/82	112 80	8 384	Chaux (P.I.)	628	628	Magnétique Unipol	128	140	U.I.A.P.	284	284	Paris Invest.	847	810	850	810	850
11,00 % 8/82	112 80	8 384	Chaux (P.I.)	628	628	Magnétique Unipol	128	140	U.I.A.P.	284	284	Paris Invest.	847	810	850	810	850
11,00 % 8/82	112 80	8 384	Chaux (P.I.)	628	628	Magnétique Unipol	128	140	U.I.A.P.	284	284	Paris Invest.	847	810	850	810	850
11,00 % 8/82	112 80	8 384	Chaux (P.I.)	628	628	Magnétique Unipol	128	140	U.I.A.P.	284	284	Paris Invest.	847	810	850	810	850
11,00 % 8/82	112 80	8 384	Chaux (P.I.)	628	628	Magnétique Unipol	128	140	U.I.A.P.	284	284	Paris Invest.	847	810	850	810	850
11,00 % 8/82	112 80	8 384	Chaux (P.I.)	628	628	Magnétique Unipol	128	140	U.I.A.P.	284	284	Paris Invest.	847	810	850	810	850
11,00 % 8/82	112 80	8 384	Chaux (P.I.)	628	628	Magnétique Unipol	128	140	U.I.A.P.	284	284	Paris Invest.	847	810	850	810	850
11,00 % 8/82	112 80	8 384	Chaux (P.I.)	628	628	Magnétique Unipol	128	140	U.I.A.P.	284	284	Paris Invest.	847	810	850	810	850
11,00 % 8/82	112 80	8 384	Chaux (P.I.)	628	628	Magnétique Unipol	128	140	U.I.A.P.	284	284	Paris Invest.	847	810	850	810	850
11,00 % 8/82	112 80	8 384	Chaux (P.I.)	628	628	Magnétique Unipol	128	140	U.I.A.P.	284	284	Paris Invest.	847	810	850	810	850
11,00 % 8/82	112 80	8 384	Chaux (P.I.)	628	628	Magnétique Unipol	128	140	U.I.A.P.	284	284	Paris Invest.	847	810	850	810	850
11,00 % 8/82	112 80	8 384	Chaux (P.I.)	628	628	Magnétique Unipol	128	140	U.I.A.P.	284	284	Paris Invest.	847	810	850	810	850
11,00 % 8/82	112 80	8 384	Chaux (P.I.)	628	628	Magnétique Unipol	128	140	U.I.A.P.	284	284	Paris Invest.	847	810	850	810	850
11,00 % 8/82	112 80	8 384	Chaux (P.I.)	628	628	Magnétique Unipol	128	140	U.I.A.P.	284	284	Paris Invest.	847	810	850	810	850
11,00 % 8/82	112 80	8 384	Chaux (P.I.)	628	628	Magnétique Unipol	128	140	U.I.A.P.	284	284	Paris Invest.	847	810	850	810	850
11,00 % 8/82	112 80	8 384	Chaux (P.I.)	628	628	Magnétique Unipol	128	140	U.I.A.P.	284	284	Paris Invest.	847	810	850	810	850
11,00 % 8/82	112 80	8 384	Chaux (P.I.)	628	628	Magnétique Unipol	128	140	U.I.A.P.	284	284	Paris Invest.	847	810	850	810	850
11,00 % 8/82	112 80	8 384	Chaux (P.I.)	628	628	Magnétique Unipol	128	140	U.I.A.P.	284	284	Paris Invest.	847	810	850	810	850
11,00 % 8/82	112 80	8 384	Chaux (P.I.)	628	628	Magnétique Unipol	128	140	U.I.A.P.	284	284	Paris Invest.	847	810	850	810	850
11,00 % 8/82	112 80	8 384	Chaux (P.I.)	628	628	Magnétique Unipol	128	140	U.I.A.P.	284	284	Paris Invest.	847	810	850	810	850
11,00 % 8/82	112 80	8 384	Chaux (P.I.)	628	628	Magnétique Unipol	128	140	U.I.A.P.	284	284	Paris Invest.	847	810	850	810	850
11,00 % 8/82	112 80	8 384	Chaux (P.I.)	628	628	Magnétique Unipol	128	140	U.I.A.P.	284	284	Paris Invest.	847	810	850	810	850
11,00 % 8/82	112 80	8 384	Chaux (P.I.)	628	628	Magnétique Unipol	128	140	U.I.A.P.	284	284	Paris Invest.	847	810	850	810	850
11,00 % 8/82	112 80	8 384	Chaux (P.I.)	628	628	Magnétique Unipol	128	140	U.I.A.P.	284	284	Paris Invest.	847	810	850	810	850
11,00 % 8/82	112 80	8 384	Chaux (P.I.)	628	628	Magnétique Unipol	128	140	U.I.A.P.	284	284	Paris Invest.	847	810	850	810	850
11,00 % 8/82	112 80	8 384	Chaux (P.I.)	628	628	Magnétique Unipol	128	140	U.I.A.P.	284	284	Paris Invest.	847	810	850	810	850
11,00 % 8/82	112 80	8 384	Chaux (P.I.)	628	628	Magnétique Unipol	128	140	U.I.A.P.	284	284	Paris Invest.	847	810	850	810	850
11,00 % 8/82	112 80	8 384	Chaux (P.I.)	628	628	Magnétique Unipol	128	140	U.I.A.P.	284	284	Paris Invest.	847	810	850	810	850
11,00 % 8/82	112 80	8 384	Chaux (P.I.)	628	628	Magnétique Unipol	128	140	U.I.A.P.	284	284	Paris Invest.	847	810	850	810	850
11,00 % 8/82	112 80	8 384	Chaux (P.I.)	628	628	Magnétique Unipol	128	140	U.I.A.P.	284	284	Paris Invest.	847	810	850	810	850
11,00 % 8/82	112 80	8 384	Chaux (P.I.)	628	628	Magnétique Unipol	128	140	U.I.A.P.	284	284	Paris Invest.	847	810	850	810	850
11,00 % 8/82	112 80	8 384	Chaux (P.I.)	628	628	Magnétique Unipol	128	140	U.I.A.P.	284	284	Paris Invest.	847	810	850	810	850
11,00 % 8/82	112 80	8 384	Chaux (P.I.)	628	628	Magnétique Unipol	128	140	U.I.A.P.	284	284	Paris Invest.	847	810	850	810	850
11,00 % 8/82	112 80	8 384	Chaux (P.I.)	628	628	Magnétique Unipol	128	140	U.I.A.P.	284	284	Paris Invest.	847	810	850	810	850
11,00 % 8/82	112 80	8 384	Chaux (P.I.)	628	628	Magnétique Unipol	128	140	U.I.A.P.	284	284	Paris Invest.	847	810	850	810	850
11,00 % 8/82	112 80	8 384	Chaux (P.I.)	628	628	Magnétique Unipol	128	140	U.I.A.P.	284	284	Paris Invest.	847	810	850	810	850
11,00 % 8/82	112 80	8 384	Chaux (P.I.)	628	628	Magnétique Unipol	128	140	U.I.A.P.	284	284	Paris Invest.	847	810	850	810	850
11,00 % 8/82	112 80	8 384	Chaux (P.I.)	628	628	Magnétique Unipol	128	140	U.I.A.P.	284	284	Paris Invest.	847	810	850	810	850
11,00 % 8/82	112 80	8 384	Chaux (P.I.)	628	628	Magnétique Unipol	128	140	U.I.A.P.	284	284	Paris Invest.	847	810	850	810	850
11,00 % 8/82	112 80	8 384	Chaux (P.I.)	628	628	Magnétique Unipol	128	140	U.I.A.P.	284	284	Paris Invest.	847	810	850	810	850
11,00 % 8/82	112 80																



ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
3 Le détournement vers Larnaca du Boeing koweïtien. 4 La mort d'Alan Paton, écrivain sud-africain. 5 États-Unis : les candidats démocrates courtisent l'électorat juif. 6 Italie : Licio Gelli en liberté conditionnelle.	7 La campagne de M. Mitterrand. 8 La campagne de M. Chirac. <b>DÉBATS</b> 2 Israël et les Palestiniens (Freddy Raphaël, Michel Salomon, Michael Harsgor et Maurice Strouin).	11 L'éducation, priorité des candidats. - Information judiciaire contre X... après l'assassinat de Dulcie September. 12 Remous dans l'administration pénitentiaire. - L'épiscopat américain et le statut des femmes dans l'Eglise.	13 Photographie : les rencontres de Martine Franck. 14 « Digressions », par Bernard Frank. 15 La remise des Oscars. - Communication : l'affaire Michel Droit.	22 La réunion des instances monétaires internationales à Washington. 23 L'offensive d'Hachette sur le marché américain de l'adoption. 25 La remontée des prix du pétrole. 26-27 Marchés financiers.	Abonnements ..... 2. Cartes ..... 18. Loto ..... 18. Météorologie ..... 17. Mots croisés ..... 17. Radio-télévision ..... 17. Spectacles ..... 16.	● 10 h : le mini-journal de la rédaction : JOUR ● 16 h : cotations à la Bourse de Paris : BOU ● Election : IG-A-Di-Koi ..... KI Actualités, International, Loto, Bourse, Abonnements, Télématel. 3615 Taper LEMONDE

## La campagne en référent M. Chirac et les affiches de M. Mitterrand

Une campagne électorale peut aller sans procès, mais si d'aventure tel ou tel candidat trouve maître à en engager un, ce n'est jamais défait à sa publicité. Est-ce dans ce but que M. Jacques Chirac a fait délivrer à son adversaire François Mitterrand une assignation en référé qui devait être plaquée mardi 12 avril devant M. Robert Diet, président du tribunal de grande instance de Paris ? Le premier ministre-candidat reproche au candidat-président d'avoir laissé en place depuis le 8 avril à 0 heure, heure d'ouverture de la campagne officielle, des affiches « La France unie » couvrant des panneaux de 12 mètres sur 3 mètres, soit 36 mètres carrés, alors que le code électoral limite leur surface, une fois la campagne officielle ouverte, à 16 mètres carrés.

L'annonce de cette assignation a entraîné deux sortes de réactions, les unes politiques, les autres juridiques.

Pour le Parti socialiste et plus précisément M. Pierre Bérégovoy, directeur de la campagne de M. Mitterrand, « le procès mis en œuvre par M. Chirac démontre l'insécurité des candidats RPR ». « Il s'agit, a-t-il ajouté, d'une opération médiatique à

laquelle il sera répondu en temps et lieu utiles ».

Une autre assignation de M. Chirac vise M. Jean-Marie Le Guen, premier secrétaire de la fédération de Paris du PS, ainsi que les sociétés Print Offset, Promo-Service, Media-Service Presse, pour une campagne d'affichage comportant ces mots : « Il annonce : oui, c'est Chirac », que ce dernier tient pour injurieux.

La question était de savoir mardi 12 avril si les affiches de M. Mitterrand, jugées trop grandes par son adversaire, pouvaient donner lieu à un référé, alors que, selon M. Georges Klejman, avocat du président-candidat, ces panneaux sont en cours de démontage, que sur les dix mille mis en place dans toute la France, trois cents seulement sont encore à Paris tombent sous le coup de critiques qui n'auront plus lieu d'être lorsque la décision sollicitée risque d'intervenir.

On pouvait dès lors s'orienter vers un report de l'audience. Il restait à savoir si M. Patrick Devedjian, avocat de M. Chirac, accepterait ce compromis, la cause ayant de toute façon reçu l'écho qui en était attendu.

## Selon la SOFRES M. Chirac a été un bon premier ministre

Pour 61 % des Français interrogés par la SOFRES pour le Figaro (1), M. Chirac a été un « bon » premier ministre, 29 % le jugeant « mauvais ». Que ce soit pour l'ensemble des Français ou pour les seuls électeurs RPR-UDF, les ministres qui « ont le mieux réussi depuis mars 1986 » sont dans l'ordre MM. Charles Pasqua, Edouard Balladur, M. Michèle Barzach, MM. Philippe Séguin, François Guillaume, qui dépassent les 10 %.

Interrogés sur le bilan du gouvernement dans un certain nombre de domaines, les Français considèrent qu'il est « plutôt négatif » pour « la marche de l'économie française », « la lutte contre le chômage », « l'immigration », « l'information et la télévision ». En revanche, pour « la sécurité des citoyens », « la lutte contre le terrorisme », « la politique culturelle », « la paix sociale » et « la lutte contre l'inflation », les avis sont plutôt positifs. Si ceux qui approuvent la privatisation de certaines banques sont aussi nombreux (40 %) que ceux qui la désapprouvent (un léger avantage (43 % contre 40 %) apparaît en faveur de la privatisation d'entreprises nationalisées.

Parmi les mesures qui recueillent plus d'approbation que de désappro-

## Sur le vif Tu votes, chérie ?

Qu'est-ce qui vous arrive, mesdames ? Où avez-vous la tête ? Non, mais, vous avez vu un peu comment ils vous traitent, les candidats à la présidentielle ? Pire que les juifs, les immigrés, les gays ou les handicapés. Il n'y en a que pour les nanes, dans cette campagne. Mon Jacques joue les joies, cours et nous fait de l'œil à longueur de rue, de couloir de métro et de derrière de bus. Mon Mimi, c'est mon choucho, il n'arrête pas de me le rappeler, c'est le chéri de ces dames. Mon Babar nous fait confiance à nous, les femmes. Pas à vous, les hommes.

Mes copines du service politique vous le signalent et vous ne dites rien ! Vous ne protestez pas, vous ne vous révoltez pas. Au contraire, parlez que vous allez vous ruer sur ces trucs, pauvres troupes hébété, exploités de tous côtés, obligés de mourir et de défendre l'espèce, de se crever à la guerre et au boulot. Non mais, je rêve !

Enfin, réveillez-vous, faites valoir vos droits de minorité opprimée, menacée, désemparée par

une majorité esquante, conquérante, qui est en train de grignoter ce qui vous reste de fierté, de dignité. Même Ariette Laguerre n'a pas une pensée, une attention, pas un mot en particulier pour les travailleurs. Faut toujours qu'elle leur colle les travailleurs aux fesses.

Il ne vous reste que douze jours, c'est pas long, pour adorer un SMIC au troisième mari d'une mère au travail. Une allocation, sur justification tamponnée par le pharmacien, à l'indigent permanent de préservatifs. Une prime au père célibataire. Une réévaluation de la retraite des vieux. Compte tenu de leur espérance de vie, des qd's sont usés, on les jette, c'est les vieilles qui vident les caisses, il n'y a pas de raison.

Pas de raison non plus pour ne pas voir fleurir sous nos mentonniers une dernière vague d'affiches et de slogans uniformément destinés à racoler ces messieurs, et signés Bernadette, Eve et Danielle.

CLAUDE SARRAUTE.

## Décès du général Jacques Faure

### Un compagnon des extrémistes pendant la guerre d'Algérie

Le général de division Jacques Faure, qui avait été impliqué dans le putsch d'Alger, est décédé le 9 avril à Paris. Il était âgé de quatre-vingt-cinq ans.

Une première fois, à la fin de 1956, alors qu'il était adjoint au commandant de la division d'Alger, il avait pris contact, dans cette ville, avec des « comités extrémistes » dont il avait adopté les thèses. Il les avait ensuite soutenus dans une conférence prononcée à l'Institut des hautes études de la défense nationale, puis avait préparé un plan aux termes duquel les principaux chefs militaires d'Algérie, et, à leur

tête, le général Salan, devaient prendre position contre la métropole. Il s'en ouvrit alors à un haut fonctionnaire de la sécurité, le secrétaire général de la préfecture d'Alger, M. Paul Teitgen, qui enregistra ses propos à son insu. Rappelé à Paris, le général, après une entrevue orageuse avec M. Bourges-Maunoury, ministre de la défense, fut frappé d'un mois d'arrêts de forteresse, en janvier 1957.

Lors de l'élection législative du 19 mai 1957 dans le Rhône, le général Jacques Faure posa sa candidature sous l'étiquette d'indépendant d'union nationale avec l'appui des poujadistes.

Il se retira avant le scrutin. En juillet 1958, il fut de nouveau nommé en Algérie comme commandant de la 27<sup>e</sup> division d'infanterie alpine et de la subdivision de Tizi-Ouzou.

En 1960, il devait être rappelé en métropole, en mai 1961, et inculpé pour atteinte à la sûreté de l'État (« complot de Paris »), en liaison avec le putsch d'Alger. Le général Jacques Faure fut alors jugé et condamné, avec le colonel Roland Vaudrey, à la plus lourde peine infligée aux accusés présents dans le box : dix ans de détention criminelle. Libéré en avril 1966, il fut complètement réintégré et, septembre 1982 dans le cadre de réserve.

● NOUVELLE-CALÉDONIE : la manifestation du FLNKS est interdite. — Le haut-commissaire en Nouvelle-Calédonie a signé mardi 12 avril un arrêté interdisant la manifestation prévue par le FLNKS le samedi 16 avril à Nouméa. L'annonce par les indépendantistes de ce rassemblement destiné à « expliquer » à l'option la campagne de boycottage de la FLNKS va engager à l'occasion des élections régionales du 24 avril avait été aussitôt suivie par un appel du RCP à une contre-manifestation. Le haut-commissaire a considéré que « des troubles graves à l'ordre public et des risques d'affrontements » pourraient « résulter des manifestations et contre-manifestations ou attroupements sur la voie publique en cette période ». — (Cor.)

● Précision. — Contrairement à ce que nous indiquions dans le Monde daté 12 avril, c'est Camille Maupéril — et non Régis Wamyan — qui a été légèrement blessé par balle au bras lors des incidents qui se sont produits dimanche 10 avril à Nouméa.

● Grève des navigateurs : Air Inter assure 93 % du trafic. — La direction d'Air Inter affirme qu'elle réalisera deux cent quatre-vingt-neuf vols sur les trois cent vingt et un prévus, soit 93 %, au cours de la journée du 12 avril, en dépit de la grève de trois jours organisée par les syndicats de pilotes (SNPL et SPAC) et des mécaniciens (SNOMAC). Ceux-ci ont décidé d'appeler à un arrêt de travail du lundi 11 au mercredi 13 avril pour obtenir une expérimentation en équipage à trois de l'Airbus A-320, conçu pour être conduit par deux pilotes seulement.

● Renseignements pour Paris : 45-39-25-26, de 7 heures à 21 heures ; pour la province : centre de réservation régional ou consultation gratuite sur minitel (3614 AIR INTER).

## Polémique entre les dirigeants de l'Association de recherche sur le cancer

A la suite des informations concernant l'ARC (association pour le développement de la recherche sur le cancer) publiées dans nos éditions du 12 avril, M. Jacques Crozemarie, président de l'ARC, a déclaré à l'AFP d'abord, sur Antenne 2 ensuite, que M. Yvon Ledoux, que nous avions présenté comme vice-président de l'ARC, « n'occupait plus cette fonction depuis le 23 décembre dernier ».

Selon M. Crozemarie, M. Ledoux aurait attendu d'avoir donné sa démission pour critiquer le fonctionnement de l'ARC, auquel il a pris pendant de nombreuses années « sans lever aucune protestation ». M. Crozemarie a, d'autre part, indiqué que M. Ledoux a été remplacé par le médecin général-inspecteur Robert Roillet.

M. Ledoux, actuellement en voyage aux États-Unis et que nous avons joint le 12 avril, dément les affirmations de M. Crozemarie. Docteur en droit et PDG de la société FAT-Communication, M. Ledoux déclare être toujours le « vice-président », « secrétaire général » de l'ARC.

## BOURSE DE PARIS

### Matinée du 12 avril

#### Jen égal

Après avoir ouvert sur une note un peu lourde (-0,3 %), le marché s'est redressé mardi matin, regagnant la plus grande partie du terrain perdu. A 11 heures, l'indiceur instantané était à 0,01 % en dessous de son niveau de la veille.

Hausse d'Hachette (+5,8 %), Avions Dassault, Penhoet, Galeries Lafayette, Hénin, Promote, Midl, Schneider, Recul, de Bis, Casino, Lesieur, J. Lefebvre, Club Med, BTV, Legrand.

## LES CHAMPIONS DU PRIX CASSÉ

Olivetti PC 1 contre ATARI PC 2. Pour la première fois, on peut acheter un compatible IBM de grand marque pour moins de 4 000 F.

ÉGALEMENT AU SOMMAIRE DU N° D'AVRIL

- Présentation en avant-première du CD-ROM d'Apple.
- 11 comptabilités pour PME à moins de 3 000 F.
- Le robot qui voit.

**N° 1 DE LA PRESSE INFORMATIQUE**

Né le 2 mars 1904 à Bordeaux (Gironde), le général de division Jacques Faure était ancien élève de Saint-Cyr (1922). Après avoir été affecté dans les chasseurs alpins, à l'Ecole de haute montagne de Chamonix, il participa, en mars 1940, à la campagne de Norvège, au sein du corps expéditionnaire de Norvège dont il fut, après les combats de Narvik, le chef d'état-major. Rapatrié par la Grande-Bretagne, il refusa de se rallier au général de Gaulle. Placé plus tard en congé d'armistice, il reprit de l'activité en mars 1943 et devint commandant en second du 1<sup>er</sup> régiment de chasseurs parachutistes. Il participa au débarquement de Sicile et aux combats d'Italie, puis à la campagne de France. En 1945, il prit la direction de la section d'études des troupes aéroportées à l'école de l'armée, puis passa au 3<sup>e</sup> bureau. En 1947, il commanda le groupement n° 3 de la 2<sup>e</sup> division aéroportée et est désigné en 1952 pour faire partie de la délégation française à la Conférence sur l'armée européenne et du comité interarmées de la CED. Il prend alors nettement position contre le ministre de la défense de l'époque, M. Pleven, qui le mène en Autriche. En mai 1954, alors qu'il est commandant de l'Ecole d'application de l'infanterie de Saint-Médard, il cumule ces fonctions avec celles de chef de l'état-major particulier du ministre de la défense nationale du cabinet Merle France et celles de directeur du groupe de travail chargé de l'étude des modalités d'application des accords de Londres et Paris, avant d'être nommé en Algérie.

## ESSEC

### ADMISSION SUR TITRE EN SECONDE ANNÉE

Aux étudiants titulaires d'un diplôme d'ingénieur, de médecin, de pharmacien, d'IEP, ou d'une maîtrise (sciences, lettres, droit). L'ESSEC propose une procédure d'admission qui, après les épreuves de sélection, leur permet d'être admis directement en seconde année.

L'objectif est de leur donner une formation à la gestion du plus haut niveau en dix-huit mois (rentrée fin août) ou deux ans. La pédagogie et l'enseignement dispensés à l'ESSEC par un corps professoral réputé ont fait de l'ESSEC un des tout premiers centres européens de gestion et de management.

- Prochaine session pour la rentrée 1988 : 12, 13, 14 septembre
- Date limite de dépôt des dossiers de candidature : 15 juin 1988.
- Documentation et dossier d'inscription : ESSEC-Admissions BP 105

95021 CERGY-PONTOISE Cedex — Tél. : (1) 30-38-38-00  
ESSEC, établissement d'enseignement supérieur privé reconnu par l'Etat.

## MON NOM M'A TOUJOURS POUSSÉ À FRÉQUENTER DES GENS ÉCONOMES...

**24 900 F HT**  
Macintosh SE  
disque dur interne 45 M.o.

**INTERNATIONAL COMPUTER**  
La micro sans frontières

25, rue du Renard Paris 4<sup>e</sup> • 42 72 26 26  
84, av. du Prado Marseille 6<sup>e</sup> • 91 37 25 03

### DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT avec la garantie d'un grand maître tailleur

**COSTUMES-MESURE**  
à partir de 2 150 F  
PANTALONS 600 F VESTONS 1 400 F  
3 000 dessus  
Luxueuses draperies anglaises  
Fabrication traditionnelle  
TAILLEURS, JUPES, MANTEAUX  
PARDESSUS sur MESURE  
UNIFORMES ET INSIGNES MILITAIRES  
**LEGRAND Tailleur**  
27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra  
Téléphone : 47-42-70-61  
Du lundi au samedi de 10 h à 18 h.